COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

ANNUAIRE

2014-2015

YEARBOOK

2014-2015

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

Le présent ouvrage a été réalisé par le Greffe de la Cour internationale de Justice

This book has been produced by the Registry of the International Court of Justice

Tous droits réservés par la Cour internationale de Justice (Organisation des Nations Unies)

All rights reserved by the International Court of Justice (United Nations)

ISBN 978-92-1-157286-5

N° de vente
Sales number: **1091**

ANNUAIRE

2014-2015

YEARBOOK

2014-2015

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

ANNUAIRE

2014-2015

Palais de la Paix, Carnegieplein 2, 2517 KJ, La Haye, Pays-Bas
Téléphone : +31 (0) 70 302 23 23 – Télécopie : +31 (0) 70 364 99 28
Site Internet : www.icj-cij.org

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

YEARBOOK

2014-2015

Peace Palace, Carnegieplein 2, 2517 KJ, The Hague, Netherlands
Telephone: +31 (0) 70 302 23 23 – Telefax: +31 (0) 70 364 99 28
Website: www.icj-cij.org

Avant-propos

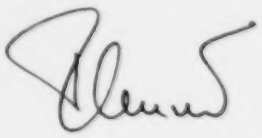
La Cour internationale de Justice, organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies, a chargé son greffier, dès 1947, de publier un *Annuaire* donnant des informations sur ses activités, son organisation, son administration et sa compétence.

Cet ouvrage, qui était traditionnellement publié en deux versions, l'une en français *(Annuaire)*, l'autre en anglais *(Yearbook)*, est publié, depuis la précédente édition (n° 68), dans une version bilingue dont le contenu a été entièrement revu afin d'accroître la complémentarité de la collection avec les autres supports d'information de la Cour.

Le présent volume — soixante-neuvième de la série — porte sur la période allant du 1er août 2014 au 31 juillet 2015.

Rédigé par le Greffe, l'*Annuaire-Yearbook* n'engage en aucune façon la Cour. En particulier, les résumés d'arrêts, d'avis consultatifs et d'ordonnances ne sauraient être cités à l'encontre du texte même des décisions pertinentes, dont ils ne constituent pas une interprétation.

Le greffier de la Cour,



Philippe Couvreur

Foreword

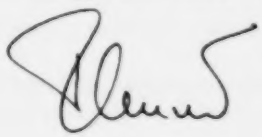
In 1947, the International Court of Justice, principal judicial organ of the United Nations, instructed its Registrar to publish a *Yearbook* providing general information concerning its activities, organization, administration and jurisdiction.

This publication, which was traditionally issued in English *(Yearbook)* and French *(Annuaire)*, has since the last edition (No. 68) been published in a bilingual version, whose content has been completely revised, with a view to enhancing complementarity with the Court's other information media.

The present volume — the sixty-ninth in the series — covers the period from 1 August 2014 to 31 July 2015.

The *Annuaire-Yearbook* is produced by the Registry and in no way involves the responsibility of the Court; in particular, the summaries of judgments, advisory opinions and orders cannot be quoted against the actual texts of those decisions and do not constitute an interpretation of them.

Philippe Couvreur,



Registrar of the Court.

SOMMAIRE

Page

Première partie. De l'activité de la Cour entre le 1er août 2014 et le 31 juillet 2015 2

I. Des activités judiciaires 2
II. Des autres activités 20

Deuxième partie. De l'organisation de la Cour et de son Greffe 26

I. De la Cour 26
II. Du Greffe 43

Troisième partie. De la compétence de la Cour et de la procédure suivie par elle 52

I. De la compétence de la Cour 52
II. De la procédure suivie par la Cour 73

Note thématique. La forme des décisions de la Cour aux fins des procédures incidentes et des procédures en interprétation et en revision..... 84

*

Annexes 105

SUMMARY

Page

Part one. Activity of the Court between 1 August 2014 and 31 July 2015 2

I. Judicial activity 2
II. Other activities 20

Part two. Organization of the Court and its Registry..... 26

I. The Court 26
II. The Registry..... 43

Part three. Jurisdiction of the Court and the procedure followed by it 52

I. Jurisdiction of the Court 52
II. Procedure followed by the Court 73

Special topic. The form of the decisions of the Court for the purposes of incidental proceedings and proceedings on interpretation or revision 84

*

Annexes 105

INTRODUCTION

La Cour internationale de Justice (CIJ), qui a son siège au Palais de la Paix, à La Haye (Pays-Bas), est l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Elle a été instituée en juin 1945 par la Charte des Nations Unies et a entamé ses activités en avril 1946.

La Cour est le seul des six organes principaux des Nations Unies dont le siège n'est pas à New York. Elle a eu pour devancière la Cour permanente de Justice internationale (CPJI), instituée par le pacte de la Société des Nations en 1920 et dissoute en 1946. Composée de quinze juges, élus pour un mandat de neuf ans par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies, la CIJ est indépendante du Secrétariat des Nations Unies. Elle est assistée par un Greffe, son propre secrétariat international, dont l'activité revêt un aspect judiciaire et diplomatique, ainsi qu'un aspect administratif. Ses langues officielles sont le français et l'anglais.

Aussi appelée « Cour mondiale », la CIJ est la seule juridiction universelle à compétence générale. Elle a une double mission consistant, d'une part, à régler conformément au droit international les différends d'ordre juridique qui lui sont soumis par les Etats (par des arrêts qui ont force obligatoire immédiate et ne sont pas susceptibles d'appel) et, d'autre part, à donner des avis consultatifs sur les questions juridiques qui peuvent lui être soumises par les organes des Nations Unies et les institutions du Système dûment autorisées à le faire.

L'*Annuaire-Yearbook* présente, dans une première partie, l'ensemble de l'activité de la Cour — sur le plan tant judiciaire que plus général — entre le 1er août 2014 et le 31 juillet 2015. Sont ensuite exposés, dans une deuxième partie, l'organisation de la CIJ au travers de la structure et de l'administration de l'institution et, dans une troisième partie, le fonctionnement de la Cour au travers de sa compétence et de la procédure suivie par elle.

Des annexes retraçant l'histoire de la Cour et sa pratique de 1946 à nos jours viennent compléter les différentes parties de l'ouvrage.

Enfin, figure en *addendum* le texte des Instructions de procédure.

INTRODUCTION

The International Court of Justice (ICJ), which has its seat at the Peace Palace, in The Hague (Netherlands), is the principal judicial organ of the United Nations. It was established by the Charter of the United Nations in June 1945 and began its activities in April 1946.

Of the six principal organs of the United Nations, it is the only one not located in New York. It had as its predecessor the Permanent Court of International Justice (PCIJ), which was instituted by the League of Nations in 1920 and was dissolved in 1946. Composed of fifteen judges elected for a nine-year term by the General Assembly and the Security Council of the United Nations, the ICJ is independent of the United Nations Secretariat. It is assisted by a Registry, its own international secretariat, whose activities are both judicial and diplomatic, as well as administrative. Its official languages are English and French.

Also known as the "World Court", it is the only court of a universal character with general jurisdiction. It has a two-fold role: first, to settle, in accordance with international law, legal disputes submitted to it by States (its judgments have immediate binding force and are without appeal); and, second, to give advisory opinions on legal questions referred to it by duly authorized United Nations organs and agencies of the System.

The first part of the *Annuaire-Yearbook* sets out the Court's activities — both judicial and more general — between 1 August 2014 and 31 July 2015. The second part focuses on the organization of the ICJ through its structure and administration, and the third part on the functioning of the Court through its jurisdiction and the procedures that it follows.

Annexes describing the history of the Court and its practice since 1946 supplement the various parts of the publication.

Finally, the Practice Directions are reproduced in an *addendum*.

PREMIERE PARTIE

DE L'ACTIVITÉ DE LA COUR ENTRE LE 1er AOÛT 2014 ET LE 31 JUILLET 2015

I. Des activités judiciaires

A. Présentation générale

La première affaire inscrite au rôle général de la Cour *(Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie))* a été introduite le 22 mai 1947. Entre cette date et le 31 juillet 2015, la Cour a eu à connaître de 135 affaires contentieuses et 26 procédures consultatives (la liste détaillée figure en annexe 1 au présent *Annuaire-Yearbook* (voir p. 106)). La Cour a, en tout, rendu 117 arrêts et 27 avis consultatifs. Elle a par ailleurs rendu 525 ordonnances. Si 365 d'entre elles portent sur des questions de délais (fixation ou prorogation) pour le dépôt de pièces de procédure, les 160 autres ont trait à des points plus substantiels (mesures conservatoires (pour 40 d'entre elles), demandes reconventionnelles, intervention, radiation du rôle, etc.).

A ce jour, les décisions de la Cour se répartissent donc comme suit :

1. Nouvelles requêtes

Au cours de la période considérée aux fins du présent *Annuaire-Yearbook*, deux requêtes ont été présentées au Greffe de la Cour.

La première a été soumise le 7 août 2014 par l'Argentine contre les Etats-Unis d'Amérique au sujet d'un « différend relatif à des décisions judiciaires des Etats-Unis ... relatives à la restructuration de la dette souveraine de l'Argentine ». L'Argentine soutient

PART ONE

ACTIVITY OF THE COURT BETWEEN 1 AUGUST 2014 AND 31 JULY 2015

I. Judicial Activity

A. General Overview

The first case entered in the General List of the Court *(Corfu Channel (United Kingdom v. Albania))* was submitted on 22 May 1947. Between then and 31 July 2015, the Court has had to deal with 135 contentious cases and 26 advisory procedures (the full list of the proceedings can be found in Annex 1 of this *Annuaire-Yearbook*, p. 106). In all, the Court has rendered 117 Judgments and 27 Advisory Opinions. It has also made 525 Orders. While 365 of those Orders concern the fixing or extension of time-limits for the filing of written pleadings, the other 160 relate to more substantive matters (provisional measures (40 Orders), counter-claims, intervention, discontinuance, etc.).

To date, the decisions of the Court can thus be broken down as follows:

1. New Applications

During the period under review in this *Annuaire-Yearbook*, two Applications were filed in the Registry of the Court.

The first was filed on 7 August 2014 by Argentina against the United States of America regarding a "dispute concerning judicial decisions of the United States . . . relating to the restructuring of the Argentine sovereign debt". Argentina contends that

que, par suite de décisions rendues par leurs tribunaux concernant sa dette publique, les Etats-Unis ont porté atteinte à sa souveraineté et aux immunités dont elle bénéficie, et commis d'autres violations connexes. Dans sa requête, l'Argentine indique qu'elle entend, conformément au paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement de la Cour, fonder la compétence de celle-ci sur le consentement à donner par les Etats-Unis.

Tant que ledit consentement n'aura pas été exprimé, cette requête ne pourra faire l'objet d'une inscription au rôle de la Cour (voir ci-après p. 62, et annexe 8, p. 139).

La seconde requête a été déposée le 28 août 2014 par la Somalie à l'encontre du Kenya au sujet d'un « différend relatif à la délimitation maritime dans l'océan Indien ». La Somalie soutient que les deux Etats « sont en désaccord sur l'emplacement de la frontière maritime dans la zone où se chevauchent les espaces maritimes auxquels [ils] prétendent » et que « [l]es négociations diplomatiques, dans le cadre desquelles leurs vues respectives ont été pleinement échangées, n'ont pas permis de résoudre leur désaccord ». Elle prie en conséquence la Cour « de déterminer, conformément au droit international, le tracé complet de la frontière maritime unique départageant l'ensemble des espaces maritimes relevant du Kenya et d'elle-même dans l'océan Indien, y compris le plateau continental au-delà de la limite des 200 [milles marins] » (voir ci-après, p. 19).

2. Audiences

Entre le 1er août 2014 et le 31 juillet 2015, la Cour a tenu deux séries d'audiences.

Elle a tout d'abord entendu, du 14 avril au 1er mai 2015, les plaidoiries du Costa Rica et du Nicaragua sur le fond de deux affaires jointes, à savoir l'affaire relative à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)* et l'affaire relative à la *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*.

La Cour a ensuite tenu, du 4 au 8 mai 2015, des audiences consacrées à l'exception préliminaire à sa compétence soulevée par le Chili en l'affaire relative à l'*Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)*.

On notera par ailleurs que la Cour avait prévu d'entendre les plaidoiries du Timor-Leste et de l'Australie en l'affaire relative à des *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)* du 17 au 24 septembre 2014. Elle a toutefois décidé, le 3 septembre 2014, d'annuler ces audiences, ayant reçu une lettre en date du 1er septembre par laquelle les Parties lui avaient conjointement demandé « de bien vouloir ajourner la procédure orale … afin de [leur] permettre … de rechercher un règlement à l'amiable ».

3. Décisions

Dix décisions ont été rendues au cours de la période considérée aux fins du présent *Annuaire-Yearbook*.

Ainsi, le 3 février 2015, la Cour a rendu son arrêt au fond en l'affaire relative à l'*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)*. Elle a ensuite rendu, le 22 avril 2015, une décision portant modification de son ordonnance en indication de mesures conservatoires du 3 mars 2014 en l'affaire relative à des *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)*, avant que ne soit prononcée la radiation de cette instance par

the United States has committed violations of Argentine sovereignty and immunities and other related violations, as a result of judicial decisions adopted by US tribunals concerning the restructuring of the Argentine public debt. In its Application, Argentina states that it seeks to found the jurisdiction of the Court on the consent to be given thereto by the United States, pursuant to Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court.

Unless and until such consent is expressed, this Application cannot be entered in the Court's List (see below, p. 62, and Annex 8, p. 139).

The second Application was filed on 28 August 2014 by Somalia against Kenya, with regard to "a dispute concerning maritime delimitation in the Indian Ocean". Somalia contends that both States "disagree about the location of the maritime boundary in the area where their maritime entitlements overlap", and asserts that "[d]iplomatic negotiations, in which their respective views have been fully exchanged, have failed to resolve this disagreement". It therefore requests the Court "to determine, on the basis of international law, the complete course of the single maritime boundary dividing all the maritime areas appertaining to Somalia and to Kenya in the Indian Ocean, including the continental shelf beyond 200 [nautical miles]" (see below, p. 19).

2. Hearings

Between 1 August 2014 and 31 July 2015, the Court held two sets of hearings.

First, from 14 April to 1 May 2015, it heard the oral arguments on the merits of Costa Rica and Nicaragua in two joined cases concerning *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica* v. *Nicaragua)* and the *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua* v. *Costa Rica)*.

The Court then held hearings, from 4 to 8 May 2015, on the preliminary objection to its jurisdiction raised by Chile in the case concerning *Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia* v. *Chile)*.

Moreover, the Court had been scheduled to hear the oral arguments of Timor-Leste and Australia in the case concerning *Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste* v. *Australia)* from 17 to 24 September 2014. However, on 3 September 2014, it decided to cancel the hearings, having received a letter dated 1 September in which the Parties jointly requested the Court "to adjourn the hearing . . . in order to enable [them] to seek an amicable settlement".

3. Decisions

The Court delivered ten decisions during the period under review in this *Annuaire-Yearbook*.

Thus, on 3 February 2015, the Court rendered its Judgment on the merits in the case concerning *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia* v. *Serbia)*. Then, on 22 April 2015, it handed down a decision modifying its Order of 3 March 2014 indicating provisional measures in the case concerning *Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste* v. *Australia)*, before issuing an Order, dated 11 June 2015,

une ordonnance en date du 11 juin 2015. Enfin, sept ordonnances de fixation ou de prorogation de délais ont été rendues.

L'ensemble des activités susmentionnées a fait l'objet de communiqués de presse placés sur le site Internet de la Cour.

B. Fiches signalétiques des affaires pendantes

La présente section a pour objet de présenter de manière synthétique l'état des procédures pendantes entre le 1er août 2014 et le 31 juillet 2015, sous forme de « fiches signalétiques ». Celles-ci exposent de manière succincte l'affaire, en insistant plus particulièrement sur les développements intervenus au cours de la période considérée aux fins du présent *Annuaire-Yearbook*. Les résumés peuvent être lus en parallèle avec le digeste, qui détaille l'application que la Cour a faite des dispositions de son Statut et de son Règlement (voir ci-après, p. 28-34).

Pour un exposé plus approfondi des affaires pendantes, les lecteurs sont invités à se reporter soit aux communiqués de presse, soit aux résumés placés sur le site Internet de la Cour.

Les décisions sont quant à elles publiées dans leur intégralité, avec les opinions et déclarations jointes par les juges, dans la série *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances* et sur le site Internet de la Cour.

Aux fins des fiches signalétiques qui suivent, les abréviations ci-après ont été utilisées :

C.-M. : contre-mémoire
D. : duplique
M. : mémoire
Ord. : ordonnance
R. : réplique

Les croquis ci-après ne sont proposés qu'à titre d'illustrations et de repères. La présentation des données y figurant n'implique, en particulier, de la part du Greffe aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ou quant au tracé de leurs frontières et limites.

Par ailleurs, le « Thème » vise à donner une idée très générale des points soulevés dans l'acte introductif d'instance, et est évidemment sans préjudice de toute question de définition juridique de l'objet de l'affaire sur laquelle la Cour serait appelée à se prononcer.

Légende :

- ■ État demandeur dans une affaire introduite par requête
- ■ État défendeur dans une affaire introduite par requête
- □ État partie à une affaire introduite par compromis
- □ État intervenant

removing the case from the List. Lastly, the Court made seven Orders fixing or extending time-limits.

All of these activities were the subject of press releases published on the Court's website.

B. Case Summaries of Pending Cases

This section aims to give an overview of the proceedings pending before the Court between 1 August 2014 and 31 July 2015, in the form of case summaries. These summaries briefly outline the case, giving particular attention to the developments that took place during the period under review in this *Annuaire-Yearbook*. They can be read alongside the digest, which explains the Court's application of the provisions of its Statute and Rules of Court (see below, pp. 28-34).

A more detailed account of the cases pending before the Court can be found in the press releases and summaries available on the Court's website.

The Court's decisions are published in full, together with any opinions and declarations appended thereto by the judges, in the series *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders*, and on the Court's website.

The abbreviations below have been used in the case summaries that follow:

C.-M.: Counter-Memorial
M.: Memorial
Ord.: Order
Rej.: Rejoinder
Rep.: Reply

The following sketch-maps are for illustrative and reference purposes only. In particular, the information presented therein implies no position on the part of the Registry as to the legal status of the countries, territories, towns or areas, or that of their authorities, or as to the course of their frontiers or boundaries.

In addition, the "Themes" seek to give a general idea of the points raised in the act instituting proceedings; they are, of course, without prejudice to any question of the legal definition of the subject-matter of the case on which the Court may be called to rule.

Legend:

- Applicant State in a case brought by an Application
- Respondent State in a case brought by an Application
- State party in a case brought by Special Agreement
- Intervening State

LISTE DES AFFAIRES PENDANTES

Page

1. *Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)* 6
2. *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)* 7
3. *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)* 8
4. *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)* 9
5. *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)* 10
6. *Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)* 11
7. *Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)* 12
8. *Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)* 13
9. *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)* 14
10. *Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua)* 15
11. *Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Inde)* 16
12. *Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Pakistan)* 17
13. *Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Royaume-Uni)* . . . 18
14. *Délimitation maritime dans l'océan Indien (Somalie c. Kenya)* 19

LIST OF PENDING CASES

		Page
1.	*Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)*	6
2.	*Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo* v. *Uganda)*	7
3.	*Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia* v. *Serbia)*	8
4.	*Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica* v. *Nicaragua)*	9
5.	*Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua* v. *Costa Rica)*	10
6.	*Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia* v. *Chile)*	11
7.	*Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua* v. *Colombia)*	12
8.	*Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua* v. *Colombia)*	13
9.	*Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste* v. *Australia)*	14
10.	*Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica* v. *Nicaragua)*	15
11.	*Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands* v. *India)*	16
12.	*Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands* v. *Pakistan)*	17
13.	*Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands* v. *United Kingdom)*	18
14.	*Maritime Delimitation in the Indian Ocean (Somalia* v. *Kenya)*	19

1. Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)

Introduction	2 VII 1993 (compromis)
Audiences	3-7 et 24-27 III 1997, puis 10, 11, 14 et 15 IV 1997 (fond)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.) : 14 VII 1993 (ord.) Fixation de délai (R.) : 20 XII 1994 (ord.) Descente sur les lieux : 5 II 1997 (ord.) Fond : 25 IX 1997 (arrêt)
Descente sur les lieux	1-4 IV 1997
Thèmes	Droit des traités ; droit de la responsabilité ; environnement

En application d'un traité de 1977, la Hongrie et la Slovaquie étaient convenues de construire et d'exploiter conjointement le système de barrage de Gabčíkovo-Nagymaros. Toutefois, à la suite de vives critiques que le projet avait suscitées en Hongrie, celle-ci décida, en 1989, de suspendre puis d'abandonner les travaux, et, en 1992, de mettre un terme au traité de 1977. Désireuse, quant à elle, d'exploiter le système de Gabčíkovo, la Slovaquie adopta une solution de rechange qui lui permit de mettre l'ouvrage en service à partir de 1992.

Chaque pays reprochant à l'autre les décisions ainsi prises, la Hongrie et la Slovaquie notifièrent conjointement à la Cour, le 2 juillet 1993, un compromis en vue de lui soumettre certaines questions nées de leurs contestations.

Dans son arrêt du 25 septembre 1997, la Cour a estimé que la Hongrie et la Slovaquie avaient toutes deux violé leurs obligations juridiques. Elle les a appelées à négocier d core en vigueur — en tenant compte de la situation de fait qui s'était développée depuis 1989.

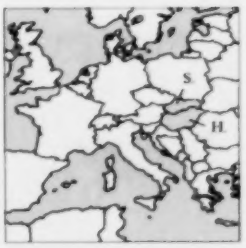
Le 3 septembre 1998, estimant que la Hongrie n'était pas disposée à exécuter l'arrêt de 1997, la Slovaquie a présenté à la Cour une demande en vue du prononcé d'un arrêt supplémentaire. Elle a, à cette fin, fait usage d'une disposition particulière du compromis précité (art. 5, par. 3), aux termes de laquelle les Parties étaient convenues que, faute d'accord dans un délai de six mois sur les modalités d'exécution de la décision de la Cour, l'une ou l'autre d'entre elles pourrait demander un nouvel arrêt pour déterminer celles-ci. La Hongrie a répondu par écrit à la demande de la Slovaquie le 7 décembre 1998, en contestant la recevabilité de ladite demande. Début 1999, les Parties ont toutefois repris leurs échanges.

Elles ont depuis lors engagé des négociations et informent régulièrement la Cour de l'évolution de celles-ci.

Le président rencontre les agents des Parties lorsqu'il le juge nécessaire. ▪

1. Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)

Proceedings instituted	2 VII 1993 (Special Agreement)
Hearings	3–7 and 24–27 III 1997, then 10, 11, 14 and 15 IV 1997 (Merits)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 14 VII 1993 (Ord.) Fixing of time-limit (R.): 20 XII 1994 (Ord.) Site visit: 5 II 1997 (Ord.) Merits: 25 IX 1997 (Judgment)
Site visit	1–4 IV 1997
Themes	Treaty law; law of responsibility; environment



Under a treaty concluded in 1977, Hungary and Slovakia had agreed to jointly construct and operate the Gabčíkovo-Nagymaros barrage system. However, as a result of intense criticism which the project had generated in Hungary, the latter decided in 1989 to suspend and subsequently abandon the works, and, in 1992, to terminate the 1977 Treaty. Slovakia, wishing for its part to operate the Gabčíkovo system, adopted an alternative solution which enabled it to bring the project into service from 1992.

As each country criticized the other for the decisions thus taken, Hungary and Slovakia jointly notified to the Court, on 2 July 1993, a Special Agreement for the submission to it of certain issues arising out of their differences.

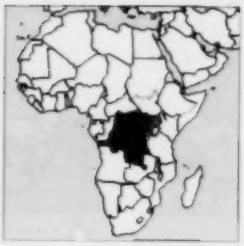
In its Judgment of 25 September 1997, the Court found that both Hungary and Slovakia had breached their legal obligations. It called on them to negotiate in good faith in order to ensure the achievement of the objectives of the 1977 Treaty — which it declared was still in force — while taking account of the factual situation that had developed since 1989.

On 3 September 1998, in the belief that Hungary was unwilling to implement the 1997 Judgment, Slovakia submitted to the Court a request for an additional judgment, invoking a particular provision of the Special Agreement (Art. 5 (3)) under which, if the Parties were unable to reach agreement within six months on the modalities for executing the Court's judgment, either of them might request an additional judgment to determine those modalities. Hungary responded in writing to Slovakia's request on 7 December 1998 and challenged the admissibility of the request. At the start of 1999, however, the Parties reopened discussions.

They have since resumed negotiations and inform the Court on a regular basis of the progress made.

The President meets the Agents of the Parties when he deems it necessary. ▪

2. Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)



Introduction	23 VI 1999 (requête)
Audiences	26 et 28 VI 2000 (mesures conservatoires) ; 11-29 IV 2005 (fond)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.) : 21 X 1999 (ord.) Mesures conservatoires : 1 VII 2000 (ord.) Demandes reconventionnelles (recevabilité et fixation de délais (R. et D.)) : 29 XI 2001 (ord.) Prorogation de délai (D.) : 7 XI 2002 (ord.) Fixation de délai (pièce additionnelle) : 29 I 2003 (ord.) Fond : 19 XII 2005 (arrêt) Fixation de délai (M. (réparations)) : 1 VII 2015 (ord.)
Thèmes	Recours à la force ; souveraineté territoriale ; droit humanitaire

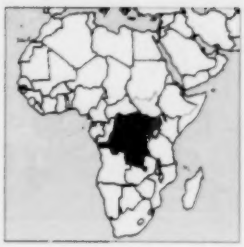
L'affaire a été introduite par la République démocratique du Congo (RDC) le 23 juin 1999 « en raison d'actes d'agression armée perpétrés en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine ». L'Ouganda a, pour sa part, présenté plusieurs demandes reconventionnelles le 20 avril 2001, reprochant en particulier à la RDC d'avoir attaqué les locaux de l'ambassade de l'Ouganda à Kinshasa et infligé des mauvais traitements au personnel diplomatique ainsi qu'à d'autres ressortissants ougandais présents dans ces locaux et à l'aéroport de Ndjili.

Dans l'arrêt qu'elle a rendu le 19 décembre 2005, la Cour a notamment conclu que l'Ouganda, en se livrant à des actions militaires à l'encontre de la RDC sur le territoire de celle-ci, en occupant le district de l'Ituri et en soutenant activement des forces irrégulières qui opéraient sur le territoire congolais, avait violé le principe de non-recours à la force dans les relations internationales et le principe de non-intervention ; qu'il avait violé, au cours des hostilités entre les forces armées ougandaises et rwandaises à Kisangani, les obligations lui incombant en vertu du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire ; qu'il avait violé, par le comportement de ses forces armées à l'égard de la population civile congolaise, et notamment en tant que puissance occupante dans le district de l'Ituri, d'autres obligations lui incombant en vertu du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire ; et qu'il avait violé les obligations qui sont les siennes en vertu du droit international, aussi bien par des actes de pillage et d'exploitation des ressources naturelles congolaises commis par des membres de ses forces armées sur le territoire de la RDC que pour ne pas en avoir empêché la commission, en tant que puissance occupante dans le district de l'Ituri. La Cour est également parvenue à la conclusion que la RDC avait, pour sa part, violé les obligations lui incombant en vertu de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961, envers l'Ouganda, dans le cas de mauvais traitements ou de défaut de protection accordée aux personnes et aux biens protégés par ladite convention. Elle a en revanche déclaré que le volet de la demande reconventionnelle de l'Ouganda relatif aux personnes autres que des diplomates à l'aéroport de Ndjili était irrecevable. La Cour a, en conséquence, conclu que les Parties avaient l'obligation, l'une envers l'autre, de réparer le préjudice causé. Elle a décidé que, au cas où elles ne pourraient se mettre d'accord à ce sujet, elle réglerait la question des réparations.

Le 13 mai 2015, estimant que les négociations menées à ce sujet avec l'Ouganda avaient échoué, la RDC a demandé à la Cour de fixer le montant de la réparation due par celui-ci. Bien que l'Ouganda ait fait valoir que cette demande était prématurée, la Cour a constaté, dans une ordonnance du 1er juillet 2015, que, si les Parties avaient effectivement cherché à s'entendre directement sur la question, il était manifeste qu'elles n'avaient pas pu parvenir à un accord. Elle a dès lors fixé au 6 janvier 2016 les délais dans lesquels les Parties devront déposer leurs pièces de procédure écrite sur la question des réparations. ▪

2. Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo *v.* Uganda)

Proceedings instituted	23 VI 1999 (Application)
Hearings	26 and 28 VI 2000 (provisional measures); 11-29 IV 2005 (Merits)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 21 X 1999 (Ord.) Provisional measures: 1 VII 2000 (Ord.) Counter-claims (admissibility and fixing of time-limits (Rep. and Rej.)): 29 XI 2001 (Ord.) Extension of time-limit (Rej.): 7 XI 2002 (Ord.) Fixing of time-limit (additional pleading): 29 I 2003 (Ord.) Merits: 19 XII 2005 (Judgment) Fixing of time-limit (M. (reparations)): 1 VII 2015 (Ord.)
Themes	Use of force; territorial sovereignty; humanitarian law; law of responsibility

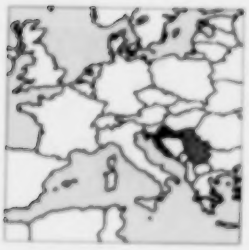


The case was introduced by the Democratic Republic of the Congo (DRC) on 23 June 1999 for "acts of armed aggression perpetrated in flagrant violation of the United Nations Charter and of the Charter of the Organization of African Unity". Uganda, for its part, raised several counter-claims on 20 April 2001, alleging that the DRC had, among other things, attacked the premises of the Ugandan Embassy in Kinshasa and maltreated diplomats and other Ugandan nationals present on the premises and at Ndjili Airport.

In its Judgment of 19 December 2005, the Court found *inter alia* that Uganda, by engaging in military activities against the DRC on the latter's territory, by occupying Ituri district and by actively extending support to irregular forces having operated on the territory of the DRC, had violated the principle of non-use of force in international relations and the principle of non-intervention; that it had violated, in the course of hostilities between Ugandan and Rwandan military forces in Kisangani, its obligations under international human rights law and international humanitarian law; that it had violated, by the conduct of its armed forces towards the Congolese civilian population and in particular as an occupying Power in Ituri district, other obligations incumbent on it under international human rights law and international humanitarian law; and that it had violated its obligations under international law by acts of looting, plundering and exploitation of Congolese natural resources committed by members of its armed forces in the territory of the DRC and by its failure to prevent such acts as an occupying Power in Ituri district. The Court also found that the DRC had for its part violated obligations owed to Uganda under the 1961 Vienna Convention on Diplomatic Relations, through maltreatment of or failure to protect the persons and property protected by the said Convention. On the other hand, it ruled that the part of the second counter-claim submitted by Uganda relating to individuals other than diplomats at Ndjili Airport was inadmissible. The Court therefore concluded that the Parties were under obligation to one another to make reparation for the injury caused. It decided that, failing agreement between the Parties, it would settle the question of reparation.

On 13 May 2015, deeming that the negotiations with Uganda on this question had failed, the DRC requested the Court to determine the amount of reparation owed by Uganda. While Uganda indicated that this request was premature, the Court, in an Order of 1 July 2015, observed that although the Parties had tried to settle the question directly, they had clearly been unable to reach an agreement. It consequently fixed 6 January 2016 as the time-limit for the Parties to file their written pleadings on the question of reparations. ▪

3. Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)



Introduction 2 VII 1999 (requête)

Audiences 26-30 V 2008 (exceptions préliminaires) ; 3 III-1 IV 2014 (fond)

Décisions Fixation de délais (M. et C.-M.) : 14 IX 1999 (ord.)
Prorogation de délais (M. et C.-M.) : 10 III 2000 (ord.)
Prorogation de délais (M. et C.-M.) : 27 VI 2000 (ord.)
Fixation de délai (exposé sur exceptions préliminaires) : 14 XI 2002 (ord.)
Exceptions préliminaires : 18 XI 2008 (*arrêt*)
Fixation de délai (C.-M.) : 20 I 2009 (ord.)
Fixation de délais (R. et D.) : 4 II 2010 (ord.)
Fixation de délai (pièce additionnelle sur demande reconventionnelle) : 23 I 2012 (ord.)
Fond : 3 II 2015 (*arrêt*)

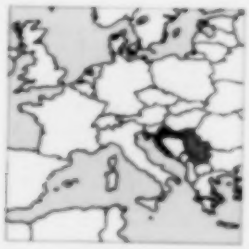
Thème Génocide

Le 2 juillet 1999, la Croatie a introduit une instance contre la Serbie (alors dénommée République fédérale de Yougoslavie (RFY)) au sujet d'un différend concernant des violations de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948, qui auraient été commises entre 1991 et 1995 dans le cadre du conflit ayant opposé, d'une part, les forces armées croates et, d'autre part, des forces hostiles à l'indépendance de la Croatie et, au moins à partir de septembre 1991, l'armée populaire yougoslave (JNA). Par la suite, la défenderesse a soulevé des exceptions préliminaires (que la Cour a en partie rejetées dans un arrêt du 18 novembre 2008), avant de soumettre une demande reconventionnelle, soutenant que la Croatie avait commis un génocide au cours d'une opération militaire menée en août 1995 (l'opération «Tempête»). Après avoir tenu des audiences sur l'exception jugée non exclusivement préliminaire en 2008 ainsi que sur le fond des demandes des Parties, la Cour a rendu son arrêt le 3 février 2015.

Tout d'abord, la Cour s'est intéressée à l'étendue de sa compétence, laquelle reposait, a-t-elle jugé, exclusivement sur l'article IX de la Convention sur le génocide. Rappelant qu'elle avait dit, en 2008, qu'elle avait compétence pour connaître des faits postérieurs au 27 avril 1992 (date à laquelle la RFY est devenue partie à la Convention par voie de succession) et constatant que les Parties étaient en désaccord sur plusieurs questions se rapportant aux faits antérieurs à cette date, la Cour a estimé que, puisqu'il lui faudrait trancher ces questions afin de déterminer si la Serbie était responsable de violations de la Convention, elle avait compétence pour connaître de l'ensemble de la demande de la Croatie.

Ensuite, la Cour en est venue à l'examen au fond des demandes des Parties. Elle a rappelé que, aux termes de la Convention de 1948, le crime de génocide comprend deux éléments constitutifs. Le premier est l'élément matériel, à savoir les actes qui ont été commis (lesquels sont énoncés à l'article II et comprennent notamment le meurtre de membres du groupe (litt. *a)*) et l'atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe (litt. *b)*)). Le second est l'élément moral, à savoir l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel. S'agissant de la demande de la Croatie, la Cour a considéré que, dans les régions de Slavonie orientale, de Slavonie occidentale, de Banovina/Banija, de Kordun, de Lika et de Dalmatie, la JNA et des forces serbes avaient commis des actes relevant des litt. *a)* et *b)* de l'article II. Estimant toutefois qu'il n'avait pas été démontré que ces actes reflétaient une intention génocidaire, la Cour a conclu que la Croatie n'avait pas prouvé qu'un génocide ou d'autres violations de la Convention avaient été commis. Elle a donc rejeté la demande dans sa totalité. S'agissant de la demande reconventionnelle de la Serbie, jugée recevable, la Cour a conclu que, pendant et à la suite de l'opération «Tempête», des forces de Croatie avaient commis des actes relevant des litt. *a)* et *b)* de l'article II. Considérant toutefois que la preuve d'une intention génocidaire n'avait pas été rapportée, la Cour a estimé que ni le génocide ni d'autres violations de la Convention n'avaient été établis. Elle a donc rejeté la demande reconventionnelle dans sa totalité. •

3. Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia *v.* Serbia)



Proceedings instituted: 2 VII 1999 (Application)

Hearings: 26–30 V 2008 (preliminary objections); 3 III–1 IV 2014 (Merits)

Decisions:
- Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 14 IX 1999 (Ord.)
- Extension of time-limits (M. and C.-M.): 10 III 2000 (Ord.)
- Extension of time-limits (M. and C.-M.): 27 VI 2000 (Ord.)
- Fixing of time-limit (written statement on preliminary objections): 14 XI 2002 (Ord.)
- Preliminary objections: 18 XI 2008 (Judgment)
- Fixing of time-limit (C.-M.): 20 I 2009 (Ord.)
- Fixing of time-limits (Rep. and Rej.): 4 II 2010 (Ord.)
- Fixing of time-limit (additional pleading on counter-claim): 23 I 2012 (Ord.)
- Merits: 3 II 2015 (Judgment)

Theme: Genocide

On 2 July 1999, Croatia instituted proceedings against Serbia (then known as the Federal Republic of Yugoslavia (FRY)) with respect to a dispute concerning violations of the 1948 Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide allegedly committed between 1991 and 1995 in the course of fighting between Croatian armed forces, on the one hand, and forces opposed to Croatian independence and, at least from September 1991, the Yugoslav People's Army (JNA), on the other. The Respondent subsequently raised preliminary objections (which the Court partially rejected in a Judgment of 18 November 2008), before filing a counter-claim, asserting that Croatia had committed genocide during a military operation in August 1995 (Operation "Storm"). After holding hearings on the objection found not to be of an exclusively preliminary character in 2008, as well as on the merits of the Parties' claims, the Court delivered its Judgment on 3 February 2015.

The Court first considered the scope of its jurisdiction, which, in its view, was founded exclusively on Article IX of the Genocide Convention. Recalling that, in its Judgment of 18 November 2008, it had found that it had jurisdiction over events which took place after 27 April 1992 (the date when the FRY became party, by succession, to the Genocide Convention) and noting that the Parties were in disagreement on a number of questions relating to events which took place prior to that date, the Court considered that, since it would need to decide those questions in order to determine whether Serbia was responsible for violations of the Convention, it had jurisdiction to entertain Croatia's claim in its entirety.

The Court then turned to the merits of the Parties' claims. It recalled that, under the terms of the 1948 Convention, the crime of genocide contains two constituent elements. The first is the physical element, namely the acts perpetrated (which are set out in Article II and include, in particular, killing members of the group (subpara. *(a)*) and causing serious bodily or mental harm to members of the group (subpara. *(b)*)). The second is the mental element, namely the intent to destroy, in whole or in part, a national, ethnical, racial or religious group as such. Regarding Croatia's claim, the Court considered that, in the regions of Eastern Slavonia, Western Slavonia, Banovina/Banija, Kordun, Lika and Dalmatia, the JNA and Serb forces had committed acts falling under subparagraphs *(a)* and *(b)* of Article II. Taking the view, however, that it had not been established that the acts reflected a genocidal intent, the Court found that Croatia had not proved that genocide or other violations of the Convention had been committed. It accordingly dismissed the claim in its entirety. Regarding Serbia's counter-claim, which was found to be admissible, the Court concluded that, during and after Operation "Storm", Croatian forces had perpetrated acts falling within paragraphs *(a)* and *(b)* of Article II. Considering, however, that genocidal intent had not been demonstrated, the Court found that neither genocide nor other violations of the Convention had been proved. It accordingly rejected the counter-claim in its entirety. ■

4. Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)

Introduction 18 XI 2010 (requête)

Audiences 11–13 I 2011 (mesures conservatoires) ; 14–17 X 2013 (mesures conservatoires, nouvelle demande) ; 14–17 et 28–29 IV 2015 (fond)

Décisions Mesures conservatoires : 8 III 2011 (ord.)
Fixation de délais (M. et C.-M.) : 5 IV 2011 (ord.)
Jonction d'instances : 17 IV 2013 (ord.)
Demandes reconventionnelles : 18 IV 2013 (ord.)
Mesures conservatoires (demande de modification) : 16 VII 2013 (ord.)
Mesures conservatoires (nouvelle demande) : 22 XI 2013 (ord.)

Thèmes Souveraineté territoriale ; environnement

Le Costa Rica a introduit, le 18 novembre 2010, une instance contre le Nicaragua à raison d'une « incursion en territoire costa-ricien de l'armée nicaraguayenne », qui aurait occupé et utilisé une partie de celui-ci, « ainsi que [de] violations par le Nicaragua d'obligations lui incombant envers le Costa Rica » en vertu d'un certain nombre de conventions et de traités internationaux. Le Costa Rica reproche au Nicaragua d'avoir, à l'occasion de deux incidents distincts, occupé son sol dans le cadre de la construction d'un canal (*caño*, selon la dénomination adoptée par les Parties) à travers le territoire costa-ricien, entre le fleuve San Juan et la lagune de los Portillos (ou « lagune de Harbor Head »), et d'avoir mené certaines activités connexes de dragage dans le San Juan.

La requête était accompagnée d'une demande en indication de mesures conservatoires sur laquelle la Cour s'est prononcée par une ordonnance du 8 mars 2011. Par la suite, la Cour a estimé approprié, conformément au principe de bonne administration de la justice et aux impératifs d'économie judiciaire, de joindre les instances dans la présente affaire et dans celle relative à la *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)* (voir ci-après, p. 10) par une ordonnance du 17 avril 2013. Elle s'est ensuite prononcée sur des demandes reconventionnelles soumises par le Nicaragua dans son contre-mémoire, puis sur une demande du Costa Rica tendant à la modification de l'ordonnance du 8 mars 2011.

En septembre 2013, le Costa Rica a saisi la Cour d'une demande en indication de nouvelles mesures conservatoires. La Cour a, dans une ordonnance du 22 novembre 2013, réaffirmé les mesures prescrites dans son ordonnance du 8 mars 2011 et en a indiqué de nouvelles à l'intention des deux Parties. Elle a également ordonné à chaque Partie de l'informer, tous les trois mois, de la manière dont celle-ci assurait la mise en œuvre des mesures conservatoires indiquées.

La Cour a enfin procédé à l'organisation de la procédure orale dans les instances jointes. A cet effet, le greffier a informé les Parties que la Cour estimait utile qu'elles fassent entendre les experts dont elles avaient annexé les rapports à leurs écritures. Ainsi, lors des audiences en l'affaire, qui se sont déroulées du 14 au 17 et du 28 au 29 avril 2015, la Cour a entendu un expert présenté par le Costa Rica et deux experts présentés par le Nicaragua.

L'affaire est actuellement en délibéré. ▪

4. Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica *v.* Nicaragua)

Proceedings instituted	18 XI 2010 (Application)
Hearings	11–13 I 2011 (provisional measures); 14–17 X 2013 (provisional measures, new request); 14–17 and 28–29 IV 2015 (Merits)
Decisions	Provisional measures: 8 III 2011 (Ord.) Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 5 IV 2011 (Ord.) Joinder of proceedings: 17 IV 2013 (Ord.) Counter-claims: 18 IV 2013 (Ord.) Provisional measures (request for modification): 16 VII 2013 (Ord.) Provisional measures (new request): 22 XI 2013 (Ord.)
Themes	Territorial sovereignty; environment

On 18 November 2010, Costa Rica instituted proceedings against Nicaragua in respect of an alleged "incursion into, occupation of and use by Nicaragua's army of Costa Rican territory as well as [alleged] breaches of Nicaragua's obligations towards Costa Rica" under a number of international treaties and conventions. Costa Rica contends that Nicaragua had, in two separate incidents, occupied the territory of Costa Rica in connection with the construction of a canal (*caño*, the Spanish designation adopted by both Parties) across Costa Rican territory from the San Juan River to Laguna los Portillos (or "Harbor Head Lagoon"), and carried out certain related works of dredging on the San Juan River.

The Application was accompanied by a request for the indication of provisional measures, on which the Court ruled by an Order of 8 March 2011. The Court subsequently decided, by an Order of 17 April 2013, that it was appropriate, in conformity with the principle of the sound administration of justice and with the need for judicial economy, to join the proceedings in the present case with those in the case concerning *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua* v. *Costa Rica)* (see below, p. 10). It then ruled on the counter-claims submitted by Nicaragua in its Counter-Memorial, and on a request by Costa Rica for the modification of the Order of 8 March 2011.

In September 2013, Costa Rica submitted to the Court a request for the indication of new provisional measures. In an Order of 22 November 2013, the Court reaffirmed the measures prescribed in its Order of 8 March 2011 and indicated new provisional measures addressed to both Parties. It also directed each Party to inform it, at three-month intervals, as to compliance with the provisional measures.

The Court then proceeded with the organization of the oral proceedings in the joined cases. To that end, the Registrar informed the Parties that the Court would find it useful if they could call the experts whose reports were annexed to the written pleadings. Thus, during the hearings, which took place from 14 to 17 and from 28 to 29 April 2015, the Court heard an expert presented by Costa Rica and two experts presented by Nicaragua.

The case is currently under deliberation. ▪

5. Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)

Introduction 22 XII 2011 (requête)

Audiences 5-8 XI 2013 (mesures conservatoires) ; 20-24 IV et 30 IV-1er V 2015 (fond)

Décisions Fixation de délais (M. et C.-M.) : 23 I 2012 (ord.)
Jonction d'instances : 17 IV 2013 (ord.)
Mesures conservatoires : 13 XII 2013 (ord.)
Fixation de délais (R. et D.) : 3 II 2014 (ord.)

Thèmes Souveraineté territoriale ; environnement

Le 22 décembre 2011, le Nicaragua a déposé une requête introductive d'instance contre le Costa Rica pour « violations de sa souveraineté et dommages importants à l'environnement sur son territoire ». Le Nicaragua soutient que le Costa Rica effectue, le long de la majeure partie de la zone frontalière entre les deux pays, des travaux de construction routière d'envergure qui ont de graves conséquences pour l'environnement.

Par une ordonnance du 17 avril 2013, la Cour, conformément au principe de bonne administration de la justice et aux impératifs d'économie judiciaire, a estimé approprié de joindre l'instance dans cette affaire à celle dans l'affaire relative à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)* (voir ci-avant, p. 9).

Le 11 octobre 2013, le Nicaragua a présenté une demande en indication de mesures conservatoires afin de protéger certains droits auxquels portaient selon lui atteinte les travaux de construction routière réalisés par le Costa Rica, notamment le déplacement transfrontière de sédiments et d'autres résidus qui en résultait. Dans son ordonnance en date du 13 décembre 2013, la Cour a toutefois estimé que les circonstances, telles qu'elles se présentaient à elle, n'étaient pas de nature à exiger l'exercice de son pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires.

Par la suite, conformément à une ordonnance de la Cour en date du 3 février 2014, le Nicaragua a déposé sa réplique (le 4 août 2014) et le Costa Rica sa duplique (le 2 février 2015).

La Cour a enfin procédé à l'organisation de la procédure orale dans les instances jointes. A cet effet, le greffier a informé les Parties que la Cour estimait utile qu'elles fassent entendre les experts dont elles avaient annexé les rapports à leurs écritures. Ainsi, la Cour a entendu, lors des audiences en l'espèce, qui se sont déroulées du 20 au 24 avril 2015 et du 30 avril au 1er mai 2015, quatre experts présentés par le Nicaragua et deux experts présentés par le Costa Rica.

L'affaire est actuellement en délibéré. ▪

5. Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua *v.* Costa Rica)

Proceedings instituted	22 XII 2011 (Application)
Hearings	5–8 XI 2013 (provisional measures); 20–24 IV and 30 IV–1 V 2015 (Merits)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 23 I 2012 (Ord.) Joinder of proceedings: 17 IV 2013 (Ord.) Provisional measures: 13 XII 2013 (Ord.) Fixing of time-limits (Rep. and Rej.): 3 II 2014 (Ord.)
Themes	Territorial sovereignty; environment

On 22 December 2011, Nicaragua filed an Application instituting proceedings against Costa Rica for "violations of Nicaraguan sovereignty and major environmental damages on its territory". Nicaragua claims that Costa Rica is carrying out extensive road construction works along most of the border area between the two countries, with grave environmental consequences.

By an Order of 17 April 2013, the Court, in conformity with the principle of the sound administration of justice and with the need for judicial economy, considered it appropriate to join the proceedings in this case with those in the case concerning *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica* v. *Nicaragua)* (see above, p. 9).

On 11 October 2013, Nicaragua filed a request for the indication of provisional measures, seeking to protect certain rights which, in its view, were being prejudiced by the road construction works carried out by Costa Rica, in particular the transboundary movement of sediment and other resultant debris. In its Order dated 13 December 2013, the Court found, however, that the circumstances, as they presented themselves to it, were not such as to require the exercise of its power to indicate provisional measures.

Subsequently, in accordance with an Order of the Court dated 3 February 2014, Nicaragua filed its Reply on 4 August 2014 and Costa Rica its Rejoinder on 2 February 2015.

The Court then proceeded with the organization of the oral proceedings in the joined cases. To that end, the Registrar informed the Parties that the Court would find it useful if they could call the experts whose reports were annexed to the written pleadings. Thus, during the hearings, which took place from 20 to 24 April and from 30 April to 1 May 2015, the Court heard four experts presented by Nicaragua and two experts presented by Costa Rica.

The case is currently under deliberation. ▪

6. Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)

Introduction 24 IV 2013 (requête)

Audiences 4-8 V 2015 (exception préliminaire)

Décisions Fixation de délais (M. et C.-M.) : 18 VI 2013 (ord.)
Fixation de délai (exposé sur exception préliminaire) : 15 VII 2014 (ord.)

Thème Obligations internationales

Le 24 avril 2013, la Bolivie a introduit une instance au sujet d'un différend ayant trait à « l'obligation du Chili de négocier de bonne foi et de manière effective avec la Bolivie en vue de parvenir à un accord assurant à celle-ci un accès pleinement souverain à l'océan Pacifique ». Elle a indiqué fonder la compétence de la Cour sur l'article XXXI du pacte de Bogotá.

La Bolivie soutient notamment que, « au-delà des obligations générales que lui impose le droit international, le Chili s'est plus particulièrement engagé, par des accords, sa pratique diplomatique et une série de déclarations attribuables à ses plus hauts représentants, à négocier afin que soit assuré à la Bolivie un accès souverain à la mer ». Or, selon elle, le Chili ne s'est pas conformé à cette obligation et en conteste l'existence même.

Par une ordonnance du 18 juin 2013, la Cour a fixé au 17 avril 2014 et au 18 février 2015, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire de la Bolivie et du contre-mémoire du Chili.

Le 15 juillet 2014, le Chili, se référant au paragraphe 1 de l'article 79 du Règlement de la Cour, a déposé une exception préliminaire à la compétence de la Cour. La procédure sur le fond a dès lors été suspendue et le président de la Cour a, par une ordonnance du 15 juillet 2014, fixé au 14 novembre 2014 la date d'expiration du délai dans lequel la Bolivie pourrait présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur ladite exception. La Bolivie a déposé un tel exposé dans le délai ainsi fixé.

Dans son exception préliminaire, le Chili affirme que, par l'effet de l'article VI du pacte de Bogotá (qui exclut notamment de la compétence de la Cour les questions « réglées au moyen d'une entente entre les parties » ou « régies par des ... traités en vigueur à la date de la signature du ... pacte »), la Cour n'a pas compétence pour se prononcer sur le différend. Le Chili soutient en effet que les questions en litige dans la présente affaire sont la souveraineté territoriale et la nature de l'accès de la Bolivie à l'océan Pacifique. Or, affirme-t-il, celles-ci ont été réglées au moyen d'une entente, énoncée dans un traité de paix de 1904, et demeurent régies par ce traité, qui était en vigueur à la date de la signature du pacte.

De son côté, la Bolivie soutient que le différend a pour seul objet l'existence d'une obligation incombant au Chili de négocier de bonne foi un accès souverain de la Bolivie à l'océan Pacifique et le manquement à ladite obligation. Selon elle, cette obligation, qui découle d'« accords », d'une « pratique diplomatique » et de « déclarations attribuables [au] ... [Chili] » s'étendant sur plus d'un siècle, existe indépendamment du traité de paix de 1904. En conséquence, de l'avis de la Bolivie, les questions en litige en la présente espèce ne constituent pas des questions réglées ou régies par le traité de paix de 1904, au sens de l'article VI du pacte de Bogotá, et la Cour a compétence pour en connaître en vertu de l'article XXXI de ce dernier.

La Cour a tenu des audiences sur cette question du 4 au 8 mai 2015.

L'affaire est actuellement en délibéré pour ce qui est de l'exception préliminaire. ■

6. Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia *v.* Chile)

Proceedings instituted	24 IV 2013 (Application)
Hearings	4–8 V 2015 (preliminary objection)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 18 VI 2013 (Ord.) Fixing of time-limit (written statement on preliminary objection): 15 VII 2014 (Ord.)
Theme	International obligations

On 24 April 2013, Bolivia instituted proceedings in respect of a dispute relating to "Chile's obligation to negotiate in good faith and effectively with Bolivia in order to reach an agreement granting Bolivia a fully sovereign access to the Pacific Ocean". It sought to found the jurisdiction of the Court on Article XXXI of the Pact of Bogotá.

Bolivia contends in particular that "beyond its general obligations under international law, Chile has committed itself, more specifically through agreements, diplomatic practice and a series of declarations attributable to its highest-level representatives, to negotiate a sovereign access to the sea for Bolivia". In Bolivia's view, Chile has not complied with this obligation and denies its very existence.

By an Order of 18 June 2013, the Court fixed 17 April 2014 and 18 February 2015 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by Bolivia and a Counter-Memorial by Chile.

On 15 July 2014, Chile, referring to Article 79, paragraph 1, of the Rules of Court, filed a preliminary objection to the Court's jurisdiction. The proceedings on the merits were therefore suspended and, by an Order of 15 July 2014, the President of the Court fixed 14 November 2014 as the time-limit for the presentation by Bolivia of a written statement of its observations and submissions on the said objection. Bolivia filed such a statement within the time-limit thus fixed.

In its preliminary objection, Chile claims that, pursuant to Article VI of the Pact of Bogotá (which excludes from the Court's jurisdiction matters "settled by arrangement between the parties" or "governed by . . . treaties in force on the date of the conclusion of the . . . Treaty"), the Court lacks jurisdiction to decide the dispute. Chile contends that the matters in dispute in the present case are territorial sovereignty and the character of Bolivia's access to the Pacific Ocean. It asserts that these matters were settled by an arrangement set out in a 1904 Peace Treaty, and that they remain governed by that Treaty, which was in force on the date of the conclusion of the Pact.

Bolivia, for its part, argues that the sole subject-matter of the dispute is the existence of an obligation incumbent upon Chile to negotiate in good faith Bolivia's sovereign access to the Pacific Ocean, and the breach of that obligation. It considers that the said obligation, which derives from "agreements, diplomatic practice and . . . declarations attributable to [Chile]" extending over more than a century, exists independently of the 1904 Peace Treaty. Accordingly, in Bolivia's view, the matters in dispute in the present case are not matters settled or governed by the 1904 Peace Treaty, within the meaning of Article VI of the Pact of Bogotá, and the Court has jurisdiction to consider them under Article XXXI thereof.

The Court held hearings on the question from 4 to 8 May 2015.

The case is currently under deliberation with respect to the preliminary objection. ▪

7. Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)

Introduction 16 IX 2013 (requête)

Décisions Fixation de délais (M. et C.-M.) : 9 XII 2013 (ord.)
Fixation de délai (exposé sur exceptions préliminaires) : 19 IX 2014 (ord.)

Thème Délimitation maritime (plateau continental étendu)

Le Nicaragua a, par une requête en date du 16 septembre 2013, introduit une instance contre la Colombie concernant un « différend [relatif à] la délimitation entre, d'une part, le plateau continental du Nicaragua s'étendant au-delà de 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale du Nicaragua et, d'autre part, le plateau continental de la Colombie ».

Dans sa requête, le Nicaragua prie la Cour de déterminer « [l]e tracé précis de la frontière maritime entre les portions de plateau continental relevant du Nicaragua et de la Colombie au-delà des limites établies par la Cour dans son arrêt du 19 novembre 2012 » (à savoir au-delà de 200 milles marins) en l'affaire du *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*. Le Nicaragua estime en effet que les « informations finales » qu'il a soumises à la Commission des limites du plateau continental le 24 juin 2013 « démontre[nt] que sa marge continentale, d'une part, s'étend au-delà de 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de sa mer territoriale et, d'autre part, i) traverse une zone située à plus de 200 milles marins de la Colombie ; et ii) empiète sur une zone située à moins de 200 milles marins de la côte colombienne ».

Par une ordonnance du 9 décembre 2013, la Cour a fixé au 9 décembre 2014 et au 9 décembre 2015, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire du Nicaragua et du contre-mémoire de la Colombie.

Le 14 août 2014, la Colombie, se référant à l'article 79 du Règlement, a soulevé certaines exceptions préliminaires à la compétence de la Cour et à la recevabilité de la requête.

En vertu des dispositions du paragraphe 5 de l'article 79 du Règlement de la Cour, la procédure sur le fond a en conséquence été suspendue et la Cour a, par une ordonnance en date du 19 septembre 2014, fixé au 19 janvier 2015 la date d'expiration du délai dans lequel le Nicaragua pourrait présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur les exceptions préliminaires soulevées par la Colombie. ▪

7. Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua *v.* Colombia)

Proceedings instituted	16 IX 2013 (Application)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 9 XII 2013 (Ord.) Fixing of time-limit (written statement on preliminary objections): 19 IX 2014 (Ord.)
Theme	Maritime delimitation (extended continental shelf)

By an Application dated 16 September 2013, Nicaragua instituted proceedings against Colombia relating to a "dispute [which] concerns the delimitation of the boundaries between, on the one hand, the continental shelf of Nicaragua beyond the 200-nautical-mile limit from the baselines from which the breadth of the territorial sea of Nicaragua is measured, and on the other hand, the continental shelf of Colombia".

In its Application, Nicaragua requests the Court to determine "[t]he precise course of the maritime boundary between Nicaragua and Colombia in the areas of the continental shelf which appertain to each of them beyond the boundaries determined by the Court in its Judgment of 19 November 2012" (i.e., beyond 200 nautical miles) in the case concerning the *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua* v. *Colombia)*. Nicaragua considers that its "final information" submitted to the Commission on the Limits of the Continental Shelf on 24 June 2013 "demonstrates that Nicaragua's continental margin extends more than 200 nautical miles from the baselines from which the breadth of the territorial sea of Nicaragua is measured, and both (i) traverses an area that lies more than 200 nautical miles from Colombia and also (ii) partly overlaps with an area that lies within 200 nautical miles of Colombia's coast".

By an Order of 9 December 2013, the Court fixed 9 December 2014 and 9 December 2015 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by Nicaragua and a Counter-Memorial by Colombia.

On 14 August 2014, Colombia, referring to Article 79 of the Rules of Court, raised certain preliminary objections to the jurisdiction of the Court and to the admissibility of the Application.

In accordance with Article 79, paragraph 5, of the Rules of Court, the proceedings on the merits were consequently suspended, and the Court, by an Order of 19 September 2014, fixed 19 January 2015 as the time-limit for the presentation by Nicaragua of a written statement of its observations and submissions on the preliminary objections raised by Colombia. ▪

8. Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)

Introduction 26 XI 2013 (requête)

Décisions Fixation de délais (M. et C.-M.) : 3 II 2014 (ord.)
Fixation de délai (exposé sur exceptions préliminaires) : 19 XII 2014 (ord.)

Thème Violations alléguées de droits souverains

Le 26 novembre 2013, le Nicaragua a introduit une instance contre la Colombie concernant un « différend relatif aux violations des droits souverains et des espaces maritimes … qui lui ont été reconnus par la Cour dans son arrêt du 19 novembre 2012 [en l'affaire du *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*], ainsi qu'à la menace de la Colombie de recourir à la force pour commettre ces violations ».

Dans sa requête, le Nicaragua cite plusieurs déclarations qu'auraient faites les plus hauts représentants de la Colombie depuis le prononcé de l'arrêt de la Cour de 2012, déclarations qui auraient selon lui abouti « à la promulgation d'un décret [présidentiel] violant ouvertement les droits souverains du Nicaragua sur ses espaces maritimes dans la mer des Caraïbes ». Le Nicaragua considère en outre que ces déclarations traduisent le « rejet de l'arrêt de la Cour » par la Colombie, ainsi que la décision de celle-ci de considérer l'arrêt « inapplicable ». Il prie en conséquence la Cour de dire et juger que la Colombie manque à plusieurs de ses obligations, notamment celle de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force et celle de ne pas violer les espaces maritimes du Nicaragua tels que délimités par l'arrêt rendu par la Cour le 19 novembre 2012, ainsi que les droits souverains et la juridiction du Nicaragua dans lesdits espaces.

Par une ordonnance du 3 février 2014, la Cour a fixé au 3 octobre 2014 et au 3 juin 2015, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire du Nicaragua et du contre-mémoire de la Colombie.

Le 19 décembre 2014, la Colombie, se référant à l'article 79 du Règlement, a soulevé certaines exceptions préliminaires à la compétence de la Cour.

En vertu des dispositions du paragraphe 5 de l'article 79 du Règlement, la procédure sur le fond a en conséquence été suspendue et le président a, par une ordonnance en date du 19 décembre 2014, fixé au 20 avril 2015 la date d'expiration du délai dans lequel le Nicaragua pourrait présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur les exceptions préliminaires soulevées par la Colombie. ▪

8. Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua *v.* Colombia)

Proceedings instituted: 26 XI 2013 (Application)

Decisions: Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 3 II 2014 (Ord.)
Fixing of time-limit (written statement on preliminary objections): 19 XII 2014 (Ord.)

Theme: Alleged violations of sovereign rights

On 26 November 2013, Nicaragua instituted proceedings against Colombia with regard to a "dispute [which] concerns the violations of . . . sovereign rights and maritime zones declared by the Court's Judgment of 19 November 2012 [in the case concerning the *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua* v. *Colombia)*] and the threat of the use of force by Colombia in order to implement these violations".

In its Application, Nicaragua cites various declarations said to have been made by the highest Colombian authorities since the Court's 2012 Judgment, culminating in "the enactment of a [Presidential] Decree that openly violated Nicaragua's sovereign rights over its maritime areas in the Caribbean". Nicaragua further claims that these declarations indicate Colombia's "rejection of the Court's Judgment" and its decision to regard that Judgment as "not applicable". It accordingly requests the Court to adjudge and declare that Colombia is in breach of a number of its obligations, in particular that not to use or threaten to use force, and that not to violate Nicaragua's maritime zones as delimited in the Court's Judgment of 19 November 2012, as well as Nicaragua's sovereign rights and jurisdiction in those zones.

By an Order of 3 February 2014, the Court fixed 3 October 2014 and 3 June 2015 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by Nicaragua and a Counter-Memorial by Colombia.

On 19 December 2014, Colombia, referring to Article 79 of the Rules, raised certain preliminary objections to the jurisdiction of the Court.

Consequently, under the provisions of Article 79, paragraph 5, of the Rules of Court, the proceedings on the merits were suspended, and the President, by an Order dated 19 December 2014, fixed 20 April 2015 as the time-limit for the presentation by Nicaragua of a written statement of its observations and submissions on the preliminary objections raised by Colombia. ▪

9. Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)

Introduction 17 XII 2013 (requête)

Audiences 20-22 I 2014 (mesures conservatoires)

Décisions Fixation de délais (M. et C.-M.) : 28 I 2014 (ord.)
Mesures conservatoires : 3 III 2014 (ord.)
Mesures conservatoires (demande de modification) : 22 IV 2015 (ord.)
Radiation du rôle : 11 VI 2015 (ord.)

Thèmes Souveraineté ; immunités ; droits de propriété

Par une requête du 17 décembre 2013, le Timor-Leste a introduit une instance contre l'Australie à raison de la saisie, le 3 décembre 2013, et de la détention ultérieure, par « des agents australiens, de documents, données et autres biens appartenant au Timor-Leste ou que celui-ci a le droit de protéger en vertu du droit international ». Le Timor-Leste soutient que les éléments saisis comprennent notamment des documents, des données et des échanges de correspondance, entre le Timor-Leste et ses conseillers juridiques, qui se rapportent à l'arbitrage en vertu du traité du 20 mai 2002 sur la mer de Timor, en cours entre le Timor-Leste et l'Australie. Il a, ce même jour, présenté une demande en indication de mesures conservatoires. Après avoir entendu les Parties sur cette demande, la Cour, par ordonnance du 3 mars 2014, a indiqué des mesures conservatoires à l'attention de l'Australie, à qui elle a notamment demandé de « conserve[r] sous scellés les documents et données électroniques saisis, ainsi que toute copie qui en aurait été faite, jusqu'à toute nouvelle décision de la Cour ».

Un seul tour de pièces écrites ayant été décidé, l'affaire s'est trouvée en l'état après le dépôt du contre-mémoire de l'Australie (soit le 28 juillet 2014), et il a été décidé que les audiences sur le fond débuteraient le 17 septembre 2014. Ces audiences n'ont toutefois pas eu lieu, les Parties ayant, par lettre conjointe du 1er septembre 2014, demandé à la Cour de bien vouloir « ajourner la procédure orale … afin de [leur] permettre … de rechercher un règlement à l'amiable ».

Quelques mois plus tard, l'Australie a indiqué, dans une lettre du 25 mars 2015, qu'elle « souhait[ait] restituer les éléments retirés du cabinet Collaery Lawyers le 3 décembre 2013, qui font l'objet de la présente instance ». Elle a donc sollicité une modification de l'ordonnance du 3 mars 2014. Le Timor-Leste s'est vu accorder jusqu'au 10 avril 2015 pour présenter des observations écrites à cet égard.

Par une ordonnance du 22 avril 2015, la Cour a autorisé la restitution des documents et copies en cause.

Par une lettre du 2 juin 2015, précisant que, « [p]ar suite de la restitution, le 12 mai 2015, des documents et données saisis par l'Australie, [il] a[vait] atteint le but qu'il s'était assigné en saisissant la Cour, à savoir que ses biens lui soient restitués et que l'Australie reconnaisse que ses actes [avaient] constitué une violation des droits souverains du Timor-Leste, ce qu'elle a[vait] ainsi fait implicitement », le Timor-Leste a fait savoir à la Cour qu'il souhaitait se désister de l'instance.

L'Australie ayant indiqué qu'elle n'y faisait pas objection, le président de la Cour a, par une ordonnance en date du 11 juin 2015, pris acte du désistement du Timor-Leste et l'affaire a été rayée du rôle. ▪

9. Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste *v.* Australia)

Proceedings instituted	17 XII 2013 (Application)
Hearings	20–22 I 2014 (provisional measures)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 28 I 2014 (Ord. Provisional measures: 3 III 2014 (Ord.) Provisional measures (request for modification): 22 IV 2015 (Ord.) Removal from the Court's List: 11 VI 2015 (Ord.)
Themes	Sovereignty; immunities; property rights

By an Application of 17 December 2013, Timor-Leste instituted proceedings with regard to the seizure on 3 December 2013, and the subsequent detention, "by agents of Australia of documents, data and other property which belongs to Timor-Leste and/or which Timor-Leste has the right to protect under international law". It maintains that the material seized includes *inter alia* documents, data and correspondence between Timor-Leste and its legal advisers relating to a pending arbitration under the Timor Sea Treaty of 20 May 2002 between Timor-Leste and Australia. Timor-Leste submitted a request for the indication of provisional measures on the same day as it filed its Application. After hearing the Parties on this request, the Court, by an Order of 3 March 2014, indicated provisional measures which required Australia, *inter alia*, to "keep under seal the seized documents and electronic data and any copies thereof until further decision of the Court".

Since it had been agreed that there would be only one round of written pleadings, the case was ready for hearing upon the filing of Australia's Counter-Memorial (on 28 July 2014), and it was decided that the hearings on the merits would begin on 17 September 2014. Those hearings did not take place, however, the Parties having requested the Court, by a joint letter of 1 September 2014, "to adjourn the hearing . . . in order to enable [them] to seek an amicable settlement".

Several months later, in a letter of 25 March 2015, Australia indicated that it "wishe[d] to return the materials removed from the premises of Collaery Lawyers on 3 December 2013, which are the subject of the present proceedings". It therefore requested a modification of the Order of 3 March 2014. Timor-Leste was granted until 10 April 2015 to present its written observations in this regard.

By an Order of 22 April 2015, the Court authorized the return of the documents and data in question, and any copies thereof.

By a letter of 2 June 2015, stating that "[f]ollowing the return of the seized documents and data by Australia on 12 May 2015, [it had] successfully achieved the purpose of its Application to the Court, namely the return of [its] rightful property, and therefore implicit recognition by Australia that its actions were in violation of Timor-Leste's sovereign rights", Timor-Leste informed the Court that it wished to discontinue the proceedings.

Australia having indicated that it had no objection thereto, the President of the Court, by an Order dated 11 June 2015, placed on record the discontinuance of the proceedings by Timor-Leste and directed that the case be removed from the List. ▪

10. Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua)

Introduction 25 II 2014 (requête)

Décision Fixation de délais (M. et C.-M.) : 1 IV 2014 (ord.)

Thème Délimitation maritime

Le 25 février 2014, le Costa Rica a introduit une instance contre le Nicaragua au sujet d'un « [d]ifférend relatif à la délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique ». Indiquant que les deux Etats ont épuisé tous les moyens diplomatiques de régler les différends qui les opposent en matière de délimitation maritime, le Costa Rica prie la Cour de déterminer, dans son intégralité et sur la base du droit international, le tracé d'une frontière maritime unique entre l'ensemble des espaces maritimes relevant respectivement du Costa Rica et du Nicaragua dans la mer des Caraïbes et dans l'océan Pacifique. Il considère en effet que leurs côtes leur donnent droit à des espaces qui se chevauchent, d'un côté comme de l'autre de l'isthme.

Par une ordonnance du 1er avril 2014, la Cour a fixé au 3 février 2015 et au 8 décembre 2015, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire du Costa Rica et du contre-mémoire du Nicaragua. Le mémoire du Costa Rica a été déposé dans le délai ainsi fixé. •

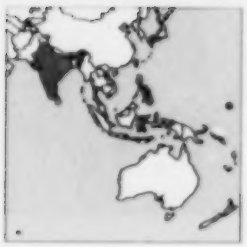
10. Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica *v.* Nicaragua)

Proceedings instituted	25 II 2014 (Application)
Decision	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 1 IV 2014 (Ord.)
Theme	Maritime delimitation

On 25 February 2014, Costa Rica instituted proceedings against Nicaragua with regard to a "[d]ispute concerning maritime delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean". Noting that the two States have exhausted diplomatic means to resolve their maritime boundary disputes, Costa Rica requests the Court to determine the complete course of a single maritime boundary between all the maritime areas appertaining, respectively, to Costa Rica and to Nicaragua in the Caribbean Sea and in the Pacific Ocean, on the basis of international law. It considers that their coasts generate overlapping entitlements to areas on either side of the isthmus.

By an Order of 1 April 2014, the Court fixed 3 February 2015 and 8 December 2015 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by Costa Rica and a Counter-Memorial by Nicaragua. Costa Rica's Memorial was filed within the time-limit thus prescribed. ▪

11. Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Inde)



Introduction 24 IV 2014 (requête)

Décisions Fixation de délais (M. et C.-M. (compétence)) : 16 VI 2014 (ord.)
Prorogation de délai (C.-M. (compétence)) : 19 V 2015 (ord.)

Thèmes Désarmement nucléaire ; environnement

Le 24 avril 2014, les Iles Marshall ont déposé plusieurs requêtes, dont l'une contre l'Inde. Elles accusent cette dernière de ne pas s'acquitter de ses obligations relatives à la cessation de la course aux armes nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire.

Bien que l'Inde ne soit pas partie au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), les Iles Marshall — qui l'ont ratifié — soutiennent que certaines obligations énoncées dans cet instrument s'appliquent à tous les Etats en vertu du droit international coutumier. Elles font notamment valoir que tel est le cas de l'article VI, qui dispose que les parties « s'engage[nt] à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace ».

Le demandeur considère que, en augmentant et en améliorant sa force nucléaire, l'Inde adopte une ligne de conduite contraire à l'objectif du désarmement nucléaire, qu'elle se livre à une course effrénée aux armements nucléaires, encourage les autres Etats possédant des armes nucléaires à lui emboîter le pas, incite potentiellement les Etats non dotés d'armes nucléaires à reconsidérer leur position à cet égard et manifeste son intention de s'appuyer sur son arsenal nucléaire au cours des décennies à venir.

L'Inde ayant toutefois fait savoir qu'elle estimait que la Cour n'avait pas compétence pour connaître du différend allégué, celle-ci a, par une ordonnance du 16 juin 2014, estimé qu'il était nécessaire de régler en premier lieu cette question et qu'il devait, en conséquence, y être statué séparément, avant toute procédure sur le fond. A cette fin, la Cour, par ladite ordonnance, a fixé au 16 décembre 2014 et au 16 juin 2015, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire des Iles Marshall et du contre-mémoire de l'Inde sur la question de sa compétence.

Les Iles Marshall ont déposé leur mémoire dans le délai ainsi fixé. L'Inde a pour sa part sollicité, le 5 mai 2015, un report de trois mois de la date d'expiration du délai initialement prévu pour le dépôt de son contre-mémoire.

Par une lettre datée du 8 mai 2015, les Iles Marshall ont indiqué qu'elles ne voyaient pas d'objection à ce qu'il soit accédé à la demande de l'Inde.

Compte tenu des vues des Parties, la Cour a, par une ordonnance en date du 19 mai 2015, reporté au 16 septembre 2015 la date d'expiration du délai pour le dépôt du contre-mémoire de l'Inde sur la question de la compétence de la Cour. ▪

11. Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands *v.* India)

Proceedings instituted	24 IV 2014 (Application)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M. (jurisdiction)): 16 VI 2014 (Ord.) Extension of time-limit (C.-M. (jurisdiction)): 19 V 2015 (Ord.)
Themes	Nuclear disarmament; environment

On 24 April 2014, the Marshall Islands filed a number of Applications, including one against India. It accuses the latter of not fulfilling its obligations relating to the cessation of the nuclear arms race at an early date and to nuclear disarmament.

While India is not a party to the Treaty on Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT), the Marshall Islands — which has ratified it — argues that certain obligations laid down in the Treaty apply to all States as a matter of customary international law. It contends in particular that this applies to Article VI, whereby the parties "[undertake] to pursue negotiations in good faith on effective measures relating to cessation of the nuclear arms race at an early date and to nuclear disarmament, and on a treaty on general and complete disarmament under strict and effective international control".

The Applicant considers that India's conduct in quantitatively building up and qualitatively improving its nuclear forces is contrary to the objective of nuclear disarmament, and that India is engaged in an all-out nuclear arms race; that this encourages other States possessing nuclear weapons to follow suit and may induce non-nuclear-weapon States to reconsider their non-nuclear posture; and that India has manifested its intention to rely on its nuclear arsenal for decades to come.

India having indicated, however, that it considers that the Court does not have jurisdiction in the alleged dispute, the Court, in an Order of 16 June 2014, found that it was necessary to resolve that question first of all, which should accordingly be separately determined before any proceedings on the merits. For that purpose, by the same Order, the Court fixed 16 December 2014 and 16 June 2015 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by the Marshall Islands and a Counter-Memorial by India on the question of its jurisdiction.

The Marshall Islands filed its Memorial within the time-limit thus prescribed. India for its part, on 5 May 2015, requested a three-month extension of the time-limit fixed initially for the filing of its Counter-Memorial.

By a letter dated 8 May 2015, the Marshall Islands indicated that it had no objection to the granting of India's request.

Taking account of the views of the Parties, the Court, by an Order dated 19 May 2015, extended the time-limit for the filing of the Counter-Memorial of India on the question of the jurisdiction of the Court to 16 September 2015. ▪

12. Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Pakistan)

Introduction 24 IV 2014 (requête)

Décisions Fixation de délais (M. et C.-M. (compétence et recevabilité)) : 10 VII 2014 (ord.)
Prorogation de délai (C.-M. (compétence et recevabilité)) : 9 VII 2015 (ord.)

Thèmes Désarmement nucléaire ; environnement

Le 24 avril 2014, les Iles Marshall ont déposé plusieurs requêtes, dont l'une contre le Pakistan. Elles accusent ce dernier de ne pas s'acquitter de ses obligations relatives à la cessation de la course aux armes nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire.

Bien que le Pakistan ne soit pas partie au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), les Iles Marshall — qui l'ont ratifié — soutiennent que certaines obligations énoncées dans cet instrument s'appliquent à tous les Etats en vertu du droit international coutumier. Elles font notamment valoir que tel est le cas de l'article VI, qui dispose que les parties « s'engage[nt] à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace ».

Le demandeur considère que, en augmentant et en améliorant sa force nucléaire, le Pakistan adopte une ligne de conduite contraire à l'objectif du désarmement nucléaire, qu'il se livre à une course effrénée aux armements nucléaires, encourage les autres Etats possédant des armes nucléaires à lui emboîter le pas, incite potentiellement les Etats non dotés d'armes nucléaires à reconsidérer leur position à cet égard et manifeste son intention de s'appuyer sur son arsenal nucléaire au cours des décennies à venir.

Le Pakistan ayant toutefois fait savoir qu'il estimait que la Cour n'avait pas compétence pour connaître du différend allégué et que la requête était irrecevable, le président de la Cour a, par une ordonnance du 10 juillet 2014, décidé qu'il était nécessaire de régler en premier lieu ces questions et qu'il devait, en conséquence, y être statué séparément, avant toute procédure sur le fond. A cette fin, le président, par ladite ordonnance, a fixé au 12 janvier 2015 et au 17 juillet 2015, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire des Iles Marshall et du contre-mémoire du Pakistan sur les questions de la compétence de la Cour et de la recevabilité de la requête.

Les Iles Marshall ont déposé leur mémoire dans le délai ainsi fixé. Le Pakistan a pour sa part sollicité, le 2 juillet 2015, un report de six mois de la date d'expiration du délai pour le dépôt de son contre-mémoire. Les Iles Marshall ont indiqué en réponse qu'elles s'accommoderaient d'une prorogation à neuf mois au total, à compter de la date de dépôt de leur propre mémoire, du délai initialement fixé à six mois pour le dépôt du contre-mémoire du Pakistan.

Compte tenu des vues des Parties, le président de la Cour a, par une ordonnance en date du 9 juillet 2015, reporté au 1er décembre 2015 la date d'expiration du délai pour le dépôt du contre-mémoire du Pakistan sur les questions de la compétence de la Cour et de la recevabilité de la requête. ▪

12. Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands *v.* Pakistan)

Proceedings instituted	24 IV 2014 (Application)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M. (jurisdiction and admissibility)): 10 VII 2014 (Ord.) Extension of time-limit (C.-M. (jurisdiction and admissibility)): 9 VII 2015 (Ord.)
Themes	Nuclear disarmament; environment

On 24 April 2014, the Marshall Islands filed a number of Applications, including one against Pakistan. It accuses the latter of not fulfilling its obligations "relating to the cessation of the nuclear arms race at an early date and to nuclear disarmament.

While Pakistan is not a party to the Treaty on Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT), the Marshall Islands — which has ratified it — argues that certain obligations laid down in the Treaty apply to all States as a matter of customary international law. It contends in particular that this applies to Article VI, whereby the parties "[undertake] to pursue negotiations in good faith on effective measures relating to cessation of the nuclear arms race at an early date and to nuclear disarmament, and on a treaty on general and complete disarmament under strict and effective international control".

The Applicant considers that Pakistan's conduct in quantitatively building up and qualitatively improving its nuclear forces is contrary to the objective of nuclear disarmament, and that Pakistan is engaged in an all-out nuclear arms race; that this encourages other States possessing nuclear weapons to follow suit and may induce non-nuclear-weapon States to reconsider their non-nuclear posture; and that Pakistan has manifested its intention to rely on its nuclear arsenal for decades to come.

Pakistan having indicated, however, that it considers that the Court lacks jurisdiction in the alleged dispute and that the Application is inadmissible, the President of the Court, in an Order of 10 July 2014, decided that it was necessary to resolve those questions first of all, which should accordingly be separately determined before any proceedings on the merits. For that purpose, by the same Order, the President fixed 12 January 2015 and 17 July 2015 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by the Marshall Islands and a Counter-Memorial by Pakistan on the questions of the jurisdiction of the Court and the admissibility of the Application.

The Marshall Islands filed its Memorial within the time-limit thus prescribed. Pakistan for its part, on 2 July 2015, requested a six-month extension of the time-limit for the filing of its Counter-Memorial. The Marshall Islands indicated in response that it would be comfortable with the Court expanding the initial six-month time-limit for the filing of Pakistan's Counter-Memorial to nine months in total, counting from the date of the filing of its own Memorial.

Taking account of the views of the Parties, the President of the Court, by an Order dated 9 July 2015, extended the time-limit for the filing of the Counter-Memorial of Pakistan on the questions of the jurisdiction of the Court and the admissibility of the Application to 1 December 2015. •

13. Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Royaume-Uni)

Introduction 24 IV 2014 (requête)

Décisions Fixation de délais (M. et C.-M.) : 16 VI 2014 (ord.)
Fixation de délai (exposé sur exceptions préliminaires) : 19 VI 2015 (ord.)

Thèmes Désarmement nucléaire ; environnement

Le 24 avril 2014, les Iles Marshall ont déposé plusieurs requêtes, dont l'une contre le Royaume-Uni. Elles accusent ce dernier de ne pas s'acquitter de ses obligations relatives à la cessation de la course aux armes nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire.

Les Iles Marshall reprochent plus spécifiquement au Royaume-Uni de manquer à l'article VI du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), auquel ils sont tous deux parties. Cet article dispose que les parties « s'engage[nt] à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace ».

Parmi d'autres griefs, le demandeur accuse le Royaume-Uni de s'opposer aux résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies appelant au démarrage de telles négociations, d'adopter un comportement « négatif et obstructionniste » s'agissant de la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée, et de déclarer de manière répétée son intention de s'appuyer sur son arsenal nucléaire pendant les décennies à venir.

Par une ordonnance du 16 juin 2014, la Cour a fixé au 16 mars 2015 et au 16 décembre 2015, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire des Iles Marshall et du contre-mémoire du Royaume-Uni.

Le 15 juin 2015, soit dans le délai de trois mois après le dépôt du mémoire prévu au paragraphe premier de l'article 79 du Règlement de la Cour, le Royaume-Uni a soulevé certaines exceptions préliminaires en l'affaire.

En vertu des dispositions du paragraphe 5 de l'article 79 du Règlement, la procédure sur le fond a en conséquence été suspendue et le président de la Cour a, par une ordonnance en date du 19 juin 2015, fixé au 15 octobre 2015 la date d'expiration du délai dans lequel les Iles Marshall pourraient présenter un exposé écrit contenant leurs observations et conclusions sur les exceptions préliminaires soulevées par le Royaume-Uni. ●

13. Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands *v.* United Kingdom)

Proceedings instituted: 24 IV 2014 (Application)

Decisions: Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 16 VI 2014 (Ord.)
Fixing of time-limit (written statement on preliminary objections): 19 VI 2015 (Ord.)

Themes: Nuclear disarmament; environment

On 24 April 2014, the Marshall Islands filed a number of Applications, including one against the United Kingdom. It accuses the latter of not fulfilling its obligations relating to the cessation of the nuclear arms race at an early date and to nuclear disarmament.

The Marshall Islands contends more specifically that the United Kingdom is in breach of Article VI of the Treaty on Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT), to which they are both party. According to this Article, each party "undertakes to pursue negotiations in good faith on effective measures relating to cessation of the nuclear arms race at an early date and to nuclear disarmament, and on a treaty on general and complete disarmament under strict and effective international control".

The Applicant further accuses the United Kingdom, *inter alia*, of opposing United Nations General Assembly resolutions calling for such negotiations to begin; engaging in "negative and obstructive" conduct with regard to the cessation of the nuclear arms race at an early date; and repeatedly declaring its intention to rely on its nuclear arsenal for decades to come.

By an Order of 16 June 2014, the Court fixed 16 March 2015 and 16 December 2015 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by the Marshall Islands and a Counter-Memorial by the United Kingdom.

On 15 June 2015, i.e., within the three-month time-limit provided for in Article 79, paragraph 1, of the Rules of Court, the United Kingdom raised certain preliminary objections in the case.

Under the provisions of Article 79, paragraph 5, of the Rules of Court, the proceedings on the merits were consequently suspended and the President of the Court, by an Order dated 19 June 2015, fixed 15 October 2015 as the time-limit within which the Marshall Islands might present a written statement of its observations and submissions on the preliminary objections raised by the United Kingdom. ●

14. Délimitation maritime dans l'océan Indien (Somalie c. Kenya)

Introduction 28 VIII 2014 (requête)

Décision Fixation de délais (M. et C.-M.) : 16 X 2014 (ord.)

Thème Délimitation maritime

Le 28 août 2014, la Somalie a introduit une instance contre le Kenya au sujet d'un « différend relatif à la délimitation maritime dans l'océan Indien ». Dans sa requête, la Somalie soutient que les deux Etats « sont en désaccord sur l'emplacement de la frontière maritime dans la zone où se chevauchent les espaces maritimes auxquels [ils] prétendent » et que « [l]es négociations diplomatiques, dans le cadre desquelles leurs vues respectives ont été pleinement échangées, n'ont pas permis de résoudre leur désaccord ». Elle prie en conséquence la Cour « de déterminer, conformément au droit international, le tracé complet de la frontière maritime unique départageant l'ensemble des espaces maritimes relevant du Kenya et d'elle-même dans l'océan Indien, y compris le plateau continental au-delà de la limite des 200 [milles marins] » et de « déterminer les coordonnées géographiques précises de la frontière maritime unique dans l'océan Indien ». Selon elle, le tracé de la frontière maritime délimitant la mer territoriale, la zone économique exclusive (ZEE) et le plateau continental des Parties devrait être établi conformément aux articles 15, 74 et 83, respectivement, de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM).

La Somalie invoque, pour fonder la compétence de la Cour, les dispositions du paragraphe 2 de l'article 36 de son Statut, et renvoie aux déclarations d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour faites respectivement par la Somalie et le Kenya le 11 avril 1963 et le 19 avril 1965. Elle fait par ailleurs valoir que « la compétence de la Cour au titre du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut est confirmée par l'article 282 de la CNUDM », les Parties ayant toutes deux ratifié cet instrument.

Par une ordonnance en date du 16 octobre 2014, le président de la Cour a fixé au 13 juillet 2015 et au 27 mai 2016, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire de la Somalie et du contre-mémoire du Kenya. ▪

14. Maritime Delimitation in the Indian Ocean (Somalia *v.* Kenya)

Proceedings instituted	28 VIII 2014 (Application)
Decision	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 16 X 2014 (Ord.)
Theme	Maritime delimitation

On 28 August 2014, Somalia instituted proceedings against Kenya with regard to "a dispute concerning maritime delimitation in the Indian Ocean". In its Application, Somalia contends that both States "disagree about the location of the maritime boundary in the area where their maritime entitlements overlap", and asserts that "[d]iplomatic negotiations, in which their respective views have been fully exchanged, have failed to resolve this disagreement". It therefore requests the Court "to determine, on the basis of international law, the complete course of the single maritime boundary dividing all the maritime areas appertaining to Somalia and to Kenya in the Indian Ocean, including the continental shelf beyond 200 [nautical miles]", and "to determine the precise geographical co-ordinates of the single maritime boundary in the Indian Ocean". In Somalia's view, the maritime boundary between the Parties in the territorial sea, exclusive economic zone (EEZ) and continental shelf should be established in accordance with, respectively, Articles 15, 74 and 83 of the United Nations Convention on the Law of the Sea (UNCLOS).

As basis for the Court's jurisdiction, Somalia invokes the provisions of Article 36, paragraph 2, of the Court's Statute, referring to the declarations recognizing the Court's jurisdiction as compulsory made by Somalia on 11 April 1963 and by Kenya on 19 April 1965. In addition, it submits that "the jurisdiction of the Court under Article 36, paragraph 2, of its Statute is underscored by Article 282 of UNCLOS", which the Parties have both ratified.

By an Order dated 16 October 2014, the President of the Court fixed 13 July 2015 and 27 May 2016 as the respective time-limits for the filing of the Memorial of Somalia and the Counter-Memorial of Kenya. ▪

II. Des autres activités

A. Visites

Au cours de la période considérée aux fins du présent *Annuaire-Yearbook*, soit entre le 1er août 2014 et le 31 juillet 2015, de nombreuses personnalités ont été accueillies au siège de la Cour. Ainsi, le 11 août 2014, les représentants des Etats membres du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies ont été reçus à la Cour. Cette visite a été l'occasion d'une réunion privée entre les membres de la délégation, le président, M. Peter Tomka, les membres de la Cour et le greffier, M. Philippe Couvreur. Un échange de vues a eu lieu sur un certain nombre de thèmes, notamment l'importance de la justice internationale, le rôle de la Cour, les affaires actuellement pendantes et les relations de la Cour avec le Conseil, ainsi que d'autres questions d'intérêt mutuel.

Par la suite, la Cour a reçu la visite de M. Juan Silva Meza, président de la Cour suprême du Mexique (le 25 septembre 2014), de Mme Dorit Beinisch, présidente de la Cour suprême d'Israël (le 9 mars 2015), de M. Xhezair Zaganjori, président de la Cour suprême d'Albanie (le 23 avril 2015), de Mme Zainab Bangura, représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles dans les conflits armés (le 12 mai 2015) et de M. Pavel Sámal, président de la Cour suprême de la République tchèque (le 26 mai 2015). Enfin, le 18 juin 2015, la Cour a reçu la visite de M. Sung-tae, président de la Cour suprême de la République de Corée, accompagné d'une délégation importante de membres de cette institution, puis celle de S. Exc. M. Johnston Busingye, ministre de la justice de la République du Rwanda, et de sa délégation.

Il convient par ailleurs de souligner que le président et les membres de la Cour, ainsi que le greffier et divers fonctionnaires du Greffe, ont, comme chaque année, reçu des universitaires, chercheurs, juristes et journalistes. De surcroît, le 21 septembre 2014, dans le cadre de la « Journée internationale de La Haye » — qui a pour but de faire découvrir au grand public les organisations internationales ayant leur siège dans la ville et sa proche région —, la Cour a accueilli de nombreux visiteurs.

Enfin, la Cour a participé, au mois de juin 2015, à l'organisation et à la tenue de la cinquième Semaine ibéro-américaine du droit international conjointement avec la Cour pénale internationale, l'Institut ibéro-américain de La Haye et d'autres institutions. La Cour a accueilli la séance inaugurale qui a eu lieu, le 1er juin, dans la grande salle de justice du Palais de la Paix et à l'occasion de laquelle le greffier a prononcé une allocution en espagnol. Le 11 juin, dans le cadre de cette manifestation, le greffier a donné une conférence, également en espagnol, qui avait pour sujet « les Etats ibéro-américains dans l'histoire de la Cour internationale de Justice ».

> De plus amples informations sur ces visites, ainsi que des photographies, sont disponibles sur le site Internet de la Cour.

B. Discours

Entre le 1er août 2014 et le 5 février 2015, M. Tomka, président de la Cour, a prononcé un certain nombre de discours. Ses principales allocutions, qui seront évoquées ci-après, ont été placées, dans leur intégralité, sur le site Internet de la Cour.

Lors de la visite annuelle au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York,

II. Other Activities

A. Visits

During the period covered by this *Annuaire-Yearbook*, i.e., 1 August 2014 to 31 July 2015, the Court welcomed a number of important visitors. On 11 August 2014, the Court received representatives of the Member States of the United Nations Security Council. The visit consisted of a private meeting between the members of the delegation and President Peter Tomka, Members of the Court and the Registrar, Mr. Philippe Couvreur. Views were exchanged on a number of issues, including the importance of international justice, the role of the Court, its current case load and its relationship with the Council, as well as other matters of mutual interest.

The Court subsequently received visits from Mr. Juan Silva Meza, President of the Supreme Court of Mexico (on 25 September 2014), Ms Dorit Beinisch, President of the Supreme Court of Israel (on 9 March 2015), Mr. Xhezair Zaganjori, President of the Supreme Court of Albania (on 23 April 2015), Ms Zainab Bangura, Special Representative of the Secretary-General on Sexual Violence in Conflict (on 12 May 2015) and Mr. Pavel Sámal, President of the Supreme Court of the Czech Republic (on 26 May 2015). Lastly, on 18 June 2015, the Court was paid a visit by Mr. Sung-tae, Chief Justice of the Supreme Court of the Republic of Korea, accompanied by a sizeable delegation of members of that court, and also by Mr. Johnston Busingye, Minister of Justice of the Republic of Rwanda, and his delegation.

In addition to the above, the President and Members of the Court, as well as the Registrar and various Registry officials, welcomed, as they do each year, a number of academics, researchers, lawyers and journalists. On 21 September 2014, the Court also received numerous visitors as part of "The Hague International Day", which is aimed at introducing the general public to the international organizations based in the city and the surrounding area.

Finally, in June 2015, the Court participated in the organization and running of the fifth Ibero-American Week of International Justice, in co-operation with the International Criminal Court, the Ibero-American Institute of The Hague and other institutions. The Court hosted the opening ceremony, which was held in the Great Hall of Justice of the Peace Palace on 1 June, on which occasion the Registrar gave a speech in Spanish. On 11 June, as part of this event, the Registrar gave a talk, also in Spanish, entitled "Ibero-American States in the history of the International Court of Justice".

> More information about these visits, including photographs, can be found on the Court's website.

B. Speeches

The President of the Court, Judge Tomka, gave a number of speeches between 1 August 2014 and 5 February 2015. The most significant of these, outlined below, can be found in full on the Court's website.

During the annual visit to the United Nations Headquarters in New York, the

le président s'est notamment adressé à l'Assemblée générale (le 30 octobre 2014) et à la Sixième Commission de celle-ci (le 31 octobre 2014).

Devant l'Assemblée générale, le président a exposé les activités de la Cour durant l'année écoulée et rappelé que la CIJ avait consacré tous ses efforts à répondre aux attentes des justiciables internationaux dans les meilleurs délais, en particulier lorsque des demandes en indication de mesures conservatoires lui ont été présentées. Il a, pour conclure son allocution, tenu à rappeler que, « malgré le fait que plusieurs appels aient été lancés et que certains documents aient été adoptés par l'Assemblée générale, le nombre d'Etats ayant fait une déclaration reconnaissant comme obligatoire la compétence de la Cour en vertu du second paragraphe de l'article 36 de son Statut s'est maintenu à 70 ». Le président a rappelé qu'il était nécessaire de « toujours … envisager à la fois la promotion du règlement de différends par la Cour ainsi qu'une reconnaissance plus accrue de sa compétence obligatoire comme moyens de parvenir à la résolution pacifique de conflits internationaux et à des relations interétatiques plus harmonieuses ». Le président de la Cour a enfin remercié les délégations de la Suisse, des Pays-Bas, de l'Uruguay, du Royaume-Uni, de la Lituanie, du Japon et du Botswana d'avoir pris l'initiative de préparer un manuel portant sur l'acceptation de la compétence de la Cour internationale de Justice, ouvrage publié dans cinq langues.

Devant la Sixième Commission de l'Assemblée générale, le président s'est attaché à présenter certains aspects de la pratique de la Cour en matière de preuve. Il a commencé par le régime de la preuve, rappelant que la règle empirique à la Cour en la matière est la souplesse et que, pour statuer sur les affaires dont elle est saisie, la CIJ s'attache d'abord et avant tout à recueillir tous les éléments de preuve pertinents du point de vue des faits et du droit susceptibles de l'aider à trancher les questions de fond, plutôt que de rendre une décision fondée principalement sur des considérations techniques ou procédurales. Le président a ajouté que la Cour dispose d'une grande latitude non seulement pour solliciter des éléments de preuve, mais encore pour apprécier ceux-ci à la lumière aussi bien des règles pertinentes du droit international que des faits et circonstances de l'espèce. Il s'est ensuite intéressé aux questions de recevabilité, précisant que le Statut et le Règlement ne prévoient à cet égard pas de restrictions majeures et que la Cour dispose d'un large pouvoir d'appréciation dont elle use pour attribuer des pondérations distinctes aux différents éléments qui lui sont soumis.

Le président en est ensuite venu à des questions plus substantielles. Il a rappelé que, devant la Cour, la partie qui avance un fait supporte généralement la charge de la preuve relativement à ce fait, tandis que le critère habituel d'établissement de la preuve tend à être celui de « la preuve par prépondérance des éléments probants ». Naturellement, la charge de la preuve varie en fonction de la nature des faits qu'il est nécessaire d'établir pour les besoins du règlement de l'affaire en question. Le président a enfin rappelé, d'une part, que la Cour est présumée par principe connaître le droit international et savoir l'appliquer — *juria novit curia* —, malgré les efforts que font habituellement les parties pour démontrer que les principes de droit international pertinents appuient leurs prétentions ou doivent s'interpréter de telle ou telle façon, et, d'autre part, qu'elle peut reconnaître d'office, comme étant de notoriété publique, certains faits établis ou bien connus, ce qui dispense les parties d'avoir à prouver ce type de faits.

En conclusion, le président a déclaré ce qui suit :

> « Si sa pratique en matière de preuve est relativement souple quand on la compare à celle de la plupart des juridictions internes, la Cour mondiale n'en observe pas moins une grande prudence face à certains éléments de preuve, en soumettant à

President addressed, among others, the General Assembly (on 30 October 2014) and its Sixth Committee (on 31 October 2014).

In his address to the General Assembly, the President described the Court's activities over the previous twelve months, recalling that the ICJ had made every effort to meet the expectations of the parties appearing before it in a timely manner, especially when it had received requests for the indication of provisional measures. In concluding his speech, he pointed out that, "despite various appeals, and the adoption of texts by the General Assembly, the number of States having made a declaration recognizing the jurisdiction of the Court as compulsory under Article 36, paragraph 2, of its Statute has remained at 70". The President therefore reiterated his invitation to the Assembly "to seek to encourage recourse to the Court for the settlement of disputes, as well as increased recognition of its compulsory jurisdiction, as means of achieving peaceful resolutions to international conflicts and more harmonious inter-State relations". Finally, he thanked the delegations of Switzerland, the Netherlands, Uruguay, the United Kingdom, Lithuania, Japan and Botswana for having taken the initiative to prepare a manual on the acceptance of the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice, which has been published in five languages.

Before the Sixth Committee of the General Assembly, the President offered his views on certain aspects of the evidentiary practice of the Court. He began with the role of evidence, recalling that the rule of thumb for evidentiary matters before the Court is flexibility, and that in deciding the cases submitted to it, the overarching objective of the Court is to obtain all relevant evidence pertaining to both facts and law that may assist it in ruling on issues of substance, as opposed to providing a judicial outcome grounded primarily in technical and/or procedural rationales. The President added that the Court disposes of a wide margin of latitude not only in requesting evidentiary elements, but also in assessing the evidence in each dispute submitted to it, while considering both the relevant rules of international law and the specific facts and circumstances of each case. He then turned to questions of admissibility, explaining that the Statute and Rules of Court do not lay down any major restrictions in this regard, and that the Court possesses a wide margin of appreciation in ascribing different weight to different evidentiary elements originating from varied sources.

The President next considered more substantive matters. He recalled that, before the Court, a party alleging a fact typically bears the burden of proving it, while the usual standard of proof tends to align with "proof by a preponderance of the evidence". Naturally, the onus will vary based on the type of facts required to ensure the resolution of the case. The President pointed out lastly that there is a presumption — *jura novit curia* — that the Court knows international law and how to apply it, despite the usual efforts deployed by disputing parties to demonstrate that relevant international legal principles support their own claims, or should be construed in a certain way; similarly, the Court may take judicial notice of well-established facts, or "matters of public knowledge", thereby obviating the need for parties appearing before it to prove such types of facts.

The President concluded his speech as follows:

> "While the Court's evidentiary practice is rather flexible when compared to that espoused by most domestic courts and tribunals, the World Court nonetheless applies a great degree of caution when handling certain evidentiary items, rigorously

un examen approfondi tous les éléments qui lui sont présentés et en appliquant les critères pertinents d'établissement de la preuve aux faits, aux circonstances et à l'objet de chaque affaire. De même, en ce qui concerne l'adoption de nouveaux modes de production de la preuve, la pratique de la Cour s'inscrit dans une perspective d'avenir par son ouverture aux nouvelles technologies et à des méthodes originales de traitement des éléments factuels. Une riche tradition judiciaire d'établissement des faits est née de cette pratique : s'il est vrai que l'Etat demandeur apparaissant devant la Cour est normalement tenu de produire des moyens de preuve à l'appui de ses prétentions, cela ne veut pas dire que l'autre partie soit dispensée d'aider la Cour à exercer sa fonction judiciaire. Au contraire, le principe d'une collaboration entre les parties et la Cour au service de la preuve — appuyée par un dialogue constructif entre les juges et les agents et conseils des parties — garantit que l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies pourra accomplir en toute efficacité et impartialité sa noble mission, à savoir la recherche de la vérité objective, le règlement pacifique des différends et la promotion de l'état de droit au plan international. »

Le texte intégral des discours susmentionnés figure sur le site Internet de la Cour (onglet « La Cour », sous-onglet « Présidence »).

scrutinizing all evidence put before it and balancing relevant evidentiary standards against the facts, circumstances and subject-matter of each case. The Court's practice is equally forward-looking as regards the introduction of new modes of producing evidence, thereby embracing new technology and innovative ways of establishing factual records. A rich fact-finding judicial tradition emerges from its practice: while an applicant State appearing before the Court will typically be called upon to substantiate its claims with available evidence, the other party is by no means exempted from assisting the Court in fulfilling its judicial function. Rather, the idea of evidentiary collaboration between the parties and the Court — supplemented by a productive dialogue between the bench and the agents and counsel of the parties — ensures that the principal judicial organ of the UN can carry out its noble duties in the most effective and impartial way. That is to say: the search for objective truth, the peaceful settlement of disputes and the promotion of the international rule of law."

The full text of the speeches mentioned above can be found on the Court's website (under "The Court" and "Presidency").

APPENDICE

Suite donnée aux décisions de la Cour

Le présent appendice contient les renseignements parvenus au Greffe entre le 1er août 2014 et le 31 juillet 2015 quant à la suite donnée aux décisions de la Cour. Le Greffe, qui ne prend pas l'initiative de demander de tels renseignements, les publie sans commentaires à mesure qu'ils lui parviennent et décline toute responsabilité à cet égard.

Il est rappelé que les parties à un différend porté devant la Cour s'engagent à se conformer à ses décisions, en application du paragraphe 1 de l'article 94 de la Charte des Nations Unies.

Dans l'hypothèse où l'une des parties n'exécute pas un arrêt de la Cour — ce qui n'arrive qu'exceptionnellement —, l'autre partie peut, en vertu du paragraphe 2 de l'article 94 de la Charte, saisir le Conseil de sécurité. Cette disposition énonce que, « [s]i une partie à un litige ne satisfait pas aux obligations qui lui incombent en vertu d'un arrêt rendu par la Cour, l'autre partie peut recourir au Conseil de sécurité et celui-ci, s'il le juge nécessaire, peut faire des recommandations ou décider des mesures à prendre pour faire exécuter l'arrêt ».

A la différence de ses arrêts, les avis rendus par la Cour n'ont pas, comme tels, d'effet obligatoire ; ils ont un caractère consultatif[1].

*

1. *Immunités juridictionnelles de l'Etat (Allemagne c. Italie ; Grèce (intervenant))*

Le 23 décembre 2008, l'Allemagne avait introduit une instance contre l'Italie au motif que cette dernière n'avait pas respecté son immunité de juridiction « en permettant que soient intentées à son encontre des actions civiles fondées sur des violations du droit international humanitaire commises par le Reich allemand au cours de la seconde guerre mondiale », « en prenant des mesures d'exécution forcée visant la « Villa Vigoni », propriété de l'Etat allemand », et « en déclarant exécutoires sur le sol italien des décisions judiciaires grecques » condamnant civilement l'Allemagne pour des faits comparables à ceux ayant donné lieu aux actions devant des tribunaux italiens.

Dans son arrêt, rendu le 3 février 2012, la Cour a dit que l'Italie avait manqué à son obligation de respecter l'immunité reconnue à l'Allemagne par le droit international, tant en permettant que soient intentées à son encontre des actions civiles fondées sur des violations du droit international humanitaire commises par le Reich allemand entre 1943 et 1945 qu'en prenant des mesures d'exécution forcée visant la Villa Vigoni et en

[1] En revanche, il peut leur être reconnu un effet contraignant par les instruments en vertu desquels un avis peut être demandé. De même, un Etat et une organisation interétatique peuvent convenir qu'en cas de différend entre eux cette organisation demandera un avis à la Cour et que celui-ci sera considéré par eux comme décisif (voir, par exemple, la convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, sect. 30).

APPENDIX

Action Pursuant to Decisions of the Court

The present appendix contains the information received in the Registry between 1 August 2014 and 31 July 2015 concerning action taken pursuant to certain decisions of the Court. The Registry, which does not take the initiative of seeking such information, publishes it without comment as and when it is received and accepts no responsibility in connection with it.

It is recalled that the parties to a dispute submitted to the Court undertake to comply with its decisions in accordance with Article 94, paragraph 1, of the Charter of the United Nations.

In the rare cases where one of the parties fails to implement a judgment of the Court, the other party may take the matter to the Security Council, pursuant to Article 94, paragraph 2, of the Charter. Under the terms of that provision, "[i]f any party to a case fails to perform the obligations incumbent upon it under a judgment rendered by the Court, the other party may have recourse to the Security Council, which may, if it deems necessary, make recommendations or decide upon measures to be taken to give effect to the judgment".

Unlike its judgments, the opinions given by the Court are not binding as such; they are advisory in nature[1].

*

1. *Jurisdictional Immunities of the State (Germany* v. *Italy: Greece intervening)*

On 23 December 2008, Germany instituted proceedings against Italy on the grounds that the latter had failed to respect its jurisdictional immunity "by allowing civil claims based on violations of international humanitarian law by the German Reich during World War II ... to be brought against [it]", "by taking measures of constraint against 'Villa Vigoni', German State property", and "by declaring Greek [civil] judgments ... enforceable in Italy" which had been rendered against Germany on the basis of acts similar to those which gave rise to the claims brought before Italian courts.

In its Judgment, delivered on 3 February 2012, the Court found that Italy had violated its obligations to respect the immunity which Germany enjoys under international law: by allowing civil claims to be brought against it based on violations of international humanitarian law committed by the German Reich between 1943 and 1945; by taking measures of constraint against "Villa Vigoni"; and by declaring enforceable in

[1] However, the instrument by which an advisory opinion is requested may provide that the said opinion has binding force. Likewise, a State and an inter-State organization may agree that, in the event of a dispute between them, the organization concerned will ask the Court for an opinion, which will be accepted as decisive by them (see, for example, the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations, Sec. 30).

déclarant exécutoires sur le territoire italien des décisions judiciaires grecques fondées sur des violations du droit international humanitaire commises en Grèce par le Reich allemand. La Cour a ajouté que la République italienne devait, en promulguant une législation appropriée ou en recourant à toute autre méthode de son choix, faire en sorte que les décisions de ses tribunaux et celles d'autres autorités judiciaires qui contreviennent à l'immunité reconnue à la République fédérale d'Allemagne par le droit international soient privées d'effet.

Le Greffe a été informé que, le 22 octobre 2014, la Cour constitutionnelle italienne avait rendu un arrêt concernant la constitutionnalité de certaines normes adoptées par l'Italie pour donner effet à l'arrêt de la Cour internationale de Justice du 3 février 2012. Dans le dispositif de son arrêt, la Cour constitutionnelle a tout d'abord déclaré inconstitutionnel l'article 3 de la loi italienne n° 5/2013. Même si cette loi concernait de manière générale la ratification de la convention des Nations Unies sur les immunités juridictionnelles des Etats et de leurs biens (ratification qui demeure valide), le Parlement italien avait introduit l'article 3 à titre de mécanisme visant expressément à adapter le droit interne à l'arrêt de 2012 de la CIJ. Cet article exigeait des tribunaux civils italiens qu'ils se déclarent incompétents dans toute affaire où la CIJ avait décidé que ceux-ci ne devaient pas statuer sur le comportement d'autres Etats, et qu'ils infirment, sur demande en ce sens des parties, toute décision antérieure qui serait contraire à l'arrêt de la CIJ. Deuxièmement, la Cour constitutionnelle a déclaré la loi de ratification de la Charte des Nations Unies, adoptée par l'Italie en 1957, inconstitutionnelle

> « pour autant qu'elle y donne effet à l'article 94 de la Charte, et ce, uniquement dans la mesure où elle oblige les tribunaux italiens à se conformer à l'arrêt de la Cour internationale de Justice en date du 3 février 2012, qui exige d'eux qu'ils se déclarent incompétents à l'égard des actes d'un Etat étranger répondant à la qualification de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, en violation des droits de l'homme inaliénables ».

Troisièmement, la Cour constitutionnelle a jugé qu'il n'y avait pas lieu pour elle de se prononcer sur la question de savoir si le droit international coutumier relatif à l'immunité des Etats pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité allait à l'encontre du droit constitutionnel italien. Pour expliquer sa décision, elle a fait valoir que, malgré son existence certaine en droit international général compte tenu de l'interprétation faisant autorité qu'en a donnée la Cour internationale de Justice, cette règle ne pouvait être considérée comme existant dans l'ordre juridique italien. En effet, cette règle étant contraire aux principes de base de l'ordre juridique italien, elle ne saurait être incorporée en droit interne par le biais de l'article 10 de la Constitution italienne prévoyant la transposition automatique en droit interne du droit international coutumier.

Le Greffe a également été informé de ce que le Parlement italien avait inséré, dans la loi de conversion du décret-loi n° 132 du 12 septembre 2014 portant mesures urgentes de déjudiciarisation et autres dispositions pour définir l'arriéré en matière de procès civil, un article 19 *a)* qui prévoit que les comptes des représentations diplomatiques et consulaires étrangères en Italie ne sont pas soumis à exécution forcée.

2. *Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (Belgique c. Sénégal)*

Le 19 février 2009, la Belgique avait déposé une requête introductive d'instance contre le Sénégal au sujet de la violation « de son obligation de poursuivre, pour des faits qualifiés notamment de crimes de torture et de crimes contre l'humanité qui lui sont imputés …, M. H[issène] Habré[, ancien président du Tchad], ou de l'extrader vers la

Italy decisions of Greek courts based on violations of international humanitarian law committed in Greece by the German Reich. The Court added that the Italian Republic must, by enacting appropriate legislation, or by resorting to other methods of its choosing, ensure that the decisions of its courts and those of other judicial authorities infringing the immunity which the Federal Republic of Germany enjoys under international law cease to have effect.

The Registry has been informed of the fact that, on 22 October 2014, the Italian Constitutional Court rendered a judgment concerning the constitutional legitimacy of certain Italian norms which had been adopted by Italy in order to give application to the ICJ Judgment of 3 February 2012. In the *dispositif*, the Constitutional Court first declared Article 3 of Italian law No. 5/2013 constitutionally unlawful. While law No. 5/2013 in general concerned the ratification of the UN Convention on Jurisdictional Immunities of States and Their Property (a ratification which stands), the Italian Parliament had introduced Article 3 as an explicit adaptation mechanism to the ICJ Judgment of 2012, requiring Italian courts to decline jurisdiction in any cases where the ICJ had decided that Italian civil courts should not adjudge upon the conduct of other States; courts were also required to revoke any decision previously rendered in contrast with the ICJ Judgment if so requested by the parties. Second, the Constitutional Court declared the 1957 Italian law of ratification of the UN Charter constitutionally unlawful,

> "so far as it concerns the execution of Article 94 of the United Nations Charter, exclusively to the extent that it obliges the Italian judge to comply with the Judgment of the ICJ of 3 February 2012, which requires that Italian courts deny their jurisdiction in case of acts of a foreign State constituting war crimes and crimes against humanity, in breach of inviolable human rights".

Third, the Constitutional Court found that there was no need to decide whether customary international law concerning State immunity for war crimes and crimes against humanity was unlawful under domestic constitutional law, because such a rule, despite its undoubted existence in general international law in light of the authoritative construction by the ICJ, could not be deemed as existing in the Italian legal order, since its conflict with basic principles of the Italian legal order rendered impossible any domestic reception through Article 10 of the Italian Constitution, which is otherwise designed to automatically transpose customary international law into domestic Italian law.

The Registry has also been informed of the inclusion by the Italian Parliament, in the law converting Legislative Decree No. 132 of 12 September 2014 on urgent measures eliminating judicial procedures and with other provisions defining arrears in civil proceedings, of an Article 19 *(a)* whereby the accounts of foreign diplomatic and consular representations in Italy are not subject to measures of constraint.

2. Questions relating to the Obligation to Prosecute or Extradite (Belgium v. *Senegal)*

On 19 February 2009, Belgium filed an Application instituting proceedings against Senegal in respect of a dispute concerning "Senegal's compliance with its obligation to prosecute Mr. H[issène] Habré[, former President of the Republic of Chad, for acts including crimes of torture and crimes against humanity which are alleged against

Belgique aux fins de poursuites pénales». La Belgique invoquait notamment, comme base de compétence de la Cour, la convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984.

Dans son arrêt du 20 juillet 2012, la Cour a dit que la République du Sénégal, en ne procédant pas immédiatement à une enquête préliminaire en vue d'établir les faits relatifs aux crimes qui auraient été commis par M. Hissène Habré, et en ne soumettant pas l'affaire à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale contre M. Hissène Habré, avait manqué à certaines obligations que lui impose la convention des Nations Unies susmentionnée. La Cour a donc dit que la République du Sénégal devait, sans autre délai, soumettre le cas de M. Hissène Habré à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale, si elle ne l'extradait pas (*C.I.J. Recueil 2012 (II)*, p. 463, par. 122, point 6)).

Le Greffe a été informé que le procès de M. Hissène Habré avait débuté le 20 juillet 2015 devant les «Chambres africaines extraordinaires au sein des juridictions sénégalaises», à savoir le tribunal régional hors classe de Dakar et la cour d'appel de Dakar.

9. Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon ; Nouvelle-Zélande (intervenant))

Le 31 mai 2010, l'Australie a introduit une instance contre le Japon au sujet de «la poursuite par [celui-ci] de l'exécution d'un vaste programme de chasse à la baleine dans le cadre de la deuxième phase du programme japonais de recherche scientifique sur les baleines en vertu d'un permis spécial dans l'Antarctique («JARPA II»), en violation des obligations contractées par cet Etat aux termes de la convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine».

Dans son arrêt du 31 mars 2014, la Cour a dit que le Japon devait révoquer tout permis, autorisation ou licence déjà délivré dans le cadre de JARPA II et s'abstenir d'accorder tout nouveau permis au titre de ce programme (*C.I.J. Recueil 2014*, p. 300, par. 247, point 7)).

Le Greffe a été informé que le Japon avait annoncé, quelques jours après le prononcé de l'arrêt de la Cour, qu'il mettait un terme à son programme JARPA II.

him . . .] or to extradite him to Belgium for the purposes of criminal proceedings". As a basis for the jurisdiction of the Court, Belgium relied in particular on the United Nations Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment of 10 December 1984.

In its Judgment of 20 July 2012, the Court found that the Republic of Senegal, by failing to make immediately a preliminary inquiry into the facts relating to the crimes allegedly committed by Mr. Hissène Habré, and by failing to submit the case of Mr. Hissène Habré to its competent authorities for the purpose of prosecution, had breached certain of its obligations under the above-mentioned United Nations Convention. The Court therefore found that the Republic of Senegal must, without further delay, submit the case of Mr. Hissène Habré to its competent authorities for the purpose of prosecution, if it does not extradite him (*I.C.J. Reports 2012 (II)*, p. 463, para. 122, point (6)).

The Registry has been informed that the trial of Mr. Hissène Habré began on 20 July 2015 before the *Chambres africaines extraordinaires* sitting within the Senegalese courts, namely the Dakar *Tribunal régional hors classe* and the Dakar Court of Appeal.

3. *Whaling in the Antarctic (Australia* v. *Japan; New Zealand intervening)*

On 31 May 2010, Australia instituted proceedings against Japan concerning the latter's "continued pursuit of a large-scale programme of whaling under the Second Phase of its Japanese Whale Research Programme under Special Permit in the Antarctic ('JARPA II'), in breach of obligations assumed by Japan under the International Convention for the Regulation of Whaling".

In its Judgment of 31 March 2014, the Court decided that Japan was required to revoke any extant authorization, permit or licence granted in relation to JARPA II, and to refrain from granting any further permits in pursuance of that programme (*I.C.J. Reports 2014*, p. 300, para. 247, point (7)).

The Registry has been informed that, a few days after the delivery of the Court's Judgment, Japan announced that it was putting an end to JARPA II.

* *
*

LA COUR DANS SA COMPOSITION ACTUELLE

Premier rang (de gauche à droite) : MM. les juges Antonio Augusto Cançado Trindade, Peter Tomka, Abdulqawi Ahmed Yusuf (vice-président), Ronny Abraham (président), Hisashi Owada, Mohamed Bennouna et Christopher Greenwood. Second rang (de gauche à droite) : MM. les juges Kirill Gevorgian et Patrick Lipton Robinson, Mmes les juges Julia Sebutinde, Joan E. Donoghue et Xue Hanqin, MM. les juges Giorgio Gaja, Dalveer Bhandari et James Richard Crawford ; M. Philippe Couvreur (greffier).

THE COURT IN ITS CUR

First row (from left to right): Judges Antonio Augusto
Yusuf (Vice-President), Ronny Abraham (President), H
Greenwood. Second row (from left to right): Judges
Sebutinde, Joan E. Donoghue, Xue Hanqin, Gior
Crawford; Mr. Philippe Couvreur (Registrar).

ENT COMPOSITION

nçado Trindade, Peter Tomka, Abdulqawi Ahmed
shi Owada, Mohamed Bennouna and Christopher
Gevorgian, Patrick Lipton Robinson, Julia
Gaja, Dalveer Bhandari and James Richard

Audition d'un expert dans la grande salle de justice, où la Cour tient ses audiences (14 IV 2015).

Exa
Jus
(14

Journalistes dans le hall du Palais de la Paix après le prononcé d'un arrêt (3 II 2015).

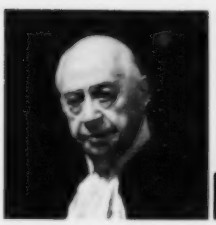
Jou
afte

ination of an expert in the Great Hall of
e, where the Court holds its hearings
V 2015).

alists in the entrance hall of the Peace Palace
he delivery of a judgment (3 II 2015).

LES JUGES *AD HOC*

THE JUDGES *AD HOC*



M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Mohammed Bedjaoui

M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Gilbert Guillaume

M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Charles Brower

M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Christopher J. R. Dugard

M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Ian Callinan

M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Jean-Pierre Cot

M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Budislav Vukas

M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Yves Daudet

M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Bruno Simma

M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Joe Verhoeven

M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Milenko Kreća

M^me^ la juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Louise Arbour

M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Awn Shawkat
Al-Khasawneh

M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Leonid Skotnikov

M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
David D. Caron

DEUXIÈME PARTIE

DE L'ORGANISATION DE LA COUR ET DE SON GREFFE

I. De la Cour

A. Textes de base

1. Présentation

Les textes de base de la CIJ sont la Charte des Nations Unies et le Statut de la Cour, qui en fait partie intégrante. A ces instruments s'ajoutent le Règlement de la Cour et les Instructions de procédure, qui lui sont complémentaires, ainsi que la résolution visant la pratique interne de la Cour en matière judiciaire.

a) *Charte des Nations Unies*

La CIJ a été instituée par la Charte des Nations Unies signée à San Francisco le 26 juin 1945. La Charte traite de la Cour en ses articles 7, paragraphe 1, et 36, paragraphe 3, ainsi qu'en son chapitre XIV (art. 92-96).

b) *Statut de la Cour*

i) Texte du Statut

Le Statut de la CIJ a été établi sur la base de celui de la CPJI. Les modifications, dont la liste figure dans l'*Annuaire 1946-1947* (p. 95-96), ont été peu nombreuses, la plupart étant des changements de forme destinés à tenir compte de la substitution de l'Organisation des Nations Unies à la Société des Nations.

Egalement signé à San Francisco le 26 juin 1945, le texte du Statut de la Cour est annexé à la Charte des Nations Unies, dont il fait partie intégrante. Le Statut peut, conformément à son article 69, être amendé selon la même procédure que la Charte (voir les articles 108 et 109 de celle-ci). Il peut également faire l'objet de modifications proposées par la Cour elle-même (voir l'article 70 du Statut).

Le Statut n'a, à ce jour, fait l'objet d'aucun amendement.

ii) Etats parties au Statut

La question de la qualité d'Etat partie au Statut de la Cour est régie par l'article 93 de la Charte. Celui-ci dispose que « [t]ous les Membres des Nations Unies sont *ipso facto* parties au Statut de la Cour internationale de Justice ». A ce jour, 193 Etats (dont la liste figure aux pages 63-68) sont parties au Statut.

PART TWO

ORGANIZATION OF THE COURT AND ITS REGISTRY

I. The Court

A. Basic texts

1. Introduction

The basic texts of the Court are the Charter of the United Nations and the Statute of the Court, which form an integral part of the Charter. Other texts are the Rules of Court and the Practice Directions supplementing them, as well as the resolution concerning the internal judicial practice of the Court.

(a) *Charter of the United Nations*

The ICJ was brought into being by the Charter of the United Nations, signed in San Francisco on 26 June 1945. The Charter deals with the Court in Article 7, paragraph 1, Article 36, paragraph 3, and Articles 92-96, which form Chapter XIV.

(b) *Statute of the Court*

(i) Text of the Statute

The text of the Statute was based upon that of the PCIJ. The modifications, a list of which can be found in the *Yearbook 1946-1947* (pp. 101-102), were few in number, most of them being formal adaptations designed to take account of the replacement of the League of Nations by the United Nations.

The text of the Statute, which was also signed in San Francisco on 26 June 1945, is annexed to the Charter, of which it forms an integral part. According to Article 69 of the Statute, amendments to that instrument can be made using the same procedure as is provided for amendments to the Charter (see Articles 108 and 109 of the latter). It may also be amended in accordance with proposals made by the Court itself (see Article 70 of the Statute).

No amendments have so far been made to the Statute.

(ii) States parties to the Statute

The question of status as a party to the Statute of the Court is governed by Article 93 of the Charter, which provides that "[a]ll Members of the United Nations are *ipso facto* parties to the Statute of the International Court of Justice". To date, 193 States are parties to the Statute (these are listed on pages 63-68).

c) *Règlement de la Cour et Instructions de procédure*

i) Règlement de la Cour

Aux termes de l'article 30 de son Statut, « la Cour détermine par un règlement le mode suivant lequel elle exerce ses attributions. Elle règle notamment sa procédure. »

Le premier Règlement de la Cour a été adopté le 6 mai 1946 et publié dans le recueil *Actes et documents n° 1* (deuxième édition, p. 54-83). Il était fondé sur le plus récent des textes du Règlement de la CPJI, à savoir celui du 11 mars 1936, avec quelques changements de forme et de fond dont l'*Annuaire 1946-1947* donne la liste (p. 96-97).

Ce texte est demeuré inchangé nombre d'années, et ce n'est qu'en 1967 que la Cour a entrepris une révision de son Règlement. Elle a adopté, le 10 mai 1972, plusieurs amendements d'intérêt immédiat, entraînant en particulier un changement de numérotation de certains articles (une table de concordance a été publiée dans l'*Annuaire 1971-1972*, p. 8-11). Le Règlement ainsi modifié (publié dans le recueil *Actes et documents n° 3*, p. 92-148) est entré en vigueur le 1er septembre 1972.

Les travaux de la Cour se sont ensuite poursuivis et ont abouti à l'adoption d'une nouvelle version du Règlement le 14 avril 1978, laquelle est entrée en vigueur le 1er juillet 1978. Le texte en a été publié pour la première fois dans le recueil *Actes et documents n° 4*, en même temps qu'une *Note du Greffe sur le Règlement revisé* (1978) indiquant les articles modifiés et contenant une table de concordance entre les articles de ce Règlement et ceux du Règlement de 1972 (*Note documentaire V*).

Par la suite, en l'an 2000, la Cour a de nouveau amendé son Règlement. A cette occasion, deux articles ont été modifiés, à savoir l'article 79 concernant les exceptions préliminaires et l'article 80 relatif aux demandes reconventionnelles[1].

D'autres changements ont été enfin apportés au Règlement de la Cour en 2005. Ceux-ci ont concerné, dans un premier temps, l'article 52 (qui se rapporte à la présentation des pièces de procédure) et, dans un second temps, l'article 43 (qui a trait aux notifications à effectuer lorsque l'interprétation d'une convention est en cause dans une affaire). La Cour a par ailleurs, cette même année, adopté une nouvelle procédure pour la promulgation des modifications apportées à son Règlement (voir *Actes et documents n° 6*, p. 90). Elle a ainsi décidé que, une fois adopté, tout amendement au Règlement serait placé sur le site Internet de la Cour, avec mention de sa date d'entrée en vigueur et, le cas échéant, de toute réserve *ratione temporis* quant à son applicabilité (par exemple, applicabilité limitée aux affaires introduites après son entrée en vigueur).

ii) Instructions de procédure

Réexaminant de manière constante ses méthodes de travail, la Cour a décidé, en octobre 2001, d'édicter des instructions de procédure à l'usage des Etats se présentant devant elle. Elle souhaitait ainsi faire face à l'encombrement de son rôle et aux contraintes budgétaires auxquelles elle était confrontée. Ces Instructions, qui n'entraînent aucune modification du Règlement de la Cour, sont complémentaires de celui-ci.

[1] Les amendements sont entrés en vigueur le 1er février 2001. Le Règlement de 1978 continue toutefois de s'appliquer à toutes les affaires soumises à la Cour avant le 1er février 2001 et à toutes les phases de ces affaires.

(c) *Rules of Court and Practice Directions*

(i) Rules of Court

Article 30 of the Statute provides that "the Court shall frame rules for carrying out its functions. In particular, it shall lay down rules of procedure."

The first Rules of Court were adopted on 6 May 1946, and were published in the volume *Acts and Documents No. 1* (second edition, pp. 54-83). They were based on the latest text of the Rules of the Permanent Court, that of 11 March 1936, with certain changes, formal and substantive, a list of which was given in the *Yearbook 1946-1947* (pp. 102-103).

The Rules remained unchanged for many years and it was not until 1967 that the Court undertook a revision. On 10 May 1972, the Court adopted some amendments of immediate interest, involving, in particular, the partial renumbering of certain articles (a table of concordance was published in the *Yearbook 1971-1972*, pp. 3-11). The amended Rules came into force on 1 September 1972 (published in the volume *Acts and Documents No. 3*, pp. 93-149).

The work of revision was subsequently resumed, and culminated on 14 April 1978 in the adoption of a new set of Rules, which came into force on 1 July 1978. They were first published in *Acts and Documents No. 4*, concurrently with a *Note by the Registry on the Revised Rules of Court (1978)* indicating those articles modified and containing a table of concordance comparing the new Rules to those of 1972 (*Background Note V*).

The Court amended the Rules again in 2000. On that occasion, two articles were modified, namely Article 79, concerning preliminary objections, and Article 80, relating to counter-claims[1].

Finally, in 2005, the Court again amended the Rules, first Article 52 (concerning the filing of pleadings) and subsequently Article 43 (relating to the notifications to be made when the construction of a convention is in question in a case). That same year, the Court adopted a new procedure for the promulgation of modifications to its Rules (see *Acts and Documents No. 6*, p. 91). It thus decided that any amendments to the Rules, following their adoption by the Court, would be posted on the Court's website, with an indication of the date of their entry into force and a note of any temporal reservations relating to their applicability (for example, whether the application of the amended rule is limited to cases instituted after the date of entry into force of the amendment).

(ii) Practice Directions

As part of the ongoing review of its procedures and working methods, in October 2001, the Court decided to adopt Practice Directions for use by the States appearing before it. In so doing, it wished to more effectively deal with the congested state of its list and the budgetary constraints facing it. These Practice Directions involve no alteration to the Rules of Court, but are additional thereto.

[1] The amendments came into force on 1 February 2001. The Rules of Court as adopted in 1978 continued to apply to all cases submitted to the Court prior to 1 February 2001, and all phases of those cases.

A l'origine, le texte comptait six instructions (numérotées de I à VI). Il a été complété à plusieurs reprises, la dernière instruction promulguée (IX*quater*) l'ayant été au printemps 2013.

Une fois adoptée par la Cour, toute modification apportée aux Instructions de procédure est sur le site Internet de la Cour et publiée dans l'*Annuaire-Yearbook* avec mention, le cas échéant, de toute réserve *ratione temporis* quant à son applicabilité.

d) *Résolution visant la pratique interne de la Cour en matière judiciaire*

En vertu de l'article 19 du Règlement de la Cour, « [l]a pratique interne de [celle-ci] en matière judiciaire est régie … par toute résolution adoptée par la Cour ». La résolution actuellement en vigueur date du 12 avril 1976. Bien qu'elle s'y conforme, la Cour reste entièrement libre de s'écarter de cette résolution dans un cas d'espèce, si elle estime que les circonstances le justifient.

> Le texte de ces différents instruments peut être consulté sur le site Internet de la Cour (onglet « Documents de base »). Il est également publié dans le recueil *Actes et documents n° 6*.

2. Application du Statut et du Règlement : digeste des décisions de la Cour

Selon les questions qui se posent dans les affaires qui lui sont soumises, la Cour applique telle ou telle disposition de son Statut ou de son Règlement. Si la mise en œuvre de certains articles revêt un caractère systématique ou fréquent (par exemple, l'article 48 du Statut qui a trait aux formes et délais pour l'accomplissement de certains actes de procédure, comme le dépôt de pièces écrites, et qui est visé dans chaque ordonnance de fixation de délais), celle d'autres dispositions est plus rare ou apporte un éclairage nouveau sur la pratique de la Cour. Pour la période couverte par cette édition de l'*Annuaire-Yearbook*, il ne sera fait état que de la pratique afférente au Règlement de la Cour, les dispositions du Statut n'ayant pas fait l'objet d'une mise en œuvre à retenir aux fins du présent digeste.

Le digeste ci-dessous présente donc une sélection des décisions de la Cour portant application du Règlement. Chaque décision est précédée de la mention de l'affaire à propos de laquelle elle est intervenue.

Règlement	
Objet	Disposition et décision y afférente
Reprise de la procédure dans une affaire et fixation de délais pour le dépôt simultané de mémoires sur la question des réparations dues par chacune des parties	Article 44, paragraphe 1 *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)* Dans son arrêt sur le fond du 19 décembre 2005, la Cour avait dit, d'une part, que l'Ouganda avait l'obligation de réparer le préjudice subi par la République démocratique du Congo (RDC) du fait de la violation par l'Ouganda de diverses obligations lui incombant en vertu du droit international, et, d'autre part, que la RDC avait l'obligation de réparer le préjudice causé à l'Ouganda du fait de la violation par

[1] Le texte des Instructions de procédure tel que reproduit dans cette publication n'est toutefois pas à jour. La version la plus récente figure, comme il a été mentionné plus haut, sur le site Internet de la Cour ; par commodité, elle est également reproduite en *addendum* au présent *Annuaire-Yearbook*.

The original text was made up of six Directions (numbered I to VI). It has been supplemented on a number of occasions, with the most recent Direction (IX*quater*) having been promulgated in spring 2013.

Once adopted by the Court, any amendments to the Practice Directions are now posted on the Court's website and published in the *Annuaire-Yearbook*, with a note of any temporal reservations relating to their applicability.

(d) *Resolution concerning the Internal Judicial Practice of the Court*

In accordance with Article 19 of the Rules of Court, "[t]he internal judicial practice of the Court shall . . . be governed by any resolutions on the subject adopted by the Court". The resolution currently in force was adopted on 12 April 1976. While the Court complies with the present resolution, it remains entirely free to depart from it, in a given case, if it considers that the circumstances justify that course.

The text of these various instruments can be found on the Court's website (under "Basic Documents"), and is also published in the volume *Acts and Documents No. 6*[1].

2. *Application of the Statute and Rules of Court: Digest of the Court's decisions*

Depending on the issues in the cases submitted to it, the Court applies one or other provision of its Statute or Rules. While some articles are implemented systematically or frequently (for example, Article 48 of the Statute relating to the form and time in which certain steps in the proceedings, such as the filing of written pleadings, must be completed, and which is cited in every order fixing time-limits), other provisions are applied less often or reflect a new development in the Court's practice. For the period covered by this edition of the *Annuaire-Yearbook*, only practice relating to the Rules of Court will be described, there being nothing of interest to note for the purposes of this digest in the application of the provisions of the Statute.

The following digest thus presents a selection of decisions taken by the Court in application of its Rules. Each decision appears under the title of the case in which it was rendered.

Rules of Court	
Provision and related decision	Subject
Article 44, paragraph 1	Resumption of proceedings in a case and fixing of time-limits for the simultaneous filing of Memorials on the question of the reparations owed by each Party
Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)	
In its Judgment on the merits of 19 December 2005, the Court found, on the one hand, that Uganda was under obligation to make reparation to the Democratic Republic of the Congo (DRC) for the injury caused by Uganda's violation of a number of obligations incumbent upon it under international law, and, on the other hand, that the DRC was under obligation to make reparation to Uganda for the injury caused	

[1] The text of the Practice Directions as reproduced in this publication, however, is not up to date. As mentioned above, the latest version can be found on the Court's website; for convenience, it is also reproduced in an *addendum* to this *Annuaire-Yearbook*.

Objet	Règlement Disposition et décision y afférente
	la RDC d'obligations lui incombant en vertu de la convention de Vienne de 1963 sur les relations diplomatiques. Par le même arrêt, la Cour avait décidé de régler, au cas où les Parties ne pourraient se mettre d'accord à ce sujet, la question de la réparation due à chacune d'elles et de réserver à cet effet la suite de la procédure. Par un document reçu au Greffe le 13 mai 2015, la RDC a prié la Cour de trancher la question de la réparation qui lui était due. Dans une ordonnance du 1er juillet 2015, la Cour, après que le président se fut renseigné auprès des Parties sur les questions de procédure, a constaté que presque dix ans s'étaient écoulés depuis que la Cour avait rendu l'arrêt susmentionné et que les Parties, si elles avaient bien cherché à s'entendre directement sur la question des réparations, n'avaient pu parvenir à un accord à ce sujet. Par cette ordonnance, la Cour a décidé de reprendre la procédure en l'affaire sur la question des réparations et a fixé au 6 janvier 2016 la date d'expiration du délai dans lequel chacune des Parties devait exposer dans un mémoire l'ensemble de ses prétentions concernant l'indemnisation qu'elle estime lui être due par l'autre Partie et joindre à cette pièce tous les éléments de preuve sur lesquels elle entend s'appuyer.
Recevabilité et valeur probante de déclarations écrites	Article 50 *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)* Dans cette affaire, la Cour a rappelé que « ni son Statut ni son Règlement ne prévoient d'exigences spécifiques relatives à la recevabilité des déclarations présentées par les parties à une procédure contentieuse, que leurs auteurs aient été cités comme témoins ou non ». Elle laisse « à la libre appréciation des parties la forme sous laquelle elles décident de présenter ce type de preuves ». Elle a toutefois considéré qu'il lui appartenait de vérifier que les documents qui étaient censés contenir les déclarations de personnes qui ne déposaient pas à l'audience reproduisaient fidèlement leurs propos. La Cour a ajouté que, lorsqu'elle appréciait la valeur probante de toute déclaration, elle prenait nécessairement en compte sa forme, ainsi que les circonstances dans lesquelles elle avait été établie. Rappelant sa jurisprudence antérieure, la Cour a souligné devoir « examiner notamment si les déclarations émanent d'agents de l'Etat ou de particuliers qui n'ont pas d'intérêts dans l'issue de la procédure, et si telle ou telle déclaration atteste l'existence de faits ou expose seulement une opinion sur certains événements ». Sur ce second point, la Cour a précisé

Rules of Court

Provision and related decision	Subject
by the DRC's violation of obligations incumbent upon it under the Vienna Convention on Diplomatic Relations of 1961. In the same Judgment, the Court decided that, failing agreement between the Parties, it would settle the question of reparation due to each of them, and reserved for that purpose the subsequent procedure in the case. In a document received in the Registry on 13 May 2015, the DRC requested the Court to decide the question of the reparation owed to it. After the President had ascertained the views of the Parties with regard to questions of procedure, the Court, in an Order of 1 July 2015, noted that almost ten years had elapsed since it had rendered the above-mentioned Judgment and that although the Parties had tried to settle the question of reparations directly, they had been unable to reach an agreement in that respect. In that Order, the Court decided to resume the proceedings in the case with regard to the question of reparations and fixed 6 January 2016 as the time-limit within which each Party should set out in a Memorial the entirety of its claim for damages which it considers to be owed to it by the other Party and attach to that pleading all the evidence on which it wishes to rely.	
Article 50 *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia)* In this case the Court recalled that "neither its Statute nor its Rules lay down any specific requirements concerning the admissibility of statements which are presented by the parties in the course of contentious proceedings, whether the persons making those statements were called to give oral testimony or not". It leaves "the parties free to determine the form in which they present this type of evidence". It nonetheless considered that it had to ensure that documents, which purported to contain the statements of individuals who were not called to give oral testimony, faithfully recorded the evidence actually given. The Court added that in determining the evidential weight of any statement by an individual, it necessarily took into account its form and the circumstances in which it had been made. Recalling its earlier jurisprudence, the Court noted that it must assess "whether [such statements] were made by State officials or by private persons not interested in the outcome of the proceedings and whether a particular affidavit attests to the existence of facts or represents only an opinion as regards certain events". On this second point, the Court has stated	Admissibility and evidential weight of written statements

Objet	Règlement Dispositions et décisions y afférentes
	qu'un témoignage sur des points dont le témoin n'a pas eu personnellement une connaissance directe, mais seulement par ouï-dire, n'a pas grand poids. Enfin, la Cour a reconnu que, dans certains cas, les témoignages qui datent de la période concernée peuvent avoir une valeur particulière. Tout en reconnaissant la difficulté d'obtenir des preuves dans les circonstances de l'espèce, la Cour a toutefois relevé que nombre des déclarations produites par la Croatie étaient déficientes. Elle a opéré une distinction entre les déclarations, en fonction de la valeur probante à leur accorder. La Cour n'a pas accordé de valeur probante à certaines déclarations consistant en des procès-verbaux d'audition par les forces de police croates d'une ou parfois plusieurs personnes, procès-verbaux que ces dernières n'avaient pas signés et qui ne comportaient pas d'éléments indiquant qu'elles en avaient pris connaissance. De plus, les propos rapportés dans ces déclarations semblaient être ceux des policiers eux-mêmes. A l'inverse, elle a accordé une valeur probante aux déclarations non signées par leurs auteurs et annexées au mémoire de la Croatie, mais qui avaient subséquemment été confirmées au moyen de déclarations complémentaires signées et annexées à sa réplique. Elle a également accordé une certaine valeur probante aux déclarations non signées, mais dont l'auteur avait confirmé la teneur lors de son témoignage devant la Cour ou le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). En revanche, la Cour a refusé d'accorder une valeur probante aux déclarations qui n'avaient été ni signées ni confirmées. La Cour a considéré qu'elle pourrait accorder une certaine valeur probante à des déclarations ne mentionnant pas les circonstances dans lesquelles elles avaient été réalisées ou qui n'avaient été données que plusieurs années après les faits auxquels elles se référaient. La Cour a également décidé qu'elle pourrait accorder une valeur probante aux déclarations faisant état de faits auxquels l'auteur n'avait pas assisté personnellement, lorsque de telles déclarations avaient été confirmées par d'autres témoins soit devant elle, soit devant le TPIY, ou bien lorsqu'elles avaient été corroborées par des éléments de preuve crédibles (arrêt, *C.I.J. Recueil 2015 (I)*, p. 77-79, par. 196-199).
Renvoi de l'ouverture de la procédure orale	Article 54, paragraphe 1 *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua) et Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)* Après que les Parties furent informées de la date d'ouverture de la procédure orale fixée par la Cour au mois de mars 2015, le Nicaragua en a demandé le report au mois de

Rules of Court

Provisions and related decisions	Subject
that "testimony of matters not within the direct knowledge of the witness, but known to him only from hearsay, [is not] of much weight". Lastly, the Court has recognized that "in some cases evidence which is contemporaneous with the period concerned may be of special value".	
While recognizing the difficulties of obtaining evidence in the circumstances of the case, the Court nevertheless noted that many of the statements produced by Croatia were deficient. It made a distinction between those statements to which it accorded evidential weight and those to which it did not.	
The Court did not give evidential weight to certain statements consisting of records of interviews by the Croatian police of one or sometimes several individuals which had not been signed by those persons and contained no indication that they were aware of the contents. Moreover, the words used appeared to be those of the police officers themselves.	
On the other hand, it gave evidential weight to statements which were unsigned and attached to Croatia's Memorial, but which had subsequently been confirmed by signed supplementary statements deposited with the Reply. It also accorded some evidential weight to unsigned statements, the contents of which had been confirmed by the witness on testimony before the Court or before the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia (ICTY). However, the Court declined to accord evidential weight to those statements which were neither signed nor confirmed.	
The Court was[1] the view that it might accord some evidential weight to statements that failed to mention the circumstances in which they had been given or that were only made several years after the events to which they referred. The Court further decided that it might accord evidential weight to statements that were not eyewitness accounts of the facts, where such statements had been confirmed by other witnesses, either before the Court or before the ICTY, or where they had been corroborated by credible evidence (*Judgment, I.C.J. Reports 2015 (I)*, pp. 77-78, paras. 196-199).	
Article 54, paragraph 3	Postponement of the opening of oral proceedings
Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua) and Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)	
The Parties having been informed that the date fixed by the Court for the opening of the oral proceedings was 16 March 2015, Nicaragua requested that it be postponed until	

Règlement	
Objet	Disposition et décision y afférente
	mai 2015, faisant valoir que la date retenue ne lui laisserait pas suffisamment de temps pour analyser les nouveaux éléments scientifiques et rapports d'experts que le Costa Rica pourrait soumettre dans sa duplique en l'affaire *Nicaragua c. Costa Rica*, dont la date limite de dépôt était fixée au mois de février 2015. Le Costa Rica s'est opposé à cette demande, soutenant en particulier que tout report des audiences et du règlement de l'affaire jointe *Costa Rica c. Nicaragua* lui porterait préjudice, que le Nicaragua disposait de suffisamment de temps pour analyser la duplique et préparer sa réponse avant l'ouverture des audiences, et que la demande du Nicaragua était tardive. La Cour a décidé de reporter la date d'ouverture de la procédure orale dans les affaires jointes au 14 avril 2015.
Production de matériau audiovisuel ou photographique après la clôture de la procédure écrite	Article 56 (et Instruction de procédure IX*quater*) *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)* et *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)* Peu avant le début des audiences, le Costa Rica a fait parvenir à la Cour un enregistrement vidéo (montrant la route faisant l'objet du litige) qu'il souhaitait voir versé au dossier de l'affaire *Nicaragua c. Costa Rica* et présenté à l'audience. Le Nicaragua a dit n'avoir aucune objection à la demande du Costa Rica et a formulé certaines observations concernant l'utilité dudit enregistrement ; il a également prié la Cour de verser des photographies de la route au dossier de l'affaire. La Cour a décidé d'accéder à ces demandes. A la fin de la procédure orale, le Costa Rica a communiqué à la Cour 120 photographies qu'il souhaitait verser au dossier de l'affaire *Nicaragua c. Costa Rica*. Arguant du caractère tardif de cette demande, le Nicaragua a déclaré s'y opposer. La Cour a décidé de ne pas faire droit à la demande costa-ricienne.
Invitation à produire des moyens de preuve	Article 62, paragraphe 1 *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)* et *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)* Avant l'ouverture de la procédure orale, la Cour a invité les Parties à faire entendre les experts dont elles avaient annexé les rapports à leurs écritures, et elle a nommé deux personnes en particulier. La Cour a aussi demandé aux Parties de produire des cartes avec certaines précisions. Au cours des audiences, la Cour a demandé au Nicaragua de produire le texte intégral de la version finale des deux rapports dont des extraits avaient été annexés à l'une de ses pièces.

Rules of Court

Provision and related decision	Subject
May 2015, on the basis that it would not have sufficient time to analyse the new scientific information and expert reports that might be submitted by Costa Rica in its Rejoinder in the *Nicaragua* v. *Costa Rica* case, the time-limit for which had been fixed in February 2015. Costa Rica opposed this request, arguing in particular that any delay in the Court hearing and adjudging the joined *Costa Rica* v. *Nicaragua* case would prejudice Costa Rica, that Nicaragua had sufficient time to analyse the Rejoinder and formulate its response before the commencement of the hearings, and that Nicaragua's request was belated. The Court decided to postpone the date for the opening of the oral proceedings in the joined cases until 14 April 2015.	
Article 56 (and Practice Direction IX*quater*)	Production of audio-visual or photographic material after the closure of the written proceedings
Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. *Nicaragua)* and *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua* v. *Costa Rica)*	
Shortly before the opening of the hearings, Costa Rica communicated to the Court a video (of the road at issue) that it wished to be included in the *Nicaragua* v. *Costa Rica* case file and presented at the hearings. Nicaragua stated that it had no objection to Costa Rica's request and presented certain comments on the utility of the video; it also requested that photographs of the road should be included in the case file. The Court decided to grant those requests.	
Towards the close of the oral proceedings, Costa Rica communicated to the Court 120 photographs that it wished to be included in the *Nicaragua* v. *Costa Rica* case file. Nicaragua registered its objection, on the grounds that this request was belated. The Court decided not to grant Costa Rica's request.	
Article 62, paragraph 1	Invitation to produce evidence
Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. *Nicaragua)* and *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua* v. *Costa Rica)*	
Before the opening of the oral proceedings, the Court invited the Parties to call upon the experts whose reports had been annexed to their pleadings, naming two individuals in particular. The Court also asked the Parties to produce maps indicating certain precise locations.	
During the hearings, the Court requested that Nicaragua produce the full text of the two final reports excerpted in an annex of one of its written pleadings.	

Règlement	
Objet	Disposition et décision y afférente
Audition d'experts	Articles 63 à 65
	Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua) et *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*
	Après avoir consulté les Parties quant aux modalités possibles d'audition des experts, la Cour a décidé que les Parties devraient soumettre les exposés écrits des experts qu'elles désiraient faire entendre, exposés qui tiendraient lieu d'interrogatoire principal et qui devraient se limiter à un résumé des rapports déjà soumis par l'expert concerné ou à des observations sur d'autres rapports d'expert versés au dossier de l'affaire. Quant à la procédure d'audition des experts, la Cour a indiqué que : i) après avoir fait la déclaration solennelle prévue à l'article 64 du Règlement, chaque expert serait invité par la Partie le présentant à confirmer son exposé écrit ; ii) l'autre Partie aurait alors la possibilité de le soumettre à un contre-interrogatoire sur la teneur dudit exposé ou de ses rapports antérieurs ; iii) l'interrogatoire complémentaire serait ensuite limité aux questions soulevées lors du contre-interrogatoire ; et iv) les juges auraient enfin la possibilité de poser des questions à l'expert.
Descente sur les lieux	Article 66
	Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua) et *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*
	Dans une lettre qui accompagnait sa duplique en l'affaire *Nicaragua c. Costa Rica*, le Costa Rica a évoqué la possibilité d'une visite sur les lieux à « l'emplacement de la route ». En réponse, le Nicaragua s'est déclaré disposé à fournir toute l'assistance possible aux fins de l'organisation de pareille visite. La Cour a décidé de ne pas effectuer de visite sur les lieux.
Désignation d'experts par la Cour	Article 67
	Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua) et *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*
	Dans une lettre qui accompagnait sa réplique en l'affaire *Nicaragua c. Costa Rica*, le Nicaragua a proposé que la Cour désigne « un expert neutre, sur la base des articles 66 et 67 du Règlement ». Le Costa Rica a répondu que, selon lui, « rien ne justifi[ait] que la Cour exerce son pouvoir de désigner un expert, comme le demand[ait] le Nicaragua ». La Cour a choisi d'inviter les Parties à faire entendre les experts dont elles avaient annexé les rapports à leurs écritures.

Rules of Court

Provision and related decision	Subject
Articles 63 to 65	Examination of experts
Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. *Nicaragua)* and *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua* v. *Costa Rica)*	
Having consulted the Parties with regard to possible arrangements for examining the experts, the Court decided that the Parties should provide it with the written statements of the experts they wished to call, and that these statements would replace the examination-in-chief and should be limited to a summary of the experts' own reports or to observations on other expert reports in the case file. Regarding the procedure for examining the experts, the Court stated that: (i) having made the solemn declaration required under Article 64 of the Rules of Court, the expert would be asked by the Party calling him to endorse his written statement; (ii) the other Party would then have an opportunity for cross-examination on the contents of the expert's written statement or his earlier reports; (iii) re-examination would thereafter be limited to subjects raised in cross-examination; and (iv) the judges would have an opportunity to put questions to the expert.	
Article 66	Site visit
Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. *Nicaragua)* and *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua* v. *Costa Rica)*	
In a letter accompanying its Rejoinder in the *Nicaragua* v. *Costa Rica* case, Costa Rica raised the possibility of a site visit to the "location of the Road". In response, Nicaragua stated that it would be ready to assist to the fullest possible extent in the organization of such a visit. The Court decided not to conduct a site visit.	
Article 67	Appointment of experts by the Court
Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. *Nicaragua)* and *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua* v. *Costa Rica)*	
In a letter accompanying its Reply in the *Nicaragua* v. *Costa Rica* case, Nicaragua suggested that the Court "appoint a neutral expert on the basis of Articles 66 and 67 of the Rules". Costa Rica stated in response that, in its view, "there [was] no basis for the Court to exercise its power to appoint an expert as requested by Nicaragua". The Court decided to invite the Parties to call the experts whose reports they had annexed to their written pleadings.	

Règlement	
Objet	Disposition et décision y afférente
Modification d'une ordonnance en indication de mesures conservatoires	Article 76 *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)* Par une ordonnance du 3 mars 2014, la Cour avait indiqué certaines mesures conservatoires à l'intention de l'Australie, dont la deuxième prévoyait que cette dernière devait conserver sous scellés les documents et données électroniques saisis, ainsi que toute copie qui en aurait été faite, jusqu'à toute nouvelle décision de la Cour. Dans une lettre datée du 25 mars 2015, l'agent de l'Australie avait sollicité une « modifi[cation de cette] deuxième mesure conservatoire », compte tenu du souhait de son gouvernement de « restituer les éléments retirés du cabinet Collaery Lawyers …, qui font l'objet de la présente instance ». Dans des observations déposées par le Timor-Leste le 27 mars 2015, le demandeur avait indiqué qu'il ne verrait aucune objection à la modification sollicitée par l'Australie. Par une ordonnance du 22 avril 2015, la Cour a notamment « *[a]utoris[é]* la restitution sous scellés, au cabinet Collaery Lawyers, de l'ensemble des documents et données saisis le 3 décembre 2013 par l'Australie, ainsi que de toute copie qui en aurait été faite, sous le contrôle d'un représentant du Timor-Leste désigné à cet effet », après avoir constaté notamment qu'il y avait un changement de situation de nature telle qu'il justifiait une modification de l'ordonnance du 3 mars 2014.
Présentation d'exceptions préliminaires par l'Etat défendeur avant l'expiration du délai prescrit pour le dépôt du mémoire par le demandeur	Article 79, paragraphes 1 et 5 *Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)* Dans cette affaire, la Colombie, se référant à l'article 79 du Règlement, a soulevé certaines exceptions préliminaires à la compétence de la Cour et à la recevabilité de la requête du Nicaragua, avant l'expiration du délai prescrit pour le dépôt du mémoire de ce dernier. Le Nicaragua a exprimé sa surprise quant au fait que lesdites exceptions aient été soulevées avant la date d'expiration du délai pour le dépôt de son mémoire. Il a néanmoins prié la Cour, dans le cas où la procédure sur le fond serait suspendue, de lui accorder un délai suffisant pour la préparation de l'exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur ces exceptions. Par une ordonnance du 19 septembre 2014, la Cour a décidé, en vertu du paragraphe 5 de l'article 79 du Règlement, de suspendre la procédure sur le fond et a fixé un délai dans lequel le Nicaragua devait présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur les exceptions préliminaires soulevées par la Colombie.

Rules of Court

Provision and related decision	Subject
Article 76	Modification of an Order indicating provisional measures
Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. *Australia)*	
By an Order of 3 March 2014, the Court indicated certain provisional measures addressed to Australia, the second of which provided that Australia should keep under seal the seized documents and electronic data and any copies thereof until further decision of the Court. In a letter dated 25 March 2015, the Agent of Australia requested "a modification of the second of the provisional measures", because his Government "wishe[d] to return the materials removed from the premises of Collaery Lawyers . . ., which are the subject of the present proceedings". In its observations, filed on 27 March 2015, Timor-Leste stated that it had no objection to the modification sought by Australia.	
By an Order of 22 April 2015, the Court, *inter alia*, "*[a]uthorize[d]* the return, still sealed, to Collaery Lawyers of all the documents and data seized on 3 December 2013 by Australia, and any copies thereof, under the supervision of a representative of Timor-Leste appointed for that purpose", having found, among other things, that there had been a change in situation such as to justify a modification of the Order of 3 March 2014.	
Article 79, paragraphs 1 and 5	Filing of preliminary objections by the Respondent before the expiry of the time-limit for the filing of the Memorial by the Applicant
Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. *Colombia)*	
In this case, Colombia, referring to Article 79 of the Rules of Court, raised certain preliminary objections to the jurisdiction of the Court and to the admissibility of Nicaragua's Application before the expiry of the time-limit for the filing of Nicaragua's Memorial. Nicaragua, though expressing its surprise that the said objections had been raised before the expiry of the time-limit for the filing of its Memorial, requested the Court, in the event that the proceedings on the merits were suspended, to give it a sufficient amount of time in which to prepare a written statement of its observations and submissions on those objections.	
By an Order of 19 September 2014, the Court decided, pursuant to Article 79, paragraph 5, of the Rules of Court, to suspend the proceedings on the merits, and fixed the time-limit within which Nicaragua might present a written statement of its observations and submissions on the preliminary objections raised by Colombia.	

Objet	Règlement Disposition et décision y afférente
Recevabilité d'une demande reconventionnelle	Article 80, paragraphe 1 (dans sa version adoptée le 14 avril 1978) *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)* La Cour a estimé que la demande reconventionnelle était en connexité directe avec l'objet de la demande principale, en fait comme en droit. La convention sur le génocide constitue le fondement juridique de la demande principale comme de la demande reconventionnelle. En outre, à supposer établies les différences factuelles invoquées par la Croatie, les hostilités qui se sont déroulées sur le territoire croate en 1991-1992 et auxquelles se rapportent la plupart des allégations figurant dans la demande principale restent directement liées à celles de l'été 1995, ne serait-ce que parce que l'opération « Tempête » a été lancée en réponse à ce que la Croatie considérait comme l'occupation d'une partie de son territoire par suite des affrontements antérieurs. La Cour conclut en conséquence que les exigences énoncées au paragraphe 1 de l'article 80 de son Règlement sont remplies (*arrêt, C.I.J. Recueil 2015 (I)*, p. 59-60, par. 123).
Désistement	Article 89, paragraphes 2 et 3 *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)* Par une lettre en date du 2 juin 2015, le Timor-Leste a informé la Cour que, à la suite de la restitution de documents et données conformément à l'ordonnance du 22 avril 2015, il souhaitait se désister de l'instance. L'Australie ayant informé la Cour, par une lettre datée du 9 juin 2015, qu'elle ne s'opposait pas audit désistement, le président de la Cour a, par une ordonnance du 11 juin 2015, pris acte du désistement du demandeur et a prescrit la radiation de l'affaire sur le rôle.

B. Composition

L'organisation de la Cour est régie par les articles 2 à 33 de son Statut ainsi que par les articles 1 à 18 et 32 à 37 de son Règlement.

1. Les membres de la Cour

La Cour comprend 15 membres (Statut, art. 3, par. 1).

Rules of Court	
Provision and related decision	Subject
Article 80, paragraph 1 (as adopted on 14 April 1978)	Admissibility of a counter-claim

Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia)

The Court considered that the counter-claim was directly connected with the subject-matter of the principal claim both in fact and in law. The legal basis for both the claim and the counter-claim was the Genocide Convention. Moreover, even if one accepted that the factual differences suggested by Croatia existed, the hostilities in Croatia in 1991-1992 that had given rise to most of the allegations in the claim were directly connected with those in the summer of 1995, not least because Operation "Storm" had been launched as a response to what Croatia maintained was the occupation of part of its territory as a result of the earlier fighting. The Court therefore concluded that the requirements of Article 80, paragraph 1, of the Rules of Court were satisfied (*Judgment, I.C.J. Reports 2015 (I)*, pp. 59-60, para. 123).

Article 89, paragraphs 2 and 3	Discontinuance

Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)

By a letter dated 2 June 2015, Timor-Leste informed the Court that, following the return of documents and data in accordance with the Order of 22 April 2015, it wished to discontinue the proceedings in the case. Australia having notified the Court, by a letter dated 9 June 2015, that it had no objection to the said discontinuance, the President of the Court, by an Order of 11 June 2015, recorded the discontinuance by the Applicant of the proceedings and directed the removal of the case from the Court's List.

B. Composition

The organization of the Court is governed by Articles 2-33 of its Statute and Articles 1 to 18 and 32 to 37 of the Rules of Court.

1. Members of the Court

The Court consists of 15 Members (Statute, Art. 3, para. 1).

Au 31 juillet 2015, la Cour, dont la photographie figure au dos de la page 25, était composée comme suit.

Ordre de préséance	Pays	Date d'expiration du mandat
M. R. Abraham, *président*	France	5 février 2018
M. A. A. Yusuf, *vice-président*	Somalie	5 février 2018
M. H. Owada	Japon	5 février 2021
M. P. Tomka	Slovaquie	5 février 2021
M. M. Bennouna	Maroc	5 février 2024
M. A. A. Cançado Trindade	Brésil	5 février 2018
Sir Christopher Greenwood	Royaume-Uni	5 février 2018
M^me^ Xue Hanqin	Chine	5 février 2021
M^me^ J. E. Donoghue	Etats-Unis d'Amérique	5 février 2015
M. G. Gaja	Italie	5 février 2021
M^me^ J. Sebutinde	Ouganda	5 février 2021
M. D. Bhandari	Inde	5 février 2018
M. P. L. Robinson	Jamaïque	5 février 2024
M. J. R. Crawford	Australie	5 février 2024
M. K. Gevorgian	Fédération de Russie	5 février 2024

Les membres de la Cour sont élus pour neuf ans et leur renouvellement a lieu par tiers tous les trois ans ; ils sont rééligibles (Statut, art. 13). Si un siège devient vacant, il est procédé à une élection et le nouveau juge achève le terme du mandat de son prédécesseur (Statut, art. 14-15). Tel est actuellement le cas de M. le juge Dalveer Bhandari (Inde), qui a été élu le 27 avril 2012 à la suite de la démission de M. Awn Shawkat Al-Khasawneh (Jordanie), ancien juge et ancien vice-président de la Cour.

Pour chaque élection, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dresse une liste des personnes désignées conformément aux articles 5 et 6 du Statut (Statut, art. 7). Les membres de la Cour sont élus par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies, qui procèdent indépendamment et en même temps (Statut, art. 8-12). Les Etats parties au Statut de la Cour qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies participent à l'élection, à l'Assemblée générale, de la même manière que les Membres de l'Organisation (résolution 264 (III) de l'Assemblée générale en date du 8 octobre 1948).

Les membres de la Cour élus durant la même session de l'Assemblée générale et entrant en fonctions à la même date prennent rang entre eux d'après l'ancienneté d'âge ; les membres élus au cours d'une session antérieure ont la préséance ; en cas de réélection immédiate, un membre conserve son rang antérieur (Règlement, art. 3, par. 2-4).

On 31 July 2015, the composition of the Court was as follows (see the photograph on the back of page 25).

Order of precedence	Country	Date of expiry of term of office
Judge R. Abraham, *President*	France	5 February 2018
Judge A. A. Yusuf, *Vice-President*	Somalia	5 February 2018
Judge H. Owada	Japan	5 February 2021
Judge P. Tomka	Slovakia	5 February 2021
Judge M. Bennouna	Morocco	5 February 2024
Judge A. A. Cançado Trindade	Brazil	5 February 2018
Judge Christopher Greenwood	United Kingdom	5 February 2018
Judge Xue Hanqin	China	5 February 2021
Judge J. E. Donoghue	United States of America	5 February 2015
Judge G. Gaja	Italy	5 February 2021
Judge J. Sebutinde	Uganda	5 February 2021
Judge D. Bhandari	India	5 February 2018
Judge P. L. Robinson	Jamaica	5 February 2024
Judge J. R. Crawford	Australia	5 February 2024
Judge K. Gevorgian	Russian Federation	5 February 2024

The Members of the Court are elected for nine years, one-third of the total number of judges being elected every three years; they may be re-elected (Statute, Art. 13). In the event of a vacancy, an election is held and the new judge holds office for the remainder of his or her predecessor's term (Statute, Arts. 14-15). This is currently the case of Judge Dalveer Bhandari (India), who was elected on 27 April 2012 following the resignation of Mr. Awn Shawkat Al-Khasawneh (Jordan), former judge and Vice-President of the Court.

For each election, the Secretary-General of the United Nations prepares a list of the persons nominated in accordance with Articles 5 and 6 of the Statute (Statute, Art. 7). The Members of the Court are elected by the General Assembly and the Security Council of the United Nations, proceeding independently of each other and simultaneously (Statute, Arts. 8-12). The States parties to the Statute of the Court which are not members of the United Nations take part in the election by the General Assembly in the same manner as Members of the United Nations (General Assembly resolution 264 (III) of 8 October 1948).

Members of the Court elected during the same session of the General Assembly whose terms of office begin on the same date take precedence according to seniority of age; Members elected at a previous session take precedence; in the event of immediate re-election a Member retains his or her former precedence (Rules, Art. 3, paras. 2-4).

Au cours de la période considérée aux fins du présent *Annuaire-Yearbook*, la composition de la Cour n'a connu aucune modification.

Les biographies des membres de la Cour sont disponibles dans l'*Annuaire 2011-2012* (p. 14-67) ainsi que sur le site Internet de la CIJ.

> Une liste complète de tous les anciens membres de la Cour, indiquant leur nationalité et la période durant laquelle ils ont exercé leurs fonctions, se trouve à l'annexe 2 du présent *Annuaire-Yearbook* (p. 114), ainsi que sur le site Internet de la CIJ.

La Cour nomme son président et son vice-président, qui, élus pour trois ans, prennent rang avant les autres juges (Statut, art. 21, par. 1; Règlement, art. 5, par. 5, art. 10-14, art. 18, par. 2, et art. 32).

> Une liste complète de tous les anciens présidents et vice-présidents de la Cour se trouve à l'annexe 3 du présent ouvrage (p. 117), ainsi que sur le site Internet de la CIJ.

2. Les juges ad hoc

Si, dans une affaire, la Cour ou une chambre de la Cour compte sur le siège un juge de la nationalité de l'une des parties à une affaire, toute autre partie peut désigner une personne de son choix pour siéger comme juge; de même, si la Cour ou une chambre de la Cour ne compte sur le siège aucun juge de la nationalité des parties, chacune d'elles peut en désigner un (Statut, art. 31; Règlement, art. 7-8, art. 17, par. 2, art. 35-37, art. 91, par. 2, et art. 102, par. 3; Instruction de procédure VII).

Lorsque plusieurs parties font cause commune, elles ne comptent à cet égard que pour une seule (Statut, art. 31, par. 5; Règlement, art. 36 et art. 37, par. 2). Il en est par exemple allé ainsi dans les affaires relatives à la *Licéité de l'emploi de la force* (*Serbie-et-Monténégro c. Allemagne*) (*Serbie-et-Monténégro c. Belgique*) (*Serbie-et-Monténégro c. Canada*) (*Serbie-et-Monténégro c. France*) (*Serbie-et-Monténégro c. Italie*) (*Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas*) (*Serbie-et-Monténégro c. Portugal*) et (*Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni*), en lesquelles la Cour a décidé que, compte tenu de la présence sur le siège de juges de nationalités britannique, française et néerlandaise, les juges *ad hoc* désignés par les Etats défendeurs ne devraient pas siéger dans la phase relative aux exceptions préliminaires.

Un juge *ad hoc* n'est pas nécessairement tenu d'avoir la nationalité de l'Etat qui le désigne (et ne l'a souvent pas).

Figurent ci-après les noms des juges *ad hoc* siégeant dans des affaires actuellement pendantes devant la Cour (sauf mention contraire, ils ont la nationalité de la partie qui les a désignés). On notera que, entre le 1er août 2014 et le 31 juillet 2015, quatre juges *ad hoc* ont été désignés; leurs noms sont suivis d'un astérisque.

Affaire(s)	Juge(s) *ad hoc* désigné(s)
Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)	Désigné par la République démocratique du Congo: M. J. Verhoeven (Belgique)
Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua) et *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*	Désigné par le Costa Rica: M. J. Dugard (Afrique du Sud) Désigné par le Nicaragua: M. G. Guillaume (France)

There have been no changes in the composition of the Court during the period under review in this *Annuaire/Yearbook*.

Biographies of Members of the Court can be found in the *Yearbook 2011-2012* (pp. 14-63) and on the ICJ website.

> A full list of all former Members of the Court, including their nationalities and terms in office, can be found in Annex 2 of this *Annuaire/Yearbook* (p. 114) and on the ICJ website.

The Court elects its President and Vice-President; they are both elected for three years and take precedence over the other judges (Statute, Art. 21, para. 1; Rules, Art. 3, para. 5; Arts. 10-14; Art. 18, para. 2; and Art. 32).

> A full list of all former Presidents and Vice-Presidents of the Court can be found in Annex 3 of this *Annuaire/Yearbook* (p. 117) and on the ICJ website.

2. *Judges ad hoc*

If in a case the Court, or a chamber of the Court, includes upon the Bench a judge of the nationality of one of the parties, any other party may choose a person to sit as judge; similarly, if the Court or the chamber includes upon the Bench no judge of the nationality of the parties, each of these parties may choose a judge (Statute, Art. 31; Rules, Arts. 7-8, Art. 17, para. 2, Arts. 35-37, Art. 91, para. 2, and Art. 102, para. 3; Practice Direction VII).

Should there be several parties in the same interest they are reckoned for this purpose as one party only (Statute, Art. 31, para. 5; Rules, Art. 36 and Art. 37, para. 2). This was so, for example, in the cases concerning the *Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro* v. *Belgium) (Serbia and Montenegro* v. *Canada) (Serbia and Montenegro* v. *France) (Serbia and Montenegro* v. *Germany) (Serbia and Montenegro* v. *Italy) (Serbia and Montenegro* v. *Netherlands) (Serbia and Montenegro* v. *Portugal)* and *(Serbia and Montenegro* v. *United Kingdom)*, in which the Court decided that, taking account of the presence of judges of British, Dutch and French nationality on the Bench, the judges *ad hoc* chosen by the respondent States should not sit during the preliminary objections phase.

A judge *ad hoc* does not necessarily have to have (and often does not have) the nationality of the designating State.

Listed below are the names of the judges *ad hoc* sitting in cases currently pending before the Court (unless otherwise indicated, they hold the nationality of the appointing party). It will be noted that, between 1 August 2014 and 31 July 2015, four judges *ad hoc* were chosen; their names are followed by an asterisk.

Case(s)	Judge(s) *ad hoc* chosen
Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. *Uganda)*	Chosen by the Democratic Republic of the Congo: Mr. J. Verhoeven (Belgium)
Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. *Nicaragua)* and *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua* v. *Costa Rica)*	Chosen by Costa Rica: Mr. J. Dugard (South Africa) Chosen by Nicaragua: Mr. G. Guillaume (France)

Affaire(s)	Juge(s) *ad hoc* désigné(s)
Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)	Désigné par la Bolivie : M. Y. Daudet (France) Désignée par le Chili : M[me] L. Arbour (Canada)
Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)	Désigné par le Nicaragua : M. L. Skotnikov* (Fédération de Russie) Désigné par la Colombie : M. Ch. Brower (États-Unis d'Amérique)
Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)	Désigné par le Nicaragua : M. Y. Daudet (France) Désigné par la Colombie : M. D. Caron* (États-Unis d'Amérique)
Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua)	Désigné par le Costa Rica : M. B. Simma (Allemagne) Désigné par le Nicaragua : M. A. S. Al-Khasawneh* (Jordanie)
Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Îles Marshall c. Inde)	Désigné par les Îles Marshall : M. M. Bedjaoui* (Algérie)
Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Îles Marshall c. Pakistan)	Désigné par les Îles Marshall : M. M. Bedjaoui* (Algérie)
Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Îles Marshall c. Royaume-Uni)	Désigné par les Îles Marshall : M. M. Bedjaoui* (Algérie)

La liste complète des personnes ayant exercé les fonctions de juge *ad hoc* à la Cour se trouve sur le site Internet de la CIJ.

Case(s)	Judge(s) *ad hoc* chosen
Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia v. Chile)	Chosen by Bolivia: Mr. Y. Daudet (France) Chosen by Chile: Mr L. Arbour (Canada)
Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. Colombia)	Chosen by Nicaragua: Mr. L. Skotnikov* (Russian Federation) Chosen by Colombia: Mr. Ch. Brower (United States of America)
Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Colombia)	Chosen by Nicaragua: Mr. Y. Daudet (France) Chosen by Colombia: Mr. D. Caron* (United States of America)
Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica v. Nicaragua)	Chosen by Costa Rica: Mr. B. Simma (Germany) Chosen by Nicaragua: Mr. A. S. Al-Khasawneh* (Jordan)
Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. India)	Chosen by Marshall Islands: Mr. M. Bedjaoui* (Algeria)
Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. Pakistan)	Chosen by Marshall Islands: Mr. M. Bedjaoui* (Algeria)
Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. United Kingdom)	Chosen by Marshall Islands: Mr. M. Bedjaoui* (Algeria)

The full list of judges *ad hoc* having served at the Court can be found on the ICJ website.

3. Les chambres

Si la Cour siège le plus souvent en formation plénière, son Statut prévoit que des chambres, composées d'un nombre restreint de juges, peuvent être constituées (les dispositions du Règlement concernant les chambres se trouvent aux articles 15-18 et 90- 93).

a) *Chambre de procédure sommaire*

Le Statut prévoit, en son article 29, que, en vue de la prompte expédition des affaires, la Cour compose annuellement une chambre de cinq juges appelés à statuer en procédure sommaire lorsque les parties le demandent. La Cour désigne également deux juges suppléants pour remplacer ceux des membres de cette chambre qui se trouveraient dans l'impossibilité de siéger. Le Règlement précise que le président et le vice-président en sont membres de droit et que les autres membres et les membres suppléants sont élus (art. 15). La chambre de procédure sommaire n'a, à ce jour, jamais été appelée à fonctionner. Elle est actuellement constituée comme suit :

Membres :	M.	R. Abraham, président
	M.	A. A. Yusuf, vice-président
	M^mes^	Xue Hanqin
		J. E. Donoghue, juges
	M.	G. Gaja, juge
Membres suppléants :	MM.	A. A. Cançado Trindade
		K. Gevorgian, juges

b) *Chambres prévues à l'article 26, paragraphe 1, du Statut*

Le Statut prévoit également, en son article 26, paragraphe 1, que la Cour peut, à toute époque, constituer une ou plusieurs chambres composées de trois juges au moins, selon ce qu'elle décidera, pour connaître de catégories déterminées d'affaires, par exemple d'affaires de travail et d'affaires concernant le transit et les communications. De telles chambres statuent si les parties le demandent.

La Cour avait institué en 1993 une chambre pour les questions d'environnement, laquelle avait été régulièrement reconstituée jusqu'en 2006. Au cours de ses treize années d'existence, aucun Etat n'a toutefois demandé à ce qu'une affaire soit portée devant elle. La Cour a en conséquence décidé, en 2006, de ne pas tenir d'élections pour renouveler la composition de ladite chambre, étant entendu que si, à l'avenir, les parties demandaient que soit formée une chambre pour statuer sur un différend relevant du droit de l'environnement, celle-ci serait constituée en vertu du paragraphe 2 de l'article 26 du Statut (voir ci-après).

c) *Chambres constituées en vertu du paragraphe 2 de l'article 26 du Statut*

Le Statut prévoit enfin, en son article 26, paragraphe 2, que la Cour peut constituer une chambre pour connaître d'une affaire déterminée, le nombre des juges de cette chambre étant fixé par la Cour avec l'assentiment des parties.

A la demande conjointe des parties, de telles chambres ont été constituées pour connaître de six affaires.

> L'annexe 6 au présent *Annuaire-Yearbook* (p. 123) donne la liste complète de ces affaires ; elle précise les dates de constitution et de dissolution de la chambre concernée, ainsi que le nom des membres qui la composaient.

3. *Chambers*

Although the Court sits most often as a full Court, its Statute provides for the formation of chambers composed of a limited number of judges (the provisions relating to chambers can be found in Articles 15-18 and 90-93 of the Rules of Court).

(a) *Chamber of Summary Procedure*

Article 29 of the Statute provides that, with a view to the speedy despatch of business, the Court shall form annually a chamber composed of five judges which, at the request of the parties, may hear and determine cases by summary procedure. The Court also selects two judges for the purpose of replacing judges who find it impossible to sit in the Chamber. Under the Rules of Court, the President and Vice-President are members of this Chamber *ex officio*, the other members and the substitutes being elected (Art. 15). The Chamber of Summary Procedure has never as yet been called upon to meet. It is currently composed as follows:

Members:	President	R. Abraham
	Vice-President	A. A. Yusuf
	Judges	Xue Hanqin
		J. E. Donoghue
		G. Gaja
Substitutes:	Judges	A. A. Cançado Trindade
		K. Gevorgian

(b) *Chambers provided for in Article 26, paragraph 1, of the Statute*

Article 26, paragraph 1, of the Statute provides also that the Court may from time to time form one or more chambers, composed of three or more judges, as the Court may determine, for dealing with particular categories of cases; for example, labour cases and cases relating to transit and communications. Cases are heard and determined by these chambers if the parties so request.

In 1993, the Court established a Chamber for Environmental Matters, which was periodically reconstituted until 2006. In the Chamber's thirteen years of existence, however, no State ever requested that a case be dealt with by it. The Court consequently decided in 2006 not to hold elections to re-elect a Bench for the said Chamber, it being understood that should parties in the future request the formation of a chamber to rule on a dispute involving environmental law, that chamber would be constituted under Article 26, paragraph 2, of the Statute of the Court (see below).

(c) *Chambers formed under Article 26, paragraph 2, of the Statute*

Article 26, paragraph 2, of the Statute provides that the Court may form a chamber to deal with a particular case, the number of judges constituting such a chamber being determined by the Court with the approval of the parties.

Chambers of this kind have been formed at the joint request of the parties to deal with six cases.

> For the full list of these cases, including an indication of the date on which the respective chamber was constituted, the names of its members and the dates that the chambers were dissolved, please see Annex 6 of this *Annuaire-Yearbook* (p. 123).

4. *Les assesseurs*

L'article 30, paragraphe 2, du Statut et l'article 9 du Règlement disposent que la Cour peut, soit d'office, soit sur demande présentée avant la clôture de la procédure écrite, décider, pour une affaire contentieuse ou une procédure consultative, de s'adjoindre des assesseurs qu'elle élit au scrutin secret et qu'elle admet à participer à ses délibérations sans droit de vote. Les mêmes pouvoirs appartiennent aux chambres.

A ce jour, il n'a jamais été fait application de ces articles.

C. *Privilèges et immunités*

L'article 19 du Statut dispose que « [l]es membres de la Cour jouissent, dans l'exercice de leurs fonctions, des privilèges et immunités diplomatiques ».

Aux Pays-Bas, conformément à un échange de lettres entre le président de la Cour et le ministre des affaires étrangères en date du 26 juin 1946, ils bénéficient, d'une manière générale, des mêmes privilèges, immunités, facilités et prérogatives que les chefs de mission diplomatique accrédités près S. M. le roi (ou la reine) des Pays-Bas (*Actes et documents n° 6*, p. 204-210). En outre, aux termes d'une lettre du ministre des affaires étrangères des Pays-Bas en date du 26 février 1971, le président de la Cour a préséance sur les chefs de mission, y compris le doyen du corps diplomatique, lequel est immédiatement suivi du vice-président de la Cour, après quoi la préséance va alternativement aux chefs de mission et aux membres de la Cour (*ibid.*, p. 214-216).

Par sa résolution 90 (I) du 11 décembre 1946 (*ibid.*, p. 210-214), l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé les accords intervenus en juin 1946 avec le Gouvernement des Pays-Bas et a recommandé que, « si un juge, en vue d'être à tout moment à la disposition de la Cour, réside dans un autre pays que le sien, il devra jouir pendant la durée de sa résidence des privilèges et immunités diplomatiques ». Elle a en outre recommandé que

> « les juges aient toutes facilités pour quitter le pays où ils se trouvent, ainsi que pour accéder au pays où siège la Cour et pour en sortir [, précisant qu'au] cours des déplacements afférents à l'exercice de leurs fonctions, ils devront bénéficier, dans tous les pays qu'ils doivent traverser, de l'ensemble des privilèges, immunités et facilités reconnus dans ces pays aux agents diplomatiques ».

Cette résolution contient également une recommandation tendant à faire reconnaître et accepter par les Etats Membres des Nations Unies les laissez-passer délivrés par la Cour.

Par ailleurs, l'article 32, paragraphe 8, du Statut énonce que les « traitements, allocations et indemnités sont exempts de tout impôt ».

D. *Finances*

1. *Règles suivies*

En matière financière, la Cour applique les articles 32, 33, 35 et 64 de son Statut, l'article 26, paragraphe 1, alinéa *j)*, de son Règlement, les articles 6, 24-36 et 55-63 des Instructions pour le Greffe, le statut du personnel du Greffe, les règles et règlements financiers de l'Organisation des Nations Unies et les résolutions applicables de l'Assemblée générale des Nations Unies.

4. *Assessors*

Article 30, paragraph 2, of the Statute and Article 9 of the Rules of Court provide that the Court may, either *proprio motu* or upon a request made not later than the closure of the written proceedings, decide, for the purpose of a contentious case or request for advisory opinon, to appoint assessors who are chosen by secret ballot and are allowed to sit with it without the right to vote. The chambers also have the power to appoint assessors.

These provisions have so far never been applied.

C. *Privileges and Immunities*

Article 19 of the Statute provides: "The Members of the Court, when engaged on the business of the Court, shall enjoy diplomatic privileges and immunities."

In the Netherlands, pursuant to an exchange of correspondence between the President of the Court and the Minister for Foreign Affairs, dated 26 June 1946, they enjoy, in a general way, the same privileges, immunities, facilities and prerogatives as Heads of Diplomatic Missions accredited to His Majesty the King (or Her Majesty the Queen) of the Netherlands (*Acts and Documents No. 6*, pp. 205-211). In addition, in accordance with the terms of a letter dated 26 February 1971 from the Minister for Foreign Affairs of the Netherlands, the President of the Court takes precedence over the Heads of Mission, including the Dean of the Diplomatic Corps, who is immediately followed by the Vice-President of the Court and thereafter the precedence proceeds alternately between Heads of Mission and the Members of the Court (*ibid.*, pp. 215-217).

By resolution 90 (I) of 11 December 1946 (*ibid.*, pp. 211-215), the General Assembly of the United Nations approved the agreements concluded with the Government of the Netherlands in June 1946 and recommended that "if a judge, for the purpose of holding himself permanently at the disposal of the Court, resides in some country other than his own, he should be accorded diplomatic privileges and immunities during the period of his residence there". It also recommended that

> "judges should be accorded every facility for leaving the country where they may happen to be, for entering the country where the Court is sitting, and again for leaving it. On journeys in connection with the exercise of their functions, they should, in all countries through which they may have to pass, enjoy all the privileges, immunities and facilities granted by these countries to diplomatic envoys."

The same resolution contains also a recommendation calling upon Members of the United Nations to recognize and accept laissez-passer issued by the Court.

Furthermore, Article 32, paragraph 8, of the Statute provides that the "salaries, allowances and compensation" received by judges "shall be free of all taxation".

D. *Finances*

1. *Applicable rules*

With regard to financial matters, the Court applies Articles 32, 33, 35 and 64 of the Statute of the Court, Article 26, paragraph 1 *(j)*, of the Rules of Court, Articles 6, 24-36 and 55-63 of the Instructions for the Registry, the Staff Regulations for the Registry, the Financial Rules and Regulations of the United Nations and the relevant resolutions of the General Assembly of the United Nations.

Aux termes de l'article 33 du Statut de la Cour, « les frais de la Cour sont supportés par les Nations Unies de la manière que l'Assemblée générale décide ». Le budget de la Cour ayant été intégré au budget de l'Organisation, les Etats Membres participent aux dépenses de l'une et de l'autre dans la même proportion, conformément au barème établi par l'Assemblée générale.

Suivant la règle établie, les contributions du personnel, les ventes de publications (qui sont assurées par la section des ventes du Secrétariat), les intérêts bancaires et autres revenus sont également inclus dans les recettes de l'Organisation.

Conformément aux articles 24-28 des Instructions pour le Greffe, un avant-projet de budget est établi par le greffier. Ce document est soumis à l'examen de la commission administrative et budgétaire de la Cour, puis à l'approbation de la Cour elle-même.

Une fois approuvé, le projet de budget est transmis au Secrétariat des Nations Unies pour être intégré au projet de budget de l'Organisation. Il est alors examiné par le Comité consultatif des Nations Unies pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB), puis soumis à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale. Il est enfin adopté par l'Assemblée générale siégeant en séance plénière, dans le cadre des décisions concernant le budget de l'Organisation.

L'exécution du budget incombe au greffier, qui est pour cela assisté du chef du service des finances. Le greffier veille à ce que les crédits votés soient bien employés et à ce qu'aucune dépense ne soit engagée sans avoir été prévue au budget (Instructions pour le Greffe, art. 29). Il a seul qualité pour engager des dépenses au nom de la Cour, sous réserve d'éventuelles délégations de pouvoir (Instructions pour le Greffe, art. 33). Conformément à une décision de la Cour, le greffier communique régulièrement un état financier à la commission administrative et budgétaire de celle-ci.

Les comptes de la Cour sont vérifiés régulièrement par le comité des commissaires aux comptes, nommé par l'Assemblée générale. Au début de chaque mois, les comptes clos du mois précédent sont transmis au Secrétariat des Nations Unies (Instructions pour le Greffe, art. 25).

La Cour a noté avec satisfaction qu'il avait été donné suite, dans le budget pour l'exercice 2014-2015, à la majorité des demandes de création de postes et autres propositions de dépenses. Avec l'approbation de deux nouveaux postes, les effectifs de la Cour ont été portés au total à 119 postes, soit 60 postes permanents dans la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, et 57 postes permanents et deux temporaires dans celle des services généraux

Le budget approuvé (montant revisé) pour l'exercice biennal 2014-2015 figure à l'annexe 20 (voir p. 180).

2. *Traitements et autres émoluments des membres de la Cour*

Aux termes du paragraphe 5 de l'article 32 du Statut de la Cour, les traitements, allocations et indemnités versés aux juges sont fixés par l'Assemblée générale. Celle-ci a adopté à ce sujet un ensemble de résolutions et de décisions, dont la dernière est la résolution 65/258 du 16 mars 2011. La liste complète de ces résolutions et décisions peut être consultée dans l'*Annuaire 2009-2010* (p. 382-387).

Avec effet au 1er janvier 2015, le traitement de base annuel des membres de la Cour a été fixé à 171 130 dollars des Etats-Unis.

In accordance with Article 33 of the Statute, "[t]he expenses of the Court shall be borne by the United Nations in such a manner as shall be decided by the General Assembly". As the budget of the Court has been incorporated in the budget of the United Nations, Member States participate in the expenses of both in the same proportion, in accordance with the scale of assessments determined by the General Assembly.

Under an established rule, sums derived from staff assessment, sales of publications (dealt with by the Sales Section of the Secretariat), bank interest, and other revenues, are recorded as United Nations income.

In accordance with Articles 24-28 of the Instructions for the Registry, a preliminary draft budget is prepared by the Registrar. This preliminary draft is submitted for the consideration of the Budgetary and Administrative Committee of the Court and then for approval to the Court itself.

Once approved, the draft budget is forwarded to the Secretariat of the United Nations for incorporation in the draft budget of the United Nations. It is then examined by the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions (ACABQ) and is afterwards submitted to the Fifth Committee of the General Assembly. It is finally adopted by the General Assembly in plenary meeting, within the framework of decisions concerning the budget of the United Nations.

The Registrar is responsible for implementing the budget, with the assistance of the Head of the Finance Division. The Registrar ensures that proper use is made of the funds voted and sees that no expenses are incurred that are not provided for in the budget (Instructions for the Registry, Art. 29). He alone is entitled to incur liabilities in the name of the Court, subject to any possible delegations of authority (Instructions for the Registry, Art. 33). In accordance with a decision of the Court, the Registrar regularly communicates a statement of accounts to the Budgetary and Administrative Committee of the Court.

The accounts of the Court are regularly audited by the Board of Auditors appointed by the General Assembly. At the beginning of each month, the closed accounts of the preceding month are forwarded to the Secretariat of the United Nations (Instructions for the Registry, Art. 25).

The Court was pleased to note that its requests for most of the new posts and its other spending proposals were largely granted in the 2014-2015 budget. With the approval of two new posts, the staffing strength of the Court has increased to a total of 119 posts, consisting of 60 established posts in the professional and higher categories, as well as 57 established and two temporary posts in the General services category.

For the approved budget (revised appropriation) for the biennium 2014-2015, see Annex 20 (see p. 180).

2. Salaries and other emoluments of Members of the Court

By virtue of Article 32, paragraph 5, of the Statute, the salaries, allowances and compensation paid to the judges are fixed by the General Assembly. In this connection, the General Assembly adopted a series of resolutions and decisions, the latest one being resolution 65/258 of 16 March 2011. A full list of these resolutions and decisions can be found in the *Yearbook 2009-2010* (pp. 365-367).

With effect from 1 January 2015, the annual base salary of Members of the Court was fixed at $171,130.

Les émoluments des membres de la Cour se composent d'un traitement annuel qui ne peut être diminué pendant la durée des fonctions (Statut de la Cour, art. 32, par. 1 et 5). Par sa résolution 61/262 du 4 avril 2007, l'Assemblée générale a décidé que le traitement annuel des membres de la Cour se composerait d'un traitement de base annuel assorti d'une indemnité de poste calculée à partir de l'indice d'ajustement applicable aux Pays-Bas, chaque point d'ajustement étant égal à 1 % du traitement de base net. Selon les paragraphes 2 et 3 de l'article 32 du Statut, le président et, lorsqu'il remplit les fonctions de ce dernier, le vice-président de la Cour perçoivent des indemnités spéciales dont le taux, fixé par la résolution 40/257 du 18 décembre 1985, a été revisé par la résolution 65/258 du 16 mars 2011, et qui s'élèvent à 25 000 dollars des Etats-Unis par an pour le président de la Cour et, pour le vice-président, à 156 dollars des Etats-Unis par jour où il remplit les fonctions de président, jusqu'à concurrence d'un montant annuel maximal de 15 600 dollars des Etats-Unis.

Selon le paragraphe 7 de l'article 32 du Statut, « [u]n règlement adopté par l'Assemblée générale fixe les conditions dans lesquelles des pensions sont allouées aux membres de la Cour ». L'Assemblée générale a pour la première fois adopté un règlement concernant le régime de pensions des membres de la CIJ dans sa résolution 86 (I) du 11 décembre 1946, à laquelle des modifications ont été apportées au fil du temps. Les conditions détaillées du régime actuel de pensions des membres de la Cour figurent dans l'*Annuaire 2009-2010* (p. 383-385).

Par sa résolution 65/258, l'Assemblée générale a décidé de réexaminer, lors de sa soixante-sixième session, le régime de pensions des membres de la Cour, y compris différentes formules possibles de régimes à prestations définies et à cotisations définies, et a prié le Secrétaire général de veiller à ce que, lors de cet examen, il soit tiré pleinement parti des compétences existant au sein de l'Organisation. Dans son rapport (A/66/617), le Secrétaire général a proposé quatre formules : un régime à prestations définies, un régime à cotisations définies, une somme forfaitaire dans le cadre de régimes hybrides combinant prestations et cotisations définies, le maintien du régime de retraite existant. Considérant que les propositions posaient de sérieux problèmes du point de vue de l'intégrité statutaire de la Cour et de ses membres, la Cour a estimé nécessaire de faire part de ses profondes préoccupations à l'Assemblée, par voie d'une lettre de son président accompagnée d'un mémorandum explicatif (voir doc. A/66/726 et *Rapport annuel 2011-2012* de la Cour, par. 26-30). Du fait des protestations ainsi élevées, l'Assemblée générale a décidé, par sa résolution 66/556, de reporter à sa soixante-huitième session le réexamen du régime de pensions des membres de la Cour. Par sa résolution 68/691, l'Assemblée générale a décidé de reporter à sa soixante-neuvième session le réexamen du régime de pensions des membres de la Cour. Elle a ensuite, par sa décision A/C.5/69/L.29, décidé d'un nouveau report, à sa soixante et onzième session.

Par ses résolutions 40/257 du 18 décembre 1985, 61/262 du 4 avril 2007 et 63/251 du 24 décembre 2008, l'Assemblée générale a déterminé les conditions de l'indemnité pour frais d'étude applicable aux membres de la Cour, qui demeurent inchangées à ce jour.

Aux termes du paragraphe 7 de l'article 32 du Statut, un règlement adopté par l'Assemblée générale fixe les conditions dans lesquelles les membres de la Cour reçoivent le remboursement de leurs frais de voyage. L'Assemblée générale a adopté un premier règlement concernant les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des membres de la CIJ dans sa résolution 85 (I) du 11 décembre 1946, règlement qui a ensuite été modifié par la résolution 37/240 du 21 décembre 1982 et qui est toujours en vigueur. Le texte de ce règlement a été reproduit dans l'*Annuaire 1982-1983* (p. 169-172).

The emoluments of Members of the Court are made up of an annual salary, which may not be decreased during the period of office (Statute, Art. 32, paras. 1 and 5). By its resolution 61/262 of 4 April 2007, the General Assembly decided that the annual salaries of the Members of the Court would comprise an annual base salary with a corresponding post adjustment per index point equal to one per cent of the net base salary to which would be applied a post adjustment multiplier for the Netherlands. Under Article 32, paragraphs 2 and 3, of the Statute, the President of the Court and the Vice-President (for every day in which he or she acts as President) receive special allowances in addition. The rates, fixed by resolution 40/257 of 18 December 1985, were revised by resolution 65/258 of 16 March 2011 and amount to $25,000 per annum for the President of the Court and $156 for the Vice-President for every day in which he or she acts as President up to a maximum amount of $15,600 per annum.

Article 32, paragraph 7, of the Statute provides: "Regulations made by the General Assembly shall fix the conditions under which retirement pensions may be given to Members of the Court." The General Assembly first adopted the Pensions Scheme Regulations for Members of the ICJ in its resolution 86 (I) of 11 December 1946 and modifications were made over the years. The detailed conditions of the current pension scheme for Members of the Court are provided in the *Yearbook 2009-2010* (pp. 368-370).

By its resolution 65/258, the General Assembly decided that the pension scheme of Members of the Court would next be reviewed at its sixty-sixth session, including options for defined-benefit and defined-contribution pension schemes, and requested the Secretary-General to ensure that, in that review, the expertise available within the United Nations was taken full advantage of. In his report (A/66/617), the Secretary-General proposed four pension scheme options: a defined-benefit and defined-contribution scheme, a cash lump-sum through hybrid defined-benefit and defined-contribution schemes, and maintaining the current pension benefit scheme. In view of the serious issues raised by these proposals in terms of the integrity of the Statute of the Court and the status of its Members, the Court considered it necessary to convey its deep concern to the Assembly by means of a letter from its President, accompanied by an explanatory memorandum (see doc. A/66/726 and the Court's *Annual Report 2011-2012*, paras. 26-30). Taking account of the concerns thus raised, the General Assembly decided, by its resolution 66/556, to defer the review of the pension scheme of Members of the Court to its sixty-eighth session. By its resolution 68/691, the General Assembly again decided to defer the review of the pension scheme of Members of the Court to its sixty-ninth session and subsequently decided, by its decision A/C.5/69/L.29, to further defer the review of the pension scheme of Members of the Court to its seventy-first session.

By its resolutions 40/257 of 18 December 1985, 61/262 of 4 April 2007 and 63/251 of 24 December 2008, the General Assembly determined the conditions of education grant applicable to Members of the Court, which remain unchanged to the present day.

By virtue of Article 32, paragraph 7, of the Statute, regulations made by the General Assembly fix the conditions under which Members of the Court have their travelling expenses refunded. The General Assembly adopted the first Travel and Subsistence Regulations of the ICJ by its resolution 85 (I) of 11 December 1946, which were subsequently amended by resolution 37/240 of 21 December 1982 and are still in force. The provisions of these regulations are set out in the *Yearbook 1982-1983* (pp. 164-167).

TOP

Film Identification

Readex

NewsBank, inc., Naples, FL 34103 USA

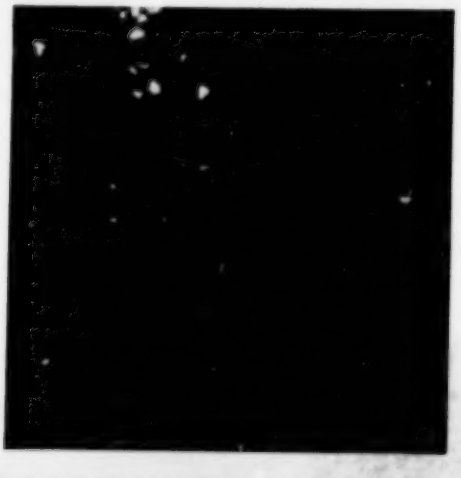
PRECISION[SM] RESOLUTION TARGETS

LEFT

RIGHT

150 MM

6"



PM-3 8½"x11" PHOTOGRAPHIC GENERAL TARGET
NBS 1010a ANSI/ISO #2 EQUIVALENT

En vertu du paragraphe 4 de l'article 32 du Statut, les juges *ad hoc* désignés par application de l'article 31 reçoivent une indemnité pour chaque jour où ils exercent leurs fonctions. Cette indemnité a changé au fil du temps. L'indemnité journalière a été fixée, avec effet au 1er avril 2008, à 1/365 du traitement annuel total des membres de la Cour (avec indemnité de poste).

3. Traitements, indemnités et frais du greffier

Aux termes du paragraphe 6 de l'article 32 du Statut de la Cour, le traitement du greffier est fixé par l'Assemblée générale sur proposition de la Cour. L'Assemblée générale a décidé, par sa résolution 85 (I) du 11 décembre 1946, confirmée par sa résolution 474 (V) du 15 décembre 1950, « d'assimiler le traitement annuel du greffier de la Cour internationale de Justice à celui d'un directeur principal du Secrétariat des Nations Unies ». Dans la structure actuelle, le greffier a rang de sous-secrétaire général.

En vertu de l'article 5 du règlement concernant les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des membres de la Cour internationale de Justice en date du 21 décembre 1982, le greffier est assujetti, en ce qui concerne les frais de voyage et l'indemnité de subsistance, aux dispositions qu'énonce le statut du personnel de l'ONU pour les fonctionnaires de rang comparable, sous réserve de toute dérogation autorisée par le président de la Cour.

4. Traitements, indemnités et frais du personnel du Greffe

Les traitements, pensions et autres émoluments des fonctionnaires du Greffe sont précisés dans l'*Annuaire 2009-2010* (p. 387-388).

L'Assemblée générale a approuvé, avec effet au 1er janvier 2015, le dernier barème revisé des traitements des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur dans sa résolution 69/251. Le dernier barème revisé de la rémunération ouvrant droit à pension pour cette catégorie de personnel a été promulgué par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI), avec effet au 1er février 2013. La CFPI a également promulgué le barème revisé des traitements des fonctionnaires relevant de la catégorie des services généraux pour La Haye, avec effet au 1er décembre 2013. Pour les fonctionnaires recrutés à titre temporaire et remplissant les conditions applicables, l'indemnité journalière pour La Haye est fixée à 275 euros.

Les frais de voyage des fonctionnaires du Greffe sont défrayés dans des conditions analogues à celles qu'applique le Secrétariat des Nations Unies (statut du personnel du Greffe, art. 12).

5. Services communs

Les services communs à la Cour et au Greffe et les dépenses de capital font l'objet de postes spéciaux du budget. En particulier, la Cour verse à la Fondation Carnegie une contribution annuelle pour les locaux qu'elle occupe au sein du Palais de la Paix et dans le nouveau bâtiment. Le montant de cette contribution a été fixé pour la première fois par l'Assemblée générale dans sa résolution 84 (I) du 11 décembre 1946. Modifié ensuite à plusieurs reprises, il a été porté à 1 321 679 euros par an à partir du 1er janvier 2014 et à 1 334 892 euros par an à partir du 1er janvier 2015.

Under Article 32, paragraph 4, of the Statute, judges *ad hoc* chosen to sit in certain cases under Article 31 of the Statute shall receive compensation for each day in which they exercise their functions. Compensation to judges *ad hoc* has changed over time. With effect from 1 April 2008, the daily fee of judges *ad hoc* has been fixed at 1/365th of the total annual salary of a Member of the Court (plus post adjustment).

3. Salaries, allowances and expenses of the Registrar

By virtue of Article 32, paragraph 6, of the Statute, the salary of the Registrar is fixed by the General Assembly on the proposal of the Court. By resolution 85 (I) of 11 December 1946, confirmed by resolution 474 (V) of 15 December 1950, the General Assembly decided that "the annual salary of the Registrar of the International Court of Justice shall be assimilated to that of a top-ranking director of the Secretariat of the United Nations". In the existing structure, the Registrar has the rank of an Assistant Secretary-General.

Under Article 5 of the regulations concerning the travel and subsistence allowances of the Members of the International Court of Justice, dated 21 December 1982, the travel and subsistence provisions applicable to the Registrar are, as set out in the Staff Regulations of the United Nations for officials of comparable rank, subject to any exceptions authorized by the President of the Court.

4. Salaries, allowances and expenses of officials of the Registry

The salaries, pensions and other emoluments of officials of the Registry are set out in the *Yearbook 2009-2010* (pp. 371-372).

The latest revision of the salary scale for staff in the professional and higher categories was approved by the General Assembly by resolution 69/251, effective 1 January 2015. The latest revision of the pensionable remuneration scale for this category of staff was promulgated by the International Civil Service Commission (ICSC), effective 1 February 2013. The ICSC also promulgated the revised salary scale for The Hague for staff members in the General Services category, effective 1 December 2013. For eligible temporary staff, the daily subsistence allowance for The Hague is fixed at 275 euros.

Travel allowances are paid to Registry officials under the same conditions as those applied by the United Nations Secretariat (Staff Regulations for the Registry, Art. 12).

5. Common services

The common services of the Court and of the Registry, as well as capital expenditures, come under special items in the budget. In particular, the Court pays to the Carnegie Foundation an annual contribution for the premises it occupies at the Peace Palace and in the new wing. The amount of the contribution has undergone successive alterations since it was first fixed by General Assembly resolution 84 (I) of 11 December 1946, and stands at 1,321,679 euros per annum as from 1 January 2014 and at 1,334,892 euros per annum as from 1 January 2015.

II. Du Greffe

La CIJ est le seul organe principal de l'Organisation des Nations Unies à ne pas être assisté par le Secrétaire général, lequel n'a pas autorité sur la Cour. L'organe administratif permanent de la CIJ n'est donc pas le Secrétariat de l'ONU, mais son Greffe. La Cour étant à la fois un tribunal et un organe international, la mission du Greffe est aussi bien celle d'un service auxiliaire de la justice — avec des Etats pour justiciables — que celle d'un secrétariat international.

A. Textes de base

1. Statut

L'article 21 du Statut dispose que la Cour pourvoit à la nomination des fonctionnaires.

2. Règlement

L'article 28 du Règlement précise que le Greffe se compose du greffier, du greffier adjoint et de tous autres fonctionnaires dont le greffier peut avoir besoin pour s'acquitter efficacement de ses fonctions.

En application du paragraphe 1 de l'article 25 du Règlement de la Cour, les fonctionnaires sont nommés par la Cour sur la proposition du greffier. Il est toutefois précisé que la Cour peut décider que, pour les postes qu'elle déterminera, les nominations seront faites par le greffier avec l'approbation du président.

Le paragraphe 2 de ce même article dispose que, avant son entrée en fonctions, tout fonctionnaire fait une déclaration devant le président et en présence du greffier, aux termes de laquelle il déclare qu'il exercera « en toute loyauté, discrétion et conscience les devoirs qui [lui] incombent » et qu'il observera fidèlement toutes les prescriptions du Statut et du Règlement de la Cour.

3. Instructions pour le Greffe

Des « Instructions pour le Greffe », établies en application des paragraphes 2 et 3 de l'article 28 du Règlement de la Cour sont élaborées par le greffier et approuvées par la Cour. Leur première version remonte à octobre 1946 et a été amendée à plusieurs reprises. Les dernières modifications aux Instructions pour le Greffe ont été approuvées le 20 mars 2012.

Ce document présente, au fil de ses 90 articles, les fonctions et devoirs du greffier (parties I et II) avant de traiter des fonctionnaires (partie III) et de l'organisation du travail au sein du Greffe (partie IV). Il énonce également les devoirs des fonctionnaires du Greffe en précisant les tâches incombant à chaque département ou service (partie V).

4. Statut du personnel du Greffe

Les fonctionnaires du Greffe sont assujettis au « statut du personnel du Greffe ».

A l'origine, ledit statut était arrêté par le président et approuvé par la Cour en vertu du paragraphe 2 de l'article 18 du Règlement de la Cour de 1946.

Depuis l'adoption du Règlement de la Cour de 1978, le statut du personnel est établi par le greffier et approuvé par la Cour. Un nouveau statut du personnel, qui, en application

II. The Registry

The ICJ is the only principal organ of the United Nations not to be assisted by the Secretary-General, who has no authority over the Court. The permanent administrative organ of the ICJ is thus not the UN Secretariat, but its Registry. Since the ICJ is both a court of justice and an international organ, the Registry's tasks include both helping in the administration of justice — with sovereign States as litigants — and acting as an international secretariat.

A. Basic Texts

1. Statute

In accordance with Article 21 of the Statute, the Court may provide for the appointment of officers.

2. Rules of Court

Article 28 of the Rules of Court states that the Registry shall comprise the Registrar, the Deputy-Registrar, and such other staff as the Registrar shall require for the efficient discharge of his functions.

Pursuant to Article 25, paragraph 1, of the Rules, the staff members of the Registry shall be appointed by the Court on proposals submitted by the Registrar. Appointments to such posts as the Court shall determine may however be made by the Registrar with the approval of the President.

Paragraph 2 of the same Article provides that, before taking up his or her duties, every staff member shall make a declaration before the President, the Registrar being present, declaring that he or she will perform "the duties incumbent upon [him or her] . . . in all loyalty, discretion and good conscience" and faithfully observe all the provisions of the Statute and of the Rules of Court.

3. Instructions for the Registry

"Instructions for the Registry" are drawn up by the Registrar under Article 28, paragraphs 2 and 3, of the Rules of Court, and approved by the Court. The first Instructions date back to October 1946. They have been amended on a number of occasions, with the most recent amendments being approved on 20 March 2012.

This document consists of 90 articles: Parts I and II set out the functions and duties of the Registrar, Part III concerns Registry staff and Part IV the organization of work within the Registry. Part V outlines the specific duties of Registry staff in each department or division.

4. Staff Regulations for the Registry

Registry officials are also subject to the "Staff Regulations for the Registry".

The original Staff Regulations were adopted by the President and approved by the Court in accordance with Article 18, paragraph 2, of the 1946 Rules of Court.

Since the adoption of the 1978 Rules of Court, the Staff Regulations are drawn up by the Registrar and approved by the Court; in compliance with Article 28, paragraph 4,

du paragraphe 4 de l'article 28 du Règlement de la Cour, est aussi conforme que possible au Statut et au Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, a ainsi été adopté le 7 mars 1979.

Ce texte a été modifié à plusieurs reprises, la version la plus récente datant du 20 mars 2012.

Le texte de ces deux documents figure sur le site Internet de la Cour (onglet « Le Greffe »).

B. Composition

1. Le greffier

En application du paragraphe 2 de l'article 21 de son Statut et de l'article 22 de son Règlement, la Cour nomme son greffier, qu'elle choisit parmi les candidats proposés par les membres de la Cour. Elu pour une période de sept ans, le greffier est rééligible.

Le greffier actuel est M. Philippe Couvreur, de nationalité belge, qui a été élu le 10 février 2000 pour un mandat de sept ans, puis réélu le 8 février 2007 pour un nouveau mandat de sept ans et le 3 février 2014, également pour un mandat de sept ans, à compter du 10 février 2014.

M. Couvreur, qui est entré au service de la Cour en 1982 en qualité d'assistant spécial du greffier et du greffier adjoint, a été promu secrétaire, puis premier secrétaire au département des affaires juridiques, dont il est ensuite devenu le secrétaire juridique principal à partir de 1995. Il a enseigné le droit international public dans plusieurs universités, dont l'Université catholique de Louvain, et il est l'auteur de diverses publications sur le droit européen, le droit international public et la Cour.

Les fonctions générales du greffier sont définies par le Règlement (art. 26) et les Instructions pour le Greffe (art. premier). Le greffier assiste la Cour dans l'exercice de sa fonction judiciaire, assure les relations diplomatiques entre la Cour et les Etats, et gère le Greffe.

Le greffier est responsable des travaux de tous les départements et services du Greffe. Aux termes de l'article premier des Instructions pour le Greffe, « [i]l a autorité sur le personnel et a seul qualité pour diriger les travaux du Greffe, dont il est le chef ». Dans l'exercice de ses fonctions, le greffier rend compte à la Cour. Son activité revêt trois aspects : judiciaire, diplomatique et administratif.

Le travail judiciaire du greffier de la Cour consiste notamment à s'acquitter des devoirs qui lui incombent en rapport avec les affaires soumises à la Cour. A cet égard, le greffier remplit, entre autres, les tâches suivantes : *a)* il tient un rôle général de toutes les affaires, complétant les dossiers y afférents ; *b)* il gère la procédure dans les affaires ; *c)* il assiste en personne ou charge le greffier adjoint d'assister aux séances de la Cour et des chambres, apporte à celles-ci l'assistance nécessaire et fait établir sous sa responsabilité les procès-verbaux ou minutes de ces séances ; *d)* il contresigne les arrêts, avis consultatifs et ordonnances de la Cour, ainsi que les procès-verbaux ; *e)* il assure les relations avec les parties aux affaires et est expressément chargé de procéder à la communication de divers documents, dont les plus importants sont les actes introductifs d'instances (requêtes et compromis) ainsi que les pièces de la procédure écrite ; *f)* il fait traduire, imprimer et publier sous sa responsabilité les arrêts, avis consultatifs et ordonnances de la Cour, les pièces de procédure, les exposés écrits et les procès-verbaux des audiences publiques dans chaque affaire, ainsi que tout autre document dont la Cour décide la publication ; *g)* il assure la garde des sceaux et cachets, ainsi que celle des archives de la Cour et de toutes autres archives confiées à celle-ci

of the Rules of Court, they are "so far as possible in conformity with the United Nations Staff Regulations and Rules". New Staff Regulations were thus adopted on 7 March 1979.

This text has been modified on a number of occasions, with the most recent version dating from 20 March 2012.

The texts of these two documents can be found on the Court's website under "Registry".

B. Composition

1. The Registrar

In accordance with Article 21, paragraph 2, of its Statute and Article 22 of its Rules, the Court appoints its Registrar from among candidates proposed by Members of the Court. The Registrar is elected for a term of seven years and may be re-elected.

The present Registrar is Mr. Philippe Couvreur, of Belgian nationality, who was elected on 10 February 2000 for a term of seven years. He was re-elected on 8 February 2007 for a second term of seven years, and on 3 February 2014 for a further term of seven years starting on 10 February 2014.

Mr. Couvreur, who joined the Court in 1982 as special assistant to the Registrar and the Deputy-Registrar, had risen to the rank of Secretary, then First Secretary, in the Department of Legal Matters and had served as Principal Legal Secretary since 1995. He has lectured in public international law at various universities, including the Université catholique de Louvain, and is the author of a number of publications on European law, public international law and on the Court.

The general functions of the Registrar are defined by the Rules of Court (Art. 26) and the Instructions for the Registry (Art. 1). The Registrar assists the Court in the exercise of its judicial function and is responsible for diplomatic relations between the Court and States, and directs the work of the Registry.

The Registrar is responsible for all departments and divisions of the Registry. Under the terms of Article 1 of the Instructions for the Registry, "[t]he staff are under his authority, and he alone is authorized to direct the work of the Registry, of which he is the Head". In the discharge of his functions the Registrar reports to the Court. His role is threefold: judicial, diplomatic and administrative.

The Registrar's judicial duties notably include those relating to the cases submitted to the Court. In this respect, the Registrar performs, among others, the following tasks: *(a)* he keeps the General List of all cases and is responsible for recording documents in the case files; *(b)* he manages the proceedings in the cases; *(c)* he is present in person, or represented by the Deputy-Registrar, at meetings of the Court and of Chambers; he provides any assistance required and is responsible for the preparation of reports or minutes of such meetings; *(d)* he signs all judgments, advisory opinions and orders of the Court, as well as minutes; *(e)* he maintains relations with the parties to a case and has specific responsibility for the receipt and transmission of various documents, most importantly those instituting proceedings (applications and special agreements) and all written pleadings; *(f)* he is responsible for the translation, printing and publication of the Court's judgments, advisory opinions and orders, the pleadings, written statements and minutes of the public sittings in every case, and of such other documents as the Court may decide to publish; and *(g)* he has custody of the seals and stamps of the Court, of the archives of the Court, and of such other archives as may be entrusted to the Court (includ-

(notamment les archives de la Cour permanente de Justice internationale et du Tribunal militaire international de Nuremberg).

S'agissant du volet diplomatique de son travail, le greffier *a)* assure les relations extérieures de la Cour et sert d'intermédiaire pour les communications émanant de la Cour ou adressées à celle-ci ; *b)* est responsable de la correspondance avec le monde extérieur, dont celle relative aux affaires, et donne toutes consultations nécessaires ; *c)* gère les relations de caractère diplomatique, notamment avec les organes de l'Organisation des Nations Unies, avec ses Etats Membres, avec les autres organisations internationales, ainsi qu'avec le gouvernement du pays où est établi le siège de la Cour ; *d)* maintient les relations avec les autorités locales et les médias ; *e)* est responsable de l'information sur les activités de la Cour et des publications de celle-ci, y compris la diffusion de communiqués de presse.

Le travail administratif du greffier comprend *a)* l'administration intérieure proprement dite ; *b)* la gestion financière conformément aux méthodes appliquées par l'Organisation des Nations Unies en matière financière, notamment l'établissement et l'exécution du budget ; *c)* la supervision de toutes les tâches administratives ainsi que des travaux d'impression ; *d)* la prise des dispositions nécessaires pour que soient effectuées ou vérifiées les traductions et interprétations dont la Cour peut avoir besoin dans les deux langues officielles de la Cour, à savoir le français et l'anglais.

2. Le greffier adjoint et les autres fonctionnaires

Outre son greffier, la Cour élit un greffier adjoint suivant la même procédure (Règlement, art. 23). Le rôle du greffier adjoint est d'assister le greffier et de le remplacer en cas d'absence.

Le greffier adjoint actuel est M. Jean-Pelé Fomété, de nationalité camerounaise, élu pour une période de sept ans le 16 mars 2013. M. Fomété a été, entre 2009 et sa nomination au Greffe de la Cour, greffier du Tribunal du contentieux administratif de l'Organisation des Nations Unies à Nairobi. Auparavant, il a été directeur de programmes au sein du greffe du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) après y avoir occupé les fonctions de conseiller juridique et d'assistant spécial du greffier. Avant de rejoindre le TPIR, il avait notamment été juriste au greffe du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et chef du service des organes politiques et juridiques de l'ONU au ministère des relations extérieuresdu Cameroun.

Par ailleurs, en application du paragraphe 1 de l'article 25 du Règlement, la Cour nomme, sur proposition du greffier, les fonctionnaires du Greffe. La Cour peut toutefois décider que, pour les postes qu'elle déterminera, les nominations seront faites par le greffier avec l'approbation du président.

A ce jour, le Greffe compte plus d'une centaine de fonctionnaires, permanents ou titulaires d'un contrat à durée déterminée. Ceux-ci travaillent dans différentes sections : département des affaires juridiques ; département des affaires linguistiques ; département de l'information ; service de la documentation et bibliothèque de la Cour ; service des finances ; service des publications ; service des technologies de l'information et des communications ; service des archives, de l'indexage et de la distribution ; service de traitement de texte et de reproduction ; service de la sécurité ; service administratif et du personnel ; et unité médicale.

Selon les besoins du travail, des fonctionnaires temporaires sont par ailleurs engagés par le greffier : interprètes, traducteurs et dactylographes.

L'organigramme du Greffe au 31 juillet 2015 est reproduit ci-après.

ing the archives of the Permanent Court of International Justice and of the Nuremberg International Military Tribunal).

The Registrar's diplomatic duties include the following tasks: *(a)* he attends to the Court's external relations and acts as the channel of communication to and from the Court; *(b)* he manages external correspondence, including that relating to cases, and provides any consultations required; *(c)* he manages relations of a diplomatic nature, in particular with the organs and States Members of the United Nations, with other international organizations and with the government of the country in which the Court has its seat; *(d)* he maintains relations with the local authorities and with the press; and *(e)* he is responsible for information concerning the Court's activities and for the Court's publications, including press releases.

The Registrar's administrative duties include: *(a)* the Registry's internal administration; *(b)* financial management, in accordance with the financial procedures of the United Nations, and in particular preparing and implementing the budget; *(c)* the supervision of all administrative tasks and of printing; and *(d)* making arrangements for such provisions or verification of translations and interpretations into the Court's two official languages (French and English) as the Court may require.

2. *The Deputy-Registrar and other staff*

In addition to its Registrar, the Court elects a Deputy-Registrar in the same way as the Registrar (Rules, Art. 23). The role of the Deputy-Registrar is to assist the Registrar and act as the latter's replacement in his absence.

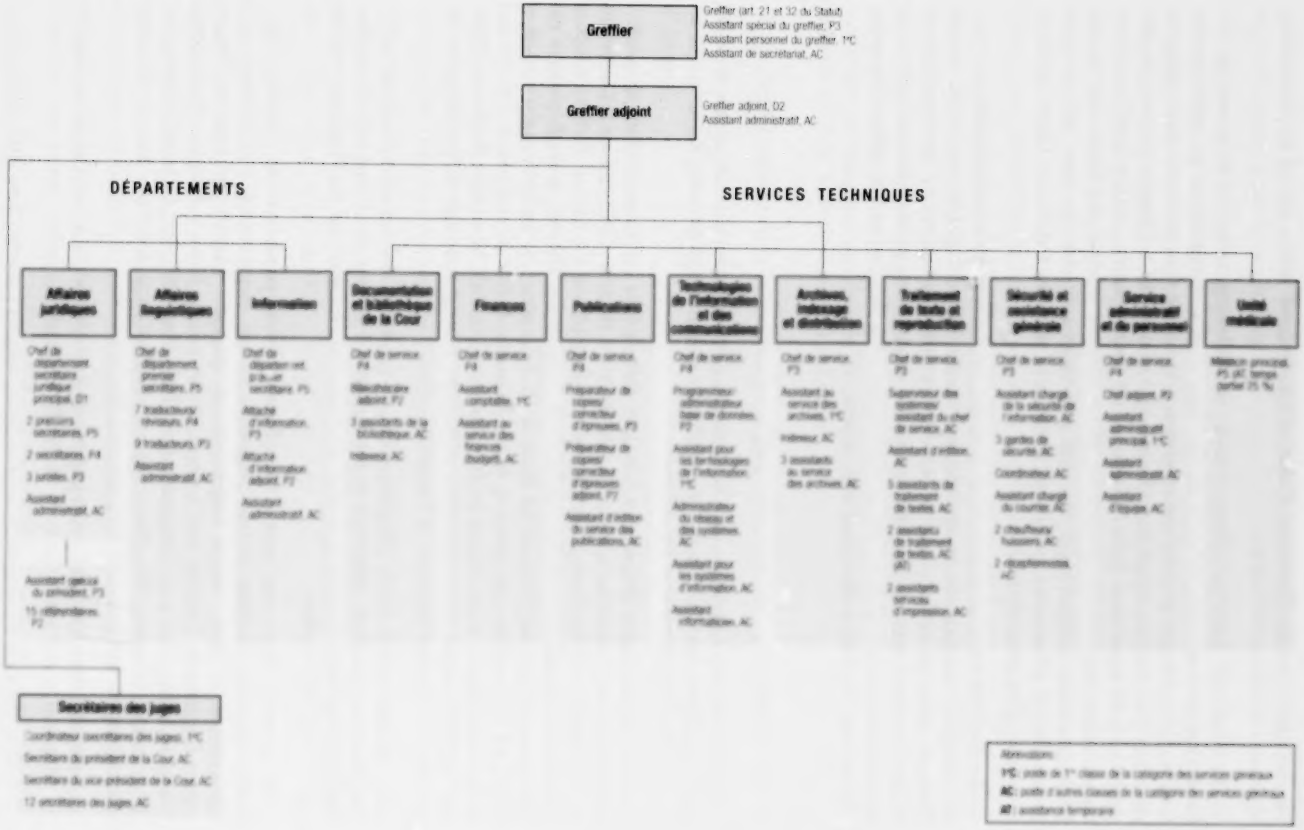
The present Deputy-Registrar is Mr. Jean-Pelé Fomété, of Cameroonian nationality, elected for a term of seven years on 16 March 2013. Between 2009 and his appointment to the Registry of the Court, Mr. Fomété was Registrar of the United Nations Dispute Tribunal in Nairobi. Prior to that, he had been Programmes Director in the Registry of the International Criminal Tribunal for Rwanda (ICTR), where he had previously worked as Legal Adviser and Special Assistant to the Registrar. Before joining the ICTR, he had served, *inter alia*, as a law clerk at the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia (ICTY) and as Chief of the United Nations Political and Legal Affairs Service at the Ministry of External Relations of Cameroon.

In addition, under Article 25, paragraph 1, of the Rules, staff members are appointed by the Court on proposals submitted by the Registrar. However, the Court may decide that appointments to such posts as it shall determine will be made by the Registrar with the approval of the President.

At present, there are over 100 officials, either permanent or holding fixed-term contracts, working in the Registry's various departments and divisions: the Department of Legal Matters; Department of Linguistic Matters; Information Department; Documents Division and Library of the Court; Finance Division; Publications Division; Information and Communications Technology Division; Archives, Indexing and Distribution Division; Text Processing and Reproduction Division; Security Division; Administrative and Personnel Division; and Medical Unit.

Additional temporary staff, including interpreters, translators and typists, are engaged by the Registrar as and when the work of the Court requires.

A chart showing the Registry's organizational structure as at 31 July 2015 can be found below.


Greffier
Greffier (art. 21 et 32 du Statut)
Assistant spécial du greffier, P3
Assistant personnel du greffier, 1°C
Assistant de secrétariat, AC
Greffier adjoint
Greffier adjoint, D2
Assistant administratif, AC
DÉPARTEMENTS
SERVICES TECHNIQUES
Affaires juridiques
Affaires linguistiques
Information
Documentation et bibliothèque de la Cour
Finances
Publications
Technologies de l'information et des communications
Archives, indexage et distribution
Traitement de texte et reproduction
Sécurité et assistance générale
Service administratif et du personnel
Unité médicale
Chef de département, secrétaire juridique principal, D1
2 premiers secrétaires, P5
2 secrétaires, P4
3 juristes, P3
Assistant administratif, AC
Assistant spécial du président, P3
15 référendaires, P2
Chef de département, premier secrétaire, P5
7 traducteurs/réviseurs, P4
9 traducteurs, P3
Assistant administratif, AC
Chef de département, premier secrétaire, P5
Attaché d'information, P3
Attaché d'information adjoint, P2
Assistant administratif, AC
Chef de service, P4
Bibliothécaire adjoint, P2
3 assistants de la bibliothèque, AC
Indexeur, AC
Chef de service, P4
Assistant comptable, 1°C
Assistant au service des finances (budget), AC
Chef de service, P4
Préparateur de copies/correcteur d'épreuves, P3
Préparateur de copies/correcteur d'épreuves adjoint, P2
Assistant d'édition du service des publications, AC
Chef de service, P4
Programmeur/administrateur base de données, P3
Assistant pour les technologies de l'information, 1°C
Administrateur du réseau et des systèmes, AC
Assistant pour les systèmes d'information, AC
Assistant informaticien, AC
Chef de service, P3
Assistant au service des archives, 1°C
Indexeur, AC
3 assistants au service des archives, AC
Chef de service, P3
Superviseur des systèmes/assistant du chef de service, AC
Assistant d'édition, AC
5 assistants de traitement de textes, AC
2 assistants de traitement de textes, AC (AT)
2 assistants, services d'impression, AC
Chef de service, P3
Assistant chargé de la sécurité de l'information, AC
3 gardes de sécurité, AC
Coordinateur, AC
Assistant chargé du courrier, AC
2 chauffeurs/huissiers, AC
1 réceptionniste, AC
Chef de service, P4
Chef adjoint, P2
Assistant administratif principal, 1°C
Assistant administratif, AC
Assistant d'équipe, AC
Médecin principal, P5 (AC temps partiel 75 %)
Secrétaires des juges
Coordinateur secrétaires des juges, 1°C
Secrétaire du président de la Cour, AC
Secrétaire du vice-président de la Cour, AC
12 secrétaires des juges, AC
Abréviations:
1°C: poste de 1re classe de la catégorie des services généraux
AC: poste d'autres classes de la catégorie des services généraux
AT: assistance temporaire

Registrar
Deputy Registrar
DEPARTMENTS
TECHNICAL DIVISIONS
Legal Affairs
Linguistic Affairs
Information
Documents (Protocol, Library of the Court)
Finance
Publications
Information and Communications Technology
Archives, Indexing and Distribution
Text Processing and Reproduction
Security and General Assistance
Administration and Personnel
Medical Unit
Secretaries to Judges

C. Privilèges et immunités

Aux Pays-Bas, conformément à un échange de lettres entre le président de la Cour et le ministre des affaires étrangères en date du 26 juin 1946, le greffier bénéficie, d'une manière générale, du même traitement que les chefs de mission diplomatique accrédités près S. M. le roi (la reine) des Pays-Bas et les fonctionnaires du Greffe sont traités comme les fonctionnaires de rang comparable attachés aux missions diplomatiques à La Haye (*Actes et documents n° 6*, p. 204-210).

Par sa résolution 90 (I) du 11 décembre 1946 (*ibid.*, p. 210-214), l'Assemblée générale des Nations Unies a recommandé que le greffier bénéficie, au cours des déplacements afférents à ses fonctions, de l'ensemble des privilèges, immunités et facilités reconnus aux agents diplomatiques et que les fonctionnaires du Greffe jouissent, dans les mêmes circonstances, des privilèges, immunités et facilités de séjour et de voyage qu'exige l'exercice indépendant de leurs fonctions. Cette résolution contient également une recommandation tendant à faire reconnaître et accepter par les Etats Membres des Nations Unies les laissez-passer délivrés par la Cour au greffier et aux fonctionnaires du Greffe.

D. Diffusion des informations sur la Cour et son activité

Comme indiqué ci-dessus, entre autres fonctions, le greffier doit faire connaître l'œuvre de la Cour.

1. Contacts

Le Greffe a un rôle à jouer dans le domaine des relations avec les organisations internationales s'occupant de questions juridiques, les universités, la presse et le public en général. En vertu du paragraphe 1, alinéa *a)*, de l'article 26, du Règlement de la Cour, le greffier « sert d'intermédiaire pour les communications émanant de la Cour ou adressées à celle-ci ». Dès lors, toute correspondance de cette nature doit être adressée à

> Monsieur le Greffier de la Cour internationale de Justice
> Palais de la Paix
> Carnegieplein 2
> 2517 KJ La Haye, Pays-Bas

Les demandes d'information d'ordre général (concernant, par exemple, les offres d'emploi ou de stage, les visites au siège de la Cour, etc.) peuvent, quant à elles, être envoyées au Greffe, en français ou en anglais, depuis le site Internet de la Cour (onglet « Contact »).

Il convient toutefois de noter que le Greffe ne peut donner suite ni aux demandes de consultation juridique ni aux requêtes de personnes privées au sujet de questions les mettant aux prises avec les autorités de leur pays ou d'un autre pays.

2. Informations sur la Cour et ses travaux

Le paragraphe 1 de l'article 26 du Règlement de la Cour dispose, en ses alinéas *k)* et *m)*, que le greffier « donne la suite qu'appellent les demandes de renseignements concernant la Cour et son activité » et « fait en sorte que des renseignements sur la Cour et son activité soient mis à la disposition des gouvernements, des cours et tribunaux nationaux les plus élevés, des associations professionnelles, sociétés savantes, facultés et écoles de droit ainsi que des moyens d'information publique ».

C. Privileges and Immunities

In the Netherlands, pursuant to an exchange of correspondence between the President of the Court and the Minister for Foreign Affairs, dated 26 June 1946, the Registrar is, in a general way, accorded the same treatment as Heads of Diplomatic Missions accredited to His Majesty the King (or Her Majesty the Queen) of the Netherlands, and officials of the Registry are treated as officials of comparable rank attached to diplomatic missions at The Hague (*Acts and Documents No. 6*, pp. 205-211).

By resolution 90 (I) of 11 December 1946 (*ibid.*, pp. 211-215), the General Assembly of the United Nations recommended that, on journeys in connection with the exercise of his functions, the Registrar should enjoy all the privileges, immunities and facilities granted to diplomatic envoys and that the officials of the Registry should, in the same circumstances, enjoy such privileges, immunities and facilities for residence and travel as may be necessary for the independent exercise of their functions. This resolution also contains a recommendation calling upon Members of the United Nations to recognize and accept the United Nations laissez-passer issued by the Court to the Registrar and officials of the Registry.

D. Dissemination of Information about the Court and Its Activities

As indicated above, one of the duties of the Registrar is that of making the outside world aware of the Court's work.

1. Contacts

The Registry maintains relations with international organizations that deal with legal questions, universities, the press and the general public. Under the terms of Article 26, paragraph 1 *(a)*, of the Rules of Court, the Registrar shall "be the regular channel of communications to and from the Court". Consequently, correspondence of this nature should be addressed to

> The Registrar of the International Court of Justice
> Peace Palace
> Carnegieplein 2
> 2517 KJ The Hague, Netherlands

All general queries (regarding employment/internship opportunities, visits to the seat of the Court, etc.) may be sent to the Registry, in either English or French, via the Court's website (under "Contact").

Please note that it is not possible for the Registry to give legal advice or to enter into correspondence with private persons concerning any matter at issue between them and the authorities of their own or another country.

2. Information about the Court and its work

Article 26, paragraph 1*(k)* and *(m)*, of the Rules of Court provides that the Registrar shall "deal with enquiries concerning the Court and its work" and "ensure that information concerning the Court and its activities is made accessible to governments, the highest national courts of justice, professional and learned societies, legal faculties and law schools, and public information media".

Le greffier prend donc les dispositions qu'il estime nécessaires pour assurer la publication de renseignements concernant la composition, la compétence et le travail de la Cour, ainsi que la diffusion des arrêts, avis consultatifs, ordonnances et autres documents pertinents.

a) *Site Internet*

La CIJ dispose d'un site Internet (www.icj-cij.org) qui contient toutes les informations nécessaires sur la Cour (onglets « La Cour », « Documents de base » et « Compétence »), ainsi que sa jurisprudence (onglet « Affaires »). Constamment mis à jour et enrichi, le site présente le fonctionnement de l'institution et la biographie de ses membres. Figurent également toutes les décisions rendues depuis 1947 et, dès que les documents peuvent être mis à la disposition du public, l'ensemble du dossier d'affaire (requête, pièces de la procédure écrite, comptes rendus d'audience, etc.).

Un autre onglet, intitulé « Publications », offre un accès aux différentes séries publiées par la Cour. Sont disponibles, au format PDF, les versions les plus récentes d'un certain nombre d'ouvrages, dont les *Annuaires-Yearbooks* et les livres événementiels.

Un « Espace presse » permet de suivre l'actualité des travaux de la Cour et de télécharger des photographies des dernières séances publiques, ainsi que des fichiers audio et vidéo (l'utilisation de ces documents est toutefois exclusivement réservée à des fins non commerciales).

Le site Internet présente en outre un certain nombre d'informations sur le fonctionnement du Greffe, ainsi que les avis de vacances de poste et les possibilités de stage (onglet « Le Greffe »).

Il contient enfin l'ensemble des documents publiés par la Cour permanente de Justice internationale (séries A à F).

Bien que le site Internet ne soit proposé que dans les deux langues officielles de la Cour — le français et l'anglais —, de nombreux documents y sont disponibles dans les quatre autres langues officielles des Nations Unies (l'arabe, le chinois, l'espagnol et le russe). Parmi ces documents figurent notamment la Charte des Nations Unies, le Statut et le Règlement de la Cour, ses *Rapports annuels* à l'Assemblée générale depuis 1989-1990, les résumés de ses décisions (de 1948 à 2002), ainsi qu'une vidéo intitulée « Le rôle et les activités de la Cour internationale de Justice ».

b) *Présentation du fonctionnement et des travaux de la Cour au public*

Le département de l'information propose, pour autant que l'activité de la Cour le permette, des présentations sur l'histoire, le fonctionnement et les travaux de la Cour. Effectuées en français et en anglais, ces présentations sont gratuites et s'adressent aussi bien aux diplomates qu'aux universitaires, magistrats, juristes ou journalistes.

> Les demandes doivent être soumises par le biais du site Internet (onglet « Informations pratiques ») au moins six semaines à l'avance.

c) *Bibliothèque et archives du Tribunal de Nuremberg*

La Cour bénéficie des services d'une bibliothèque trouvant son origine dans celle, créée en janvier 1931, de la Cour permanente de Justice internationale, qui utilisait auparavant la bibliothèque du Palais de la Paix (dont les services sont accessibles en ligne, à l'adresse www.ppl.nl).

Accordingly, the Registrar arranges as he considers necessary for the publication of information concerning the composition, jurisdiction and work of the Court, along with judgments, advisory opinions and orders relating to all cases and corresponding case documentation.

(a) *Website*

The ICJ's website (www.icj-cij.org) contains a wealth of information concerning the Court (see "The Court", "Basic Documents" and "Jurisdiction") and its jurisprudence ("Cases"). The site is constantly updated and expanded, and provides information on how the Court works as well as biographies of its Members. It features all the decisions delivered by the Court since 1947, as well as the contents of the various case files (applications, written proceedings, verbatim records, etc.) once these documents are made accessible to the public.

The different series of publications produced by the Court are listed under "Publications". Some of these are available in electronic PDF format, such as the latest edition of the *Annuaire-Yearbook* and a number of commemorative publications.

The "Press Room" provides updates on the work of the Court and photographs of recent public sittings, together with audio and video files which can be downloaded (for non-commercial use only).

The website also features information on how the Registry works, as well as vacancy announcements and internship opportunities (under "Registry").

Finally, the site contains the entire jurisprudence of the Permanent Court of International Justice (Series A to F).

Although the website is available only in the two official languages of the Court — English and French — a number of documents are also available in the other four official languages of the United Nations (Arabic, Chinese, Russian and Spanish). Among these documents are the United Nations Charter, the Statute and Rules of Court, the Court's *Annual Reports* to the General Assembly since 1989-1990 and the summaries of decisions of the Court (from 1948 to 2002), as well as a video entitled "The Role and Activities of the International Court of Justice".

(b) *Presentation of the work and functioning of the Court to the public*

The Information Department gives presentations on the history, workings and activities of the Court, so far as the work of the Court permits. These presentations, available in both French and English, are free of charge and are aimed at diplomats, scholars and academics, judges, lawyers and legal professionals, as well as journalists.

> Requests for presentations must be submitted via the Court's website (see "Practical Information") at least six weeks in advance.

(c) *Library and archives of the Nuremberg Tribunal*

The Court's library has its origins in the library of the Permanent Court of International Justice. Before its own library was created in January 1931, the PCIJ made use of the Peace Palace Library (whose services can be accessed online at www.ppl.nl).

La bibliothèque de la Cour assure par ailleurs la garde des archives du Tribunal militaire international de Nuremberg, qui ont été confiées à la Cour internationale de Justice par décision de ce Tribunal datée du 1er octobre 1946. Ces archives furent acheminées au Palais de la Paix, où les représentants du Tribunal et les fonctionnaires de la Cour en prirent livraison le 14 mars 1950.

Bien que la bibliothèque ainsi que les archives de la Cour et de sa devancière, la CPJI, ne soient pas accessibles au public (Règlement, art. 26, par. 1 *n)*), les archives du Tribunal de Nuremberg peuvent, elles, être consultées. Toute question y relative doit être adressée, par écrit, au greffier de la Cour.

3. Publications de la Cour

Le Greffe est chargé des publications de la CIJ (Règlement, art. 26, par. 1 *i)*, et 71, par. 6; Instructions pour le Greffe, art. 21, 50, 52-54 et 76), qui ont repris sous d'autres titres les anciennes séries de la CPJI.

Le service des publications est responsable des publications régulières de la Cour (voir ci-après). Il peut également être appelé à produire des ouvrages revêtant un caractère événementiel. Un livre a ainsi été publié en 2012 pour le 90e anniversaire de la Cour permanente de Justice internationale.

A ce jour, cinq séries sont publiées par la Cour.

a) *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances*

Cette série contient les décisions de la Cour en français et en anglais. Dès qu'une décision est prononcée, elle est imprimée sous la forme d'un fascicule vendu séparément. Les fascicules des décisions rendues au cours d'une année calendaire sont ensuite assemblés et publiés, avec un index, en un recueil relié qui peut comporter de un à trois volumes.

A ce jour, soixante-sept recueils ont paru, le premier étant le *Recueil 1947-1948* — qui constitue par exception un seul volume — et le dernier le *Recueil 2014*.

> Série *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances*, mode de citation: ex. *C.I.J. Recueil 2015*.
>
> Fascicule, mode de citation: ex. *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie), arrêt, C.I.J. Recueil 2015*, p. 3.
>
> Une liste exhaustive des décisions parues dans la série *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances* est disponible sur le site Internet de la Cour (onglet « Publications »).

b) *Mémoires, plaidoiries et documents*

Les volumes de cette série reproduisent, dans le texte original (c'est-à-dire, selon le cas, le français ou l'anglais), le dossier des affaires, une fois celles-ci terminées.

Chaque dossier comprend l'acte introductif d'instance, les pièces de procédure écrite et leurs annexes, les comptes rendus des audiences publiques et les documents présentés à la Cour après la fin de la procédure écrite.

Suivant la longueur des documents à reproduire, un dossier d'affaire représente un ou plusieurs volumes.

The library of the Court also has custody of the archives of the International Military Tribunal at Nuremberg which were entrusted to the International Court of Justice by a decision of the Tribunal of 1 October 1946. These archives were transported to the Peace Palace, where representatives of the Tribunal and the staff of the Court took delivery of them on 14 March 1950.

While neither the library and archives of the Court, nor those of its forerunner, the PCIJ, are open to the public (Rules, Art. 26, para. 1 *(n)*), the archives of the Nuremberg Tribunal can be consulted. All questions regarding the consultation of these archives should be addressed in writing to the Registrar of the Court.

3. *Publications of the Court*

The Registry is responsible for the Court's publications (Rules of Court, Art. 26, para. 1 *(i)*, and Art. 71, para. 6; Instructions for the Registry, Arts. 21, 50, 52-54 and 76), which continue the old PCIJ series under different names.

The Publications Division has responsibility for the Court's regular publications (see below). It also occasionally produces one-off commemorative publications, such as the book published in 2012 to celebrate the 90th anniversary of the Permanent Court of International Justice.

At present, five series are published by the Court.

(a) *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders*

This series contains the Reports of the decisions of the Court in both French and English. Each decision is published as soon as it is given, in an unbound fascicle which is sold separately. The collected decisions for each calendar year are published, with an index, and bound together in one to three volumes.

Sixty-seven bound volumes have so far been published, the first being the *I.C.J. Reports* for the years 1947 and 1948, which — as an exception — are collected in a single volume. The latest is the volume for 2014.

> Series entitled *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders*, official citation: e.g. *I.C.J. Reports 2015*.
>
> Fascicle, official citation: e.g. *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia), Judgment, I.C.J. Reports 2015*, p. 3.
>
> An exhaustive list of the decisions published in *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders* is available on the Court's website (under "Publications").

(b) *Pleadings, Oral Arguments, Documents*

Volumes in this series are published after the termination of each case and contain the documentation relating to the case in the original language (that is, in French or in English).

This comprises the document instituting proceedings, the written pleadings and their annexes, the verbatim record of the oral proceedings, and any documents submitted to the Court after the closure of the written proceedings.

Depending upon the length of the documents to be printed, one or more volumes are issued for each case.

A ce jour, les dossiers de 89 affaires ont été publiés.

Série *Mémoires, plaidoiries et documents*, mode de citation : ex. *C.I.J. Mémoires, Délimitation maritime en mer Noire (Roumanie c. Ukraine)*, vol. I.

Une liste exhaustive des dossiers d'affaires publiés dans la série *Mémoires, plaidoiries et documents* est disponible sur le site Internet de la Cour (onglet « Publications »).

c) *Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour*

Cette série contient les différents textes de base de la Cour. Six éditions bilingues (français et anglais) ont été produites, la dernière datant de 2007. Y sont reproduits la Charte des Nations Unies, le Statut de la Cour, le Règlement de la Cour, les Instructions de procédure* ainsi que divers autres textes.

Série *Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour*, mode de citation : ex. *C.I.J. Actes et documents n° 6*.

d) *Annuaire-Yearbook*

Chaque année paraît un *Annuaire* où il est rendu compte de l'activité de la Cour du 1er août de l'année précédente au 31 juillet de l'année en cours. Cet ouvrage, qui comportait précédemment deux éditions, l'une en français *(Annuaire)*, l'autre en anglais *(Yearbook)*, est désormais publié dans une version bilingue.

Le présent *Annuaire-Yearbook* est le soixante-neuvième de la série, qui a commencé par l'*Annuaire 1946-1947*.

Série *Annuaire-Yearbook*, mode de citation : ex. *C.I.J. Annuaire-I.C.J. Yearbook 2014-2015*.

e) *Bibliographie de la Cour*

Chaque année, le Greffe publie une liste des ouvrages et des documents ayant trait à la Cour qui sont parvenus à sa connaissance au cours des douze mois précédents.

Jusqu'en 1963-1964, les *Bibliographies n*os *1-18* ont formé le chapitre IX des *Annuaires* et des *Yearbooks*. Entre 1964 et 2003, les *Bibliographies n*os *19-57* ont été publiées sous la forme de fascicules distincts. A partir de la *Bibliographie n° 58*, seule la version électronique sera disponible.

Série *Bibliographie*, mode de citation : ex. *C.I.J. Bibliographie n° 57*.

•

Diffusion des publications de la Cour

Les publications de la Cour sont distribuées gratuitement aux gouvernements et aux services publics de tous les Etats admis à ester devant la Cour qui en font la demande.

* La version figurant dans le volume *Actes et documents n° 6*, p. 162-170, n'est pas à jour. L'*addendum* joint au présent *Annuaire-Yearbook* reproduit la version la plus actuelle des Instructions de procédure ; toute modification apportée aux instructions est en outre placée sur le site Internet de la Cour.

The documents in 89 cases have so far been published.

Series entitled *Pleadings, Oral Arguments, Documents*, official citation: e.g. *I.C.J. Pleadings, Maritime Delimitation in the Black Sea (Romania* v. *Ukraine)*, Vol. I.

An exhaustive list of the cases published in *Pleadings, Oral Arguments, Documents* is available on the Court's website (under "Publications").

(c) *Acts and Documents concerning the Organization of the Court*

This series consists of the Court's various basic texts. Six bilingual editions (French and English) have been published, the last in 2007. They contain the Charter of the United Nations, the Statute and Rules of Court, the Practice Directions[4] and a number of other texts.

Series entitled *Acts and Documents concerning the Organization of the Court*, official citation: e.g. *I.C.J. Acts and Documents No. 6*.

(d) *Annuaire-Yearbook*

Each year a *Yearbook* is published in which an account is given of the work of the Court during the period from 1 August of the preceding year to 31 July of the current year. This publication, previously produced in two editions (one in English *(Yearbook)* and one in French *(Annuaire)*), is now published in a single bilingual edition.

This *Annuaire-Yearbook* is the sixty-ninth in the series, which started with the *Yearbook 1946-1947*.

Series entitled *Annuaire-Yearbook*, official citation: e.g. *C.I.J. Annuaire-I.C.J. Yearbook 2014-2015*.

(e) *Bibliography of the Court*

Each year, the Registry issues a *Bibliography* listing such works and documents relating to the Court as have come to its attention during the previous year.

Bibliographies Nos. 1-18 formed Chapter IX in the appropriate *Yearbook* or *Annuaire* up to the 1963-1964 editions. *Bibliographies Nos. 19-57* were issued as separate fascicles between 1964 and 2003. As of *No. 58*, only the electronic version will be available.

Series entitled *Bibliography*, official citation: e.g. *I.C.J. Bibliography No. 57*.

Dissemination of the publications of the Court

The publications of the Court are distributed free on request and as required to the governments or public services of all States entitled to appear before the Court.

[4] The version of the Practice Directions in *Acts and Documents No. 6*, pp. 163-171, is not up to date. The most recent version is reproduced in the *addendum* to the present *Annuaire-Yearbook*; any amendments to the Practice Directions are also posted on the Court's website.

Dès parution de l'ouvrage papier, une version électronique des séries *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances*; *Mémoires, plaidoiries et documents*; *Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour*; *Annuaire-Yearbook* est placée sur le site Internet de la Cour, au format PDF (onglet « Publications »).

La vente des publications de la Cour est notamment assurée par la section des ventes du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies:

United Nations Publications
300 East 42nd Street,
Room IN-919 J
New York, NY 10017, Etats-Unis d'Amérique
Courriel: publications@un.org

Les commandes doivent être adressées à info@eurospangroup.com (Europe, Afrique et Moyen-Orient) ou à order@un.org (Amérique, Asie et Pacifique).

De par le monde, plusieurs distributeurs proposent également les ouvrages de la Cour (voir la liste reproduite ci-après, p. 190).

Ces publications peuvent être consultées dans les principales bibliothèques de droit, notamment dans de nombreuses bibliothèques universitaires, dans certaines bibliothèques dépositaires des publications des Nations Unies et dans certaines bibliothèques bénéficiant du programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international.

Un *Catalogue*, édité en français et en anglais, donne le numéro de vente de chaque publication et son prix en dollars des Etats-Unis. Mis à jour chaque année par la diffusion soit d'*addenda*, soit d'une édition nouvelle, il est distribué gratuitement sur demande adressée au Greffe.

Une version PDF est également disponible sur le site Internet de la Cour (onglet « Publications », sous-onglet « Catalogue »).

* *
*

As soon as the print edition appears, the following series are also published in electronic PDF format on the Court's website, under "Publications": *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders; Pleadings, Oral Arguments, Documents; Acts and Documents concerning the Organization of the Court; Annuaire-Yearbook*.

Printed publications are, *inter alia*, sold by the Sales and Marketing Section of the United Nations Secretariat at:

United Nations Publications
300 East 42nd Street,
Room IN-919 J
New York, NY 10017, United States of America
E-mail: publications@un.org

Orders should be sent to info@eurospangroup.com (Europe, Africa and the Middle East) or order@un.org (America, Asia and Pacific).

A number of distributors around the world also sell the Court's publications (see list reproduced below, p. 190).

These publications may be consulted in major law libraries, including many university libraries, certain depository libraries for United Nations publications, and libraries aided by the United Nations programme of assistance in the teaching, study, dissemination and wider appreciation of international law.

A *Catalogue* is issued in French and English. It lists the sales number of each publication and its price in US dollars. It is updated each year, by means either of an *addendum* or of a new edition. A free copy of the *Catalogue* may be obtained by applying to the Registry.

A PDF version is also available on the Court's website (under "Publications", subheading "Catalogue of Publications").

* *
*

TROISIÈME PARTIE

DE LA COMPÉTENCE DE LA COUR ET DE LA PROCÉDURE SUIVIE PAR ELLE

I. De la compétence de la Cour

A. Compétence en matière contentieuse

En vertu du paragraphe 1 de l'article 38 de son Statut, la Cour internationale de Justice a pour mission de régler conformément au droit international les différends qui lui sont soumis. Sa compétence à cet égard est définie à l'article 93 de la Charte des Nations Unies et aux articles 34 à 37 de son Statut.

1. Compétence ratione personae

L'article 34, paragraphe 1, du Statut énonce que « [s]euls les Etats ont qualité pour se présenter devant la Cour ». Les organisations internationales, les collectivités et les personnes privées ne sont donc pas habilitées à introduire une instance devant la Cour.

Les Etats admis à ester devant la Cour relèvent, quant à eux, de l'une des trois catégories suivantes.

a) *Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies*

Le paragraphe 1 de l'article 35 du Statut de la Cour dispose que « [l]a Cour est ouverte aux Etats parties au[dit] Statut ». Or, en application du paragraphe 1 de l'article 93 de la Charte des Nations Unies, « [t]ous les Membres des Nations Unies sont *ipso facto* parties au Statut de la Cour internationale de Justice ».

Au 31 juillet 2015, l'Organisation des Nations Unies comptait 193 Etats Membres dont la liste est reproduite ci-après :

Etat	Date d'admission
Afghanistan	19 novembre 1946
Afrique du Sud	7 novembre 1945
Albanie	14 décembre 1955
Algérie	8 octobre 1962
Allemagne	18 septembre 1973
Andorre	28 juillet 1993
Angola	1er décembre 1976
Antigua-et-Barbuda	11 novembre 1981

PART THREE

JURISDICTION OF THE COURT AND THE PROCEDURE FOLLOWED BY IT

I. Jurisdiction of the Court

A. Jurisdiction in Contentious Cases

Pursuant to Article 38, paragraph 1, of its Statute, it is the function of the International Court of Justice to decide in accordance with international law such disputes as are submitted to it. Its jurisdiction in this respect is defined in Article 93 of the Charter of the United Nations and in Articles 34 to 37 of the Statute of the Court.

1. Jurisdiction ratione personae

Article 34, paragraph 1, of the Statute provides that "[o]nly States may be parties in cases before the Court". International organizations, other collectivities and private persons are therefore not entitled to institute proceedings before the International Court of Justice.

States entitled to appear before the Court may fall into one of the three categories listed below.

(a) *States Members of the United Nations*

Article 35, paragraph 1, of the Statute provides that the Court shall be open to the States parties to the Statute. Under Article 93, paragraph 1, of the Charter of the United Nations, "[a]ll Members of the United Nations are *ipso facto* parties to the Statute of the International Court of Justice".

As of 31 July 2015, the United Nations had 193 Member States, a list of which is given below:

State	Date of admission
Afghanistan	19 November 1946
Albania	14 December 1955
Algeria	8 October 1962
Andorra	28 July 1993
Angola	1 December 1976
Antigua and Barbuda	11 November 1981
Argentina	24 October 1945
Armenia	2 March 1992

Etat	Date d'admission
Arabie saoudite	24 octobre 1945
Argentine	24 octobre 1945
Arménie	2 mars 1992
Australie	1er novembre 1945
Autriche	14 décembre 1955
Azerbaïdjan	2 mars 1992
Bahamas	18 septembre 1973
Bahreïn	21 septembre 1971
Bangladesh	17 septembre 1974
Barbade	9 décembre 1966
Bélarus	24 octobre 1945
Belgique	27 décembre 1945
Belize	25 septembre 1981
Bénin	20 septembre 1960
Bhoutan	21 septembre 1971
Bolivie (Etat plurinational de)	14 novembre 1945
Bosnie-Herzégovine	22 mai 1992
Botswana	17 octobre 1966
Brésil	24 octobre 1945
Brunéi Darussalam	21 septembre 1984
Bulgarie	14 décembre 1955
Burkina Faso	20 septembre 1960
Burundi	18 septembre 1962
Cabo Verde (République de)	16 septembre 1975
Cambodge	14 décembre 1955
Cameroun	20 septembre 1960
Canada	9 novembre 1945
Chili	24 octobre 1945
Chine	24 octobre 1945
Chypre	20 septembre 1960
Colombie	5 novembre 1945
Comores	12 novembre 1975
Congo	20 septembre 1960
Costa Rica	2 novembre 1945
Côte d'Ivoire	20 septembre 1960
Croatie	22 mai 1992
Cuba	24 octobre 1945
Danemark	24 octobre 1945

State	Date of admission
Australia	**1 November 1945**
Austria	14 December 1955
Azerbaijan	**2 March 1992**
Bahamas	18 September 1973
Bahrain	**21 September 1971**
Bangladesh	17 September 1974
Barbados	**9 December 1966**
Belarus	24 October 1945
Belgium	**27 December 1945**
Belize	25 September 1981
Benin	**20 September 1960**
Bhutan	21 September 1971
Bolivia (Plurinational State of)	**14 November 1945**
Bosnia and Herzegovina	22 May 1992
Botswana	**17 October 1966**
Brazil	24 October 1945
Brunei Darussalam	**21 September 1984**
Bulgaria	14 December 1955
Burkina Faso	**20 September 1960**
Burundi	18 September 1962
Cabo Verde (Republic of)	**16 September 1975**
Cambodia	14 December 1955
Cameroon	**20 September 1960**
Canada	9 November 1945
Central African Republic	**20 September 1960**
Chad	20 September 1960
Chile	**24 October 1945**
China	24 October 1945
Colombia	**5 November 1945**
Comoros	12 November 1975
Congo	**20 September 1960**
Costa Rica	2 November 1945
Côte d'Ivoire	**20 September 1960**
Croatia	22 May 1992
Cuba	**24 October 1945**
Cyprus	20 September 1960
Czech Republic	**19 January 1993**
Democratic People's Republic of Korea	17 September 1991

Etat	Date d'admission
Djibouti	20 septembre 1977
Dominique	18 décembre 1978
Egypte	24 octobre 1945
El Salvador	24 octobre 1945
Emirats arabes unis	9 décembre 1971
Equateur	21 décembre 1945
Erythrée	28 mai 1993
Espagne	14 décembre 1955
Estonie	17 septembre 1991
Etats-Unis d'Amérique	24 octobre 1945
Ethiopie	13 novembre 1945
Ex-République yougoslave de Macédoine	8 avril 1993
Fédération de Russie	24 octobre 1945
Fidji	13 octobre 1970
Finlande	14 décembre 1955
France	24 octobre 1945
Gabon	20 septembre 1960
Gambie	21 septembre 1965
Géorgie	31 juillet 1992
Ghana	8 mars 1957
Grèce	25 octobre 1945
Grenade	17 septembre 1974
Guatemala	21 novembre 1945
Guinée	12 décembre 1958
Guinée-Bissau	17 septembre 1974
Guinée équatoriale	12 novembre 1968
Guyana	20 septembre 1966
Haïti	24 octobre 1945
Honduras	17 décembre 1945
Hongrie	14 décembre 1955
Iles Marshall	17 septembre 1991
Iles Salomon	19 septembre 1978
Inde	30 octobre 1945
Indonésie	28 septembre 1950
Iran (République islamique d')	24 octobre 1945
Iraq	21 décembre 1945
Irlande	14 décembre 1955

State	Date of admission
Democratic Republic of the Congo	20 September 1960
Denmark	24 October 1945
Djibouti	20 September 1977
Dominica	18 December 1978
Dominican Republic	24 October 1945
Ecuador	21 December 1945
Egypt	24 October 1945
El Salvador	24 October 1945
Equatorial Guinea	12 November 1968
Eritrea	28 May 1993
Estonia	17 September 1991
Ethiopia	13 November 1945
Fiji	13 October 1970
Finland	14 December 1955
France	24 October 1945
Gabon	20 September 1960
Gambia	21 September 1965
Georgia	31 July 1992
Germany	18 September 1973
Ghana	8 March 1957
Greece	25 October 1945
Grenada	17 September 1974
Guatemala	21 November 1945
Guinea	12 December 1958
Guinea-Bissau	17 September 1974
Guyana	20 September 1966
Haiti	24 October 1945
Honduras	17 December 1945
Hungary	14 December 1955
Iceland	19 November 1946
India	30 October 1945
Indonesia	28 September 1950
Iran (Islamic Republic of)	24 October 1945
Iraq	21 December 1945
Ireland	14 December 1955
Israel	11 May 1949
Italy	14 December 1955
Jamaica	18 September 1962

Etat	Date d'admission
Islande	19 novembre 1946
Israël	11 mai 1949
Italie	14 décembre 1955
Jamaïque	18 septembre 1962
Japon	18 décembre 1956
Jordanie	14 décembre 1955
Kazakhstan	2 mars 1992
Kenya	16 décembre 1963
Kirghizistan	2 mars 1992
Kiribati	14 septembre 1999
Koweït	14 mai 1963
Lesotho	17 octobre 1966
Lettonie	17 septembre 1991
Liban	24 octobre 1945
Libéria	2 novembre 1945
Libye	14 décembre 1955
Liechtenstein	18 septembre 1990
Lituanie	17 septembre 1991
Luxembourg	24 octobre 1945
Madagascar	20 septembre 1960
Malaisie	17 septembre 1957
Malawi	1er décembre 1964
Maldives	21 septembre 1965
Mali	28 septembre 1960
Malte	1er décembre 1964
Maroc	12 novembre 1956
Maurice	24 avril 1968
Mauritanie	27 octobre 1961
Mexique	7 novembre 1945
Micronésie (Etats fédérés de)	17 septembre 1991
Monaco	28 mai 1993
Mongolie	27 octobre 1961
Monténégro	28 juin 2006
Mozambique	16 septembre 1975
Myanmar	19 avril 1948
Namibie	23 avril 1990
Nauru	14 septembre 1999
Népal	14 décembre 1955

State	Date of admission
Japan	18 December 1956
Jordan	14 December 1955
Kazakhstan	2 March 1992
Kenya	16 December 1963
Kiribati	14 September 1999
Kuwait	14 May 1963
Kyrgyzstan	2 March 1992
Lao People's Democratic Republic	14 December 1955
Latvia	17 September 1991
Lebanon	24 October 1945
Lesotho	17 October 1966
Liberia	2 November 1945
Libya	14 December 1955
Liechtenstein	18 September 1990
Lithuania	17 September 1991
Luxembourg	24 October 1945
Madagascar	20 September 1960
Malawi	1 December 1964
Malaysia	17 September 1957
Maldives	21 September 1965
Mali	28 September 1960
Malta	1 December 1964
Marshall Islands	17 September 1991
Mauritania	27 October 1961
Mauritius	24 April 1968
Mexico	7 November 1945
Micronesia (Federated States of)	17 September 1991
Monaco	28 May 1993
Mongolia	27 October 1961
Montenegro	28 June 2006
Morocco	12 November 1956
Mozambique	16 September 1975
Myanmar	19 April 1948
Namibia	23 April 1990
Nauru	14 September 1999
Nepal	14 December 1955
Netherlands	10 December 1945
New Zealand	24 October 1945

État	Date d'admission
Nicaragua	24 octobre 1945
Niger	20 septembre 1960
Nigéria	7 octobre 1960
Norvège	27 novembre 1945
Nouvelle-Zélande	24 octobre 1945
Oman	7 octobre 1971
Ouganda	25 octobre 1962
Ouzbékistan	2 mars 1992
Pakistan	30 septembre 1947
Palaos	15 décembre 1994
Panama	13 novembre 1945
Papouasie-Nouvelle-Guinée	10 octobre 1975
Paraguay	24 octobre 1945
Pays-Bas	10 décembre 1945
Pérou	31 octobre 1945
Philippines	24 octobre 1945
Pologne	24 octobre 1945
Portugal	14 décembre 1955
Qatar	21 septembre 1971
République arabe syrienne	24 octobre 1945
République centrafricaine	20 septembre 1960
République de Corée	17 septembre 1991
République démocratique du Congo	20 septembre 1960
République démocratique populaire lao	14 décembre 1955
République de Moldova	2 mars 1992
République dominicaine	24 octobre 1945
République populaire démocratique de Corée	17 septembre 1991
République tchèque	19 janvier 1993
République-Unie de Tanzanie	14 décembre 1961
Roumanie	14 décembre 1955
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	24 octobre 1945
Rwanda	18 septembre 1962
Sainte-Lucie	18 septembre 1979
Saint-Kitts-et-Nevis	23 septembre 1983

State	Date of admission
Nicaragua	24 October 1945
Niger	20 September 1960
Nigeria	7 October 1960
Norway	27 November 1945
Oman	7 October 1971
Pakistan	30 September 1947
Palau	15 December 1994
Panama	13 November 1945
Papua New Guinea	10 October 1975
Paraguay	24 October 1945
Peru	31 October 1945
Philippines	24 October 1945
Poland	24 October 1945
Portugal	14 December 1955
Qatar	21 September 1971
Republic of Korea	17 September 1991
Republic of Moldova	2 March 1992
Romania	14 December 1955
Russian Federation	24 October 1945
Rwanda	18 September 1962
Saint Kitts and Nevis	23 September 1983
Saint Lucia	18 September 1979
Saint Vincent and the Grenadines	16 September 1980
Samoa	15 December 1976
San Marino	2 March 1992
Sao Tome and Principe	16 September 1975
Saudi Arabia	24 October 1945
Senegal	28 September 1960
Serbia	1 November 2000
Seychelles	21 September 1976
Sierra Leone	27 September 1961
Singapore	21 September 1965
Slovakia	19 January 1993
Slovenia	22 May 1992
Solomon Islands	19 September 1978
Somalia	20 September 1960
South Africa	7 November 1945
South Sudan	14 July 2011

Etat	Date d'admission
Saint-Marin	2 mars 1992
Saint-Vincent-et-les Grenadines	16 septembre 1980
Samoa	15 décembre 1976
Sao Tomé-et-Principe	16 septembre 1975
Sénégal	28 septembre 1960
Serbie	1er novembre 2000
Seychelles	21 septembre 1976
Sierra Leone	27 septembre 1961
Singapour	21 septembre 1965
Slovaquie	19 janvier 1993
Slovénie	22 mai 1992
Somalie	20 septembre 1960
Soudan	12 novembre 1956
Soudan du Sud	14 juillet 2011
Sri Lanka	14 décembre 1955
Suède	19 novembre 1946
Suisse	10 septembre 2002
Suriname	4 décembre 1975
Swaziland	24 septembre 1968
Tadjikistan	2 mars 1992
Tchad	20 septembre 1960
Thaïlande	16 décembre 1946
Timor-Leste	27 septembre 2002
Togo	20 septembre 1960
Tonga	14 septembre 1999
Trinité-et-Tobago	18 septembre 1962
Tunisie	12 novembre 1956
Turkménistan	2 mars 1992
Turquie	24 octobre 1945
Tuvalu	5 septembre 2000
Ukraine	24 octobre 1945
Uruguay	18 décembre 1945
Vanuatu	15 septembre 1981
Venezuela (République bolivarienne du)	15 novembre 1945
Viet Nam	20 septembre 1977
Yémen	30 septembre 1947
Zambie	1er décembre 1964
Zimbabwe	25 août 1980

State	Date of admission
Spain	14 December 1955
Sri Lanka	14 December 1955
Sudan	12 November 1956
Suriname	4 December 1975
Swaziland	24 September 1968
Sweden	19 November 1946
Switzerland	10 September 2002
Syrian Arab Republic	24 October 1945
Tajikistan	2 March 1992
Thailand	16 December 1946
The former Yugoslav Republic of Macedonia	8 April 1993
Timor-Leste	27 September 2002
Togo	20 September 1960
Tonga	14 September 1999
Trinidad and Tobago	18 September 1962
Tunisia	12 November 1956
Turkey	24 October 1945
Turkmenistan	2 March 1992
Tuvalu	5 September 2000
Uganda	25 October 1962
Ukraine	24 October 1945
United Arab Emirates	9 December 1971
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	24 October 1945
United Republic of Tanzania	14 December 1961
United States of America	24 October 1945
Uruguay	18 December 1945
Uzbekistan	2 March 1992
Vanuatu	15 September 1981
Venezuela (Bolivarian Republic of)	15 November 1945
Viet Nam	20 September 1977
Yemen	30 September 1947
Zambia	1 December 1964
Zimbabwe	25 August 1980

b) *Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies, mais parties au Statut*

Le paragraphe 2 de l'article 93 de la Charte des Nations Unies prévoit que les Etats qui ne sont pas membres des Nations Unies peuvent devenir parties au Statut de la Cour, aux conditions déterminées dans chaque cas par l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de sécurité.

La Suisse (à partir du 28 juillet 1948), le Liechtenstein (à partir du 29 mars 1950), Saint-Marin (à partir du 18 février 1954), le Japon (à partir du 2 avril 1954) et Nauru (à partir du 29 janvier 1988) ont relevé de cette catégorie avant de devenir Membres des Nations Unies.

Les conditions posées à cette fin ont jusqu'à présent été les mêmes dans tous les cas. Elles ont été fixées pour la première fois par une résolution de l'Assemblée générale adoptée à la suite d'une demande du Conseil fédéral suisse[3]. La date à laquelle l'Etat intéressé devient partie au Statut est celle du dépôt de l'instrument d'acceptation desdites conditions auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Deux autres résolutions de l'Assemblée générale précisent, d'une part, les conditions dans lesquelles les Etats non membres de l'Organisation, mais parties au Statut, peuvent participer à l'élection des membres de la Cour (résolution 264 (III) adoptée par l'Assemblée générale le 8 octobre 1948, dont le texte est reproduit dans *Actes et documents n° 6*, p. 184) et, d'autre part, la participation de ces Etats à la procédure d'amendement du Statut de la Cour (résolution 2520 (XXIV) adoptée par l'Assemblée générale le 4 décembre 1969, dont le texte est reproduit dans *Actes et documents n° 6*, p. 184-186).

c) *Etats non parties au Statut, mais pouvant être admis à ester devant la Cour*

Aux termes du paragraphe 2 de l'article 35 du Statut (voir aussi Règlement, art. 26, par. 1, al. *c)*, et art. 41), la Cour est également ouverte à d'autres Etats que ceux parties à son Statut. Ladite disposition prévoit que les conditions pertinentes sont, sous réserve des dispositions particulières des traités en vigueur, réglées par le Conseil de sécurité, étant précisé que ces conditions ne sauraient, en aucun cas, résulter pour les parties en une inégalité devant la Cour.

A ce jour, les conditions posées en la matière sont énoncées dans la résolution 9 (1946) prise le 15 octobre 1946 par le Conseil de sécurité (voir *Actes et documents n° 6*, p. 186-188). Il y est précisé que les Etats non parties au Statut doivent, pour que la Cour leur soit ouverte, avoir déposé préalablement au Greffe de la Cour une déclaration par laquelle ils acceptent la juridiction de celle-ci conformément à la Charte des Nations Unies et aux conditions du Statut et du Règlement de la Cour, déclaration par laquelle ils s'engagent à exécuter de bonne foi l'arrêt ou les arrêts de la Cour et à accepter toutes les obligations mises à la charge d'un Membre des Nations Unies par l'article 94 de la Charte. Il y est en outre dit qu'une telle déclaration peut avoir soit un caractère particulier (et viser un ou plusieurs différends déjà nés), soit un caractère général (et viser tous différends ou une ou plusieurs catégories de différends nés ou à naître).

A ce jour, des déclarations de caractère particulier ont été déposées par l'Albanie (1947) et l'Italie (1953), et des déclarations de caractère général par le Cambodge (1952), Ceylan

[3] Résolution 91 (I) du 11 décembre 1946, dont le texte intégral figure sur le site Internet de l'Organisation des Nations Unies (www.un.org/documents/ga/res/1/ares1.htm).

(b) *States, not members of the United Nations, parties to the Statute*

Article 93, paragraph 2, of the Charter of the United Nations provides that States which are not members of the United Nations may become parties to the Statute of the Court on conditions to be determined in each case by the General Assembly upon the recommendation of the Security Council.

Switzerland (as from 28 July 1948), Liechtenstein (as from 29 March 1950), San Marino (as from 18 February 1954), Japan (as from 2 April 1954) and Nauru (as from 29 January 1988) fell into this category before joining the United Nations.

The conditions imposed have hitherto been the same in each case. They were laid down for the first time in a resolution adopted by the General Assembly as a result of a request by the Swiss Federal Council[5]. The date on which the State concerned becomes a party to the Statute is that of the deposit with the Secretary-General of the United Nations of the instrument of acceptance of the said conditions.

Two other General Assembly resolutions govern, on the one hand, the conditions under which States that are not members of the United Nations but are parties to the Statute may participate in the election of Members of the Court (resolution 264 (III) adopted by the General Assembly on 8 October 1948, reproduced in *Acts and Documents No. 6*, p. 185) and, on the other hand, the participation of such States in the procedure for amending the Statute of the Court (resolution 2520 (XXIV) adopted by the General Assembly on 4 December 1969, reproduced in *Acts and Documents No. 6*, pp. 185-187).

(c) *States, not parties to the Statute, to which the Court may be open*

Under the terms of Article 35, paragraph 2, of the Statute (see also Rules, Art. 26, para. 1 *(c)*, and Art. 41), the Court is also open to other States not parties to its Statute. This Article provides that the relevant conditions shall, subject to the special provisions contained in treaties in force, be laid down by the Security Council, but in no case shall such conditions place the parties in a position of inequality before the Court.

The conditions applicable in such instances are currently set out in resolution 9 (1946) adopted on 15 October 1946 by the Security Council (see *Acts and Documents No. 6*, pp. 187-189), which stipulates that, in order to have access to the Court, a State not party to the Statute must previously have deposited in the Registry of the Court a declaration by which it accepts the Court's jurisdiction, in accordance with the Charter of the United Nations and subject to the conditions of the Statute and Rules of Court, and undertakes to comply in good faith with the decision or decisions of the Court and to accept all the obligations of a Member of the United Nations under Article 94 of the Charter. Resolution 9 further states that such a declaration may be either particular (and relate to a dispute or disputes which have already arisen) or general (and relate to all disputes or to one or several classes of disputes which have already arisen or which may arise in the future).

To date, particular declarations have been filed by Albania (1947) and Italy (1953), and general declarations by Cambodia (1952), Ceylon (1952), the Federal Republic

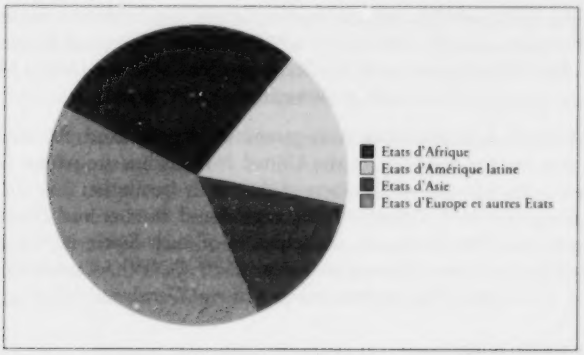
[5] Resolution 91 (1) of 11 December 1946, the full text of which can be found on the website of the United Nations (www.un.org/documents/ga/res/1/ares1.htm).

(1952), la Finlande (1953 et 1954), l'Italie (1955), le Japon (1951), le Laos (1952), la République fédérale d'Allemagne (1955, 1956, 1961, 1965 et 1971) et la République du Viet Nam (1952).

•

Au 31 juillet 2015, 92 Etats ont été parties à des affaires contentieuses portées devant la Cour. Leurs noms sont indiqués dans le tableau de la page 71. Ces Etats apparaissent par ailleurs sur le croquis dépliant qui figure à la gauche de la page 71.

La répartition géographique des Etats ayant été parties à des affaires est la suivante:



2. *Compétence* ratione materiae

La compétence de la Cour en matière contentieuse repose sur le consentement des Etats admis à ester devant elle. La forme suivant laquelle ce consentement est exprimé détermine la manière dont la Cour peut être saisie. La Cour ne peut connaître d'un différend que si les Etats concernés ont accepté sa compétence d'une ou plusieurs des quatre manières suivantes:

a) *Compromis*

Le paragraphe 1 de l'article 36 du Statut prévoit, en tout premier lieu, que la compétence de la Cour s'étend «à toutes les affaires que les parties lui soumettront». Les parties peuvent donc convenir ensemble de porter un différend déjà existant devant la Cour et ainsi reconnaître la compétence de celle-ci aux fins de l'espèce.

Dans une telle hypothèse, la Cour est normalement saisie par la notification au Greffe d'un accord, dit *compromis*, conclu spécialement à cet effet par les parties.

A ce jour, 17 affaires ont été soumises à la Cour de cette manière.

La liste des affaires introduites par compromis figure à l'annexe 6 (voir p. 123).

b) *Traités et conventions*

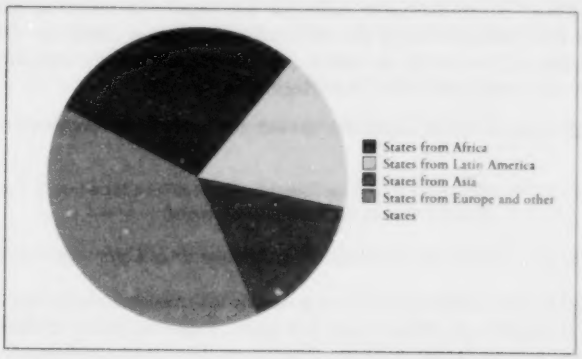
Le paragraphe 1 de l'article 36 du Statut dispose également que la compétence de la Cour s'étend aux cas «spécialement prévus ... dans les traités et conventions en vigueur». Aujourd'hui, plusieurs centaines de traités et de conventions contiennent une clause

of Germany (1955, 1956, 1961, 1965 and 1971), Finland (1953 and 1954), Italy (1955), Japan (1951), Laos (1952) and the Republic of Viet Nam (1952).

•

As of 31 July 2015, 92 States have been parties to contentious cases before the Court. These States are listed in the table on page 71. They also appear in the fold-out sketch-map on the left of page 71.

The geographical breakdown of these States is as follows:



2. *Jurisdiction* ratione materiae

The jurisdiction of the Court in contentious proceedings is based on the consent of the States to which it is open. The form in which this consent is expressed determines the manner in which a case may be brought before the Court. The Court is competent to entertain a dispute only if the States concerned have accepted its jurisdiction in one or more of the following four ways:

(a) *Special agreement*

Article 36, paragraph 1, of the Statute provides, first, that the Court's jurisdiction comprises "all cases which the parties refer to it". Parties may therefore agree to submit an existing dispute to the Court and thus to recognize the Court's jurisdiction for the purposes of the case.

Such cases normally come before the Court by notification to the Registry of an instrument known as a *special agreement* and concluded by the parties specially for this purpose.

To date, 17 such cases have been submitted to the Court.

For the list of cases submitted by special agreement, see Annex 6 (p. 123).

(b) *Treaties and conventions*

Article 36, paragraph 1, of the Statute also provides that the Court's jurisdiction comprises "all matters specially provided for . . . in treaties and conventions in force". Today, several hundred treaties and conventions contain a compromissory clause pro-

compromissoire prévoyant la compétence de la Cour. A ces instruments s'en ajoutent d'autres, conclus auparavant, et qui conféraient compétence à la Cour permanente de Justice internationale. En effet, le Statut de la CIJ dispose en son article 37 que, lorsqu'un traité ou une convention en vigueur prévoit le renvoi à une juridiction que devait instituer la Société des Nations ou à la CPJI, la Cour internationale de Justice constitue cette juridiction entre les parties audit Statut[6]. Il n'est cependant pas aisé de déterminer de manière exacte le nombre de tels traités actuellement en vigueur. Aussi aucune liste exhaustive n'existe-t-elle. Le Greffe publie sur le site Internet de la Cour une liste chronologique des instruments qui lui ont été notifiés, après avoir été enregistrés au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (onglet « Compétence »).

Lorsqu'un Etat invoque la clause compromissoire d'un traité pour fonder la compétence de la Cour, celle-ci est normalement saisie par une requête introductive d'instance, acte unilatéral qui doit indiquer l'objet du différend et les parties (Statut, art. 40, par. 1) et comporter, autant que possible, la mention de la disposition sur laquelle le requérant entend fonder la compétence de la Cour (Règlement, art. 38).

A ce jour, des clauses compromissoires ont été invoquées dans 70 requêtes introductives d'instance.

L'annexe 7 au présent *Annuaire-Yearbook* (p. 125) donne la liste de ces affaires et précise le nom de l'instrument invoqué.

c) *Déclarations d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour*

Le paragraphe 2 de l'article 36 du Statut définit un troisième moyen de consentir à la compétence. Il prévoit qu'un Etat peut, à n'importe quel moment, déclarer reconnaître comme obligatoire, à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour sur tous les différends d'ordre juridique ayant pour objet :

a) l'interprétation d'un traité ;

b) tout point de droit international ;

c) la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international ;

d) la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

Le paragraphe 3 dudit article précise que ces déclarations peuvent être faites purement ou simplement ou être assorties de réserves.

Lorsqu'une déclaration d'acceptation de sa juridiction obligatoire est invoquée, la Cour est saisie par requête.

L'annexe 7 au présent ouvrage donne la liste des affaires en lesquelles des déclarations ont été invoquées comme fondement de la compétence de la Cour.

Les déclarations d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour faites en vertu du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut sont déposées auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et publiées dans le *Recueil des traités des Nations Unies*.

[6] Les dispositions pertinentes des traités ou conventions qui régissaient la compétence de la Cour permanente de Justice internationale ont été reproduites par la CPJI, en 1932, dans sa *Collection des textes régissant la compétence de la Cour* (*C.P.J.I. série D n° 6*, quatrième édition) et, par la suite, dans le chapitre X de ses *Rapports annuels* (*C.P.J.I. série E n°s 8-16*).

viding for the jurisdiction of the Court. There are also other such instruments, concluded earlier, that conferred jurisdiction on the Permanent Court of International Justice; Article 37 of the ICJ Statute stipulates that whenever a treaty or convention in force provides for reference of a matter to a tribunal to have been instituted by the League of Nations, or to the PCIJ, the matter shall, as between the parties to the Statute[6], be referred to the International Court of Justice. It is not easy to determine, however, exactly how many such treaties are currently in force, and hence there is no comprehensive list. The Registry publishes on the Court's website a chronological list of the instruments notified to the Registry following registration at the Secretariat of the United Nations (under "Jurisdiction").

When a State invokes the compromissory clause of a treaty as basis for the Court's jurisdiction, the matter is normally brought before the Court by means of an application instituting proceedings; this is a unilateral document which must indicate the subject of the dispute and the parties (Statute, Art. 40, para. 1) and, as far as possible, specify the provision on which the jurisdiction of the Court is said to be based (Rules, Art. 38).

To date, compromissory clauses have been invoked in 70 Applications instituting proceedings.

> A list of the names of both the cases and the instruments concerned can be found in Annex 7 of the present *Annuaire-Yearbook* (p. 125).

(c) *Declarations recognizing the jurisdiction of the Court as compulsory*

Article 36, paragraph 2, of the Statute sets out a third means by which States may recognize the Court's jurisdiction. It provides that a State may at any time declare that it recognizes as compulsory, in relation to any other State accepting the same obligation, the jurisdiction of the Court in all legal disputes concerning:

(a) the interpretation of a treaty;

(b) any question of international law;

(c) the existence of any fact which, if established, would constitute a breach of an international obligation;

(d) the nature or extent of the reparation to be made for the breach of an international obligation.

Paragraph 3 of the same Article states that such declarations may be made unconditionally or with reservations.

When a declaration recognizing the jurisdiction of the Court as compulsory is invoked, the Court is seised by means of an application.

> A list of the cases in which declarations have been invoked as a basis for the Court's jurisdiction can be found in Annex 7 of the present *Annuaire-Yearbook*.

Declarations recognizing the jurisdiction of the Court as compulsory under Article 36, paragraph 2, of the Statute are filed with the Secretary-General of the United Nations and published in the *United Nations Treaty Series*. They are also reproduced in

[6] The relevant provisions of the instruments governing the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice were reproduced by the PCIJ, in 1932, in its *Collection of Texts Governing the Jurisdiction of the Court (P.C.I.J., Series D, No. 6,* fourth edition) and subsequently in Chapter X of its *Annual Reports (P.C.I.J., Series E, Nos. 8-16).*

Elles sont également reproduites dans l'*Annuaire-Yearbook* correspondant à l'année au cours de laquelle elles ont été faites, ainsi que sur le site Internet de la Cour (onglet « Compétence »)[7].

Au 31 juillet 2015, 72 déclarations avaient ainsi été déposées (54 étant assorties de réserves)[8]. La dernière en date est celle de la Roumanie (23 juin 2015).

Il convient de noter que, par application du paragraphe 5 de l'article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice, les déclarations faites sous le régime du Statut de la Cour permanente de Justice internationale qui ne sont pas devenues caduques ou n'ont pas été retirées sont considérées comme comportant acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice pour la durée restant à courir d'après ces déclarations et conformément à leurs termes. Ces déclarations, qui sont actuellement au nombre de six, sont également publiées sur le site Internet de la Cour[9].

d) Forum prorogatum

Outre les trois modes susmentionnés, la Cour peut également être saisie d'une affaire par la voie dite du *forum prorogatum*. Le paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement prévoit le cas où un Etat dépose une requête contre un autre Etat tout en reconnaissant que celui-ci n'a pas reconnu la compétence de la Cour au moment du dépôt et en l'invitant à le faire. L'Etat contre lequel la requête est ainsi formée a alors la possibilité d'accepter cette compétence. L'instance n'est réputée introduite qu'à la date de cette acceptation.

A ce jour, 17 requêtes de ce type ont été déposées. Dans deux cas seulement, l'Etat contre lequel la requête avait été formée a accepté la compétence de la Cour. Cela s'est produit en avril 2003 en l'affaire relative à *Certaines procédures pénales engagées en France (République du Congo c. France)* et en août 2006 en l'affaire relative à *Certaines questions concernant l'entraide judiciaire en matière pénale (Djibouti c. France)*.

> L'annexe 8 au présent *Annuaire-Yearbook* (p. 139) offre de plus amples informations sur cette question.

La requête la plus récente présentée sur ce fondement est celle que l'Argentine a déposée le 17 août 2014 contre les Etats-Unis d'Amérique.

Il convient de rappeler que, avant l'introduction du paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement (le 1er juillet 1978), la Cour traitait les requêtes fondées sur le *forum prorogatum* comme toute autre requête qui lui était adressée : le Greffe procédait aux notifications habituelles et l'« affaire » était inscrite au rôle général de la Cour. Elle ne pouvait en être rayée que si l'Etat défendeur refusait de manière explicite la compétence de la Cour pour en connaître. Cette dernière était par conséquent amenée à rendre des ordonnances à seule fin de rayer ces « affaires » du rôle. Ainsi que le rappelle l'annexe 8, la Cour a déclaré en huit occasions qu'elle ne pouvait pas donner suite aux requêtes qui lui avaient été soumises, faute d'acceptation de sa compétence par l'Etat défendeur.

---

[7] Ces deux dernières publications n'ont qu'une valeur illustrative.

[8] Depuis 1951, 15 autres déclarations relatives à la compétence de la Cour internationale de Justice, soit faites expressément, soit relevant du paragraphe 5 de l'article 36 du Statut de la Cour, ont expiré, ont été retirées ou sont parvenues à échéance et n'ont pas été renouvelées. Elles émanaient des Etats suivants : Afrique du Sud, Bolivie, Brésil, Chine, Colombie, El Salvador, Etats-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Iran, Israël, Nauru, Serbie-et-Monténégro, Thaïlande et Turquie.

[9] Cette dernière publication n'a qu'une valeur illustrative.

the *Annuaire-Yearbook* for the year in which they were made and on the Court's website (under "Jurisdiction")[7].

As of 31 July 2015, 72 such declarations had been deposited (54 with reservations)[8]. The most recent of these was deposited by Romania (23 June 2015).

It should be noted that, in view of the provisions of Article 36, paragraph 5, of the Statute of the International Court of Justice, the texts of declarations made under the Statute of the Permanent Court of International Justice which have not lapsed or been withdrawn shall be deemed to be acceptances of the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice for the period which they still have to run and in accordance with their terms. There are currently six such declarations, which can also be found on the Court's website[9].

(d) Forum prorogatum

In addition to the three ways set out above, a case may also be brought before the Court under the so-called *forum prorogatum* rule. Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court makes provision for a State to file an application against another State, in the knowledge that that State has not recognized the Court's jurisdiction at the time of the filing and inviting it to do so. The State against which the application has been made then has the possibility of accepting that jurisdiction. Proceedings are only considered instituted as from the date of that acceptance.

To date, 17 such Applications have been filed. In only two cases has the Court's jurisdiction been accepted by the respondent party: in April 2003 in the case concerning *Certain Criminal Proceedings (Republic of the Congo* v. *France)*, and in August 2006 in the case concerning *Certain Questions of Mutual Assistance in Criminal Matters (Djibouti* v. *France)*.

> Further details can be found in Annex 8 of the present *Annuaire-Yearbook* (p. 139).

The most recent Application to be submitted in this way was that filed by Argentina on 17 August 2014 against the United States of America.

It should be recalled however that, prior to the introduction of Article 38, paragraph 5, of the Rules (on 1 July 1978), applications based on *forum prorogatum* were dealt with by the Court in the same way as any other application submitted to it: the Registry carried out the usual notifications and the "case" was entered in the Court's General List. It could only be removed from the List if the respondent State explicitly refused to consent to the Court's jurisdiction to entertain it; the Court was then required to make an order for the sole purpose of removing the "case" from the List. As Annex 8 shows, the Court has on eight occasions declared itself unable to entertain a case submitted to it because the respondent State has refused to consent to its jurisdiction.

[7] In these two instances, the declarations are published for information purposes only.

[8] Since 1951, 15 other declarations relating to the jurisdiction of the International Court of Justice, either expressly or by virtue of Article 36, paragraph 5, of the Statute, have expired, been withdrawn or been terminated without being subsequently replaced. These were the declarations of the following States: Bolivia, Brazil, China, Colombia, El Salvador, France, Guatemala, Iran, Israel, Nauru, Serbia and Montenegro, South Africa, Thailand, Turkey and the United States of America.

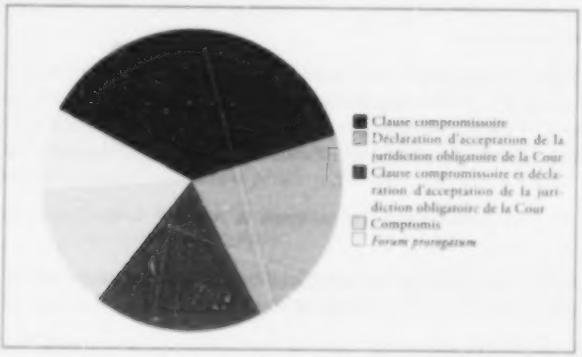
[9] These declarations are published on the Court's website for information purposes only.

En l'affaire du *Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)*, la Cour a estimé, suite au dépôt de la requête du Royaume-Uni, qu'elle avait compétence sur la base de l'acceptation, par l'Albanie, de la recommandation du Conseil de sécurité tendant à ce que les deux pays soumettent leur différend à la Cour (arrêt sur l'exception préliminaire du 25 mars 1948). Immédiatement après le prononcé de l'arrêt sur l'exception préliminaire, les Parties ont notifié à la Cour un compromis.

*

Au 31 juillet 2015, la Cour a été saisie de 135 affaires contentieuses, dont 17 lui ont été soumises par compromis et 9 sur le fondement d'une disposition particulière de son Statut ou d'un arrêt rendu par elle (la Cour a ainsi été saisie de 5 demandes en interprétation, de 3 demandes en revision et de 1 «demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des *Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)*»). Les 108 autres affaires lui ont été soumises par requête : 47 étaient exclusivement fondées sur une clause compromissoire, 28 exclusivement sur une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour, 23 sur les deux et 11 sur la règle dite du *forum prorogatum*.

Les modes de saisine de la Cour examinés ci-dessus se répartissent donc comme suit :



3. Observations relatives à la compétence

a) *La Cour se prononce sur sa propre compétence*

Il arrive que la compétence de la Cour soit contestée (voir ci-après, p. 79). Le paragraphe 6 de l'article 36 du Statut dispose que, en pareil cas, la Cour décide.

b) *Compétence de la Cour après le prononcé d'un arrêt*

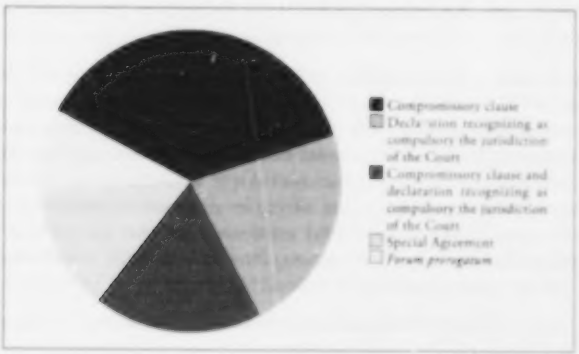
Les arrêts de la Cour sont définitifs et sans recours. Il se peut toutefois qu'une contestation naisse entre les Etats concernés s'agissant du sens ou de la portée d'un arrêt rendu, entraînant la nécessité de l'interpréter. De même, la découverte, après le prononcé d'un arrêt, d'un fait décisif qui existait avant ce prononcé peut requérir que l'arrêt en cause soit revisé. La procédure suivie en la matière et les conditions posées sont présentées ci-après (voir p. 82).

In the *Corfu Channel* case *(United Kingdom* v. *Albania)*, following the filing of an Application by the United Kingdom, the Court found that it had jurisdiction on the basis of Albania's acceptance of the Security Council's recommendation that the two States should refer their dispute to the Court (Judgment on the preliminary objection, 25 March 1948). Immediately after the delivery of the Judgment on the preliminary objection, the Parties notified to the Court a special agreement.

*

As of 31 July 2015, the Court has been seised of 135 contentious cases, of which 17 were submitted by special agreement and 9 on the basis of a particular provision of the Statute or of a Judgment of the Court; it has thus received 5 requests for interpretation, 3 applications for revision and 1 "request for an examination of the situation in accordance with paragraph 63 of the Court's Judgment of 20 December 1974 in the *Nuclear Tests (New Zealand* v. *France)* case". The other 108 were submitted by means of an application: 47 have relied solely on a compromissory clause, 28 solely on a declaration recognizing the Court's jurisdiction as compulsory, 23 on both a compromissory clause and a declaration, and 11 on the so-called *forum prorogatum* rule.

The ways in which the Court, as discussed above, can thus be broken down as follows:



3. Remarks concerning jurisdiction

(a) *The Court itself decides any question as to its jurisdiction*

The Court's jurisdiction may be disputed (see below, p. 79). Article 36, paragraph 6, of the Statute provides that, in the event of such a dispute, the matter shall be settled by the decision of the Court.

(b) *Jurisdiction of the Court after delivery of a judgment*

The Court's judgments are binding and without appeal. However, a dispute may arise between the States concerned as to the meaning or scope of a judgment, requiring it to be interpreted. Similarly, the discovery, after the delivery of a judgment, of a decisive fact that existed before that delivery may call for the judgment in question to be revised. The procedure followed in such instances and the conditions to be fulfilled are described below (see p. 82).

B. Compétence en matière consultative

1. Présentation générale

Aux termes de l'article 65 du Statut, la Cour peut donner un avis consultatif sur une question juridique, à la demande de tout organe ou institution autorisé par la Charte des Nations Unies ou conformément à ses dispositions à demander un tel avis.

La Charte dispose, en son article 96, paragraphe 1, que l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité peuvent demander à la Cour un avis consultatif sur toute question juridique. Il est en outre précisé, dans le paragraphe 2 du même article, que:

> « [t]ous autres organes de l'Organisation et institutions spécialisées qui peuvent, à un moment quelconque, recevoir de l'Assemblée générale une autorisation à cet effet ont également le droit de demander à la Cour des avis consultatifs sur des questions juridiques qui se poseraient dans le cadre de leur activité ».

Les questions sur lesquelles l'avis est demandé doivent être formulées en termes précis dans une *requête pour avis consultatif*.

2. Entités admises à saisir la Cour en matière consultative

A ce jour, six organes des Nations Unies et 16 institutions spécialisées ou organisation apparentée ont qualité pour demander des avis consultatifs[10].

Les cas précis dans lesquels ces diverses institutions peuvent recourir à la compétence consultative de la CIJ sont prévus par leurs actes constitutifs, constitutions ou statuts, ou par des conventions ou accords particuliers. Le tableau ci-après précise le nom des organes et institutions ayant qualité pour demander des avis consultatifs ainsi que les instruments pertinents. Ce tableau tient compte, pour autant que le Greffe en soit informé, des éventuels amendements aux textes cités ayant affecté les dispositions relatives à la compétence de la Cour[11]. En tout, 26 demandes ont été soumises à la Cour, qui a donné 27 avis[12]. Les organes ou institutions qui ont effectivement demandé des avis consultatifs depuis 1946 sont précédés par un astérisque dans le tableau ci-après.

La liste détaillée des avis demandés figure à l'annexe 19 (voir p. 164).

[10] Il est rappelé à cet égard ce qui suit: i) l'Organisation internationale pour les réfugiés, qui avait été autorisée à demander à la Cour des avis consultatifs, a cessé ses fonctions en 1952; ii) la charte de La Havane instituant une organisation internationale du commerce, qui prévoit la compétence de la Cour en matière consultative, n'est pas entrée en vigueur; iii) par sa résolution 957 (X) du 8 novembre 1955, l'Assemblée générale, amendant le Statut du Tribunal administratif des Nations Unies (art. 11), avait autorisé le comité chargé des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif des Nations Unies à demander des avis consultatifs à la Cour; par sa résolution 50/54 du 11 décembre 1995, l'Assemblée générale a décidé de modifier de nouveau le statut du Tribunal, notamment en supprimant l'article 11 en ce qui concerne les jugements rendus après le 31 décembre 1995.

[11] Ce tableau a été établi à des fins exclusivement illustratives. L'inclusion ou l'omission de tel ou tel texte ne saurait être considérée comme l'indication des vues du Greffe sur sa nature, sa portée ou sa validité.

[12] La liste chronologique des procédures consultatives figure à l'annexe 1 ci-après (voir p. 106). Dans le cadre de l'une de ces procédures, à savoir celle relative à la demande en *Interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie*, la Cour a donné son avis en deux temps (le 30 mars 1950 (première phase) et le 18 juillet 1950 (deuxième phase)).

B. Advisory Jurisdiction

1. General overview

By virtue of Article 65 of the Statute, the Court may give an advisory opinion on a legal question at the request of whatever body may be authorized by or in accordance with the Charter of the United Nations to make such a request.

Article 96, paragraph 1, of the Charter provides that advisory opinions may be asked of the Court by the General Assembly or the Security Council on any legal question. Paragraph 2 of this Article adds:

> "[o]ther organs of the United Nations and specialized agencies, which may at any time be so authorized by the General Assembly, may also request advisory opinions of the Court on legal questions arising within the scope of their activities".

An exact statement of the questions upon which the advisory opinion is asked must be contained in a *request for an advisory opinion*.

2. Entities entitled to seek an advisory opinion of the Court

Six United Nations organs and 16 specialized agencies and related organization are at present authorized to request advisory opinions[10].

The precise circumstances in which these various institutions may avail themselves of the ICJ's advisory jurisdiction are specified either in their constitutive acts, constitutions or statutes, or in specific conventions or agreements. The following table lists the names of the organs and agencies entitled to ask for advisory opinions and the relevant instruments. This table takes into account, so far as the Registry is informed of them, any amendments to those instruments which have affected their provisions concerning the jurisdiction of the Court[11] In total, 26 requests have been submitted to the Court, which has given 27 advisory opinions[12]. Those organs and agencies that have asked for advisory opinions since 1946 are indicated by an asterisk in the following table.

A detailed list of the opinions requested can be found in Annex 19 (see p. 164).

[10] It is recalled in this respect that: (i) the International Refugee Organization, which had been authorized to request advisory opinions of the Court, ceased to exist in 1952; (ii) the Havana Charter for an International Trade Organization, which provides for the jurisdiction of the Court in proceedings in regard to advisory opinions, has not entered into force; (iii) by resolution 957 (X) of 8 November 1955 the General Assembly, amending the Statute of the United Nations Administrative Tribunal (Art. 11), authorized the Committee on Applications for Review of Judgements of the United Nations Administrative Tribunal to request advisory opinions of the International Court of Justice; by resolution 50/54 of 11 December 1995, the General Assembly amended the Tribunal's Statute again, *inter alia* deleting Article 11 with respect to judgments rendered after 31 December 1995.

[11] This table has been produced for illustrative purposes only. The inclusion or omission of any instrument should not be regarded as an indication of any view entertained by the Registry regarding the nature, scope or validity of the instrument in question.

[12] A chronological list of advisory proceedings can be found in Annex 1 (see p. 106). In the case concerning *Interpretation of Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Romania*, the Court gave its opinion in two phases (30 March 1950 (First Phase) and 18 July 1950 (Second Phase)).

Organe/institution	Instrument prévoyant la compétence de la Cour
	Organes des Nations Unies
**Assemblée générale*	Charte, art. 96, par. 1
**Conseil de sécurité*	Charte, art. 96, par. 1
**Conseil économique et social*	Résolution 89 (I) de l'Assemblée générale, 11 décembre 1946
Conseil de tutelle	Résolution 171 (II) de l'Assemblée générale, 14 novembre 1947, par. B
Commission intérimaire de l'Assemblée générale	Résolution 196 (III) de l'Assemblée générale, 3 décembre 1948, par. 3. Le mandat de la Commission intérimaire a été prorogé sans limite de durée par la résolution de l'Assemblée générale 295 (IV) du 21 novembre 1949 dont le paragraphe 3 confirme l'autorisation accordée à la Commission de demander des avis consultatifs à la Cour.
	Autres textes pertinents en ce qui concerne l'Organisation des Nations Unies
	Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, approuvée par l'Assemblée générale le 13 février 1946, art. VIII, sect. 30 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 4, vol. 1)
	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique relatif au siège de l'Organisation, 26 juin 1947, art. VIII, sect. 21 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 147, vol. 11)
	Accord entre le Gouvernement chilien et la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine relatif au fonctionnement du siège de la Commission au Chili, 16 février 1953, art. XI, sect. 21 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 4541, vol. 314)
	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et la Thaïlande relatif au siège de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient en Thaïlande, 26 mai 1954, art. XIII, sect. 26 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 3703, vol. 260)
	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Ethiopie relatif au siège de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, 18 juin 1958, art. IX (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 4597, vol. 317)
	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Japon relatif au siège de l'Université des Nations Unies, 14 mai 1976, sect. 22 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 14839, vol. 1009)
	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et la Grèce relatif au siège du groupe de coordination du Plan d'action pour la Méditerranée, 11 février 1982, sect. 26 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 20736, vol. 1261)

Text governing the jurisdiction of the Court	Organ/Agency
United Nations organs	
Charter, Art. 96, para. 1	**General Assembly*
Charter, Art. 96, para. 1	**Security Council*
Resolution 89 (I) of the General Assembly, 11 December 1946	**Economic and Social Council*
Resolution 171 (II) of the General Assembly, 14 November 1947, para. B	**Trusteeship Council*
Resolution 196 (III) of the General Assembly, 3 December 1948, para. 3. The mandate of the Interim Committee was extended indefinitely by resolution 295 (IV) of the General Assembly of 21 November 1949, paragraph 3 of which preserved its authority to request advisory opinions of the Court.	*Interim Committee of the General Assembly*
Other relevant texts for the United Nations	
Convention on the privileges and immunities of the United Nations, adopted by the General Assembly on 13 February 1946, Art. VIII, Sec. 30 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 4, Vol. 1)	
Agreement between the United Nations and the United States of America regarding the Headquarters of the United Nations, 26 June 1947, Art. VIII, Sec. 21 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 147, Vol. 11)	
Agreement between Chile and the United Nations Economic Commission for Latin America regulating conditions for the operation, in Chile, of the Headquarters of the Commission, 16 February 1953, Art. XI, Sec. 21 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 4541, Vol. 314)	
Agreement between the United Nations and Thailand relating to the Headquarters of the Economic Commission for Asia and the Far East in Thailand, 26 May 1954, Art. XIII, Sec. 26 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 3703, Vol. 260)	
Agreement between the United Nations and Ethiopia regarding the Headquarters of the United Nations Economic Commission for Africa, 18 June 1958, Art. IX (United Nations, *Treaty Series*, I No. 4597, Vol. 317)	
Agreement between the United Nations and Japan regarding the Headquarters of the United Nations University, 14 May 1976, Sec. 22 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 14839, Vol. 1009)	
Agreement between the United Nations and Greece regarding the Headquarters of the Co-ordinating Unit for the Mediterranean Action Plan, 11 February 1982, Sec. 26 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 20736, Vol. 1261)	

Organe/institution	Instrument prévoyant la compétence de la Cour
	Institutions spécialisées
Texte général	Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 novembre 1947, art. VII, sect. 24, et art. IX, sect. 32 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 521, vol. 33)
Organisation internationale du Travail (OIT)	Instrument pour l'amendement de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, 9 octobre 1946, art. 29, 31-34 et 37 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 229, vol. 15)
	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation internationale du Travail, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1946, art. IX (Nations Unies, *Recueil des traités*, II n° 9, vol. 1)
	Statut du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail, adopté par la conférence internationale du travail le 9 octobre 1946 et modifié par la conférence le 29 juin 1949, art. XII[13]
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	Acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 16 octobre 1945, amendé en 1957, art. XVII (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Textes fondamentaux*, vol. I, 1968)
	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1946, art. IX (Nations Unies, *Recueil des traités*, II n° 10, vol. 1)
	Conditions d'engagement du directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture : recommandation de la conférence de l'Organisation, 27 octobre 1945, par. 3 (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Rapport de la première session de la conférence*, 16 octobre-1er novembre 1945)
* *Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)*	Convention créant une Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 16 novembre 1945, art. V, par. 11 (adopté en 1952), et XIV, par. 2 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 52, vol. 4)[14]

[13] Ce tribunal, auquel ont accès les fonctionnaires de l'Organisation internationale du Travail ou leurs ayants droit, a vu également reconnaître sa juridiction par les organisations internationales ci-après, qui sont qualifiées pour demander des avis consultatifs : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la Santé, Union internationale des télécommunications, Fonds international de développement agricole, Organisation météorologique mondiale, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Agence internationale de l'énergie atomique.

[14] Voir aussi le règlement intérieur de la conférence générale de l'UNESCO (art. 33) et le protocole du 10 décembre 1962 instituant une commission de conciliation et de bons offices chargée de rechercher la solution des différends qui naîtraient entre Etats parties à la convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (art. 18) (doc. UNESCO 12C/Résolutions).

Text governing the jurisdiction of the Court	Organ/Agency
Specialized Agencies	
Convention on the privileges and immunities of specialized agencies approved by the General Assembly of the United Nations on 21 November 1947, Art. VII, Sec. 24, and Art. IX, Sec. 32 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 521, Vol. 33)	General instrument
Instrument for the amendment of the Constitution of the International Labour Organization, 9 October 1946, Arts. 29, 31-34 and 37 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 229, Vol. 15)	*International Labour Organization (ILO)*
Agreement between the United Nations and the International Labour Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 14 December 1946, Art. IX (United Nations, *Treaty Series*, II No. 9, Vol. 1)	
Statute of the Administrative Tribunal of the International Labour Organization, adopted by the International Labour Conference on 9 October 1946 and modified by the Conference on 29 June 1949, Art. XII[13]	
Constitution of the Food and Agriculture Organization of the United Nations, 16 October 1945, as amended in 1957, Art. XVII (Food and Agriculture Organization of the United Nations, *Basic Texts*, Vol. I, 1968)	*Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)*
Agreement between the United Nations and the Food and Agriculture Organization of the United Nations, approved by the General Assembly of the United Nations on 14 December 1946, Art. IX (United Nations, *Treaty Series*, II No. 10, Vol. 1)	
Terms of appointment of the Director General of the Food and Agriculture Organization of the United Nations: recommendation by the Conference of the Organization, 27 October 1945, para. 3 (Food and Agriculture Organization of the United Nations, *Report of the First Session of the Conference*, 16 October-1 November 1945)	
Constitution of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, 16 November 1945, Arts. V, para. 11 (adopted in 1952), and XIV, para. 2 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 52, Vol. 4)[14]	* *United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)*

[13] The jurisdiction of this Tribunal, which is open to officials of the International Labour Organization or other persons claiming under the terms of appointment of an official, has been recognized also by the following international organizations, which are authorized to request advisory opinions: Food and Agriculture Organization of the United Nations; United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization; World Health Organization; International Telecommunication Union; International Fund for Agricultural Development; World Meteorological Organization; World Intellectual Property Organization; United Nations Industrial Development Organization; International Atomic Energy Agency.

[14] See also Rules of Procedure of the General Conference of UNESCO (Rule 33) and the Protocol of 10 December 1962 instituting a Conciliation and Good Offices Commission to be responsible for seeking the settlement of any disputes which may arise between States parties to the Convention against Discrimination in Education (Art. 18) (UNESCO document 12C/Resolutions).

Organe/institution	Instrument prévoyant la compétence de la Cour
	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1946, sous sa forme revisée approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 8 décembre 1962, art. X[15] (Nations Unies, *Recueil des traités*, II n° 11, vol. 1 ; *ibid.*, Assemblée générale, résolution 1786 (XVII))
	Accord entre l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et la France relatif au siège de l'UNESCO et à ses privilèges et immunités sur le territoire français, 2 juillet 1954, art. 29 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 5103, vol. 357)
* *Organisation mondiale de la Santé (OMS)*	Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé, 22 juillet 1946, art. 75-77 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 221, vol. 14)
	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale de la Santé, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 novembre 1947, art. X (Nations Unies, *Recueil des traités*, II n° 115, vol. 19)
Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 novembre 1947, art. VIII (Nations Unies, *Recueil des traités*, II n° 109, vol. 16)
Société financière internationale (SFI)	Accord concernant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la Société financière internationale, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 février 1957, par. I (Nations Unies, *Recueil des traités*, II n° 546, vol. 265)
Association internationale de développement (AID)	Accord concernant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Association internationale de développement, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 27 mars 1961, art. I (Nations Unies, *Recueil des traités*, II n° 582, vol. 394)
Fonds monétaire international (FMI)	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds monétaire international, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 novembre 1947, art. VIII (Nations Unies, *Recueil des traités*, II n° 108, vol. 16)
Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)	Convention relative à l'aviation civile internationale, 7 décembre 1944, art. 84-86 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 10612, vol. 740 ; Organisation de l'aviation civile internationale, convention relative à l'aviation civile internationale, 1969)
	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'aviation civile internationale, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1946, art. X (Nations Unies, *Recueil des traités*, II n° 45, vol. 8)

[15] Art. XI avant la revision de 1962.

Text governing the jurisdiction of the Court	Organ/Agency
Agreement between the United Nations and the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 14 December 1946, as revised and approved by the General Assembly of the United Nations on 8 December 1962, Art. X[15] (United Nations, *Treaty Series*, II No. 11, Vol. 1; *ibid.*, General Assembly, resolution 1786 (XVII))	
Agreement between the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization and France regarding the Headquarters of UNESCO and the privileges and immunities of the Organization on French territory, 2 July 1954, Art. 29 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 5103, Vol. 357)	
Constitution of the World Health Organization, 22 July 1946, Arts. 75-77 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 221, Vol. 14)	* *World Health Organization (WHO)*
Agreement between the United Nations and the World Health Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 15 November 1947, Art. X (United Nations, *Treaty Series*, II No. 115, Vol. 19)	
Agreement between the United Nations and the International Bank for Reconstruction and Development, approved by the General Assembly of the United Nations on 15 November 1947, Art. VIII (United Nations, *Treaty Series*, II No. 109, Vol. 16)	*International Bank for Reconstruction and Development (IBRD)*
Agreement on relationship between the United Nations and the International Finance Corporation, approved by the General Assembly of the United Nations on 20 February 1957, para. 1 (United Nations, *Treaty Series*, II No. 546, Vol. 265)	*International Finance Corporation (IFC)*
Agreement on relationship between the United Nations and the International Development Association, approved by the General Assembly of the United Nations on 27 March 1961, Art. I (United Nations, *Treaty Series*, II No. 582, Vol. 394)	*International Development Association (IDA)*
Agreement between the United Nations and the International Monetary Fund, approved by the General Assembly of the United Nations on 15 November 1947, Art. VIII (United Nations, *Treaty Series*, II No. 108, Vol. 16)	*International Monetary Fund (IMF)*
Convention on International Civil Aviation, 7 December 1944, Arts. 84-86 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 10612, Vol. 740; International Civil Aviation Organization, Convention on International Civil Aviation, 1969)	*International Civil Aviation Organization (ICAO)*
Agreement between the United Nations and the International Civil Aviation Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 14 December 1946, Art. X (United Nations, *Treaty Series*, II No. 45, Vol. 8)	

[15] Art. XI before the revision of 1962.

Organe/institution	Instrument prévoyant la compétence de la Cour
	Accord entre l'Organisation de l'aviation civile internationale et le Canada relatif au siège de l'Organisation, 14 avril 1951, art. VII, sect. 31 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 1335, vol. 96)
Union internationale des télécommunications (UIT)	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 novembre 1947, art. VII (Nations Unies, *Recueil des traités*, II n° 175, vol. 30)
Organisation météorologique mondiale (OMM)	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation météorologique mondiale, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 décembre 1951, art. VII (Nations Unies, *Recueil des traités*, II n° 415, vol. 123)
* *Organisation maritime internationale (OMI)*[16]	Convention relative à la création d'une organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, 6 mars 1948, entrée en vigueur le 17 mars 1958, art. 55-56 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 4214, vol. 289). Depuis le 22 mai 1982, l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI) a pris le nom d'Organisation maritime internationale (OMI) ; le titre de la convention de 1948 a été modifié en conséquence et ses articles 55 et 56 sont devenus les articles 69 et 70
	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 18 novembre 1948, entré en vigueur le 13 janvier 1959, art. IX (Nations Unies, *Recueil des traités*, II n° 553, vol. 324)
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 17 décembre 1974, art. 12 (Nations Unies, *Recueil des traités*, II n° 729)
* *Fonds international de développement agricole (FIDA)*	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds international de développement agricole, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 décembre 1977, art. XIII (Nations Unies, *Recueil des traités*, II n° 806, vol. 1080)
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	Acte consultatif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, 8 avril 1979, art. 22 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 23432, vol. 1401)
	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 17 décembre 1985, art. 12

[16] Dénommée précédemment Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.

Text governing the jurisdiction of the Court	Organ/Agency
Agreement between the International Civil Aviation Organization and Canada regarding the Headquarters of the Organization, 14 April 1951, Art. VII, Sec. 31 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 1335, Vol. 96)	
Agreement between the United Nations and the International Telecommunication Union, approved by the General Assembly of the United Nations on 15 November 1947, Art. VII (United Nations, *Treaty Series*, II No. 175, Vol. 30)	*International Telecommunication Union (ITU)*
Agreement between the United Nations and the World Meteorological Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 20 December 1951, Art. VII (United Nations, *Treaty Series*, II No. 415, Vol. 123)	*World Meteorological Organization (WMO)*
Convention on the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization, 6 March 1948, entered into force on 17 March 1958, Arts. 55 and 56 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 4214, Vol. 289). As from 22 May 1982, the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization (IMCO) became the International Maritime Organization (IMO); the name of the organization was changed in the title of the 1948 Convention and the relevant Articles of the Convention were renumbered 69 and 70	* *International Maritime Organization (IMO)*[*]
Agreement between the United Nations and the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 18 November 1948, entered into force on 13 January 1959, Art. IX (United Nations, *Treaty Series*, II No. 553, Vol. 324)	
Agreement between the United Nations and the World Intellectual Property Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 17 December 1974, Art. 12 (United Nations, *Treaty Series*, II No. 729)	*World Intellectual Property Organization (WIPO)*
Agreement between the United Nations and the International Fund for Agricultural Development, approved by the General Assembly of the United Nations on 15 December 1977, Art. XIII (United Nations, *Treaty Series*, II No. 806, Vol. 1080)	* *International Fund for Agricultural Development (IFAD)*
Constitution of the United Nations Industrial Development Organization, 8 April 1979, Art. 22 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 23432, Vol. 1401)	*United Nations Industrial Development Organization (UNIDO)*
Agreement between the United Nations Organization and the United Nations Industrial Development Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 17 December 1985, Art. 12	

[*] Formerly known as the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization (IMCO).

Organe/institution	Instrument prévoyant la compétence de la Cour
	Organisation apparentée
Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)	Statut de l'Agence internationale de l'énergie atomique, 26 octobre 1956, art. XVII (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 3988, vol. 276)
	Accord régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Agence internationale de l'énergie atomique, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 novembre 1957, art. X (Nations Unies, *Recueil des traités*, II n° 548, vol. 281)
	Autorisation habilitant l'Agence internationale de l'énergie atomique à demander des avis consultatifs à la Cour internationale de Justice, résolution 1146 (XII) de l'Assemblée générale des Nations Unies, 14 novembre 1957
	Accord sur les privilèges et immunités de l'Agence internationale de l'énergie atomique, approuvé par le Conseil des gouverneurs de l'Agence le 1er juillet 1959, art. X, sect. 34 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 5334, vol. 374)
	Accord entre l'Agence internationale de l'énergie atomique et l'Iraq, le Liban, la Libye, la République arabe unie, la Tunisie, etc., portant création, au Caire, d'un centre régional d'isotopes radioactifs pour le Moyen-Orient, destiné aux pays arabes, approuvé par le Conseil des gouverneurs de l'Agence le 14 septembre 1962, art. XVI (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 7236, vol. 494)
	Accord d'assistance mutuelle exceptionnelle entre les pays nordiques en cas d'accidents impliquant des dommages dus aux rayonnements, signé le 17 octobre 1963 par l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède, art. IX (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 7585, vol. 525)

Afin d'être éclairée sur la question qui lui est soumise, la Cour a la faculté d'organiser une procédure écrite et/ou orale. Comme il est exposé de manière plus détaillée ci-après (voir p. 83), les demandes d'avis consultatif donnent généralement lieu à une procédure écrite puis orale à laquelle sont invités à participer les Etats et organisations internationales que la Cour estime à même de lui fournir des renseignements sur la question qui lui est posée[17]. La Cour les informe, par communication spéciale et directe, qu'elle est disposée à recevoir des exposés écrits (et, le cas échéant, des observations écrites sur ces exposés) dans un délai donné ou à entendre des exposés oraux au cours d'une audience publique tenue à cet effet.

[17] Dans les circonstances spéciales de la procédure consultative relative aux *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé*, la Cour a décidé que la Palestine pouvait également déposer un exposé écrit et participer à la procédure orale. De même, dans le cadre de la procédure consultative consacrée à la question de la *Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo*, la Cour a décidé que les auteurs de la déclaration unilatérale d'indépendance pouvaient déposer une contribution écrite, suivie d'une autre contribution écrite contenant leurs observations sur les exposés écrits reçus des Etats, et participer à la procédure orale.

Text governing the jurisdiction of the Court	Organ/Agency
Related Organization	
Statute of the International Atomic Energy Agency, 26 October 1956, Art. XVII (United Nations, *Treaty Series*, I No. 3988, Vol. 276)	*International Atomic Energy Agency (IAEA)*
Agreement concerning the relationship between the United Nations and the International Atomic Energy Agency, approved by the General Assembly of the United Nations on 14 November 1957, Art. X (United Nations, *Treaty Series*, II No. 548, Vol. 281)	
Authorization to the International Atomic Energy Agency to request advisory opinions of the International Court of Justice, resolution 1146 (XII) of the General Assembly of the United Nations, 14 November 1957	
Agreement on the privileges and immunities of the International Atomic Energy Agency, approved by the Board of Governors of the Agency on 1 July 1959, Art. X, Sec. 34 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 5334, Vol. 374)	
Agreement between the International Atomic Energy Agency and Iraq, Lebanon, Libya, Tunisia, United Arab Republic, etc., for the establishment in Cairo of a Middle Eastern Regional Radioisotope Centre for the Arab Countries, approved by the Board of Governors of the Agency on 14 September 1962, Art. XVI (United Nations, *Treaty Series*, I No. 7236, Vol. 494)	
Nordic Mutual Emergency Assistance Agreement in connection with radiation accidents, signed on 17 October 1963 by the International Atomic Energy Agency, Denmark, Finland, Norway and Sweden, Art. IX (United Nations, *Treaty Series*, I No. 7585, Vol. 525)	

•

In order to be as fully informed as possible on the question submitted to it, the Court is empowered to conduct written and/or oral proceedings. As is explained in more detail below (see p. 83), advisory opinions generally give rise to both written and oral proceedings, in which States and international organizations that the Court considers likely to be able to furnish information on the question submitted to it are invited to participate[17]. The Court notifies them by means of a special direct communication that it is prepared to receive, within a specified time-limit, written statements relating to the question (and, if necessary, written observations on those statements), or to hear oral statements at a public sitting held for the purpose.

[17] In the special circumstances of the case concerning the *Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory*, the Court decided that Palestine might also file a written statement and participate in the oral proceedings. Similarly, in the case concerning *Accordance with International Law of the Unilateral Declaration of Independence in Respect of Kosovo*, the Court decided that the authors of the unilateral declaration of independence could file a written contribution, followed by a second written contribution containing their comments on the written statements received from States, and participate in the oral proceedings.

Au 31 juillet 2015, les dix organisations suivantes ont ainsi participé à des procédures consultatives :

FIDA	ONU
Ligue des Etats arabes	Organisation de la Conférence islamique
OEA	OUA
OIT	UNESCO
OMS	Union européenne[*]

En outre, 116 Etats, dont les noms figurent à la page 72, ont présenté des exposés écrits et/ou oraux dans le cadre de procédures consultatives (voir également l'annexe 19, p. 164).

Ces Etats apparaissent sur le croquis dépliant qui figure à droite de la page 72.

C. Fonctions occasionnellement confiées au président de la Cour

1. Actes internationaux prévoyant la désignation d'arbitres ou autres

Un grand nombre d'actes internationaux prévoient que, dans certaines circonstances, les parties contractantes demanderont au président de la Cour de désigner des arbitres, un surarbitre, des membres d'une commission de conciliation, etc.

Les Etats qui ont l'intention d'insérer une clause à cet effet dans un traité sont invités à demander à l'avance au président s'il serait disposé à s'acquitter éventuellement d'une telle tâche et à lui communiquer le projet de clause. Souvent, il y est prévu que, si le président est de la nationalité d'une des parties en cause, la désignation sera effectuée soit par le vice-président, soit par le plus ancien des juges qui ne se trouverait pas dans une situation semblable.

La clause dont il s'agit figure notamment dans des accords bilatéraux concernant les transports aériens, la sécurité sociale, des réparations, des garanties, des prêts, la coopération technique et la protection des investissements, dans des traités multilatéraux, dans des conventions ou accords concernant la constitution, le statut ou les privilèges et immunités d'organisations internationales, et dans des accords ou contrats conclus par des organismes internationaux avec des Etats.

2. Autres demandes de désignation d'arbitres

Le président de la Cour peut également se voir adresser des demandes de désignation d'arbitres aux termes de contrats passés entre un Etat et une personne morale de droit privé ou entre personnes morales de droit privé. Il ne saurait toutefois être appelé à remplir cette fonction en ce qui concerne les conventions d'arbitrage transnational portant sur des questions qui ne relèvent pas du droit international public.

[*] Exposé écrit présenté par l'Irlande (exerçant la présidence) au nom de l'Union européenne dans la procédure relative aux *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé*.

As of 31 July 2015, the following ten organizations have participated in advisory proceedings:

European Union[*]	OAU
IFAD	Organization of Islamic Conference
ILO	UNESCO
League of Arab States	UNO
OAS	WHO

In addition, 116 States, which are listed on page 72, have made written and/or oral statements as part of advisory proceedings before the Court (see also Annex 19, p. 164).

These States appear on the fold-out sketch-map reproduced on the right of page 72.

C. Occasional Functions Entrusted to the President of the Court

1. International instruments providing for appointment of arbitrators or others

There are many international instruments which provide that in certain eventualities the President of the Court may be requested by the contracting parties to appoint arbitrators, umpires, members of conciliation commissions, etc.

States proposing to insert such a provision in a treaty should consult the President as to his or her willingness to accept such a task, and submit the draft provision to him or her. This frequently provides that, if the President is of the nationality of one of the parties to the dispute, the appointment should be made either by the Vice-President or by the senior Member of the Court not so disqualified.

Such a provision is found, for instance, in bilateral agreements relating to air transport, social security, reparations or guarantees, loans, technical co-operation and the protection of investments; in multilateral treaties; in conventions or agreements concerning the constitution, status or privileges and immunities of international organizations; and in agreements or contracts concluded between States and international organs.

2. Other requests for appointment of arbitrators

The President of the Court may also be requested to appoint arbitrators under the terms of contracts concluded between a State and a corporation or between corporations. He cannot, however, be called upon to perform this function in regard to transnational arbitration agreements dealing with matters in which public international law does not find its place.

[*] Written statement presented by the Irish Presidency on behalf of the European Union in the case concerning the *Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory*.

Le président doit être consulté par avance et se voir soumettre le projet de contrat (ce dernier doit notamment prévoir que, si le président est de la nationalité d'une des parties au contrat, la désignation sera effectuée soit par le vice-président, soit par le plus ancien des juges qui ne se trouverait pas dans une situation semblable).

3. Désignations diverses

Le président est parfois sollicité par un Etat ou au nom d'organismes internationaux pour désigner des personnes chargées d'accomplir des tâches diverses.

De telles désignations ont été prévues, par exemple, dans des textes comme l'article 12 du protocole du 23 juin 1953 visant à limiter et à réglementer la culture du pavot, ainsi que la production, le commerce international, le commerce de gros et l'emploi de l'opium, l'article 4 du règlement d'exécution de la convention du 14 mai 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, la disposition 109.1 *a)* du règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies et l'article 9.1.1 du statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

The President must be consulted in advance and a draft contract submitted to him (this draft must *inter alia* provide that, if the President is of the same nationality as one of the parties to the contract, the appointment should be made either by the Vice-President or by the senior Member of the Court not so disqualified).

3. Other appointments

The President has also at times been requested by States or international organizations to appoint persons to fill other offices.

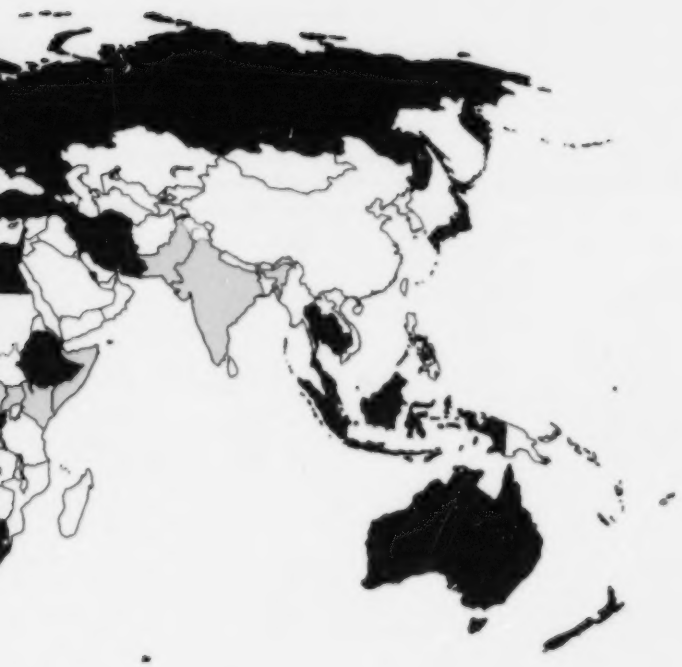
Such appointments are, for instance, provided for in texts such as Article 12 of the Protocol of 23 June 1953 for limiting and regulating the cultivation of the poppy plant, the production of, international and wholesale trade in, and use of opium, or Article 4 of the regulations for the execution of the Convention of 14 May 1954 for the protection of cultural property in the event of armed conflict or, again, Rule 109.1 *(a)* of the Staff Rules of the United Nations and Regulation 9.1.1 of the Staff Regulations of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

ÉTATS PARTIES À DES AFFAIRES CONTENTIEUSES

Etats ayant été parties à des affaires terminées
Etats parties à des affaires pendantes

Ce croquis n'est proposé qu'à titre d'illustration et de repère. La présentation des données y figurant n'implique, en particulier, de la part du Greffe aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ou quant au tracé de leurs frontières et limites.

STATES PARTIES TO CONTENTIOUS CASES



s having been parties to concluded cases
s parties to pending cases

sketch-map is for illustrative and reference purposes only. In particular, the information
ented therein implies no position on the part of the Registry as to the legal status of the
ntries, territories, towns or areas, or that of their authorities, or as to the course of their
ties or boundaries.

ÉTATS PARTIES À DES AFFAIRES CONTENTIEUSES

AFRIQUE

Afrique du Sud	Ethiopie	Nigéria
Bénin	Guinée	Ouganda
Botswana	Guinée-Bissau	Rép. démocratique du Congo
Burkina Faso	Kenya	Rwanda
Burundi	Libéria	Sénégal
Cameroun	Libye*	Somalie
Congo	Mali	Tchad
Djibouti	Namibie	Tunisie
Egypte	Niger	

AMÉRIQUES

Argentine	Costa Rica	Honduras
Bolivie (Etat plurinational de)	Dominique	Mexique
Brésil	El Salvador	Nicaragua
Canada	Equateur	Paraguay
Chili	Etats-Unis d'Amérique	Pérou
Colombie	Guatemala	Uruguay

ASIE

Bahreïn	Israël	Singapour
Cambodge	Japon	Thaïlande
Géorgie	Liban	Timor-Leste
Inde	Malaisie	Turquie
Indonésie	Pakistan	
Iran (Rép. islamique d')	Qatar	

EUROPE

Albanie	Fédération de Russie	Pays-Bas
Allemagne	Finlande	Portugal
Belgique	France	Roumanie
Bosnie-Herzégovine	Grèce	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Bulgarie	Hongrie	
Croatie	Islande	Serbie*
Danemark	Italie	Slovaquie
Espagne	Liechtenstein	Suède
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	Malte	Suisse
	Norvège	Ukraine

OCÉANIE

Australie	
Iles Marshall	
Nauru	
Nouvelle-Zélande	

* Les Etats ci-après ont changé de nom et étaient anciennement dénommés comme indiqué entre parenthèses : Libye (Jamahiriya arabe libyenne) ; Serbie (République fédérale de Yougoslavie, puis Serbie-et-Monténégro).

STATE PARTIES TO CONTENTIOUS CASES

AFRICA

Benin	Egypt	Niger
Botswana	Ethiopia	Nigeria
Burkina Faso	Guinea	Rwanda
Burundi	Guinea-Bissau	Senegal
Cameroon	Kenya	Somalia
Chad	Liberia	South Africa
Congo	Libya*	Tunisia
Democratic Rep. of the Congo	Mali	Uganda
Djibouti	Namibia	

AMERICAS

Argentina	Costa Rica	Mexico
Bolivia (Plurinational State of)	Dominica	Nicaragua
Brazil	Ecuador	Paraguay
Canada	El Salvador	Peru
Chile	Guatemala	United States of America
Colombia	Honduras	Uruguay

ASIA

Bahrain	Israel	Singapore
Cambodia	Japan	Thailand
Georgia	Lebanon	Timor-Leste
India	Malaysia	Turkey
Indonesia	Pakistan	
Iran (Islamic Rep. of)	Qatar	

EUROPE

Albania	Hungary	Serbia*
Belgium	Iceland	Slovakia
Bosnia and Herzegovina	Italy	Spain
Bulgaria	Liechtenstein	Sweden
Croatia	Malta	Switzerland
Denmark	Netherlands	The former Yugoslav Rep. of Macedonia
Finland	Norway	
France	Portugal	Ukraine
Germany	Romania	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
Greece	Russian Federation	

OCEANIA

Australia		
Marshall Islands		
Nauru		
New Zealand		

* The following States have changed names and were formerly known as indicated in parenthesis: Libya (Libyan Arab Jamahiriya); Serbia (Federal Republic of Yugoslavia, and then Serbia and Montenegro).

ÉTATS AYANT PARTICIPÉ À DES PROCÉDURES CONSULTATIVES**

AFRIQUE

Afrique du Sud	Libéria	Rép. démocratique du Congo
Algérie	Libye	Rwanda
Burkina Faso	Madagascar	Sénégal
Burundi	Maroc	Sierra Leone
Cameroun	Mauritanie	Soudan
Egypte	Namibie	Tunisie
Guinée	Nigéria	Zimbabwe
Lesotho	Ouganda	

AMÉRIQUES

Argentine	Costa Rica	Mexique
Belize	Cuba	Nicaragua
Bolivie (Etat plurinational de)	El Salvador	Panama
Brésil	Equateur	Rép. dominicaine
Canada	Etats-Unis d'Amérique	Venezuela (Rép. bolivarienne du)
Chili	Guatemala	
Colombie	Honduras	

ASIE

Arabie saoudite	Israël	Qatar
Azerbaïdjan	Japon	Rép. arabe syrienne
Bangladesh	Jordanie	Rép. populaire démocratique de Corée
Chine	Kazakhstan	
Chypre	Koweït	Sri Lanka
Emirats arabes unis	Liban	Thaïlande
Inde	Malaisie	Turquie
Indonésie	Maldives	Viet Nam
Iran (Rép. islamique d')	Pakistan	Yémen
Iraq	Philippines	

EUROPE

Albanie	France	Rép. de Moldova
Allemagne	Grèce	Rép. tchèque
Autriche	Hongrie	Roumanie
Bélarus	Irlande	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Belgique	Italie	
Bosnie-Herzégovine	Lettonie	Saint-Marin
Bulgarie	Lituanie	Serbie
Croatie	Luxembourg	Slovaquie
Danemark	Malte	Slovénie
Espagne	Norvège	Suède
Estonie	Pays-Bas	Suisse
Fédération de Russie	Pologne	Ukraine
Finlande	Portugal	

OCÉANIE

Australie	Nouvelle-Zélande	
Iles Marshall	Palaos	
Iles Salomon	Papouasie-Nouvelle-Guinée	
Micronésie (Etats fédérés de)	Samoa	
Nauru		

** Les noms indiqués ici sont ceux correspondant à la dénomination actuelle des Etats ayant participé à des procédures consultatives. L'annexe 19 reprend, quant à elle, la dénomination de chaque Etat à la date de sa participation à une procédure.

STATES HAVING PARTICIPATED IN ADVISORY PROCEEDINGS**

Africa

Algeria
Burkina Faso
Burundi
Cameroon
Democratic Rep. of the Congo
Egypt
Guinea
Lesotho
Liberia
Libya
Madagascar
Mauritania
Morocco
Namibia
Nigeria
Rwanda
Senegal
Sierra Leone
South Africa
Sudan
Tunisia
Uganda
Zimbabwe

Americas

Argentina
Belize
Bolivia (Plurinational State of)
Brazil
Canada
Chile
Colombia
Costa Rica
Cuba
Dominican Rep.
Ecuador
El Salvador
Guatemala
Honduras
Mexico
Nicaragua
Panama
United States of America
Venezuela (Bolivarian Rep. of)

Asia

Azerbaijan
Bangladesh
China
Cyprus
Democratic People's Rep. of Korea
India
Indonesia
Iran (Islamic Rep. of)
Iraq
Israel
Japan
Jordan
Kazakhstan
Kuwait
Lebanon
Malaysia
Maldives
Pakistan
Philippines
Qatar
Saudi Arabia
Sri Lanka
Syrian Arab Rep.
Thailand
Turkey
United Arab Emirates
Viet Nam
Yemen

Europe

Albania
Austria
Belarus
Belgium
Bosnia and Herzegovina
Bulgaria
Croatia
Czech Rep.
Denmark
Estonia
Finland
France
Germany
Greece
Hungary
Ireland
Italy
Latvia
Lithuania
Luxembourg
Malta
Netherlands
Norway
Poland
Portugal
Rep. of Moldova
Romania
Russian Federation
San Marino
Serbia
Slovakia
Slovenia
Spain
Sweden
Switzerland
Ukraine
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Oceania

Australia
Micronesia (Federated States of)
Marshall Islands
Nauru
New Zealand
Palau
Papua New Guinea
Samoa
Solomon Islands

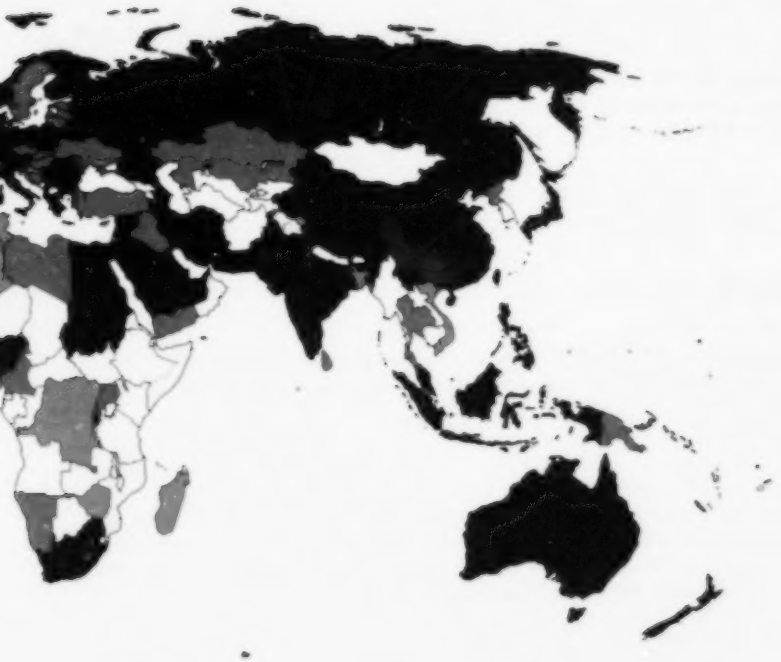
** The names indicated in the present table correspond to the current appellation of States having participated in advisory proceedings. In Annex 19, the appellation is that of the State on the date it participated to the corresponding proceedings.

ÉTATS AYANT PARTICIPÉ À DES PROCÉDURES CONSULTATIVES

Etats ayant présenté des exposés écrits et oraux
Etats ayant uniquement présenté des exposés écrits
Etats ayant uniquement présenté des exposés oraux

Ce croquis n'est proposé qu'à titre d'illustration et de repère. La présentation des données y figurant n'implique, en particulier, de la part du Greffe aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ou quant au tracé de leurs frontières et limites.

STATES HAVING PARTICIPATED IN ADVISORY PROCEEDINGS



- States having presented both written and oral statements
- States having submitted only written statements
- States having presented only oral statements

This sketch-map is for illustrative and reference purposes only. In particular, the information presented therein implies no position on the part of the Registry as to the legal status of the countries, territories, towns or areas, or that of their authorities, or as to the course of their frontiers or boundaries.

II. De la procédure suivie par la Cour

A. Présentation générale

1. Langues officielles

Les langues officielles de la Cour sont le français et l'anglais (Statut, art. 39; Règlement, art. 51, 70 et 71).

2. Communications officielles

Dans les affaires soumises à la Cour, les communications ou documents destinés à celle-ci sont remis au greffier et les communications ou notifications émanant de la Cour sont faites par l'intermédiaire du greffier (Règlement, art. 26, par. 1, et art. 30; Instructions pour le Greffe, art. 3, par. 2, et art. 9, 11 et 13).

Les communications destinées à une partie dans une affaire contentieuse sont adressées à son agent, à l'adresse par lui indiquée au siège de la Cour (Règlement, art. 40, par. 1).

En ce qui concerne les autres Etats, la voie de communication habituelle est l'ambassade au siège de la Cour.

En ce qui concerne les organisations internationales publiques, le greffier adresse les communications de la Cour à leur directeur général ou à leur secrétaire général, selon le cas.

3. Procès-verbaux

Le greffier assiste aux audiences publiques et séances privées de la Cour et en fait établir les comptes rendus ou procès-verbaux; après avoir été signés par le président et le greffier, les procès-verbaux sont déposés aux archives (Statut, art. 47; Règlement, art. 21, art. 26, par. 1, al. *f)-i)*, et art. 7; Instructions pour le Greffe, art. 17).

4. Rôle général

Le greffier dresse et tient à jour un rôle général des affaires soumises à la Cour (Règlement, art. 26, par. 1, al. *b)*, et art. 38, par. 5; Instructions pour le Greffe, art. 5, par. 1, et art. 45, al. *j)*).

(Pour le rôle général de la Cour permanente de Justice internationale, voir *C.P.J.I. série E n° 16*, p. 86-137.)

B. Procédure suivie en matière contentieuse

1. Généralités

a) *Introduction de l'instance et désignation des agents*

Dès l'introduction de l'instance, le compromis, ou la requête, déposé dans l'une des deux langues officielles de la Cour, est transmis aux autres parties à l'affaire ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies. Il est ensuite traduit et imprimé en édition bilingue

II. Procedure Followed by the Court

A. General Overview

1. Official languages

The official languages of the Court are French and English (Statute, Art. 39; Rules, Arts. 51, 70 and 71).

2. Official communications

In all cases submitted to the Court, communications and documents for the Court are delivered to the Registrar and he is the regular channel for communications or notifications from the Court (Rules, Art. 26, para. 1, and Art. 30; Instructions for the Registry, Art. 3, para. 2, and Arts. 9, 11 and 13).

Communications in a case which are intended for a State party thereto are sent to its agent at the address it designates for the purpose at the seat of the Court (Rules, Art. 40, para. 1).

For other States, the regular channel of communication is the Embassy at the seat of the Court.

For public international organizations, the Registrar addresses the communications of the Court to the Director General or Secretary-General of the organization, as the case may be.

3. Minutes

The Registrar is present at all public sittings and private meetings of the Court and is responsible for drawing up the verbatim records and minutes. After being signed by the President and the Registrar, the minutes are filed in the archives (Statute, Art. 47; Rules, Art. 21, Art. 26, para. 1 *(f)-(i)*, and Art. 71; Instructions for the Registry, Art. 17).

4. General List

The Registrar prepares and keeps up to date a General List of cases submitted to the Court (Rules, Art. 26, para. 1 *(b)*, and Art. 38, para. 5; Instructions for the Registry, Art. 5, para. 1, and Art. 45 *(j)*).

(For the General List of the Permanent Court of International Justice, see *P.C.I.J., Series E, No. 16*, pp. 92-147.)

B. Procedure Followed in Contentious Cases

1. General

(a) *Institution of proceedings and appointment of agents*

As soon as proceedings are instituted, the special agreement, or the application, filed in one of the two official languages of the Court, is transmitted to the other parties to the case and to the United Nations Secretary-General. It is then translated and printed in a

par les soins du Greffe et communiqué à tous les Etats admis à ester devant la Cour (Statut, art. 40 ; Règlement, art. 38, par. 4-5, art. 39, par. 1, et art. 42).

Un communiqué de presse informe le public et les médias de l'introduction de l'instance. Le compromis, ou la requête, ainsi que le communiqué de presse sont placés sur le site Internet de la Cour.

La partie qui dépose une pièce introductive d'instance fait connaître en même temps le nom de l'agent qui la représentera aux fins de la procédure et agira en son nom ; l'autre partie doit de son côté désigner un agent le plus tôt possible (Statut, art. 42 ; Règlement, art. 40, par. 1 et 2). Lorsqu'une instance est introduite par la notification d'un compromis, la partie procédant à la notification indique le nom de son agent. Toute autre partie au compromis fait connaître à la Cour le nom de son agent dès qu'elle reçoit du greffier copie de la notification ou le plus tôt possible après (Règlement, art. 40, par. 3).

Une partie peut également désigner un coagent, un agent adjoint ou un agent supplémentaire. Les parties peuvent aussi se faire assister par des conseils ou avocats (Statut, art. 42, par. 2).

L'Instruction de procédure VIII précise que les parties devraient s'abstenir de nommer comme agent, conseil ou avocat une personne ayant été, au cours des trois années précédant cette nomination, membre de la Cour, juge *ad hoc*, greffier, greffier adjoint ou fonctionnaire supérieur de la Cour.

Les agents, ainsi que les conseils et avocats, jouissent des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice indépendant de leurs fonctions (Statut, art. 42, par. 3 ; *Actes et documents n° 6*, p. 210-214).

Le président, qui doit se renseigner auprès des parties sur les questions de procédure, convoque les agents le plus tôt possible après leur désignation puis chaque fois qu'il y a lieu (Règlement, art. 31).

b) *Procédure écrite*

La procédure écrite comprend la communication de pièces à juge et à partie dans des délais fixés par des ordonnances rendues par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le président ; ces pièces de procédure sont en principe réduites à un mémoire et à un contre-mémoire, la Cour pouvant, si elle l'estime nécessaire, autoriser ou prescrire la présentation d'une réplique et d'une duplique (Statut, art. 43 ; Règlement, art. 44-46 et 48 ; Instruction de procédure I).

Chaque pièce de procédure énonce les conclusions de la partie qui la dépose (Règlement, art. 49 ; Instruction de procédure II).

L'agent de cette partie remet au Greffe (Statut, art. 43, par. 3-4 ; Règlement, art. 50-52 ; Instructions de procédure III et IV) :

— un exemplaire original de la pièce signé par lui, auquel il joint en annexe la copie certifiée conforme de tout document pertinent à l'appui des thèses formulées ;

— la traduction en français ou en anglais, certifiée exacte par lui, de tout passage de la pièce ou des documents annexés produit dans une autre langue ;

— une copie, certifiée conforme par lui, de la pièce et des documents annexés pour transmission par le greffier à la partie adverse ;

bilingual edition by the Registry, and communicated to all States entitled to appear before the Court (Statute, Art. 40; Rules, Art. 38, paras. 4 and 5; Art. 39, para. 1; and Art. 42).

A press release informing the general public and the media that proceedings have been instituted is prepared. Copies of the special agreement or application and the press release are published on the website of the Court.

The party which files a document instituting proceedings informs the Court at the same time of the name of the agent who will be its representative in the proceedings and take steps on its behalf; the other party then appoints its agent as soon as possible (Statute, Art. 42; Rules, Art. 40, paras. 1 and 2). When proceedings are brought by notification of a special agreement, the party making the notification states the name of its agent. Any other party to the special agreement informs the Court of the name of its agent upon receiving from the Registrar a certified copy of such notification, or as soon as possible thereafter (Rules, Art. 40, para. 3).

In addition, a party may appoint a co-agent, a deputy agent or an additional agent. Parties may also have the assistance of counsel or advocates (Statute, Art. 42, para. 2).

In accordance with Practice Direction VIII, parties should refrain from designating as agent, counsel or advocate a person who in the three years preceding the date of the designation was a Member of the Court, judge *ad hoc*, Registrar, Deputy-Registrar or higher official of the Court.

Agents, and counsel and advocates also, enjoy such privileges and immunities as may be required for the independent exercise of their duties (Statute, Art. 42, para. 3; *Acts and Documents No. 6*, pp. 211-215).

The President, who is required to ascertain the views of the parties on questions of procedure, summons the agents to meet him or her as soon as possible after their appointment and whenever necessary thereafter (Rules, Art. 31).

(b) *Written proceedings*

The written proceedings comprise the filing of pleadings for the Court and the parties within time-limits fixed in orders made by the Court or, if it is not sitting, the President; the pleadings are in principle confined to a Memorial and a Counter-Memorial, though the Court may, if it thinks fit, authorize or direct that there be a Reply and a Rejoinder (Statute, Art. 43; Rules, Arts. 44-46 and 48; Practice Direction I).

The party's submissions are set out in each pleading (Rules, Art. 49; Practice Direction II).

The agent of the party filing the pleading supplies the Registry (Statute, Art. 43, paras. 3 and 4; Rules, Arts. 50-52; Practice Directions III and IV) with the following:

— an original copy of the pleading, signed by the agent, to which is annexed a certified copy of any relevant document adduced in support of the contentions put forward;

— a French or English translation, certified by the agent to be accurate, of any part of a pleading or annexed document submitted in another language;

— a copy, certified by the agent, of the pleading and annexed documents, for communication to the other party;

— 125 autres exemplaires de la pièce et des documents annexés (dont 75 au moins en format papier et éventuellement 50 sur CD-ROM ou clef USB) ;

— une copie électronique de toute pièce ;

— pour tout document de référence qui ne serait pertinent qu'en partie et ne serait donc que partiellement annexé, mais qui serait difficilement accessible au public, une copie du document complet.

Le format des pièces de procédure et de leurs annexes est de 19 × 26 cm. Si elles sont produites par un imprimeur, ce qui n'est pas obligatoire, il est recommandé de suivre la marche typographique de la Cour (communiquée par le Greffe sur demande). Une « Note à l'intention des parties concernant la préparation des pièces de procédure » a été élaborée. Elle peut être consultée sur le site Internet de la Cour, sous l'onglet « Documents de base », sous-onglet « Autres textes ».

Le Greffe traduit habituellement, à l'intention des juges, chaque pièce de procédure dans la langue officielle autre que celle dans laquelle cette pièce a été déposée (Règlement, art. 26, par. 1, al. *g*)).

La Cour peut, après s'être renseignée auprès des parties, communiquer à tout moment les pièces de procédure à tout Etat admis à ester devant elle qui en fait la demande.

La Cour peut aussi, à l'ouverture de la procédure orale ou ultérieurement et après s'être renseignée auprès des parties, mettre ces pièces à la disposition du public et des médias (Règlement, art. 53), ce qui se fait généralement par publication sur le site Internet de la Cour et par dépôt dans un certain nombre de bibliothèques, y compris celle du Palais de la Paix.

> Des communiqués de presse donnent des renseignements sur le déroulement de la procédure écrite.

c) *Procédure orale*

Après la clôture de la procédure écrite, l'affaire est en état d'être plaidée. Le dépôt de documents nouveaux ne peut avoir lieu qu'avec l'assentiment de l'autre partie ou l'autorisation de la Cour (Instructions de procédure IX-IX*quater*) ; le cas échéant, le nombre d'exemplaires de ces documents qui doivent être déposés est le même que celui des pièces de procédure (voir ci-dessus) ; le greffier les transmet à la partie adverse en lui demandant ses vues. La teneur d'un document non produit conformément à ces dispositions ne saurait être mentionnée à l'audience, à moins qu'il ne fasse partie d'une publication facilement accessible (Statut, art. 52 ; Règlement, art. 56).

La date d'ouverture des audiences publiques est fixée par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le président (Règlement, art. 54). Le greffier diffuse par voie de communiqués de presse toutes indications utiles sur la date des audiences (Instructions pour le Greffe, art. 10, par. 2). Les membres du corps diplomatique, les représentants des médias et toute personne qui se présente au Palais de la Paix à l'occasion d'une audience sont autorisés à y assister, sous réserve de la procédure d'accréditation ou d'admission. Des photographies peuvent être prises à l'ouverture de chaque audience pendant quelques minutes et dans des conditions strictes (se reporter au site Internet de la CIJ, sous l'onglet « Espace presse », sous-onglet « Services aux médias ») ; les prises de vues destinées à la télévision sont autorisées selon la même procédure.

— 125 further copies of the pleading and annexed documents (75 of which should be on paper, while 50 may be on CD-ROM or USB stick);

— an electronic copy of any pleading;

— in the case of any document of which only parts are relevant and only necessary extracts have been annexed to the pleading, and which is not readily available to the public, a copy of the whole document.

The format for the pleadings and annexes is 19 × 26 cm. If they are submitted in printed form, which is not compulsory, it is recommended that the Court's Typographical Rules (supplied by the Registry on request) be complied with. A "Note for the parties concerning the preparation of pleadings" has been drawn up and can be found on the Court's website under "Basic Documents", subheading "Other Texts".

The Registry usually translates for the judges pleadings and annexed documents, filed in one of the official languages of the Court, into the other official language (Rules, Art. 26, para. 1 *(g)*).

The Court may, after ascertaining the views of the parties, communicate at any time the pleadings on request to any State entitled to appear before the Court.

The Court may also, after ascertaining the parties' views, make the pleadings available to the general public and the media on or after the opening of the oral proceedings (Rules, Art. 53); this is generally done by posting them on the Court's website and by depositing copies in a number of libraries, including the Peace Palace Library.

The Registrar arranges for the publication of press releases giving information concerning the course of the written proceedings.

(c) *Oral proceedings*

Upon the closure of the written proceedings, a case is ready for hearing. The filing of new documents after closure of the written proceedings is permissible only with the other party's consent or the authorization of the Court (Practice Directions IX-*Quinquies*); such documents must be filed in the same number of copies as the pleadings (see above); the Registrar transmits them to the other party with a request for observations. No reference may be made at the hearings to the contents of any document which has not been duly produced, unless the document is part of a publication readily available (Statute, Art. 52; Rules, Art. 56).

The opening date of the oral proceedings is fixed by the Court or, if it is not sitting, the President (Rules, Art. 54). The Registrar issues press releases giving all necessary information as to the dates of the hearings (Instructions for the Registry, Art. 10, para. 2). Members of the diplomatic corps, representatives of the media and any person who comes to the Peace Palace on the occasion of a hearing are welcome to attend, subject to accreditation or admission procedures. Photographs may be taken by the press for a few minutes at the opening of hearings, under strict conditions (see the ICJ website, under "Press Room", subheading "Media Services"). Filming by the press is permitted under the same rules.

En règle générale, les audiences sont retransmises en direct sur le site Internet de la Cour et sur le site des retransmissions vidéo de l'ONU (http://webtv.un.org).

Les audiences se tiennent au siège de la Cour du lundi au vendredi. Elles sont consacrées aux plaidoiries des conseils et, s'il y a lieu, aux dépositions des témoins et experts[17] présentés par les parties ; la Cour peut également citer des témoins d'office, confier une expertise à toute personne ou à tout organe de son choix ou décider une enquête sur les lieux[20] (Statut, art. 43-46 et 48-51 ; Règlement, art. 57-68 ; Instructions pour le Greffe, art. 18 ; Instruction de procédure VI).

La Cour fixe notamment l'ordre dans lequel les parties seront entendues ainsi que la méthode applicable à la présentation des moyens de preuve et à l'audition des témoins et experts (voir Règlement, art. 58, par. 2). Habituellement, les parties plaident suivant l'ordre du dépôt des pièces écrites ou, pour les affaires introduites par voie de compromis, dans l'ordre fixé par la Cour après consultation des agents des parties. Les plaidoiries et les déclarations sont normalement prononcées dans l'une des deux langues officielles de la Cour et toujours interprétées dans l'autre (interprétation simultanée) ; des dispositions peuvent être prises pour qu'une autre langue soit employée (Statut, art. 39 ; Règlement, art. 70 ; Instructions pour le Greffe, art. 15, par. 3).

Lorsque la Cour ou l'un des juges pose des questions aux agents, conseils et avocats, ceux-ci peuvent répondre immédiatement ou dans un délai fixé par le président ; si la réponse est faite par écrit, elle est communiquée à la partie adverse, qui peut présenter des observations (Règlement, art. 61, par. 2-4, et art. 72).

Chaque audience publique fait l'objet d'un compte rendu provisoire établi par le Greffe dans la langue officielle utilisée et traduit dans l'autre ; le compte rendu est communiqué dans la langue originale aux parties et aux témoins et experts afin que ceux-ci puissent, sous le contrôle de la Cour, y corriger les erreurs matérielles que contiendraient leurs déclarations (Statut, art. 47 ; Règlement, art. 71). Il est habituellement accordé un délai de 24 heures pour la présentation des corrections par les parties ; une version non corrigée du compte rendu est publiée sur le site Internet de la Cour quelques heures après la clôture des audiences.

Au terme de ses plaidoiries, chaque partie donne lecture de ses conclusions finales, dont le texte écrit, dûment signé, est remis au greffier (Règlement, art. 60, par. 2).

d) *Délibéré*

Après la clôture de la procédure orale, la Cour se retire en chambre du conseil pour délibérer et préparer sa décision. Les délibérations de la Cour sont et restent secrètes. Cela vaut pour tous les aspects de son délibéré, y compris le calendrier de ses travaux (Statut, art. 54-55 ; Règlement, art. 19-21 ; Instructions pour le Greffe, art. 10, par. 1, et 14).

La méthode suivant laquelle la Cour procède à son délibéré est régie par une résolution visant la pratique interne de la Cour en matière judiciaire, dont la version la plus récente a été adoptée le 12 avril 1976 (voir *Actes et documents n° 6*, p. 174-182).

[17] Des témoins, experts et/ou témoins-experts ont été entendus dans 13 affaires dont la liste figure à l'annexe 17 (voir p. 161).

[20] Ainsi, la Cour a procédé à une enquête sur le site du projet de barrage hydroélectrique en l'affaire relative au *Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)* (voir p. 6), mais n'a pas donné suite aux demandes formulées en ce sens en l'affaire du *Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud ; Libéria c. Afrique du Sud)* ni en celle du *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras ; Nicaragua (intervenant))*.

Hearings are usually broadcast live on the Court's website and on the UN web TV site (http://webtv.un.org).

Public sittings are held at the seat of the Court, on weekdays. They are devoted to hearing the arguments of counsel and such evidence of witnesses or experts[17] as the parties may call; the Court itself may also arrange for a witness to be heard, entrust any individual, body or organization with the task of giving an expert opinion, or decide on an inspection *in loco*[18] (Statute, Arts. 43-46 and 48-51; Rules, Arts. 57-68; Instructions for the Registry, Art. 18; Practice Direction VI).

The Court fixes, *inter alia*, the order in which the parties will be heard and the method of handling the evidence and of examining any witnesses and experts (Rules, Art. 58, para. 2). It is customary for the parties to present their arguments in the order in which their pleadings have been deposited or, in the case of proceedings instituted by special agreement, in the order laid down by the Court after consultations with the agents of the parties. Speeches and statements are normally made in one of the Court's two official languages and are (simultaneously) interpreted into the other; arrangements may be made for some other language to be used (Statute, Art. 39; Rules, Art. 70; Instructions for the Registry, Art. 15, para. 3).

When the Court or a judge puts a question to the agents, counsel and advocates, the answer may be given either immediately or within a time-limit fixed by the President; if given in writing, it is communicated to the other party, which is given the opportunity of commenting upon it (Rules, Art. 61, paras. 2-4, and Art. 72).

A provisional verbatim record of each public sitting is drawn up by the Registry in the official language used, and translated into the other; copies in the original official language are then communicated to the parties and to the witnesses and experts so that any errors may be corrected under the supervision of the Court (Statute, Art. 47; Rules, Art. 71). A period of 24 hours is usually allowed for the submission of corrections by the parties; a non-corrected version is published on the Court's website within a few hours of the conclusion of the hearings.

At the end of its oral argument, each party reads out its final submissions and provides the Registrar with copies of the duly signed text (Rules, Art. 60, para. 2).

(d) *Deliberations*

After the close of the oral proceedings, the Court withdraws to deliberate in private and to prepare its decision. The deliberations of the Court are conducted *in camera* and remain confidential. This applies to all aspects of the deliberations, including the schedule of meetings (Statute, Arts. 54-55; Rules, Arts. 19-21; Instructions for the Registry, Arts. 10, para. 1, and 14).

The manner in which the Court conducts its deliberations is governed by a resolution concerning the internal judicial practice of the Court, the most recent version of which was adopted on 12 April 1976 (see *Acts and Documents No. 6*, pp. 175-183).

[17] The Court has heard witnesses, experts and/or witness-experts in 13 cases, the list of which can be found in Annex 17 (see p. 161).

[18] The Court conducted an inspection *in loco* at the site of the hydroelectric dam project in the case concerning the *Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)* (see p. 6), but did not accede to requests concerning an inspection *in loco* in either the case concerning *South West Africa (Ethiopia* v. *South Africa; Liberia* v. *South Africa)* or the case concerning the *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras; Nicaragua intervening)*.

e) *Arrêt*

L'arrêt est lu au cours d'une séance publique qui se déroule *mutatis mutandis* dans les mêmes conditions que les audiences consacrées aux débats oraux (Statut, art. 58; Règlement, art. 94, par. 2).

L'arrêt est rédigé dans les deux langues officielles de la Cour, l'une de celles-ci faisant foi (Statut, art. 39; Règlement, art. 96). Tout juge a le droit d'y joindre une opinion individuelle ou dissidente, ou bien une déclaration énonçant simplement sa position sans en donner les motifs. Les noms des juges ayant voté pour ou contre chaque point du dispositif y sont indiqués (Statut, art. 57; Règlement, art. 95).

Trois exemplaires originaux de l'arrêt sont signés par le président et le greffier, puis scellés; l'un d'eux est déposé aux archives de la Cour et les deux autres sont remis aux parties (Règlement, art. 95, par. 3; Instructions pour le Greffe, art. 19).

Immédiatement après le prononcé, des copies de l'arrêt sont mises à la disposition des représentants des parties. Au même moment, un résumé non officiel de la décision et un communiqué de presse sont distribués à l'assistance sous la responsabilité du greffier. Ces documents sont également publiés sur le site Internet de la Cour et communiqués par courrier électronique à tous les destinataires enregistrés sur la liste de diffusion des communiqués de presse.

Aussitôt que possible après le prononcé de l'arrêt, le texte imprimé de celui-ci paraît en un fascicule séparé de la série *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances*, qui est communiqué aux Etats admis à ester devant la Cour et est mis en vente. Le dossier de l'affaire est ensuite publié en un ou plusieurs volumes imprimés dans la série *Mémoires, plaidoiries et documents*. Seuls peuvent être cités les textes ainsi imprimés par le Greffe.

f) *Exécution de l'arrêt*

L'article 94, paragraphe 2, de la Charte des Nations Unies énonce que, si une partie ne satisfait pas aux obligations qui lui incombent du fait d'un arrêt, l'autre partie peut s'adresser au Conseil de sécurité.

g) *Frais*

Les frais de la Cour, y compris les sommes à payer aux témoins ou experts cités sur l'initiative de la Cour (Règlement, art. 68; Instructions pour le Greffe, art. 16), sont supportés par le budget des Nations Unies; si une partie en cause ne contribue pas au budget des Nations Unies, sa contribution aux frais de la Cour pour l'affaire dont il s'agit est fixée par la Cour elle-même.

Chaque partie supporte ses propres frais de procédure, à moins que la Cour ne prononce au profit de l'une d'elles une condamnation aux dépens (Statut, art. 64; Règlement, art. 95, par. 1, et art. 97). Il existe par ailleurs depuis le 1er novembre 1989 un fonds d'affectation spéciale du Secrétaire général destiné à aider les Etats à soumettre leurs différends à la Cour (voir Nations Unies, doc. A/44/PV.43, 1989). Le fonds a été prévu pour encourager les Etats à rechercher une solution pacifique à leurs différends. Il est ouvert aux Etats dès lors que la compétence de la Cour (ou la recevabilité de la requête) ne fait pas ou plus l'objet d'une contestation de leur part. Ce fonds a également pour objet d'aider les Etats parties à un différend à exécuter l'arrêt rendu par la Cour.

(e) *Judgment*

The judgment is read out at a public sitting for which similar arrangements are made as for a hearing in open court (Statute, Art. 58; Rules, Art. 94, para. 2).

The judgment is prepared in both official languages, one of which is indicated as authoritative (Statute, Art. 39; Rules, Art. 96). Any judge is entitled to attach a separate or dissenting opinion, or a declaration which records his or her position without stating his or her reasons. The judgment indicates the names of the judges who voted for or against each point of the operative clause (Statute, Art. 57; Rules, Art. 95).

Three original copies of the judgment are signed by the President and the Registrar and are then sealed; one is placed in the archives of the Court and the others are transmitted to the parties (Rules, Art. 95, para. 3; Instructions for the Registry, Art. 19).

Immediately after the public reading, copies of the judgment are placed at the disposal of the representatives of the parties. At the same time, an unofficial summary of the decision and a press release are issued, on the authority of the Registrar, to all those attending. They are also published on the Court's website and sent by e-mail to all those registered on the press release mailing list.

As soon as possible after the judgment is issued, its printed text becomes available as a separate fascicle in the *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders* series, which is sent to States entitled to appear before the Court and is placed on sale. Subsequently, the documentation of the case is published in one or more printed volumes of the series entitled *Pleadings, Oral Arguments, Documents*. It is these printed texts which should be used for all purposes of quotation or citation.

(f) *Implementation of the judgment*

Article 94, paragraph 2, of the Charter of the United Nations states that if any party to a case fails to perform the obligations incumbent upon it under a judgment rendered by the Court, the other party may have recourse to the Security Council.

(g) *Expenses and costs*

The expenses of the Court, including amounts payable to witnesses or experts appearing at the instance of the Court (Rules, Art. 68; Instructions for the Registry, Art. 16), are borne out of the United Nations budget; if a party to a case does not contribute to the United Nations budget, the Court itself fixes the amount payable by that party as a contribution towards the expenses of the Court for the case.

Each party bears its own costs, unless the Court makes an order in favour of a party for the payment of the costs (Statute, Art. 64; Rules, Art. 95, para. 1, and Art. 97). In addition, there exists a Secretary-General's Trust Fund to Assist States in the Settlement of Disputes through the International Court of Justice, established on 1 November 1989 (see United Nations doc. A/44/PV.43 (1989)). The Fund is designed to encourage States to settle their disputes peaceably by submitting them to the Court. The Fund is open to States in all circumstances where the jurisdiction of the Court (or the admissibility of the application) is not or is no longer the subject of dispute on their part. A further purpose of the Fund is to help States parties to a dispute to comply with the judgment rendered by the Court.

2. Procédures particulières

Une note thématique ayant pour objet « La forme des décisions de la Cour aux fins des procédures incidentes et des procédures en interprétation et en revision » est incluse ci-après (voir p. 84). Cette note se réfère aux articles pertinents du Statut et du Règlement de la Cour, ainsi qu'à la pratique de celle-ci en la matière.

a) *Jonction d'instances*

En vertu de l'article 47 de son Règlement, la Cour peut à tout moment ordonner que les instances dans deux ou plusieurs affaires soient jointes, si une telle jonction apparaît, à la lumière des spécificités de chaque espèce, conforme aux exigences d'une bonne administration de la justice et aux impératifs d'économie judiciaire. Elle le fait normalement par voie d'ordonnance.

A ce jour, la Cour n'a agi ainsi qu'en trois occasions, les deux dernières affaires jointes étant celles relatives à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)* et à la *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*, par des ordonnances du 17 avril 2013.

La liste des instances jointes figure à l'annexe 10 (voir p. 145).

L'article 47 du Règlement prévoit également que la Cour peut, sans opérer de jonction formelle, ordonner une action commune au regard d'un ou plusieurs éléments des procédures écrites ou orales dans deux ou plusieurs affaires. Ainsi, dans les affaires de la *Compétence en matière de pêcheries*, comme dans celles des *Essais nucléaires*, dans celles relatives à des *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie*, ou celles relatives à la *Licéité de l'emploi de la force*, les procédures se sont déroulées parallèlement et des décisions analogues ont été rendues le même jour sans qu'il y ait eu jonction.

b) *Mesures conservatoires*

La Cour a le pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires (Statut, art. 41), à la demande du demandeur ou du défendeur. Elle statue d'urgence et par voie d'ordonnance sur les demandes à cet effet (Règlement, art. 73-78).

La Cour peut, à la demande d'une partie, modifier toute décision concernant des mesures conservatoires si un changement de situation lui paraît justifier une telle modification (Règlement, art. 76, par. 1). C'est ainsi que, dans l'affaire relative à des *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)*, la Cour a, à la demande de l'Australie, et après avoir recueilli les observations du Timor-Leste, rendu le 22 avril 2015 une ordonnance modifiant l'ordonnance en indication de mesures conservatoires rendue le 3 mars 2014 en la même affaire (voir ci-dessus, p. 14).

A ce jour, des demandes en indication de mesures conservatoires ont été présentées dans 44 affaires. La Cour a prescrit des mesures dans 20 cas.

La liste de ces demandes figure à l'annexe 11 (voir p. 146).

2. *Occasional rules*

A special topic entitled "The form of the decisions of the Court for the purposes of incidental proceedings and proceedings on interpretation or revision" is included hereafter (see p. 84). It refers to the relevant articles of the Statute and Rules of Court, and to the Court's practice in this regard.

(a) *Joinder of proceedings*

In accordance with Article 47 of its Rules, the Court may at any time direct that the proceedings in two or more cases be joined, where such a joinder appears, in the light of the specific circumstances of each case, to be consonant with the requirements of the sound administration of justice and the need for judicial economy. It usually does this by means of an order.

To date, the Court has joined only three sets of proceedings; the last two cases to be joined were those concerning *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica* v. *Nicaragua)* and *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua* v. *Costa Rica)* (Orders of 17 April 2013).

The list of joined cases can be found in Annex 10 (see p. 145).

Article 47 of the Rules also provides that the Court may, without effecting any formal joinder, direct common action in two or more cases in respect of one or several aspects of the written or oral proceedings. Thus, in the cases concerning *Fisheries Jurisdiction*, *Nuclear Tests*, *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie* and *Legality of Use of Force*, the cases proceeded in parallel and similar judgments were delivered on the same day, although the proceedings had not been formally joined.

(b) *Provisional measures*

The Court has the power to indicate provisional measures (Statute, Art. 41) at the request of the applicant or the respondent. A request for such measures is treated as a matter of urgency, and the Court's decision is given in an order (Rules, Arts. 73-78).

At the request of a party, the Court may modify any decision concerning provisional measures if, in its opinion, some change in the situation justifies such modification (Rules, Art. 76, para. 1). Thus, in the case concerning *Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste* v. *Australia)*, at the request of Australia, and having received Timor-Leste's observations, the Court issued an Order on 22 April 2015 modifying the Order indicating provisional measures of 3 March 2014 in the same case (see above, p. 14).

To date, requests for the indication of provisional measures have been submitted in 44 cases. The Court has indicated measures on 20 occasions.

The list of these requests can be found in Annex 11 (see p. 146).

c) *Questions de compétence et de recevabilité*

i) Exceptions préliminaires

Le paragraphe 1 de l'article 79 du Règlement dispose que toute exception à la compétence de la Cour ou à la recevabilité de la requête, ou toute autre exception sur laquelle le défendeur demande une décision avant que la procédure sur le fond se poursuive, doit être présentée par écrit dès que possible, et au plus tard trois mois après le dépôt du mémoire. Il précise par ailleurs que toute exception soulevée par une partie autre que le défendeur doit être déposée dans le délai fixé pour le dépôt de la première pièce de procédure émanant de cette partie.

Les exceptions préliminaires suspendent la procédure sur le fond et donnent lieu au dépôt d'observations et de conclusions écrites de la partie adverse dans un délai fixé par voie d'ordonnance. En vertu de l'Instruction de procédure V, ce délai ne doit en général pas excéder quatre mois à compter de la date de présentation des exceptions préliminaires. Suit une phase orale, où la parole est donnée en premier à la partie qui a soulevé les exceptions.

La Cour se prononce sur ces exceptions dans un arrêt ; si elle les rejette, la procédure sur le fond est reprise au point où elle a été suspendue ; il en est de même si elle déclare qu'elles n'ont pas un caractère exclusivement préliminaire.

Au cours de la période considérée aux fins du présent *Annuaire-Yearbook*, des exceptions préliminaires ont été déposées dans trois affaires. La Colombie a déposé des exceptions préliminaires à la compétence de la Cour et à la recevabilité de la requête du Nicaragua en l'affaire relative à la *Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)*, avant l'expiration du délai prescrit pour le dépôt du mémoire du Nicaragua. La procédure sur le fond a été suspendue et la Cour a, par une ordonnance du 19 septembre 2014, fixé au 19 janvier 2015 la date d'expiration du délai dans lequel le Nicaragua pourrait présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur lesdites exceptions (voir ci-dessus, p. 12).

La Colombie a également déposé des exceptions préliminaires à la compétence de la Cour en l'affaire relative à des *Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)*. La procédure sur le fond a été suspendue et la date d'expiration du délai dans lequel le Nicaragua pourrait présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur lesdites exceptions a été fixée au 20 avril 2015, par une ordonnance du président en date du 19 décembre 2014 (voir ci-dessus, p. 13).

En l'affaire des *Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Royaume-Uni)*, le Royaume-Uni a déposé certaines exceptions préliminaires. La procédure sur le fond a été suspendue et le président a, par une ordonnance du 19 juin 2015, fixé au 15 octobre 2015 la date d'expiration du délai dans lequel les Iles Marshall pourraient présenter un exposé écrit contenant leurs observations et conclusions sur lesdites exceptions (voir ci-dessus, p. 18).

ii) Autres cas de figure

— Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de l'article 79 du Règlement, la Cour, après le dépôt de la requête et après consultation des parties lors d'une réunion avec le président, peut décider qu'il sera statué *in limine* et séparément sur toute question de compétence et de recevabilité (Règlement, art. 79, par. 2). Lorsque la Cour en décide ainsi, les parties déposent toutes pièces de procédure, relatives exclusivement à

(c) *Questions of jurisdiction and admissibility*

(i) Preliminary objections

Article 79, paragraph 1, of the Rules provides that any objection by the respondent to the jurisdiction of the Court or to the admissibility of the application, or other objection the decision upon which is requested before any further proceedings on the merits, shall be made in writing as soon as possible, and not later than three months after the delivery of the Memorial. It further states that any such objection made by a party other than the respondent shall be filed within the time-limit fixed for the delivery of that party's first pleading.

Preliminary objections suspend the proceedings on the merits and may be answered by the observations and submissions of the opposing party, to be filed within a time-limit fixed by an order. In accordance with Practice Direction V, this time-limit should generally not exceed four months from the date of the filing of the preliminary objections. Oral proceedings on the objections ensue, the party which raised them being called upon to speak first.

The Court gives its decision on the objections in a judgment; if it dismisses them, the proceedings on the merits are resumed from the point of interruption; they are likewise resumed if it declares that the objections do not possess an exclusively preliminary character.

During the period under review in the present *Annuaire-Yearbook*, preliminary objections were filed in three cases. Colombia filed preliminary objections to the jurisdiction of the Court and the admissibility of Nicaragua's Application in the case concerning *Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua* v. *Colombia)*, before the expiry of the time-limit for the filing of Nicaragua's Memorial. The proceedings on the merits were suspended and the President of the Court, by an Order of 19 September 2014, fixed 19 January 2015 as the time-limit for the presentation by Nicaragua of a written statement of its observations and submissions on the said objections (see above, p. 12).

Colombia also filed preliminary objections to the Court's jurisdiction in the case concerning *Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua* v. *Colombia)*. The proceedings on the merits were suspended and the time-limit for the presentation by Nicaragua of a written statement of its observations and submissions to those objections was fixed at 20 April 2015, by an Order of the President dated 19 December 2014 (see above, p. 13).

In the case regarding *Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands* v. *United Kingdom)*, the United Kingdom filed certain preliminary objections. The proceedings on the merits were suspended and the President, by an Order of 19 June 2015, fixed 15 October 2015 as the time-limit for the presentation by the Marshall Islands of a written statement of their observations and submissions on the said objections (see above, p. 18).

(ii) Other instances

— Notwithstanding the provisions of Article 79, paragraph 1, of the Rules, the Court, following the submission of the application in a case and after the President has met and consulted with the parties, may decide that any questions of jurisdiction and admissibility shall be determined *in limine* and separately (Rules, Art. 79, para. 2). Where the Court so decides, the parties shall submit any pleadings relating exclusively

la compétence et à la recevabilité, dans les délais fixés par la Cour et dans l'ordre déterminé par celle-ci.

Comme dans le cas de la présentation d'exceptions préliminaires, les questions de compétence et/ou de recevabilité qui se posent font l'objet de débats oraux.

La Cour se prononce sur ces questions dans un arrêt. Si elle estime qu'elle a compétence et/ou que la requête est recevable, la Cour examine l'affaire au fond.

— Les questions de compétence et de recevabilité peuvent aussi, dans certains cas, être examinées en même temps que le fond de l'affaire. Il peut en effet arriver que le défendeur soulève dans ses pièces de procédure ou plaidoiries une objection à la compétence ou à la recevabilité sans la présenter sous forme d'exception préliminaire (voir, par exemple, l'affaire *LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)*). Il est également possible que la Cour examine d'elle-même un point préliminaire n'ayant pas fait l'objet d'une exception formelle (voir, par exemple, les affaires des *Essais nucléaires (Australie c. France) (Nouvelle-Zélande c. France)*). En outre, les parties peuvent s'entendre pour que les exceptions préliminaires soient jointes au fond, ce que la Cour est tenue d'accepter. La Cour a statué à titre liminaire sur des questions de compétence ou de recevabilité dans dix affaires.

La liste de ces affaires figure à l'annexe 12 (voir p. 152).

d) *Demandes reconventionnelles*

En vertu de l'article 80 du Règlement, le défendeur peut présenter une ou plusieurs demandes reconventionnelles. Celles-ci doivent être formulées dans le contre-mémoire de la partie dont elles émanent et figurer parmi ses conclusions. La Cour ne pourra toutefois en connaître que si la ou les demandes relèvent de sa compétence et sont en connexité directe avec l'objet de la demande (principale) de la partie adverse. En cas de doute, il appartient à la Cour de décider si la demande reconventionnelle est recevable comme telle et si elle fait partie de l'instance en cours (Règlement, art. 80).

Les dernières demandes reconventionnelles en date ont été présentées le 6 août 2012 par le Nicaragua en l'affaire relative à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)*. La Cour s'est prononcée sur ces demandes par une ordonnance du 18 avril 2013. A ce jour, des demandes reconventionnelles ont été présentées par les Etats défendeurs dans neuf affaires.

La liste de ces affaires figure à l'annexe 13 (voir p. 156).

e) *Interventions*

L'article 62 du Statut de la Cour ouvre à un Etat la possibilité d'intervenir dans un litige opposant d'autres Etats quand il estime qu'un intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause dans le différend entre ces Etats (voir également Règlement, art. 81 et 83-85). Un Etat tiers qui souhaite intervenir doit en règle générale déposer sa requête avant la clôture de la procédure écrite dans l'affaire principale. Comme le précise le paragraphe 2 de l'article 62 du Statut, c'est à la Cour qu'il revient de décider si elle autorise l'Etat tiers à intervenir. Des demandes d'intervention ont été présentées dans dix affaires. Seules trois ont été accueillies.

La liste des affaires pertinentes figure à l'annexe 9 (voir p. 142).

to jurisdiction and admissibility within the time-limits fixed by the Court and on the order determined by it.

As with preliminary objections, oral proceedings are held on any questions of jurisdiction and/or admissibility.

The Court's ruling on those questions takes the form of a judgment. If the Court finds that it has jurisdiction and/or that the application is admissible, it considers the merits of the case.

— Questions of jurisdiction and admissibility can also, in some instances, be examined at the same time as the merits of the case. A respondent may also contest the jurisdiction of the Court or the admissibility of a claim in its written pleadings or in oral argument, without submitting a formal preliminary objection (see, for example, the case concerning *LaGrand (Germany* v. *United States of America)*). Further, the Court may on its own initiative consider a preliminary issue that has not been the subject of a formal objection (see, for example, the cases concerning *Nuclear Tests (Australia* v. *France) (New Zealand* v. *France)*). Finally, the parties may, by agreement, ask the Court to rule on the preliminary objections at the same time as the merits, which the Court is then bound to do. The Court has made preliminary decisions on questions of jurisdiction and admissibility in ten cases.

A list of these cases is given in Annex 12 (see p. 152).

(d) *Counter-claims*

Pursuant to Article 80 of the Rules, the respondent may present one or more counter-claims. These are to be made by the party in its Counter-Memorial, as part of the submissions. However, the Court may only entertain the claim or claims if they fall within its jurisdiction and are directly connected with the subject-matter of the (principal) claim of the other party. In case of doubt, it is for the Court to decide whether a counter-claim is admissible and will form part of the proceedings (Rules, Art. 80).

Counter-claims were most recently presented on 6 August 2012 by Nicaragua in the case concerning *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica* v. *Nicaragua)*. The Court ruled on those claims in an Order of 18 April 2013. To date, counter-claims have been presented by respondents in nine cases.

A list of these cases is given in Annex 13 (see p. 156).

(e) *Interventions*

Article 62 of the Statute of the Court makes it possible for a State to intervene in a dispute between other States, when it considers that it has an interest of a legal nature which may be affected by the decision in the dispute between those States (see also Rules, Arts. 81 and 83-85). Any third State seeking to intervene in the case must normally file its request for permission to do so before the closure of the written proceedings in the principal case. As stated in Article 62, paragraph 2, of the Statute, it is for the Court to decide upon this request. Requests to intervene have been made in ten cases. Only three such requests have been granted.

A list of these relevant cases is given in Annex 7 (see p. 142).

L'article 63 du Statut (voir également Règlement, art. 43, 82-84 et 86) prévoit par ailleurs que, lorsqu'une affaire paraît mettre en jeu l'interprétation d'une convention multilatérale à laquelle d'autres Etats que les demandeur et défendeur sont parties, ces Etats sont avertis par le greffier sans délai et ont le droit d'intervenir. Une déclaration d'intervention peut être faite même si le greffier n'a pas procédé à la notification ; elle doit en principe être déposée avant la date prévue pour l'ouverture de la procédure orale dans l'affaire principale. En application du paragraphe 2 de l'article 63, si un Etat exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans l'arrêt est également obligatoire à son égard. Des déclarations d'intervention ont été présentées dans quatre affaires.

La liste de ces affaires figure à l'annexe 9 (voir p. 142).

On notera en outre que, en vertu de l'article 43 du Règlement, la Cour a la faculté de demander au greffier d'aviser toute organisation internationale publique qui est partie à une convention dont l'interprétation peut être en cause dans une affaire. Toute organisation internationale publique ainsi avisée peut alors présenter des observations écrites sur l'interprétation des dispositions de la convention en question, et les compléter oralement si la Cour l'estime nécessaire.

Enfin, les organisations internationales publiques peuvent, à la demande de la Cour ou d'une partie ou de leur propre initiative, présenter à la Cour des renseignements relatifs aux affaires portées devant elle ; lorsque l'interprétation de leur acte constitutif ou d'une convention adoptée en vertu de cet acte est mise en question, elles en sont avisées (Statut, art. 34, par. 2-3 ; Règlement, art. 69).

f) *Recours spécial devant la Cour*

En application de l'article 87 du Règlement, lorsque, conformément à un traité ou à une convention en vigueur, une affaire contentieuse est portée devant la Cour au sujet d'une question qui a fait l'objet d'une procédure devant un autre organe international, les dispositions du Statut et du Règlement en matière contentieuse s'appliquent.

Un seul renvoi a été formé devant la Cour, en 1971, en l'affaire de l'*Appel concernant la compétence de l'OACI* (*Inde c. Pakistan*).

g) *Défaut*

Le Statut prévoit le cas où l'une des parties ne se présente pas devant la Cour (art. 53).

Le défaut d'une partie n'empêche pas la procédure dans une affaire de suivre son cours. Si l'une des parties ne se présente pas ou s'abstient de faire valoir ses moyens, l'autre partie peut demander à la Cour de lui adjuger ses conclusions (*ibid.*). Des arrêts ont ainsi été rendus en l'absence de l'une des parties dans onze affaires.

La liste de ces affaires figure à l'annexe 10 (voir p. 143).

h) *Arrangement amiable et désistement*

En application des articles 88 et 89 du Règlement, la Cour ou, si elle ne siège pas, le président peut, par voie d'ordonnance, prendre acte d'un arrangement amiable intervenu entre les parties ou d'un désistement.

Vingt-quatre affaires se sont terminées par un désistement. Dans deux d'entre elles, le désistement a résulté de la résolution de certaines questions de répartition qui n'avaient pas été tranchées dans l'arrêt rendu précédemment. La dernière affaire a bien achevée par un

Article 63 of the Statute (see also Rules, Arts. 43, 82-84 and 86) also stipulates that, where a case appears to involve the interpretation of a multilateral convention to which States other than the applicant and respondent States are parties, the Registrar is required to notify all such States forthwith, and any State so notified has the right to intervene in the proceedings. A declaration of intervention may be made even though the Registrar has not given such notification, and should normally be filed before the date fixed for the opening of the oral proceedings relating to the principal case. Pursuant to Article 63, paragraph 2, if a State uses this right, the construction given by the judgment will be equally binding upon it. Declarations of intervention have been filed in four cases.

For the list of cases, see Annex 9 (see p. 142).

It should also be noted that, in accordance with Article 43 of the Rules, the Court may direct the Registrar to notify any public international organization that is party to a convention the construction of which is at issue in a case. Any public international organization so notified may then submit written observations on the particular provisions of the convention the construction of which is in question, and supplement these orally should the Court consider it necessary.

Finally, public international organizations may, at the request of the Court or a party or on their own initiative, furnish the Court with information relevant to cases before it; whenever the construction of their constituent instruments or of a convention adopted thereunder is in question, they are notified (Statute, Art. 34, paras. 2-3; Rules, Art. 69).

(f) *Special reference to the Court*

Pursuant to Article 87 of the Rules, when in accordance with a treaty or conventions in force a contentious case is brought before the Court concerning a matter which has been the subject of proceedings before some other international body, the provisions of the Statute and of the Rules governing contentious cases shall apply.

The Court has been seised on one occasion, in 1971, in the case concerning the *Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council (India v. Pakistan)*.

(g) *Non-appearance*

The Statute makes provision for cases where one of the parties does not appear before the Court (Art. 53).

Hence, failure by one party to appear does not prevent proceedings in a case from taking their course. If one of the parties does not appear before the Court or fails to defend its case, the other party may call upon the Court to decide in favour of its claim (*ibid.*). In eleven cases, judgments and orders have been delivered in the absence of one of the parties.

For the list of cases see Annex 10 (see p. 163).

(h) *Settlement and discontinuance*

In accordance with Articles 88 and 89 of the Rules, the Court, or the President if the Court is not sitting, may, by way of an order officially record the conclusion of a settlement between the parties or a discontinuance.

Seventy-four cases have ended in discontinuance. Two of them ended in discontinuance following the resolution of certain questions of separation which the judgment had left to be settled. The last case to end in discontinuance was that concerning Questions relating to

Australia) ou celle relative à des *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)*, qui a été rayée du rôle par une ordonnance du président en date du 11 juin 2015 (voir ci-dessus, p. 14).

La liste de ces affaires figure à l'annexe 14 (voir p. 158).

i) *Interprétation et revision d'un arrêt*

Comme indiqué ci-dessus (voir p. 62), les arrêts de la Cour sont obligatoires, définitifs et sans appel (Charte, art. 94, par. 1 ; Statut, art. 59-60 ; Règlement, art. 94, par. 2). Toutefois les parties peuvent introduire une demande en interprétation ou, dans certaines conditions, une demande en revision. La Cour statue à leur sujet par un arrêt (Statut, art. 60-61 ; Règlement, art. 98-100).

— Interprétation d'un arrêt

L'article 60 du Statut dispose que, en cas de contestation sur le sens et la portée d'un arrêt, il appartient à la Cour de l'interpréter à la demande de toute partie. La demande en interprétation est introduite soit par un compromis entre les parties, soit par une requête (Règlement, art. 98).

A ce jour, la Cour a été saisie de demandes en interprétation de ses arrêts en cinq occasions. La dernière demande en interprétation déposée l'a été le 28 avril 2011 par le Cambodge relativement à l'arrêt rendu par la Cour le 15 juin 1962 en l'affaire du *Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande)*.

La liste des demandes en interprétation figure à l'annexe 15 (voir p. 159).

— Revision d'un arrêt

Le paragraphe 1 de l'article 61 du Statut énonce que la revision d'un arrêt ne peut être demandée à la Cour qu'en raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, avant le prononcé de l'arrêt, était inconnu de la Cour et de la partie qui demande la revision, sans qu'il y ait de la part de celle-ci faute à l'ignorer. La demande en revision est introduite par requête (Règlement, art. 99).

Depuis 1946, la Cour a connu sur trois demandes en revision. Elle n'a jugé aucune de ces demandes recevable et, en conséquence, n'a revisé aucun des arrêts en cause.

La liste des demandes en revision figure à l'annexe 16 (voir p. 160).

C. Procédure suivie en matière consultative

En dehors des règles de procédure expressément applicables en matière consultative, la Cour s'inspire des règles applicables en matière contentieuse (Statut, art. 68 ; Règlement, art. 102).

1. Requête

La requête pour avis consultatif est adressée « à la Cour par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou par le plus haut fonctionnaire de l'organisation mandaté à demander l'avis, sous dénomination générale servie à désigner le ou les organes ou institutions qui, à un moment quelconque, pourront être autorisés par ou en vertu de la Charte des Nations Unies, à solliciter un avis consultatif de la Cour » (Statut, art. 65, par. 1 ; Règlement, art. 104).

the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia), which was removed from the Court's General List by an Order of the President dated 11 June 2015 (see above, p. 14).

For the list of cases, see Annex 14 (p. 158).

(i) *Interpretation and revision of judgments*

As indicated above (see p. 62), the judgments of the Court are binding, final and without appeal (Charter, Art. 94, para. 1; Statute, Arts. 59-60; Rules, Art. 94, para. 2). The parties may, however, make a request for interpretation or, in certain circumstances, for revision of a judgment. The decision of the Court on such requests is given in the form of a judgment (Statute, Arts. 60-61; Rules, Arts. 98-100).

— *Interpretation of a judgment*

Article 60 of the Statute provides that, in the event of dispute as to the meaning or scope of the judgment, the Court shall construe it upon the request of any party. A request for interpretation may be made either by an application or by the notification of a special agreement to that effect between the parties (Rules, Art. 98).

To date, the Court has received five requests for interpretation of its judgments. The most recent request for interpretation was filed on 28 April 2011 by Cambodia, relating to the Judgment rendered by the Court on 15 June 1962 in the case concerning the *Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand)*.

For the list of requests for interpretation, see Annex 15 (p. 159).

— *Revision of a judgment*

Article 61, paragraph 1, of the Statute states that an application for revision of a judgment may be made only when it is based upon the discovery of some fact of such a nature as to be a decisive factor, which fact was, when the judgment was given, unknown to the Court and also to the party claiming revision, always provided that such ignorance was not due to negligence. An application for the revision of a judgment is made by an application (Rules, Art. 99).

Since 1946, the Court has ruled on three applications for revision. It found all of those applications to be inadmissible and thus did not revise any of the judgments in question.

The list of requests can be found in Annex 16 (see p. 160).

C. *Procedure Followed in Advisory Proceedings*

In addition to those procedural rules which are expressly applicable to proceedings in regard to advisory opinions, the Court is guided by the provisions which apply in contentious proceedings (Statute, Art. 68; Rules, Art. 102).

1. *Request*

A request for an advisory opinion is addressed to the Court by the Secretary-General of the United Nations, or the chief administrative officer of the organization authorized to make the request, all documents likely to throw light upon the question are to be transmitted to the same time as the request or as soon as possible thereafter (Statute, Art. 65, para. 2; Rules, Art. 105).

Cette requête est notifiée à tous les Etats admis à ester devant la Cour (Statut, art. 66, par. 1).

2. Procédure écrite et orale

En général, la demande d'avis donne lieu à une procédure écrite puis orale (Statut, art. 66; Règlement, art. 105-106).

Quelques jours après le dépôt de la requête, la Cour dresse la liste des Etats et des organisations internationales qui seraient à même de lui fournir des renseignements sur la question qui lui est posée et les informe qu'elle est disposée à recevoir des exposés écrits dans un délai donné ou à entendre des exposés oraux au cours d'une audience publique tenue à cet effet. Les Etats et les organisations non ainsi informés peuvent demander à participer à la procédure.

En application de l'Instruction de procédure XII, si des organisations internationales non gouvernementales (ONG) présentent, de leur propre initiative, un exposé écrit et/ou un document dans le cadre d'une procédure consultative, cet exposé et/ou ce document ne sont pas considérés comme faisant partie du dossier de l'affaire mais comme des publications facilement accessibles auxquelles les Etats et les organisations intergouvernementales participant à la procédure concernée peuvent se référer.

D'une manière générale, le nombre des exposés écrits et oraux est variable.

> L'annexe 19 donne, pour chaque procédure consultative, le nom des entités ayant pris part à la phase écrite et/ou orale (voir p. 164).

3. Délibéré

Le délibéré est conduit de la même manière que pour les affaires contentieuses (Règlement, art. 19-21 et 107; résolution visant la pratique interne de la Cour en matière judiciaire, art. 10).

4. Avis consultatif

L'avis consultatif est lu en séance publique (Statut, art. 67; Règlement, art. 107). Tout juge a le droit d'y joindre une opinion individuelle ou dissidente, ou bien une déclaration énonçant simplement sa position sans en donner les motifs. Les noms des juges ayant voté pour ou contre chaque point du dispositif y sont indiqués (cf. Statut, art. 57; Règlement, art. 107).

L'un des exemplaires originaux de l'avis est remis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et, le cas échéant, au plus haut fonctionnaire de l'organe ou de l'institution qui a demandé l'avis à la Cour (Règlement, art. 109). Les autres sont déposés aux archives de la Cour. Le texte de l'avis, un résumé non officiel et un communiqué de presse sont distribués à l'assistance. Ces documents sont également publiés sur le site Internet de la Cour et communiqués par courrier électronique à tous les destinataires enregistrés sur la liste de diffusion des communiqués de presse.

L'avis a un caractère purement consultatif. Toutefois, dans certains cas, l'accord en vertu duquel la Cour est saisie prévoit que l'avis aura force obligatoire; par ailleurs, un Etat ou une organisation internationale peuvent convenir, par la voie d'un traité collatéral, que l'avis aura entre eux un effet décisif (voir ci-dessus, p. 25).

Notice of such a request is given to all States entitled to appear before the Court (Statute, Art. 66, para. 1).

2. *Written and oral proceedings*

A request for an opinion usually gives rise to written proceedings followed by oral proceedings (Statute, Art. 66; Rules, Arts. 105-106).

A few days after the filing of the request, the Court draws up a list of those States and international organizations likely to be able to furnish information on the question submitted to it and notifies them that it is prepared to receive, within a specified time-limit, written statements relating to the question, or to hear oral statements at a public sitting held for the purpose. Any States and organizations not so notified may participate in the proceedings.

In accordance with Practice Direction XII, where a non-governmental international organization (NGO) submits a written statement and/or document in advisory proceedings on its own initiative, such statement and/or document is not considered as forming part of the case file but is treated as a publication readily available and may be referred to by the States and intergovernmental organizations participating in the proceedings.

Generally speaking, the number of written and oral statements varies.

> Annex 19 lists the names of those bodies that have participated in the written and/or oral phases of advisory proceedings (see p. 164).

3. *Deliberations*

The deliberations are conducted in the same manner as in contentious cases (Rules, Arts. 19-21 and 107; resolution concerning the Internal Judicial Practice of the Court, Art. 10).

4. *Advisory opinion*

The advisory opinion is read in open court (Statute, Art. 67; Rules, Art. 107). Any judge is entitled to attach a separate or dissenting opinion, or a declaration which records his position without stating his reasons. The advisory opinion indicates the names of the judges who voted for and against each point of the operative clause (cf. Statute, Art. 57; Rules, Art. 107).

One of the original copies of the advisory opinion is transmitted to the Secretary-General of the United Nations and one, where appropriate, to the chief administrative officer of the body which requested the opinion of the Court (Rules, Art. 109). The others are filed in the Court's archives. The text of the advisory opinion, an unofficial summary and a press release are distributed to the public. These documents are also published on the Court's website and sent by e-mail to all those registered on the press release mailing list.

The opinions given by the Court are purely advisory in character. However, in certain cases, the instrument by which the Court is seised provides that the advisory opinion has binding force. Moreover, a State and an international organization may agree, by means of a collateral treaty, that the opinion will be accepted as binding by them (see annex, p. 235).

NOTE THÉMATIQUE

LA FORME DES DÉCISIONS DE LA COUR AUX FINS DES PROCÉDURES INCIDENTES ET DES PROCÉDURES EN INTERPRÉTATION ET EN RÉVISION

La présente note thématique concerne « la forme des décisions de la Cour aux fins des procédures incidentes et des procédures en interprétation et en révision » pour rappeler au besoin de la genèse des articles du Statut et du Règlement y afférents, ainsi qu'un tour d'horizon de la pratique de la Cour en la matière. Établie par le Greffe, elle ne constitue aucunement une interprétation officielle des textes et des décisions cités.

Par souci de cohérence et de clarté, seuls les éléments les plus saillants ont été repris dans le corps du texte. Les notes de bas de page contiennent des passages pertinents des documents de référence, lesquels sont tous disponibles sur le site Internet de la Cour.

I. Introduction

Les décisions de la Cour visent aussi bien le règlement final d'une affaire que certaines mesures prises pour le déroulement du procès (article 48 du Statut). Les premières prennent généralement la forme d'un arrêt, les secondes, celle d'une ordonnance. Dans l'affaire des *Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex*, la Cour a déclaré que,

> « à la différence des arrêts visés par l'article 58 du Statut, ... les ordonnances rendues par la Cour bien qu'étant, en règle générale, lues en audience publique, les agents dûment prévenus, en décident par avis « sans obligation » (article 55 du Statut) et non par « arrêt définitif » (article 60 du Statut) le différend que les Parties ont porté devant la Cour »[1].

Il en découle que les ordonnances ne sont pas définitives, étant donné qu'elles « peuvent être modifiées ou abrogées par des ordonnances ultérieures, elles n'ont donc pas pour autant l'épouvante de force obligatoire. Ainsi, les ordonnances en indication de mesures conservatoires sont obligatoires pour les parties jusqu'au prononcé de l'arrêt définitif. Les ordonnances se distinguent donc des arrêts en ce qu'elles ne décident pas de manière définitive les questions posées à la Cour par les parties.

Il en découle également qu'elles [illegible]. Il convient de noter que la pratique a connu des évolutions notables depuis l'affaire des *Zones franches*, ce qui a naturellement eu des répercussions sur les dispositions réglementaires pertinentes. D'autres choses ont pu se [illegible] au fil du temps et il nous incombe de les définir afin de déterminer ce que la Cour actuelle, prenant le distinguer les actes des ordonnances. Il en découle [illegible] la possibilité à une étude approfondie des dispositions statutaires et/ou réglementaires

[1] *Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex*, ordonnances du 19 août 1929, C.P.J.I. série A n° 22, p. 13.

SPECIAL TOPIC

THE FORM OF THE DECISIONS OF THE COURT FOR THE PURPOSES OF INCIDENTAL PROCEEDINGS AND PROCEEDINGS ON INTERPRETATION OR REVISION

This special topic on the form of the decisions of the Court for the purposes of incidental proceedings and proceedings on interpretation or revision traces the evolution of the articles of the Statute and the Rules of Court dealing with the question, and offers a survey of the Court's practice in this regard. It has been produced by the Registry and in no way represents an official interpretation of the texts and decisions quoted.

For the sake of clarity and concision, only the most significant extracts have been included in the body of the text. The footnotes provide references to the relevant passages of the background documents, all of which are available on the Court's website.

I. Introduction

The decisions of the Court relate both to the final settlement of a case and to certain measures taken "for the conduct of the case" (Article 48 of the Statute). The former generally take the form of a judgment; the latter, that of an order. In the case concerning the *Free Zones of Upper Savoy and the District of Gex*, the Court found that

> "in contradistinction to judgments contemplated by Article 58 of the Statute . . ., orders made by the Court, although as a general rule read in open Court, due notice having been given to the Agents, have no 'binding' force (Article 59 of the Statute) or 'final' effect (Article 60 of the Statute) in deciding the dispute brought by the Parties before the Court"[1].

While it is clear that orders are not final, since they may be modified or abrogated by subsequent orders, they nevertheless do not lack binding force. Hence, orders on the indication of provisional measures are binding on the parties until the delivery of the final judgment. Orders are thus distinguishable from judgments because they do not decide definitively the questions put to the Court by the parties.

Although this criterion is seemingly still valid, it should be noted that practice has evolved considerably since the *Free Zones* case, a fact which has naturally had implications for the relevant provisions of the Rules of Court. Other criteria have emerged over the years, and these need to be identified in order to determine what currently distinguishes judgments from orders. To this end, it is necessary to examine in detail the provisions of the Statute and/or the Rules of Court which did not originally specify the forms to be taken

[1] *Free Zones of Upper Savoy and the District of Gex, Order of 19 August 1929, P.C.I.J., Series A, No. 22*, p. 13.

taires qui, à l'origine, ne mentionnaient pas (décisions sur les exceptions préliminaires, demandes en interprétation et en revision, mesures conservatoires, désistement), et de celles qui, désormais, ne mentionnent plus (décisions sur les requêtes à fin d'intervention fondées sur l'article 62 du Statut), la forme que doivent revêtir certaines décisions. Cette étude permettra notamment de déterminer, à la lumière des critères dégagés, d'une part, si les décisions au sujet desquelles la forme n'est plus précisée doivent conserver leur forme d'origine et, d'autre part, si les décisions au sujet desquelles la forme n'a jamais été indiquée doivent revêtir la forme d'un arrêt ou d'une ordonnance. Nous nous limiterons, dans ce dernier cas, à l'étude des décisions portant sur les demandes d'intervention fondées sur l'article 63 du Statut et sur la recevabilité des demandes reconventionnelles.

II. Les décisions de la Cour qui revêtent la forme d'un arrêt en vertu du Statut ou du Règlement

La Cour rend des arrêts pour trancher des litiges au fond, y compris lorsqu'elle statue sur des demandes en interprétation et en revision de tels arrêts. Ses décisions revêtent également cette forme lorsqu'elle statue sur des exceptions préliminaires.

A. Les exceptions préliminaires

1. Dispositions pertinentes

a) *Statut*

Le Statut ne comporte aucune disposition en la matière. Seul le paragraphe 6 de son article 36 pourrait être considéré comme applicable, même si les exceptions préliminaires dépassent le seul cadre de la compétence pour s'étendre à d'autres questions, telle celle de la recevabilité de la requête. Cette disposition est rédigée comme suit : « En cas de contestation sur le point de savoir si la Cour est compétente, la Cour décide. »

b) *Règlements*

Le Règlement contient, en revanche, un article entier aux exceptions préliminaires. Le paragraphe 9 de son article 79 est, en particulier, libellé comme suit :

> « La Cour, après avoir entendu les parties, statue dans un *arrêt* par lequel elle admet l'exception, la rejette ou déclare que cette exception n'a pas dans les circonstances de l'espèce un caractère exclusivement préliminaire. Si la Cour rejette l'exception ou déclare qu'elle n'a pas un caractère exclusivement préliminaire, elle fixe les délais pour la suite de la procédure. »

C'est ainsi que depuis la révision de 1972 que le Règlement indique clairement que la Cour statue dans un *arrêt* sur les exceptions préliminaires. Si les travaux préparatoires n'expliquent pas cette évolution, il n'en reste pas moins que le comité chargé de la révision du Règlement a voulu de cette façon consacrer la pratique constante de la Cour internationale de Justice en la matière. L'absence d'indication expresse, dans le Règlement de sa prédécesseur, de la forme que devaient revêtir ses décisions sur les exceptions préliminaires pouvait, de la même façon, s'expliquer par la pratique suivie de la Cour permanente de Justice internationale dans ce domaine.

by certain decisions (decisions on preliminary objections, requests for interpretation or revision, provisional measures, discontinuance), or which no longer specify that form (decisions on applications for permission to intervene under Article 62 of the Statute). In particular, this study will enable it to be determined, in the light of the criteria identified, firstly whether those decisions whose form is no longer specified should retain their original form and, secondly, whether the decisions whose form has never been specified should take the form of a judgment or an order. In respect of the latter, this study will be limited to decisions concerning applications to intervene under Article 63 of the Statute and on the admissibility of counter-claims.

II. The Decisions of the Court which Take the Form of a Judgment Pursuant to the Statute or Rules of Court

The Court renders judgments to decide disputes on the merits, including when ruling on requests for interpretation and revision of such judgments. Its decisions on preliminary objections also take this form.

A. Preliminary Objections

1. Relevant provisions

(a) Statute

The Statute does not contain any provisions on the matter. Only Article 36, paragraph 6, could be considered relevant, even if the preliminary objections extend beyond the scope of jurisdiction to other questions such as the admissibility of the application. That provision is worded as follows: "In the event of a dispute as to whether the Court has jurisdiction, the matter shall be settled by the decision of the Court."

(b) Rules of Court

The Rules of Court, on the other hand, devote an entire article to preliminary objections. In particular, Article 79, paragraph 9, is worded as follows:

> "After hearing the parties, the Court shall give its decision in the form of a judgment, by which it shall either uphold the objection, reject it, or declare that the objection does not possess, in the circumstances of the case, an exclusively preliminary character. If the Court rejects the objection or declares that it does not possess an exclusively preliminary character, it shall fix time-limits for the further proceedings."

It is only since the 1972 revision that the Rules have clearly stated that the Court shall give its decision on preliminary objections in the form of a judgment. While the various *travaux préparatoires* do not explain why this change was made, there is every reason to believe that the Committee responsible for revising the Rules of Court was attempting to codify the consistent practice of the International Court of Justice in this regard. The lack of any definite indication in its predecessor's Rules of Court as to the form to be taken by its decisions on preliminary objections could likewise be explained by the varied practice of the Permanent Court of International Justice in this area.

2. *Jurisprudence*

Il ressort d'un examen attentif de la jurisprudence de la Cour permanente de Justice internationale que, lorsque celle-ci tranchait une exception préliminaire, sa décision prenait la forme d'un arrêt[22]. En revanche, lorsqu'elle décidait de joindre l'exception au fond, sa décision prenait la forme d'une ordonnance[23]. Par conséquent, les arrêts que la Cour permanente rendait sur des exceptions préliminaires avaient toujours pour effet de trancher définitivement la question de sa compétence et/ou de la recevabilité de la requête, tandis que ses ordonnances n'emportaient pas de décision sur sa compétence et/ou sur la recevabilité de la requête, dans la mesure où ladite décision était reportée à l'examen du fond. La situation aurait pu être différente si la Cour permanente avait dû statuer sur certaines exceptions au stade préliminaire et reporter l'examen d'autres exceptions au stade du fond, ce qu'elle n'a jamais été appelée à faire. La Cour actuelle a été confrontée à cette situation dans les affaires relatives au *Droit de passage sur territoire indien* et à la *Barcelona Traction*. Elle a, dans les deux cas, rendu un arrêt, ce qui peut s'expliquer par le fait que sa décision avait un effet définitif sur sa compétence et/ou sur la recevabilité de la requête, ou, en tout cas, sur certains de leurs aspects.

Il convient de noter que, depuis la revision de 1972, la Cour ne peut reporter le traitement des exceptions préliminaires soulevées devant elle au stade du fond que si elle *décide*, après examen, que les exceptions en question n'ont pas un caractère *exclusivement préliminaire*. Une telle décision prend la forme d'un arrêt, car la Cour statue, avec effet obligatoire et définitif, sur la nature de ces exceptions. Lorsque, avant la revision de 1972, la Cour reportait l'examen des exceptions préliminaires au fond, elle ne se prononçait pas sur le caractère de ces exceptions. Sa décision, qui ne représentait qu'une simple mesure de «direction du procès», revêtait alors la forme d'une ordonnance.

3. *Conclusion*

En matière d'exceptions préliminaires, la forme de l'arrêt est donc pleinement justifiée par la nature de la décision: soit la Cour se prononce *définitivement* sur la question de sa compétence et/ou de la recevabilité de la requête en statuant sur l'ensemble des exceptions soulevées, soit elle tranche *définitivement* certains aspects de sa compétence et/ou de la recevabilité de la requête en statuant sur certaines exceptions et *décide* que, parmi les autres, certaines n'ont pas un «caractère exclusivement préliminaire», soit elle *décide* que la totalité des exceptions soulevées n'a pas un «caractère exclusivement préliminaire».

---

[22] Voir notamment: *Concessions Mavrommatis en Palestine, arrêt n° 2, 1924, C.P.J.I. série A n° 2*, p. 7; *Certains intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise, compétence, arrêt n° 6, 1925, C.P.J.I. série A n° 6*, p. 5; *Usine de Chorzów, compétence, arrêt n° 8, 1927, C.P.J.I. série A n° 9*, p. 5; *Concessions Mavrommatis à Jérusalem, arrêt n° 5, 1925, C.P.J.I. série A n° 5*, p. 7; *Phosphates du Maroc (exceptions préliminaires), arrêt, 1938, C.P.J.I. série A/B n° 74*, p. 10; *Borchgrave (exceptions préliminaires), arrêt, 1937, C.P.J.I. série A/B n° 72*, p. 158; *Compagnie d'électricité de Sofia et de Bulgarie (exception préliminaire), arrêt, 1939, C.P.J.I. série A/B n° 77*, p. 64.

[23] Voir notamment: *Administration du Prince von Pless (exception préliminaire), ordonnance du 4 février 1933, C.P.J.I. série A/B n° 52*, p. 11; *Pajzs, Csáky, Esterházy (exception préliminaire), C.P.J.I. série A/B n° 66*, p. 4; *Losinger (exception préliminaire), ordonnance du 27 juin 1936, C.P.J.I. série A/B n° 67*, p. 15; *Chemin de fer Panevezys-Saldutiskis (exceptions préliminaires), ordonnance du 30 juin 1938, C.P.J.I. série A/B n° 75*, p. 53.

2. Jurisprudence

A close examination of the jurisprudence of the Permanent Court of International Justice reveals that when the Court adjudicated on a preliminary objection, its decision took the form of a judgment[22]. On the other hand, when it decided to join the objection with the merits, its decision took the form of an order[23]. Consequently, the judgments that the Permanent Court rendered on preliminary objections always had the effect of deciding definitively the question of its jurisdiction and/or the admissibility of the application, whereas its orders did not entail any decision on its jurisdiction and/or the admissibility of the application, inasmuch as that decision was deferred until the consideration of the merits. The situation might have been different if the Permanent Court had been required to adjudicate on certain objections at the preliminary stage and to defer the consideration of others until the merits stage, which it was never called upon to do. The present Court was confronted with that situation in the *Right of Passage over Indian Territory* and *Barcelona Traction* cases. In both cases it rendered a judgment, which may be explained by the fact that its decision had a final effect on its jurisdiction and/or the admissibility of the application, or in any event on certain aspects of them.

It should be noted that, since the 1972 revision, the Court cannot defer to the merits stage the treatment of preliminary objections raised before it, unless it *decides*, after consideration, that the objections in question do not possess an *exclusively preliminary* character. That decision is given in the form of a judgment, because the Court is adjudicating with binding force and final effect on the nature of the objections. Prior to the 1972 revision, when the Court deferred consideration of the preliminary objections until the merits stage, it was not pronouncing on the character of those objections. Its decision, taken simply for the "conduct of the case", therefore took the form of an order.

3. Conclusion

With regard to preliminary objections, using the form of a judgment is therefore wholly justified by the nature of the decision: either the Court is adjudicating *definitively* on the question of its jurisdiction and/or the admissibility of the application by ruling on all the objections raised; or it is pronouncing *definitively* on certain aspects of its jurisdiction and/or the admissibility of the application by ruling on certain objections and *deciding* that certain others do not possess an "exclusively preliminary character"; or it is *deciding* that none of the objections raised possesses an "exclusively preliminary character".

---

[22] See in particular: *Mavrommatis Palestine Concessions, Judgment No. 2, 1924, P.C.I.J., Series A, No. 2*, p. 7; *Certain German Interests in Polish Upper Silesia, Jurisdiction, Judgment No. 6, 1925, P.C.I.J., Series A, No. 6*, p. 5; *Factory at Chorzów, Jurisdiction, Judgment No. 8, 1927, P.C.I.J., Series A, No. 9*, p. 5; *Mavrommatis Jerusalem Concessions, Jurisdiction, Judgment No. 5, 1925, P.C.I.J., Series A, No. 5*, p. 7; *Phosphates in Morocco (Preliminary Objections), Judgment, 1938, P.C.I.J., Series A/B, No. 74*, p. 10; *Borchgrave (Preliminary Objections), Judgment, 1937, P.C.I.J., Series A/B, No. 72*, p. 158; *Electricity Company of Sofia and Bulgaria (Preliminary Objection), Judgment, 1939, P.C.I.J., Series A/B, No. 77*, p. 64.

[23] See in particular: *Prince von Pless Administration (Preliminary Objection), Order of 4 February 1933, P.C.I.J., Series A/B, No. 52*, p. 11; *Pajzs, Czáky, Esterházy (Preliminary Objection), P.C.I.J., Series A/B, No. 66*, p. 4; *Losinger (Preliminary Objection), Order of 27 June 1936, P.C.I.J., Series A/B, No. 67*, p. 15; *Panevezys-Saldutiskis Railway (Preliminary Objections), Order of 30 June 1938, P.C.I.J., Series A/B, No. 75*, p. 53.

B. Interprétation et revision

1. Dispositions pertinentes

a) *Statut*

« Article 60

L'arrêt est définitif et sans recours. En cas de contestation sur le sens et la portée de l'arrêt, il appartient à la Cour de l'interpréter, à la demande de toute partie.

Article 61

1. La revision de l'arrêt ne peut être éventuellement demandée à la Cour qu'en raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, avant le prononcé de l'arrêt, était inconnu de la Cour et de la partie qui demande la revision, sans qu'il y ait, de sa part, faute à l'ignorer.
2. La procédure de revision s'ouvre par un *arrêt* de la Cour constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères qui donnent ouverture à la revision, et déclarant de ce chef la demande recevable.
3. La Cour peut subordonner l'ouverture de la procédure en revision à l'exécution préalable de l'arrêt.
4. La demande en revision devra être formée au plus tard dans le délai de six mois après la découverte du fait nouveau.
5. Aucune demande de revision ne pourra être formée après l'expiration d'un délai de dix ans à dater de l'arrêt. »

b) *Règlement*

« Article 98

1. En cas de contestation sur le sens ou la portée d'un arrêt, toute partie peut présenter une demande en interprétation, que l'instance initiale ait été introduite par une requête ou par la notification d'un compromis.
2. Une demande en interprétation d'un arrêt peut être introduite soit par une requête, soit par la notification d'un compromis conclu à cet effet entre les parties; elle indique avec précision le point ou les points contestés quant au sens ou à la portée de l'arrêt.
3. Si la demande en interprétation est introduite par une requête, les thèses de la partie qui la présente y sont énoncées et la partie adverse a le droit de présenter des observations écrites dans un délai fixé par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le Président.
4. Que la demande en interprétation ait été introduite par une requête ou par la notification d'un compromis, la Cour peut, s'il y a lieu, donner aux parties la possibilité de lui fournir par écrit ou oralement un supplément d'information.

Article 99

1. Une demande en revision d'un arrêt est introduite par une requête contenant les indications nécessaires pour établir que les conditions prévues à l'article 61 du Statut sont remplies. Les documents à l'appui sont annexés à la requête.
2. La partie adverse a le droit de présenter des observations écrites sur la recevabilité de la requête dans un délai fixé par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le Président. Ces observations sont communiquées à la partie dont émane la requête.
3. Avant de rendre son *arrêt* sur la recevabilité de la requête, la Cour peut donner à nouveau aux parties la possibilité de présenter leurs vues à ce sujet.

B. Interpretation and Revision

1. Relevant provisions

(a) *Statute*

"Article 60

The judgment is final and without appeal. In the event of dispute as to the meaning or scope of the judgment, the Court shall construe it upon the request of any party.

Article 61

1. An application for revision of a judgment may be made only when it is based upon the discovery of some fact of such a nature as to be a decisive factor, which fact was, when the judgment was given, unknown to the Court and also to the party claiming revision, always provided that such ignorance was not due to negligence.
2. The proceedings for revision shall be opened by a judgment of the Court expressly recording the existence of the new fact, recognizing that it has such a character as to lay the case open to revision, and declaring the application admissible on this ground.
3. The Court may require previous compliance with the terms of the judgment before it admits proceedings in revision.
4. The application for revision must be made at latest within six months of the discovery of the new fact.
5. No application for revision may be made after the lapse of ten years from the date of the judgment."

(b) *Rules of Court*

"Article 98

1. In the event of dispute as to the meaning or scope of a judgment any party may make a request for its interpretation, whether the original proceedings were begun by an application or by the notification of a special agreement.
2. A request for the interpretation of a judgment may be made either by an application or by the notification of a special agreement to that effect between the parties; the precise point or points in dispute as to the meaning or scope of the judgment shall be indicated.
3. If the request for interpretation is made by an application, the requesting party's contentions shall be set out therein, and the other party shall be entitled to file written observations thereon within a time-limit fixed by the Court, or by the President if the Court is not sitting.
4. Whether the request is made by an application or by notification of a special agreement, the Court may, if necessary, afford the parties the opportunity of furnishing further written or oral explanations.

Article 99

1. A request for the revision of a judgment shall be made by an application containing the particulars necessary to show that the conditions specified in Article 61 of the Statute are fulfilled. Any documents in support of the application shall be annexed to it.
2. The other party shall be entitled to file written observations on the admissibility of the application within a time-limit fixed by the Court, or by the President if the Court is not sitting. These observations shall be communicated to the party making the application.
3. The Court, before giving its *judgment* on the admissibility of the application may afford the parties a further opportunity of presenting their views thereon.

4. Si la requête est déclarée recevable, la Cour fixe, après s'être renseignée auprès des parties, les délais pour toute procédure ultérieure qu'elle estime nécessaire sur le fond de la demande.

5. Si la Cour décide de subordonner l'ouverture de la procédure de revision à une exécution préalable de l'arrêt, elle rend une *ordonnance* à cet effet.

Article 100

1. Si l'arrêt à interpréter ou à reviser a été rendu par la Cour, celle-ci connaît de la demande en interprétation ou en revision. Si l'arrêt a été rendu par une chambre, celle-ci connaît de la demande en interprétation ou en revision.

2. La décision de la Cour ou de la chambre sur la demande en interprétation ou en revision de l'arrêt prend elle-même la forme d'un *arrêt*. »

Comme la Cour l'a clairement indiqué dans l'arrêt qu'elle a rendu sur la *Demande en revision de l'arrêt du 11 septembre 1992 en l'affaire du* Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras ; Nicaragua (intervenant)) *(El Salvador c. Honduras)*,

> « [a]ux termes de l'article 61 du Statut, la procédure en revision s'ouvre par un arrêt de la Cour déclarant la demande recevable pour les motifs envisagés par le Statut ; l'article 99 du Règlement de la Cour prévoit expressément une procédure sur le fond au cas où, dans son premier arrêt, la Cour aurait déclaré la demande recevable »[24].

Il convient d'ajouter que, comme l'indique le paragraphe 5 de l'article 99 du Règlement, « [s]i la Cour décide de subordonner l'ouverture de la procédure de revision à une exécution préalable de l'arrêt, elle rend une ordonnance à cet effet ». La Cour peut ainsi être amenée à rendre trois types de décisions dans le cadre de la procédure en revision : un arrêt sur la recevabilité de la demande, un arrêt sur le fond de la demande, si celle-ci a, au préalable, été jugée recevable, et une ordonnance sur l'exécution préalable de l'arrêt dont il est demandé la revision. Nous traiterons également de ce dernier type de décision dans la présente section consacrée aux arrêts, afin de ne pas scinder les différentes phases d'une même procédure.

2. *Travaux préparatoires*

Lors des travaux préparatoires à la revision du Règlement de 1926, a été soulevée la question de la forme que devait revêtir une décision de la Cour sur une demande en revision. En effet, l'article 61 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale[25] et l'article 66 du Règlement de 1922[26] étaient muets sur cette question. Il était seulement

[24] *Demande en revision de l'arrêt du 11 septembre 1992 en l'affaire du* Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras ; Nicaragua (intervenant)) *(El Salvador c. Honduras), arrêt, C.I.J. Recueil 2003*, p. 398, par. 18.

[25] L'article 61 du Statut de la Cour internationale de Justice est, mis à part quelques modifications de forme, identique à l'article 61 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

[26] L'article 66 du Règlement de 1922 était rédigé comme suit :

> « La demande en revision est introduite dans les mêmes formes que la requête visée à l'article 40 du Statut.
>
> Elle comprend :
>
> 1) la mention de l'arrêt attaqué ;
> 2) le fait sur lequel la requête est fondée ;
> 3) le bordereau des pièces à l'appui, qui sont annexées.
>
> Le greffier doit notifier immédiatement la demande en revision aux autres parties intéressées ; celles-ci peuvent présenter leurs observations dans le délai fixé par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le président.

4. If the Court finds that the application is admissible it shall fix time-limits for such further proceedings on the merits of the application as, after ascertaining the views of the parties, it considers necessary.

5. If the Court decides to make the admission of the proceedings in revision conditional on previous compliance with the judgment, it shall make an *order* accordingly.

Article 100

1. If the judgment to be revised or to be interpreted was given by the Court, the request for its revision or interpretation shall be dealt with by the Court. If the judgment was given by a chamber, the request for its revision or interpretation shall be dealt with by that chamber.

2. The decision of the Court, or of the chamber, on a request for interpretation or revision of a judgment shall itself be given in the form of a *judgment*."

As the Court clearly indicated in the Judgment it rendered on the *Application for Revision of the Judgment of 11 September 1992 in the Case concerning the* Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening) *(El Salvador* v. *Honduras)*,

> "Article 61 provides for revision proceedings to open with a judgment of the Court declaring the application admissible on the grounds contemplated by the Statute; Article 99 of the Rules of Court makes express provision for proceedings on the merits if, in its first judgment, the Court has declared the application admissible"[24].

It should be added that, as Article 99, paragraph 5, of the Rules of Court provides, "[i]f the Court decides to make the admission of the proceedings in revision conditional on previous compliance with the judgment, it shall make an order accordingly". The Court can thus be led to render three types of decisions in the context of revision proceedings: a judgment on the admissibility of the request, a judgment on the merits of the request — if this has previously been found to be admissible — and an order on previous compliance with the judgment which is the subject of the request for revision. This last type of decision will also be dealt with in this present section on judgments, so as not to split up the different phases of the same procedure.

2. Travaux préparatoires

During the *travaux préparatoires* of the 1926 revision of the Rules of Court, the question was raised of the form to be taken by a decision of the Court on a request for revision. Article 61 of the Statute of the Permanent Court of International Justice[25] and Article 66 of the 1922 Rules of Court[26] were silent on that issue. It was merely stated that the

[24] *Application for Revision of the Judgment of 11 September 1992 in the Case concerning the* Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening) *(El Salvador* v. *Honduras), Judgment, I.C.J. Reports 2003*, p. 398, para. 18.

[25] Article 61 of the Statute of the International Court of Justice is identical to Article 61 of the Statute of the Permanent Court of International Justice, with the exception of some modifications as to form.

[26] Article 66 of the 1922 Rules of Court was worded as follows:

> "Application for revision shall be made in the same form as the application mentioned in article 40 of the Statute.
> It shall contain:
>
> 1. the reference to the judgment impeached;
> 2. the fact on which the application is based;
> 3. a list of the documents in support; these documents shall be attached.
>
> It shall be the duty of the Registrar to give immediate notice of an application for revision to the other parties concerned. The latter may submit observations within a time-limit to be fixed by the Court, or by the President should the Court not be sitting.

indiqué que la décision de la Cour sur la *recevabilité* d'une demande en revision devait revêtir la forme d'un arrêt.

Toutefois, lorsque la chambre de procédure sommaire de la Cour permanente de Justice internationale fut saisie d'une demande en interprétation de l'arrêt n° 3 concernant un différend entre la Grèce et la Bulgarie au sujet de l'interprétation du Traité de Neuilly, elle décida que sa décision revêtirait la forme d'un arrêt. Il fut donc proposé d'ajouter à l'article 66 du Règlement la proposition suivante: « La revision et l'interprétation sont données sous forme d'arrêt. » Le président insista sur le fait que ce qu'il était « essentiel de dire clairement [dans le Règlement], par une formule ou une autre, c'[était] qu'il s'agi[ssai]t d'un arrêt, aussi bien pour la revision que pour l'interprétation ». Le greffier, dont les propositions relatives à l'interprétation et à la revision ne faisaient mention que de la forme que devait revêtir la décision de la Cour sur une demande en interprétation, expliqua que, si la revision n'était pas mentionnée dans le texte qu'il avait préparé, c'était « à cause de la rédaction de l'article 61 du Statut, où il [était] déjà question d'un arrêt ». Le juge Bustamante estima également qu'il était « inutile de répéter dans le Règlement ce qui [était] déjà dit dans le Statut ». Le président observa, pour sa part, que, « afin d'écarter la possibilité d'un argument *a contrario* », il était « plus sûr de mentionner les deux cas, d'autant plus que cela ne présent[ait] pas d'inconvénient ». Il convient cependant d'observer que l'arrêt auquel il est fait référence à l'article 61 du Statut n'est pas celui que la Cour pourrait être amenée à rendre sur une demande en revision mais celui qu'elle doit, avant même d'examiner le fond de cette demande, rendre sur la recevabilité de celle-ci. Sans doute les juges pensaient-ils alors que la Cour pouvait trancher dans un même arrêt la recevabilité et le fond d'une demande en revision, dans l'hypothèse où la recevabilité de celle-ci serait établie[27]. La proposition fut adoptée sous la forme suivante: « Il est statué par arrêt sur les demandes en revision et en interprétation. » Elle devint le paragraphe 5 de l'article 66 du Règlement revisé de 1926, puis fit l'objet d'un article à part, l'article 81, dans le Règlement revisé de 1936, de 1946 et 1972, sous une forme légèrement différente: « La Cour statue par un arrêt sur les demandes en revision ou en interprétation. » En 1978, elle devient l'article 100, paragraphe 2, du Règlement, libellé comme suit: « La décision de la Cour ou de la chambre sur la demande en interprétation ou en revision de l'arrêt prend elle-même la forme d'un arrêt. »

Les débats auxquels nous venons de nous référer illustrent parfaitement la confusion qui régnait au sein de la Cour sur la procédure à suivre en matière de revision. Lors de l'élaboration du Règlement de 1946, l'opinion fut exprimée que l'article 78 (ancien article 66, paragraphe 4, du Règlement de 1922, repris à l'article 66, paragraphe 1, alinéa 3, du Règlement de 1926 et devenu en substance l'article 78, paragraphe 3, du Règlement de 1936), tel qu'il était rédigé, ne tenait pas suffisamment compte des deux étapes que semblait distinguer l'article 61 du Statut, à savoir: *a)* la procédure destinée à faire constater l'existence d'un fait nouveau justifiant la demande en revision; *b)* à la suite de la décision sur ce point, la procédure sur le fond. On reconnut en effet que l'article 78 ne s'attachait qu'à la pre-

Si l'arrêt attaqué est rendu en séance plénière, la Cour connaît, également en séance plénière, de la demande en revision. Si l'arrêt attaqué a été rendu par une des Chambres visées aux articles 26, 27 ou 29 du Statut, la même Chambre connaît de la demande en revision. Dans tous les cas, l'article 13 du Statut est applicable.

Si la Cour, en vertu du troisième alinéa de l'article 61 du Statut, fait dépendre, par arrêt spécial, la recevabilité de la requête d'une exécution préalable de l'arrêt attaqué, cette condition est immédiatement portée à la connaissance du demandeur par le greffier, et la procédure en revision est suspendue jusqu'à ce que le greffier ait reçu la preuve de l'exécution préalable de l'arrêt attaqué et que cette preuve ait été admise par la Cour. »

[27] *C.P.J.I. série D n° 2, Addendum, discussion (26e séance, 24 juillet 1926) : article 66*, p. 180.

Court's decision on the *admissibility* of a request for revision should take the form of a judgment.

However, when a request for interpretation of Judgment No. 3 concerning a dispute between Greece and Bulgaria on the subject of the interpretation of the Treaty of Neuilly was referred to the Chamber of Summary Procedure of the Permanent Court of International Justice, the Chamber decided that its decision would take the form of a judgment. It was therefore proposed that the following clause be added to Article 66 of the Rules: "The revision or interpretation shall be given in the form of a judgment." The President insisted that "it was essential clearly to state [in the Rules] in one way or another, that there would be a judgment in the case both of revision and of interpretation". The Registrar, whose proposals relating to interpretation and revision only mentioned the form to be taken by the Court's decision on a request for interpretation, explained that the reason why revision was not mentioned in the draft he had prepared was "because Article 61 of the Statute already spoke of a judgment". Judge Bustamante also thought that it was "useless to repeat in the Rules what was already in the Statute". The President considered that "in order to avoid the possibility of an argument *a contrario* . . . it was safer to mention both cases, more especially as that involved no difficulty". It should be noted, however, that the judgment referred to in Article 61 of the Statute is not the one which the Court may be led to render on a request for revision, but rather the judgment it must deliver on the admissibility of the request, before even considering its merits. The judges probably took the view that the Court could pronounce in a single judgment on the admissibility and the merits of a request for revision, if the admissibility of the request had been established[1]. The proposal was adopted in the following form: "The Court's decision on requests for revision or interpretation shall be given in the form of a judgment." It became paragraph 5 of Article 66 in the 1926 revision of the Rules of Court, and then a separate article, Article 81, in the 1936, 1946 and 1972 versions of the Rules of Court, in a slightly different form: "The decision of the Court on requests for revision or interpretation shall be given in the form of a judgment." In 1978, it became Article 100, paragraph 2, of the Rules of Court, reading as follows: "The decision of the Court, or of the Chamber, on a request for interpretation or revision of a judgment shall itself be given in the form of a judgment."

The discussions referred to above are a perfect illustration of the confusion within the Court as to which procedure to follow in respect of revision. During the drafting of the 1946 Rules of Court, the opinion was expressed that Article 78 (the former Article 66, fourth paragraph, of the 1922 Rules, which was retained as the third subparagraph of Article 66, paragraph 1, in the 1926 Rules and became in substance Article 78, paragraph 3, of the 1936 Rules), as it had been drafted, did not take adequate account of the two stages seemingly envisaged by Article 61 of the Statute, namely: *(a)* the proceedings leading to the recording of the existence of a new fact justifying the application for revision, and *(b)* subsequent to a decision on this point, the proceedings on the merits. It was

If the judgment impeached was pronounced by the full Court, the application for revision shall also be dealt with by the full Court. If the judgment impeached was pronounced by one of the Chambers mentioned in Articles 26, 27 or 29 of the Statute, the application for revision shall be dealt with by the same Chamber. The provisions of Article 13 of the Statute shall apply in all cases.

If the Court, under the third paragraph of Article 61 of the Statute, makes a special order rendering the admission of the application conditional upon previous compliance with the terms of the judgment impeached, this condition shall be immediately communicated to the applicant by the Registrar, and proceedings in revision shall be stayed pending receipt by the Registrar of proof of previous compliance with the original judgment and until such proof shall have been accepted by the Court."

[1] *P.C.I.J., Series D, No. 2, Addendum, discussion (26th meeting, 24 July 1926): Article 66*, p. 180.

mière étape. Un nouveau paragraphe fut alors ajouté à fin de clarification. Il était libellé comme suit: «Si la Cour reconnaît que la demande en revision est recevable, elle règle la procédure écrite pour l'examen au fond de la demande.» Il convient de noter que ce nouveau paragraphe, s'il consacre explicitement les deux étapes de la procédure en matière de revision, ne mentionne toujours pas de façon expresse la forme que doit revêtir la décision de la Cour sur la recevabilité d'une demande en revision.

Le comité du Règlement pour la revision de 1972 tenta de clarifier cette situation. Il proposa de faire apparaître les éléments suivants dans le nouvel article 78 du Règlement revisé: en l'absence d'objection sur la recevabilité d'une demande en revision, et à la condition qu'elle soit elle-même satisfaite sur ce point, la Cour peut rendre, sans tenir d'audience, un arrêt déclarant la demande recevable et constatant les faits mentionnés à l'article 61 du Statut. En présence d'objection sur la recevabilité d'une demande en revision, ou si elle-même exprime des doutes à ce sujet, la Cour fixe la date des débats sur les objections en question et rend ultérieurement un arrêt qui rejette la demande comme irrecevable ou déclare cette demande recevable. Par ailleurs, si la Cour constate que l'arrêt n'a pas été exécuté, et si elle décide de subordonner la recevabilité de la demande à une exécution préalable de l'arrêt, elle rend une ordonnance en ce sens, et toute procédure ultérieure est suspendue jusqu'à ce que la Cour ait obtenu satisfaction sur la question de l'exécution.

Les raisons qui avaient motivé le choix du comité du Règlement de préciser sous quelle forme la Cour devait rendre ses décisions sur la *recevabilité* d'une demande en revision et sur l'*exécution préalable de l'arrêt* étaient les suivantes. S'agissant du premier point, il était question de donner effet au paragraphe 2 de l'article 61 du Statut, qui exigeait que la recevabilité soit reconnue par un arrêt qui devait i) constater expressément l'existence d'un fait nouveau; ii) lui reconnaître les caractères qui donnaient ouverture à la revision; et iii) déclarer de ce chef la demande recevable. S'agissant du second point, le recours à l'ordonnance était jugé préférable en raison du caractère non définitif de ces décisions. Ces propositions furent dûment prises en considération, lors de la revision du Règlement de 1978, à l'article 99.

Le comité du Règlement considéra par ailleurs que la forme d'arrêt que devaient revêtir les décisions de la Cour sur le *fond* des demandes en interprétation et en revision, question qui avait déjà été réglée en 1926, était justifiée puisque la procédure en matière d'interprétation ou de revision n'était pas interlocutoire; elle était accessoire et il s'agissait d'une affaire distincte. Il était en outre d'avis que, pour que la décision de la Cour relative à l'interprétation ou à la revision soit elle-même obligatoire et définitive aux termes des articles 59 et 60 du Statut, elle devait prendre la forme d'un arrêt. Cette interprétation fut confirmée dans le rapport du comité pour la revision du Règlement du 7 juillet 1977.

3. Conclusion

La procédure en revision et la procédure en interprétation ne sont pas des procédures interlocutoires mais des procédures qui, bien qu'étant «accessoires» à la procédure qui a conduit au prononcé de l'arrêt que la Cour est appelée à reviser ou à interpréter, sont distinctes de celle-ci. La procédure en revision peut comporter trois phases; une phase sur la recevabilité de la demande, une phase sur le fond de la demande et, si la Cour le juge nécessaire, une phase sur l'exécution préalable de l'arrêt soumis à revision. La décision que la Cour rend sur la recevabilité et sur le fond de la demande en revision prend la forme d'un arrêt car elle tranche ces questions de façon définitive et obligatoire. De la même façon, la décision que la Cour rend sur le fond de la demande en interprétation prend la

acknowledged that in effect Article 78 was only concerned with the first stage. A new paragraph was thus added for the purposes of clarification. It was worded as follows: "If the Court admits the application for a revision, it will determine the written procedure required for examining the merits of the application." It should be noted that, while this new paragraph clearly confirms the two stages of the procedure in respect of revision, it still does not explicitly state the form to be taken by the Court's decision on the admissibility of a request for revision.

The Committee for the Revision of the Rules of 1972 attempted to clarify this situation. It proposed that the following points be incorporated into the new Article 78 of the revised Rules: in the absence of any objection being offered to the admissibility of the request for revision, and if the Court itself is satisfied on that point, it may, without holding any oral hearing, give a judgment declaring the application admissible and recording the matters specified by Article 61 of the Statute. If an objection is offered on the admissibility of a request for revision, or if the Court itself entertains doubts on that point, it fixes a date for an oral hearing in respect of the objections in question, and subsequently gives a judgment either rejecting the application as inadmissible or declaring it admissible. Moreover, if the Court finds that the judgment has not been complied with, and if it decides to make the admission of the application conditional on previous compliance with the judgment, it shall make an order accordingly, and further proceedings shall be stayed until the Court is satisfied on the question of compliance.

The reasons behind the decision of the Committee for the Revision of the Rules to specify the form to be taken by the Court's decisions on the *admissibility* of a request for revision and on *previous compliance with the judgment* were the following. In respect of the first point, it was to give effect to paragraph 2 of Article 61 of the Statute, which requires that the admission should be carried out by a judgment which must (i) expressly record the existence of the new fact; (ii) recognize that it is of such a character as to lay the case open for revision; and (iii) declare the application admissible on the latter ground. In respect of the second point, it was considered preferable to have recourse to an order, given the non-final character of such decisions. These proposals were duly taken into consideration during the 1978 revision of the Rules, in Article 99.

The Committee for the Revision of the Rules regarded the provision that the Court's decisions on the *merits* of requests for interpretation or revision should take the form of a judgment, a matter which had already been settled in 1926, as appropriate, since proceedings for interpretation or revision are not interlocutory but derivative, and constitute a self-contained litigation. It also took the view that if the decision of the Court relative to interpretation or revision is itself to be binding and final in the terms of Articles 59 and 60 of the Statute, it must take the form of a judgment. This interpretation was confirmed in the report of the Committee for the Revision of the Rules of 7 July 1977.

3. *Conclusion*

The proceedings in revision and those in interpretation are not interlocutory, rather they are proceedings which are self-contained, despite being "derivative" of the proceedings which have led to the delivery of the judgment that the Court is called upon to revise or interpret. The proceedings in revision may include three stages: a stage on the admissibility of the request, a stage on the merits of the request and, if considered necessary by the Court, a stage on previous compliance with the judgment submitted for revision. The decision that the Court renders on the admissibility and the merits of a request for revision takes the form of a judgment, because it adjudicates on those questions with binding force and final effect. Likewise, the decision that the Court renders on the merits of a request for

forme d'un arrêt car elle statue également sur cette question de façon définitive et obligatoire. Cela est d'ailleurs assez logique, dans la mesure où il semblerait difficilement concevable que la Cour donne à sa décision sur le fond d'une demande en revision ou en interprétation une forme différente de celle qu'elle a donnée à la décision qui fait l'objet d'une telle demande. Envisager la possibilité que la Cour puisse statuer sur une telle demande par voie d'ordonnance reviendrait par ailleurs à admettre l'idée qu'un instrument dont l'objet est de « diriger le procès » puisse reviser ou interpréter une décision qui tranche définitivement et avec force obligatoire les droits des Etats. La situation est différente lorsque la Cour exige d'une partie qu'elle exécute préalablement l'arrêt soumis à revision. Dans ce cas, l'ordonnance, qui est la forme choisie pour ce type de décision, ne tranche aucun point de fait ou de droit.

III. Les décisions de la Cour qui revêtent la forme d'une ordonnance en vertu du Statut ou du Règlement

La Cour rend des ordonnances lorsque ses décisions visent à assurer, au sens large, la « direction du procès ». Il en va ainsi des décisions, dont l'objet est « procédural » au sens strict, qui déterminent les formes de la procédure, fixent les délais ou organisent l'administration des preuves (article 48 du Statut ; articles 44, 45, 46, 47 et 67 du Règlement). La Cour rend également des ordonnances sur des questions qui ont trait à la « direction du procès » au sens plus large. Tel est le cas des ordonnances en indication de mesures conservatoires et des ordonnances prenant acte d'un désistement. Nous les étudierons ci-après.

A. Les mesures conservatoires

1. Dispositions pertinentes

a) *Statut*

« Article 41

1. La Cour a le pouvoir d'indiquer, si elle estime que les circonstances l'exigent, quelles mesures conservatoires du droit de chacun doivent être prises à titre provisoire.

2. En attendant l'arrêt définitif, l'indication de ces mesures est immédiatement notifiée aux parties et au Conseil de sécurité. »

b) *Règlement*

« Article 74

1. La demande en indication de mesures conservatoires a priorité sur toutes autres affaires.
2. Si la Cour ne siège pas au moment de la présentation de la demande, elle est immédiatement convoquée pour statuer d'urgence sur cette demande.
3. La Cour ou, si elle ne siège pas, le Président fixe la date de la procédure orale de manière à donner aux parties la possibilité de s'y faire représenter. La Cour reçoit et prend en considération toutes observations qui peuvent lui être présentées avant la clôture de cette procédure.
4. En attendant que la Cour se réunisse, le Président peut inviter les parties à agir de manière

interpretation takes the form of a judgment, because it too adjudicates on that question with binding force and final effect. This is quite logical, moreover, since it would seem difficult to contemplate the Court giving its decision on the merits of a request for revision or interpretation in a different form from that in which it rendered the decision which is the subject of such a request. Furthermore, contemplating the possibility that the Court could decide on such a request by means of an order would amount to accepting the notion that an instrument whose object is the "conduct of the case" is able to revise or interpret a decision which adjudicates definitively and with binding force on the rights of the States concerned. The situation is different when the Court requires a party to show previous compliance with the judgment submitted for revision. In that case, the order, which is the form chosen for this type of decision, does not settle any point of fact or law.

III. The Decisions of the Court which Take the Form of an Order Pursuant to the Statute or Rules of Court

The Court makes orders when the object of its decisions, generally speaking, is to pursue the "conduct of the case". This applies to those decisions whose purpose is "procedural", in the strict sense, which determine the form of the proceedings, fix time-limits or arrange the taking of evidence (Article 48 of the Statute; Articles 44, 45, 46, 47 and 67 of the Rules of Court). The Court also makes orders on questions that concern the "conduct of the case" in a broader sense. Such is the case with orders on the indication of provisional measures and orders officially recording the discontinuance of proceedings. These will be discussed below.

A. Provisional Measures

1. Relevant provisions

(a) *Statute*

"Article 41

1. The Court shall have the power to indicate, if it considers that circumstances so require, any provisional measures which ought to be taken to preserve the respective rights of either party.
2. Pending the final decision, notice of the measures suggested shall forthwith be given to the parties and to the Security Council."

(b) *Rules of Court*

"Article 74

1. A request for the indication of provisional measures shall have priority over all other cases.
2. The Court, if it is not sitting when the request is made, shall be convened forthwith for the purpose of proceeding to a decision on the request as a matter of urgency.
3. The Court, or the President if the Court is not sitting, shall fix a date for a hearing which will afford the parties an opportunity of being represented at it. The Court shall receive and take into account any observations that may be presented to it before the closure of the oral proceedings.
4. Pending the meeting of the Court, the President may call upon the parties to act in such

que toute *ordonnance* de la Cour sur la demande en indication de mesures conservatoires puisse avoir les effets voulus. »

Il fut, pour la première fois, fait mention de la forme que devaient prendre les décisions de la Cour en matière de mesures conservatoires dans le Règlement de 1978. L'alinéa 4 de l'article 74 se contente de codifier une pratique constante, selon laquelle les décisions de la Cour en la matière prennent la forme d'une ordonnance.

2. *Jurisprudence*

La Cour ne siégeant pas, la première ordonnance en indication de mesures conservatoires fut rendue par son président le 8 janvier 1927 dans l'affaire relative à la *Dénonciation du traité sino-belge du 2 novembre 1865*[28]. L'article 57 du Règlement de 1922 prévoyait en effet que, lorsque la Cour ne siégeait pas, l'indication des mesures conservatoires était faite par le président. Or, le président ne pouvait évidemment pas statuer par arrêt, mais seulement par ordonnance. Dans l'affaire de l'*Usine de Chorzów (indemnités)*, la Cour estimant devoir, dans les mêmes matières, se prononcer dans les mêmes formes que celles qui étaient ouvertes au président, décida de rendre sa décision sous forme d'ordonnance[29]. Après la revision du Règlement en 1931, la Cour conserva la forme d'ordonnance pour les décisions relatives aux mesures conservatoires, bien que, d'après le texte revisé de l'article 57, le président n'avait plus le pouvoir de se prononcer en la matière. Le passage du rapport annuel de la Cour permanente de Justice internationale (1932-1933) consacré à l'affaire du *Groenland du Sud-Est* offre certains éléments d'explication plus substantiels :

« La décision de la Cour de se servir de la forme d'ordonnance semble s'être inspirée de l'idée que les mesures conservatoires sont, par leur nature, provisoires, tandis que les arrêts constituent des décisions définitives ; d'autre part, des mesures conservatoires peuvent être indiquées *ex officio*, tandis qu'un arrêt *ex officio* n'est pas possible. »[30]

3. *Travaux préparatoires*

L'idée exprimée par la Cour dans l'affaire du *Groenland du Sud-Est* fut reprise dans les travaux préparatoires à la revision du Règlement de 1972. Il ressort clairement desdits travaux que le choix d'indiquer de manière expresse que les décisions de la Cour sur les demandes en indication de mesures conservatoires doivent prendre la forme d'une ordonnance était justifié par le souhait d'insister sur le caractère provisoire de telles mesures, en tout cas, jusqu'au prononcé de l'arrêt définitif.

4. *Conclusion*

La forme d'ordonnance que doivent revêtir les décisions de la Cour en indication de mesures conservatoires doit certes son origine à l'article 57 du Règlement de 1922, qui autorisait le président, lorsque la Cour ne siégeait pas, à prendre de telles mesures. Toutefois, la pratique a montré que ce type de décision se justifiait avant tout par son objet qui vise à assurer, au sens large, la « direction du procès », à travers la préservation des droits des parties dans l'attente de l'arrêt définitif. Le caractère provisoire des mesures conservatoires, par opposition au caractère définitif de l'arrêt qui statue avec autorité de chose jugée sur les droits des parties que lesdites mesures tendent à préserver, est confirmé par l'actuel article 76 du Règlement. Celui-ci prévoit la possibilité pour la Cour, à la demande d'une partie et à tout moment avant l'arrêt définitif,

[28] *Dénonciation du traité sino-belge du 2 novembre 1865, C.P.J.I. série A n° 8*, p. 5.

[29] *Usine de Chorzów (indemnités), ordonnance du 21 novembre 1927, C.P.J.I. série A n° 12*, p. 9.

[30] *C.P.J.I. série E n° 9*, p. 161.

a way as will enable any order the Court may make on the request for provisional measures to have its appropriate effects."

The form to be taken by the Court's decisions on provisional measures was mentioned for the first time in the 1978 Rules of Court. Article 74, paragraph 4, did no more than codify a consistent practice whereby the Court's decisions on the subject took the form of an order.

2. *Jurisprudence*

As the Court was not sitting, the first Order on the indication of provisional measures was made by its President on 8 January 1927 in the case concerning the *Denunciation of the Treaty of 2 November 1865 between China and Belgium*[28]. Article 57 of the 1922 Rules provided that, when the Court was not sitting, the indication of provisional measures was decided by the President. However, the President could obviously not adjudicate by means of a judgment, but only by an order. In the *Factory at Chorzów (Indemnities)* case, the Court, deeming it necessary, in the same context, to rule in the same terms as those available to its President, decided to render its decision in the form of an order[29]. After the revision of the Rules of Court in 1931, the Court retained the form of an order for decisions on provisional measures, even though, according to the revised text of Article 57, the President no longer had the power to decide on the matter. The section of the Annual Report of the Permanent Court of International Justice (1932-1933) devoted to the *South-Eastern Greenland* case provides some more substantive explanation:

"The reason for the Court's decision to employ the form of an order appears to be that measures of protection are essentially provisional in character, whereas judgments are final decisions; again, measures of protection may be indicated by the Court *proprio motu*, whereas this would not be possible in the case of a judgment."[30]

3. Travaux préparatoires

The idea expressed by the Court in the *South-Eastern Greenland* case was taken up in the *travaux préparatoires* of the 1972 revision of the Rules of Court. It emerges clearly from those *travaux préparatoires* that the choice of specifying that the Court's decisions on requests for the indication of provisional measures must take the form of an order was justified by the desire to emphasize the provisional character of such measures, in any event until the delivery of the final judgment.

4. *Conclusion*

The fact that the Court's decisions on the indication of provisional measures must take the form of an order has its origins in Article 57 of the 1922 Rules of Court, which allowed the President to adopt such measures when the Court was not sitting. However, practice has shown this type of decision to be justified first and foremost by its object, which is, broadly speaking, to pursue the "conduct of the case" by preserving the rights of the parties pending the final judgment. The provisional character of these measures, as opposed to the final character of the judgment, which pronounces with the force of *res judicata* on the rights of the parties which the said measures are intended to preserve, is confirmed by the present Article 76 of the Rules of Court. This allows the Court, at the request of a party and at any

[28] *Denunciation of the Treaty of 2 November 1865 between China and Belgium, P.C.I.J., Series A, No. 8*, p. 5.
[29] *Factory at Chorzów (Indemnities), Order of 21 November 1927, P.C.I.J., Series A, No. 12*, p. 9.
[30] *P.C.I.J., Series E, No. 9*, p. 161.

de rapporter ou de modifier toute décision concernant des mesures conservatoires si un changement dans la situation lui paraît le justifier. Il convient de souligner toutefois que, si les ordonnances en indication de mesures conservatoires ne sont pas définitives, elles n'en demeurent pas moins obligatoires[51], en tout cas, jusqu'au prononcé de l'arrêt au fond.

B. Le désistement

1. Dispositions pertinentes

a) *Statut*

Le Statut est muet sur la possibilité de clore une procédure contentieuse à la suite d'un accord intervenu entre les parties ou du désistement de la partie demanderesse.

b) *Règlement*

« Article 88

1. Si, à un moment quelconque avant l'arrêt définitif sur le fond, les parties, conjointement ou séparément, notifient à la Cour par écrit qu'elles sont convenues de se désister de l'instance, la Cour rend une *ordonnance* prenant acte du désistement et prescrivant que l'affaire soit rayée du rôle.
2. Si les parties sont convenues de se désister de l'instance parce qu'elles sont parvenues à un arrangement amiable, la Cour peut, si les parties le désirent, soit faire mention de ce fait dans l'*ordonnance* prescrivant la radiation de l'affaire sur le rôle, soit indiquer les termes de l'arrangement dans l'*ordonnance* ou dans une annexe à celle-ci.
3. Si la Cour ne siège pas, toute ordonnance rendue conformément au présent article peut être prise par le Président.

Article 89

1. Si, au cours d'une instance introduite par requête, le demandeur fait connaître par écrit à la Cour qu'il renonce à poursuivre la procédure, et si, à la date de la réception par le Greffe de ce désistement, le défendeur n'a pas encore fait acte de procédure, la Cour rend une *ordonnance* prenant acte du désistement et prescrivant la radiation de l'affaire sur le rôle. Copie de ladite ordonnance est adressée par le Greffier au défendeur.

2. Si, à la date de la réception du désistement, le défendeur a déjà fait acte de procédure, la Cour fixe un délai dans lequel il peut déclarer s'il s'oppose au désistement. Si, dans le délai fixé, il n'est pas fait objection au désistement, celui-ci est réputé acquis et la Cour rend une *ordonnance* en prenant acte et prescrivant la radiation de l'affaire sur le rôle. S'il est fait objection, l'instance se poursuit.

3. Si la Cour ne siège pas, les pouvoirs que lui confère le présent article peuvent être exercés par le Président. »

[51] La Cour a d'ailleurs souligné le caractère obligatoire des ordonnances en indication de mesures conservatoires dans l'arrêt qu'elle a rendu en l'affaire *LaGrand*. Elle y a déclaré ce qui suit :

« Il ressort de l'objet et du but du Statut, ainsi que des termes de l'article 41 lus dans leur contexte, que le pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires emporte le caractère obligatoire desdites mesures, dans la mesure où le pouvoir en question est fondé sur la nécessité, lorsque les circonstances l'exigent, de sauvegarder les droits des parties, tels que déterminés par la Cour dans son arrêt définitif, et d'éviter qu'il y soit porté préjudice. Prétendre que des mesures conservatoires indiquées en vertu de l'article 41 ne seraient pas obligatoires serait contraire à l'objet et au but de cette disposition. » (*LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique), arrêt, C.I.J. Recueil 2001*, p. 503, par. 102.)

time before the final judgment, to revoke or modify any decision concerning provisional measures if, in its opinion, some change in the situation justifies it. It should be pointed out, however, that while the orders indicating provisional measures are not final, they are nonetheless binding[51], in any event until the delivery of the judgment on the merits.

B. Discontinuance of Proceedings

1. Relevant provisions

(a) *Statute*

The Statute is silent on the possibility of contentious proceedings being closed following an agreement reached between the parties or discontinuance by the Respondent.

(b) *Rules of Court*

"Article 88

1. If at any time before the final judgment on the merits has been delivered the parties, either jointly or separately, notify the Court in writing that they have agreed to discontinue the proceedings, the Court shall make an *order* recording the discontinuance and directing that the case be removed from the list.
2. If the parties have agreed to discontinue the proceedings in consequence of having reached a settlement of the dispute and if they so desire, the Court may record this fact in the *order* for the removal of the case from the list, or indicate in, or annex to, the *order*, the terms of the settlement.
3. If the Court is not sitting, any order under this Article may be made by the President.

Article 89

1. If in the course of proceedings instituted by means of an application, the applicant informs the Court in writing that it is not going on with the proceedings, and if, at the date on which this communication is received by the Registry, the respondent has not yet taken any step in the proceedings, the Court shall make an *order* officially recording the discontinuance of the proceedings and directing the removal of the case from the list. A copy of this order shall be sent by the Registrar to the respondent.
2. If, at the time when the notice of discontinuance is received, the respondent has already taken some step in the proceedings, the Court shall fix a time-limit within which the respondent may state whether it opposes the discontinuance of the proceedings. If no objection is made to the discontinuance before the expiration of the time-limit, acquiescence will be presumed and the Court shall make an *order* officially recording the discontinuance of the proceedings and directing the removal of the case from the list. If objection is made, the proceedings shall continue.
3. If the Court is not sitting, its powers under this Article may be exercised by the President."

---

[51] The Court emphasized the binding character of orders on the indication of provisional measures in its Judgment in the *LaGrand* case, where it stated that:

> "It follows from the object and purpose of the Statute, as well as from the terms of Article 41 when read in their context, that the power to indicate provisional measures entails that such measures should be binding, inasmuch as the power in question is based on the necessity, when the circumstances call for it, to safeguard, and to avoid prejudice to, the rights of the parties as determined by the final judgment of the Court. The contention that provisional measures indicated under Article 41 might not be binding would be contrary to the object and purpose of that Article." (*LaGrand (Germany v. United States of America), Judgment, I.C.J. Reports 2001*, p. 503, para. 102.)

2. Travaux préparatoires

L'article 61 du Règlement de 1922 était rédigé en ces termes:

> «Si les parties tombent d'accord sur la solution à donner au litige et notifient cet accord par écrit à la Cour avant la clôture de la procédure, la Cour donne acte de l'accord intervenu.
>
> Si, d'un commun accord, les parties notifient par écrit à la Cour qu'elles renoncent à poursuivre la procédure, la Cour prend acte de cette renonciation et la procédure prend fin.»

Cet article fit l'objet d'un examen approfondi lors de la revision du Règlement de 1936. Les discussions qui eurent lieu au sein de la Cour portèrent principalement sur la forme que devait revêtir la décision par laquelle celle-ci prenait acte de l'accord des parties sur la solution à donner au litige. Cette question avait été étudiée en 1922 et 1926, et il avait été décidé de ne rien mentionner à cet égard dans le Règlement et de laisser la pratique régler cette question.

Lors des débats de 1936, le juge Negulesco fit observer que

> «l'expression «si les parties tombent d'accord sur la solution à donner au litige et notifient cet accord par écrit à la Cour...» [prévue à l'alinéa premier de l'article 61 du Règlement et à l'alinéa premier du texte proposé par la commission de coordination] p[ouvai]t se référer à la fois au fait qu'un accord [était] intervenu et que la Cour d[evait] en prendre acte, et à un accord qui d[evait] être incorporé dans le contenu du jugement»[32].

Dans le premier cas, la Cour pouvait se contenter de rendre une ordonnance pour déclarer que l'affaire avait pris fin. Dans le second cas, en revanche, la Cour devrait rendre un arrêt car elle se dessaisissait de l'affaire en incorporant dans sa décision un accord intervenu entre les parties. En effet, comme le souligna le juge Fromageot, dans l'éventualité où la Cour rendrait un tel arrêt, il serait

> «conçu dans certains termes que les parties lui propose[raie]nt d'accepter et qu'elle apprécie[rait] pour s'assurer qu'ils ne contrevien[draient] pas au droit des gens, à la jurisprudence de la Cour, à l'ordre public et aux bonnes mœurs: l'avantage du procédé [serait] que les parties obtiennent de la Cour une décision qui aura[it], à l'égard de leurs Etats respectifs, l'autorité de la chose jugée, que n'aura[it] pas un arrangement amiable»[33].

Il fut décidé de revoir la rédaction de la disposition litigieuse afin de comprendre ses termes comme signifiant que les parties n'avaient pas à faire connaître le texte de l'accord, mais seulement son existence. Cela était d'ailleurs conforme à la pratique antérieurement suivie (voir les affaires *Usine de Chorzów* et *Castellorizo*).

Si les juges étaient majoritairement favorables à ce que la Cour prenne acte d'un accord intervenu entre les parties par voie d'ordonnance, tous n'étaient pas partisans d'une consécration réglementaire de cette pratique. Le baron Rolin-Jaequemyns considérait ainsi que, «si le Règlement prévo[yait] que la Cour, dans les cas envisagés, d[evai]t se prononcer par une ordonnance, elle ne pourra[it] pas se prononcer par un arrêt». Or, il était, selon lui,

---

[32] *C.P.J.I. série D n° 2, 3e add.*, p. 314.
[33] *Ibid.*

2. Travaux préparatoires

Article 61 of the 1922 Rules was worded as follows:

> "If the parties conclude an agreement regarding the settlement of the dispute and give written notice of such agreement to the Court before the close of the proceedings, the Court shall officially record the conclusion of the agreement.
>
> Should the parties by mutual agreement notify the Court in writing that they intend to break off proceedings, the Court shall officially record the fact and proceedings shall be terminated."

This Article was examined in detail during the 1936 revision of the Rules of Court. The discussions that took place within the Court dealt mainly with the form that should be taken by its decision officially recording the agreement of the parties regarding the settlement of the dispute. This question had been considered in 1922 and 1926, and it had been decided to say nothing in this connection in the Rules of Court and to allow the matter to be settled by practice.

In the 1936 debates, Judge Negulesco observed that

> "the expression 'if the parties conclude an agreement regarding the settlement of the dispute and give written notice of such agreement to the Court . . .' [as in Article 61, first paragraph, of the Rules of Court and in the first paragraph of the text proposed by the Co-ordination Commission] might cover both the case of the conclusion of an agreement which the Court must record and that of an agreement which must be embodied in a judgment"[32].

In the first situation, the Court could simply make an order declaring that the case was closed. In the second, on the other hand, the Court should deliver a judgment, since it was removing the case from its list and embodying in its decision an agreement reached between the parties. Indeed, as Judge Fromageot pointed out, if the Court rendered such a judgment, it would do so

> "in certain terms proposed by the parties, after satisfying itself that these terms did not contravene international law, the Court's jurisprudence, or the principles of public policy and morality; the advantage of the proceeding would be that the parties would obtain from the Court a decision which, as regards their respective countries, would possess the force of *res judicata*, which a settlement would not have"[33].

It was decided to revise the wording of the contentious provision so that its terms were understood to mean that the parties were not required to notify the text of the agreement, but only the fact of its existence. This was also consistent with the previous practice (see the *Factory at Chorzów* and *Castellorizo* cases).

While the majority of the judges were in favour of the Court recording an agreement reached between the parties by means of an order, not all of them supported the enshrining of this practice in the Rules of Court. Baron Rolin-Jacquemyns thus observed that "if it was laid down in the Rules that in these cases the Court's decision must take the form of an order, it could not give its decision by judgment". In his opinion, it would be "better

[32] *P.C.I.J., Series D, No. 2, 3rd Add.*, p. 314.
[33] *Ibid.*

« préférable de laisser à la Cour toute liberté d'agir d'une façon ou d'une autre suivant les circonstances »[34]. Il fut cependant répondu à cet argument que l'indication expresse, dans le Règlement, de ce que la décision de la Cour devait prendre la forme d'une ordonnance se justifiait par la nature de sa fonction en l'espèce, qui consistait à simplement donner acte d'un accord intervenu qui ne faisait pas corps avec la décision. Comme le souligna le juge Anzilotti, décider d'insérer une disposition en ce sens n'aurait pour but que de « confirmer une pratique qui n'[était] que l'application de l'article 48 du Statut, lequel dispose que c'est par voie d'ordonnance que la Cour dirige le procès »[35]. Il fut observé au surplus que la Cour avait, jusqu'à présent, dans ce type de situations, rendu des ordonnances. La Cour avait alors admis que des arrêts ne devaient être rendus qu'en cas de contestation. Or, l'application de l'article 61 excluait l'existence d'une mésentente entre les parties en ce qui concernait l'opportunité de mettre fin à la procédure. En conséquence, il fut décidé de préciser, dans le premier alinéa de l'article 61, que la Cour prenait sa décision par voie d'ordonnance et d'ajouter, à la fin de cet alinéa, les mots « et ordonne la radiation de l'affaire du rôle de la Cour ». Par esprit de symétrie, il fut décidé de procéder aux mêmes changements à l'alinéa 2 de l'article 61 du Règlement. Le texte adopté fut le suivant :

> « Avant le prononcé de l'arrêt, si les parties tombent d'accord sur la solution à donner au litige et le font connaître par écrit à la Cour ou si, d'un commun accord, elles lui font connaître par écrit qu'elles renoncent à poursuivre l'instance, la Cour rend une ordonnance leur donnant acte de leur arrangement amiable ou prenant acte de leur désistement et dans chaque cas prescrivant la radiation de l'affaire sur le rôle. »

Ce texte devint l'article 68 du Règlement de 1936, l'article 68 du Règlement de 1946 et, avec des modifications mineures, l'article 73 du Règlement de 1972. Remanié, l'article 73 du Règlement de 1972 devint l'article 88 du Règlement de 1978.

L'article 88 du Règlement de 1978 comporte trois paragraphes. Le premier paragraphe règle le cas où les parties, « conjointement ou séparément », notifient par écrit à la Cour qu'elles sont convenues de se désister de l'instance, ce qu'elles ont le droit de faire jusqu'au prononcé de « l'arrêt définitif sur le fond ». Dans cette hypothèse, la Cour « rend une ordonnance prenant acte du désistement et prescrivant que l'affaire soit rayée du rôle ». Le paragraphe 2 est nouveau : il prévoit le cas où les parties étant parvenues à un arrangement amiable entendent se désister de l'instance. La Cour peut alors, « si les parties le désirent, soit faire mention de ce fait dans l'ordonnance prescrivant la radiation de l'affaire du rôle, soit indiquer les termes de l'arrangement dans l'ordonnance ou dans une annexe à celle-ci ». L'idée était de donner à l'arrangement amiable un caractère doublement impératif, en tant qu'accord obligatoire par lui-même, et en tant qu'il fait partie d'une ordonnance de la Cour ou est consigné dans une ordonnance de la Cour, elle-même obligatoire à l'égard des parties. Enfin, le paragraphe 3 de l'article 88 du Règlement indique que, « [s]i la Cour ne siège pas, toute ordonnance, rendue conformément au présent article peut être prise par le président ».

L'examen de l'article 89 du Règlement de 1978, consacré aux désistements unilatéraux, n'offre pas d'intérêt particulier pour la présente note, dans la mesure où ses dispositions relatives à la forme que doit prendre la décision de la Cour pour prendre acte du désistement et prescrire la radiation de l'affaire du rôle sont largement inspirées de l'article 88 du Règlement que nous venons d'étudier. Le recours à cette disposition dans l'affaire de la *Barcelona Traction* mérite toutefois d'être souligné car il renseigne sur les effets d'une déci-

[34] *C.P.J.I. série D n° 2, 3e add.*, p. 314.
[35] *Ibid.*, p. 316.

to leave the Court entirely free to adopt either course, according to circumstances"[34]. The response to this argument, however, was that a specific indication, in the Rules of Court, that the Court's decision must take the form of an order was justified by the nature of its function in such an instance, which was simply to record the fact that an agreement — which was not embodied in the decision — had been reached. As Judge Anzilotti explained, the decision to include a provision to this effect "simply confirmed a practice which did no more than apply Article 48 of the Statute, which provided that the Court would make orders for the conduct of the case"[35]. It was further pointed out that the Court had hitherto made orders in this type of situation, having accepted that judgments were to be rendered only where a dispute existed. Article 61 ruled out any misunderstanding between the parties as regards the propriety of terminating the proceedings. Consequently, it was decided to specify, in Article 61, first paragraph, that the Court would take its decision by means of an order, and to add at the end of that paragraph the words "and order the case to be removed from the list". For the purposes of symmetry, it was decided to make the same changes to Article 61, second paragraph, of the Rules of Court. The text adopted was as follows:

> "If at any time before judgment has been delivered, the parties conclude an agreement as to the settlement of the dispute and so inform the Court in writing, or by mutual agreement inform the Court in writing that they are not going on with the proceedings, the Court will make an order officially recording the conclusion of the settlement or the discontinuance of the proceedings; in either case the order will prescribe the removal of the case from the list."

This text became Article 68 of the 1936 Rules of Court, Article 68 of the 1946 Rules of Court and, with minor modifications, Article 73 of the 1972 Rules of Court. After revision, Article 73 of the 1972 Rules of Court became Article 88 of the 1978 Rules of Court.

Article 88 of the 1978 Rules of Court consists of three paragraphs. The first deals with cases where the parties "either jointly or separately" notify the Court in writing that they have agreed to discontinue the proceedings, which they are entitled to do "at any time before the final judgment on the merits". In that event, the Court "shall make an *order* recording the discontinuance and directing that the case be removed from the list". Paragraph 2 is new: it contemplates the situation where the parties, having reached a settlement of the dispute, wish to discontinue the proceedings. The Court may then "if [the parties] so desire . . . record this fact in the order for the removal of the case from the list, or indicate in, or annex to, the order, the terms of the settlement". The idea was to have the effect of imparting a doubly obligatory character to the settlement, both as a binding agreement in itself, and as part of or as recorded in an order of Court, which is itself also binding as such on the parties. Finally, Article 88, paragraph 3, of the Rules of Court states that "[i]f the Court is not sitting, any order under this Article may be made by the President".

A study of Article 89 of the 1978 Rules of Court, regarding unilateral discontinuance, is not particularly relevant for this Note, since its provisions concerning the form to be taken by the Court's decision officially recording the discontinuance and directing the removal of the case from the list are largely drawn from Article 88 of the Rules of Court, which has just been discussed. However, the recourse to this provision in the *Barcelona Traction* case is worthy of attention, since it is instructive as to the effects of a decision in

[34] *P.C.I.J., Series D, No. 2, 3rd Add.*, p. 314.
[35] *Ibid.*, p. 316.

sion en matière de désistement. Dans la première phase de cette affaire, l'une des exceptions préliminaires du défendeur consistait à soutenir que le désistement intervenu dans la première instance devait être considéré comme définitif et comme faisant obstacle à toute nouvelle instance ou reprise d'instance, du moins devant la Cour («désistement d'action»). La Cour n'a pas partagé ce point de vue. Elle a estimé qu'en l'espèce le désistement était un acte purement procédural et «neutre» qui n'avait aucun effet sur le fond de l'affaire. Il ne mettait pas en soi fin au différend en tant que tel (mais seulement à l'instance en cours) et n'emportait pas en soi renonciation à la réclamation[36].

3. Conclusion

La forme d'ordonnance dont est revêtue la décision est justifiée en l'espèce par son objet, à savoir prendre acte de la volonté exprimée en ce sens par le demandeur seul (mais en l'absence de contestation du défendeur), ou par les deux parties, de mettre fin à l'instance. L'ordonnance remplit là encore la fonction qui est la sienne: assurer au sens large la «direction du procès». Dans le cas d'un désistement par voie d'accord, il convient de noter que l'article 88, paragraphe 2, du Règlement actuel prévoit l'éventualité où les termes de l'arrangement amiable auquel les parties seraient parvenues feraient partie intégrante de l'ordonnance. Lors de la revision du Règlement de 1936, cette possibilité avait été expressément écartée car il n'était pas envisagé que la Cour puisse se contenter de reprendre, dans sa décision, les termes d'un arrangement sans porter d'appréciation sur leur validité au regard du droit international. Il était alors observé que, en donnant sa propre interprétation de l'accord intervenu entre les parties, la Cour ne se contentait plus de donner acte de cet instrument; elle appréciait sa validité au regard du droit international. Sa décision ne pouvait donc conserver la forme d'une ordonnance mais prendre celle d'un arrêt, car elle était obligatoire à l'égard des parties et revêtue de l'autorité de chose jugée. La forme d'ordonnance dont est revêtue la décision par laquelle la Cour donne effet à un accord intervenu entre les parties est donc justifiée par le fait que la Cour ne va pas jusqu'à apprécier la validité de cet accord; elle se contente de constater son existence et d'en déduire des conséquences sur la poursuite de l'instance. Plus généralement, il convient de noter que la décision par laquelle la Cour prend acte du désistement, unilatéral ou par voie accord, ne met pas, par elle-même, fin à une contestation. En outre, cette décision n'est pas définitive et ne fait pas obstacle à toute nouvelle instance ou reprise d'instance devant la Cour, à moins qu'il en ait été clairement prévu autrement[37]. Il s'agit d'un acte purement procédural qui n'a pour effet que de mettre fin à l'instance (et non au différend) et n'emporte pas en soi renonciation à la réclamation (sous réserve donc de l'hypothèse de ce «désistement d'action»).

---

[36] *Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgique c. Espagne), arrêt, C.I.J. Recueil 1964*, p. 18-22.

[37] Voir les affaires suivantes: *Compagnie du port, des quais et des entrepôts de Beyrouth et Société Radio-Orient (France c. Liban), ordonnance du 31 août 1960, C.I.J. Recueil 1960*, p. 186; *Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran (Etats-Unis d'Amérique c. Iran), ordonnance du 12 mai 1981, C.I.J. Recueil 1981*, p. 45; *Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie), ordonnance du 13 septembre 1993, C.I.J. Recueil 1993*, p. 322; *Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique), ordonnance du 22 février 1996, C.I.J. Recueil 1996 (I)*, p. 9; *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni), ordonnance du 10 septembre 2003, C.I.J. Recueil 2003*, p. 149; *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique), ordonnance du 10 septembre 2003, C.I.J. Recueil 2003*, p. 152.

respect of discontinuance. In the first phase of that case, one of the preliminary objections raised by the Respondent was that the discontinuance of the initial proceedings had to be considered as final and as precluding any further proceedings or resumption of proceedings, at least before the Court ("discontinuance of the action"). The Court did not share this view. It held that, in those proceedings, discontinuance was a purely procedural and "neutral" act which had no bearing on the merits of the case. It did not in itself put an end to the dispute as such (but only to the current proceedings) and did not establish in itself that there had been a renunciation of the claim[36].

3. Conclusion

The form of an order is justified in this instance by its object, which is to record the wish to terminate the proceedings expressed either by the applicant alone (but with no objection from the respondent) or by both parties. Here again, the order performs its role of broadly pursuing the conduct of the case. In the event of discontinuance by agreement, it should be noted that Article 88, paragraph 2, of the present Rules of Court allows for the possibility of the terms of the settlement reached by the parties forming an integral part of the order. During the 1936 revision of the Rules of Court, this possibility was specifically rejected, because it was not felt that the Court could simply reiterate the terms of a settlement in its decision without commenting on their validity under international law. It was observed that, by giving its own interpretation of the agreement reached between the parties, the Court was no longer merely recording that instrument; it was considering its validity in terms of international law. Its decision therefore could not remain in the form of an order, but had to take that of a judgment, since it was binding on the parties and possessed the force of *res judicata*. Using the form of an order for the decision by which the Court gives effect to an agreement reached between the parties is therefore justified by the fact that the Court does not go so far as to consider the validity of that agreement; it merely records its existence and draws conclusions from it as to the continuation of the case. More generally, it should be noted that the decision by which the Court records a discontinuance, whether unilateral or by agreement, does not, in itself, put an end to a dispute. Moreover, that decision is not final and does not preclude any further proceedings or resumption of proceedings before the Court, unless it has been clearly specified otherwise[37]. It is a purely procedural act whose only effect is to put an end to the proceedings (but not to the dispute) and which does not in itself entail the renunciation of a claim (subject to the possibility of "discontinuance of the action").

---

[36] *Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgium* v. *Spain), Judgment, I.C.J. Reports 1964*, pp. 18-22.

[37] See the following cases: *Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth and Société Radio-Orient (France* v. *Lebanon), Order of 31 August 1960, I.C.J. Reports 1960*, p. 186; *United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America* v. *Iran), Order of 12 May 1981, I.C.J. Reports 1981*, p. 45; *Certain Phosphate Lands in Nauru (Nauru* v. *Australia), Order of 13 September 1993, I.C.J. Reports 1993*, p. 322; *Aerial Incident of 3 July 1988 (Islamic Republic of Iran* v. *United States of America), Order of 22 February 1996, I.C.J. Reports 1996 (I)*, p. 9; *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya* v. *United Kingdom), Order of 10 September 2003, I.C.J. Reports 2003*, p. 149; *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya* v. *United States of America), Order of 10 September 2003, I.C.J. Reports 2003*, p. 152.

IV. Les décisions de la Cour dont la forme n'est précisée ni dans le Statut ni dans le Règlement

A. L'intervention

1. L'intervention fondée sur l'article 62 du Statut

a) *Disposition pertinente*

« Article 62

1. Lorsqu'un Etat estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause, il peut adresser à la Cour une requête, à fin d'intervention.
2. La Cour décide. »

b) *Travaux préparatoires*

L'article 59 du Règlement de 1922, consacré à l'intervention fondée sur l'article 62 du Statut, ne faisait pas mention de la forme que devait revêtir la décision de la Cour. Lors des travaux préparatoires à la revision du Règlement de 1926, le greffier, aux fins de rendre compte de la procédure suivie lors de l'intervention de la Pologne en l'affaire du *Wimbledon*, proposa d'amender l'article 59 du Règlement en ajoutant la phrase suivante: « La Cour statue sur la requête sous forme d'arrêt. » Cette proposition fut adoptée sous la forme suivante: « La Cour statue sur la requête par un arrêt. »[58] Elle fut intégrée à l'article 59 du Règlement de 1931 et demeura dans le Règlement revisé de 1936 (art. 64), de 1946 (art. 64) et de 1972 (art. 69).

Lors des travaux préparatoires à la revision du Règlement de 1978, le comité s'interrogea sur l'opportunité de maintenir dans cet instrument une disposition relative à la forme que devaient revêtir les décisions de la Cour sur les requêtes à fin d'intervention fondées sur l'article 62 du Statut. Le comité avait en particulier remarqué, d'une part, qu'il n'y avait pas de disposition correspondante pour les demandes d'intervention présentées au titre de l'article 63 du Statut et, d'autre part, que cette disposition n'avait jamais été appliquée. Compte tenu de ces considérations, le comité avait décidé de recommander la suppression de la disposition prévoyant que la décision de la Cour devait revêtir la forme d'un arrêt; la Cour pourrait alors, dans chaque espèce, donner à sa décision la forme qui lui paraîtrait appropriée. Cette proposition fut adoptée par la Cour.

c) *Jurisprudence*

Dans l'affaire du *Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)*, à propos de la requête de Malte à fin d'intervention, il fût d'abord envisagé que la décision revêtirait la forme d'une ordonnance motivée et lue en audience publique et non d'un arrêt, dans la mesure où il s'agissait d'un incident de procédure. Certains juges s'étaient élevés contre cette proposition. Le projet de décision sur la requête de Malte à fin d'intervention fut finalement soumis à la Cour sous la forme d'un arrêt, au motif que c'était la première fois que la Cour interprétait réellement l'article 62 du Statut et que cette décision serait importante pour tous les Etats et pas seulement pour les Etats directement intéressés. La Cour décida donc de statuer par arrêt sur la requête maltaise à fin d'intervention. Dans cet arrêt, la Cour dit à l'unanimité que cette requête ne pouvait être admise.

[58] *C.P.J.I. série D nº 2, Addendum*, p. 157-158.

IV. The Decisions of the Court whose Form Is not Specified either in the Statute or the Rules of Court

A. Intervention

1. Intervention under Article 62 of the Statute

(a) *Relevant provision*

"Article 62

1. Should a state consider that it has an interest of a legal nature which may be affected by the decision in the case, it may submit a request to the Court to be permitted to intervene.
2. It shall be for the Court to decide upon this request."

(b) Travaux préparatoires

Article 59 of the 1922 Rules of Court, concerning intervention under Article 62 of the Statute, did not indicate the form that was to be taken by the Court's decision. During the *travaux préparatoires* of the 1926 revision of the Rules of Court, the Registrar proposed that, in order to take into account the procedure adopted in connection with Poland's intervention in the *S.S. "Wimbledon"* case, Article 59 of the Rules should be amended by adding the following sentence: "The Court will give its decision on the application in the form of a judgment", and this proposal was adopted[38]. It was incorporated into Article 59 of the 1931 Rules of Court and retained in the 1936 (Art. 64), 1946 (Art. 64) and 1972 (Art. 69) revisions.

During the *travaux préparatoires* of the 1978 revision of the Rules of Court, the Committee questioned the appropriateness of retaining in that instrument a provision laying down the form to be taken by the Court's decisions on applications for permission to intervene under Article 62 of the Statute. The Committee had in particular observed that there was no corresponding provision for requests to intervene made under Article 63 of the Statute, and that that provision had never been applied. In the light of those considerations, the Committee had decided to recommend that the provision prescribing that the Court's decision must take the form of a judgment should be deleted; the Court would then be able, in each individual case, to give its decision the form that seemed appropriate to it. That proposal was adopted by the Court.

(c) *Jurisprudence*

In the case concerning the *Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)*, in respect of Malta's Application for permission to intervene, it was initially envisaged that the decision would be given in the form of a reasoned order, to be read out at a public sitting, and not a judgment, given the incidental nature of the proceedings. Certain judges were opposed to that proposal. The draft decision on Malta's Application for permission to intervene was eventually presented to the Court in the form of a judgment, on the grounds that it was the first time that Article 62 of the Statute would be squarely interpreted in a decision of the Court and that the decision would be of importance for all States, not merely those directly concerned. The Court therefore decided to settle by judgment Malta's Application for permission to intervene. In that judgment, the Court unanimously found that that Application could not be granted.

[38] *P.C.I.J., Series D, No. 2, Addendum*, pp. 157-158.

Par la suite, la Cour a régulièrement statué par voie d'arrêt sur des requêtes à fin d'intervention fondées sur l'article 62 du Statut[59]. Dans l'affaire de la *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria)*, la Cour a, pour la première fois, statué par voie d'ordonnance sur la requête à fin d'intervention de la Guinée équatoriale[60]. Cette affaire se distinguait des autres affaires dans lesquelles un Etat avait demandé l'autorisation d'intervenir conformément à l'article 62 du Statut en ce que, outre le fait que l'Etat intervenant demandait ici à être admis en tant qu'intervenant non partie à l'instance, aucune des deux Parties à l'affaire ne s'opposait à la requête à fin d'intervention. La Cour a procédé de la même façon dans un contexte similaire s'agissant de la requête à fin d'intervention de la Grèce dans l'affaire des *Immunités juridictionnelles de l'Etat (Allemagne c. Italie ; Grèce (intervenant))*[61].

2. *L'intervention fondée sur l'article 63 du Statut*

a) *Disposition pertinente*

« Article 63

1. Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Etats que les parties en litige, le Greffier les avertit sans délai.
2. Chacun d'eux a le droit d'intervenir au procès et, s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à son égard. »

b) *Jurisprudence*

Les travaux préparatoires ne donnent aucune indication quant à la forme que doivent revêtir les décisions de la Cour sur les demandes d'intervention en vertu de l'article 63 du Statut. La jurisprudence est, pour sa part, relativement limitée. Il n'y eut, en effet, que trois cas de dépôt de déclarations d'intervention fondées sur cette disposition.

Dans l'affaire *Haya de la Torre (Colombie c. Pérou)*, le Gouvernement de Cuba avait demandé à intervenir sur la base de l'article 63 du Statut en sa qualité de partie à la Convention de La Havane de 1928. L'agent du Gouvernement du Pérou avait contesté l'admissibilité de cette demande, alors que l'agent du Gouvernement de la Colombie n'y avait formulé aucune objection. La Cour décida d'organiser des audiences publiques afin d'entendre les observations des Gouvernement du Pérou, de la Colombie et de Cuba à ce sujet. Après que les Parties eurent exposé leurs vues, la Cour se retira pour délibérer. Elle communiqua sa décision — l'admission de la déclaration d'intervention présentée par le Gouvernement de Cuba — aux Etats intéressés lors d'une nouvelle audience publique[62].

---

[59] Voir les affaires suivantes : *Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte)*, sur la requête à fin d'intervention de l'Italie (*C.I.J. Recueil 1984*, p. 3) ; *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras)*, sur la requête à fin d'intervention du Nicaragua (*C.I.J. Recueil 1990*, p. 92) ; *Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaisie)*, sur la requête à fin d'intervention des Philippines (*C.I.J. Recueil 2001*, p. 575) ; et *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*, sur les requêtes à fin d'intervention du Costa Rica (*C.I.J. Recueil 2011 (II)*, p. 348) et du Honduras (*C.I.J. Recueil 2011 (II)*, p. 420).

[60] *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria), requête à fin d'intervention, ordonnance du 21 octobre 1999*, *C.I.J. Recueil 1999*, p. 1029.

[61] *Immunités juridictionnelles de l'Etat (Allemagne c. Italie), requête à fin d'intervention, ordonnance du 4 juillet 2011*, *C.I.J. Recueil 2011 (II)*, p. 494.

[62] *Haya de la Torre (Colombie c. Pérou), procès-verbaux des séances publiques tenues au Palais de la Paix, La Haye, du 15 au 17 mai et le 13 juin 1951, sous la présidence de M. Basdevant, président*, p. 130-133.

Subsequently, the Court regularly adjudicated by means of a judgment on applications for permission to intervene under Article 62 of the Statute[39]. In the case concerning the *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon* v. *Nigeria)*, the Court for the first time adjudicated by means of an order on the Application for permission to intervene of Equatorial Guinea[40]. That case differed from other cases in which a State had sought permission to intervene under Article 62 of the Statute, since not only did the intervening State request to be admitted as a non-party intervenor but also neither of the two Parties to the case objected to the Application for permission to intervene. The Court took the same approach under similar circumstances in respect of Greece's Application for permission to intervene in the case concerning *Jurisdictional Immunities of the State (Germany* v. *Italy: Greece intervening)*[41].

2. *Intervention under Article 63 of the Statute*

(a) *Relevant provision*

"Article 63

1. Whenever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties is in question, the Registrar shall notify all such States forthwith.
2. Every State so notified has the right to intervene in the proceedings; but if it uses this right, the construction given by the judgment will be equally binding upon it."

(b) *Jurisprudence*

The *travaux préparatoires* give no indication as to the form to be taken by the Court's decisions on requests to intervene under Article 63 of the Statute. The jurisprudence is relatively limited. In fact, there are only three examples of a declaration of intervention being filed under that provision.

In the *Haya de la Torre* case *(Colombia* v. *Peru)*, the Government of Cuba requested permission to intervene under Article 63 of the Statute on the basis of its status as a party to the Havana Convention of 1928. The Agent of the Government of Peru contested the admissibility of this request, while the Agent of the Government of Colombia made no objections. The Court decided to organize public sittings in order to hear the arguments of the Governments of Peru, Colombia and Cuba on this point. After the Parties had expressed their views, the Court retired to begin its deliberation. It communicated its decision — that the Cuban Government's declaration of intervention was admissible — to the States concerned at a new public sitting[42]. In this case, the Court's decision on the request

[39] See the following cases: *Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)*, on Italy's Application for permission to intervene (*I.C.J. Reports 1984*, p. 3); *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras)*, on Nicaragua's Application for permission to intervene (*I.C.J. Reports 1990*, p. 92); *Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan (Indonesia/Malaysia)*, on the Philippines' Application for permission to intervene (*I.C.J. Reports 2001*, p. 575); *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua* v. *Colombia)*, on the Applications for permission to intervene of Costa Rica (*I.C.J. Reports 2011 (II)*, p. 348) and Honduras (*I.C.J. Reports 2011 (II)*, p. 420).

[40] *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon* v. *Nigeria), Application for Permission to Intervene, Order of 21 October 1999, I.C.J. Reports 1999*, p. 1029.

[41] *Jurisdictional Immunities of the State (Germany* v. *Italy), Application for Permission to Intervene, Order of 4 July 2011, I.C.J. Reports 2011 (II)*, p. 494.

[42] *Haya de la Torre (Colombia* v. *Peru), Minutes of the public sittings held at the Peace Palace, The Hague, on 15-17 May and on 13 June 1951, the President, Mr. Basdevant, presiding*, pp. 130-133.

Dans cette affaire, la décision de la Cour sur la demande d'intervention ne prit donc ni la forme d'un arrêt ni celle d'une ordonnance. Elle fut simplement communiquée aux Etats intéressés au cours d'une audience publique.

Dans l'affaire des *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)*, le Gouvernement d'El Salvador avait demandé à intervenir sur la base de l'article 63 du Statut en sa qualité de partie à plusieurs conventions dont l'interprétation était en jeu en l'affaire. Le Nicaragua et les Etats-Unis n'objectèrent pas à la recevabilité de cette demande. Pourtant, la Cour décida, par voie d'ordonnance, que cette demande était irrecevable au motif qu'elle portait sur des questions qui présupposaient que la Cour était compétente pour connaître du différend entre le Nicaragua et les Etats-Unis et que la requête du Nicaragua était recevable. Or, à la date de la demande en intervention, ces questions n'avaient pas encore été tranchées par la Cour[43]. La forme d'ordonnance dont la Cour a revêtu sa décision semble s'expliquer à la fois par l'absence d'objection des parties à la demande à fin d'intervention d'El Salvador en vertu de l'article 63 du Statut et par le fait qu'il n'a été statué de façon définitive sur aucun droit de cet Etat. Cette décision pouvait être assimilée à une mesure visant simplement à assurer la « direction » de la suite « du procès », en ce qu'elle constatait notamment que les questions soulevées par El Salvador l'avaient été à un stade prématuré de la procédure.

Dans l'affaire de la *Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon; Nouvelle-Zélande (intervenant))*, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande avait demandé à intervenir sur la base de l'article 63 du Statut en sa qualité de partie à la convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine dont l'interprétation était au cœur de l'affaire. Ayant relevé que la Nouvelle-Zélande avait satisfait aux conditions énoncées à l'article 82 du Règlement, que sa déclaration d'intervention entrait dans les prévisions de l'article 63 et, par ailleurs, que l'Australie et le Japon n'avaient pas élevé d'objection à la recevabilité de cette déclaration, la Cour conclut, par voie d'ordonnance, que celle-ci était recevable[44].

3. Conclusions

La suppression, lors de la revision du Règlement de 1978, de la disposition indiquant expressément la forme que devaient revêtir les décisions sur les requêtes à fin d'intervention fondées sur l'article 62 du Statut s'expliquait, d'une part, par l'absence de disposition correspondante pour les demandes d'intervention présentées au titre de l'article 63 du Statut et, d'autre part, par le souhait exprimé par les membres de la Cour de laisser à celle-ci la possibilité de donner à ses décisions la forme qui lui paraîtrait la plus appropriée. Il semble pouvoir être déduit de la pratique que l'élément déterminant dans la décision de la Cour de rendre un arrêt ou une ordonnance est l'existence ou non d'une opposition des parties à la requête à fin d'intervention. L'absence d'objection des parties justifie qu'il soit donné à la décision d'autoriser une intervention dans ces circonstances la forme d'une ordonnance, car il s'agit essentiellement ici de « diriger » la suite du « procès ». L'existence d'une objection suppose en revanche normalement qu'il soit donné à la décision la forme d'un arrêt car il s'agit alors généralement de statuer de façon définitive sur les droits (procéduraux ou autres) des Etats (par exemple, l'existence ou non, dans leur chef, d'un « intérêt juridique » (article 62 du Statut) ou leur qualité de partie à un traité multilatéral (article 63 du Statut)).

[43] *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique), déclaration d'intervention, ordonnance du 4 octobre 1984, C.I.J. Recueil 1984*, p. 215.

[44] *Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon), déclaration d'intervention de la Nouvelle-Zélande, ordonnance du 6 février 2013, C.I.J. Recueil 2013*, p. 3.

to intervene therefore did not take the form of a judgment or an order. It was simply communicated to the States concerned at a public sitting.

In the case concerning *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua* v. *United States of America)*, the Government of El Salvador requested permission to intervene under Article 63 of the Statute on the basis of its status as a party to several of the conventions whose construction was in question in the case. Neither Nicaragua nor the United States contested the admissibility of this request. However, the Court decided by means of an order that that request was inadmissible, because it addressed itself to matters which presupposed that the Court had jurisdiction to entertain the dispute between Nicaragua and the United States and that Nicaragua's Application was admissible. When the request to intervene was made, however, those matters had not yet been decided by the Court[43]. The rendering of the Court's decision in the form of an order appears to be explained both by the lack of objection from the parties to El Salvador's request to intervene under Article 63 of the Statute and by the fact that it did not adjudicate definitively on any right of El Salvador. This decision may be likened to a measure simply aimed at pursuing the conduct of the case, in so far as it found in particular that the matters raised by El Salvador had been introduced at a premature stage in the proceedings.

In the case concerning *Whaling in the Antarctic (Australia* v. *Japan: New Zealand intervening)*, the New Zealand Government requested permission to intervene under Article 63 of the Statute on the basis of its status as a party to the International Convention for the Regulation of Whaling, the interpretation of which was at the heart of the case. Having noted that New Zealand had met the requirements set out in Article 82 of the Rules of Court, that its declaration of intervention fell within the provisions of Article 63 and that, moreover, Australia and Japan had raised no objection to the admissibility of the declaration, the Court, by means of an Order, found that it was admissible[44].

3. Conclusions

The deletion, during the 1978 revision of the Rules of Court, of the provision explicitly indicating the form to be taken by decisions on applications for permission to intervene under Article 62 of the Statute is explained, firstly, by the absence of a corresponding provision for requests to intervene under Article 63 of the Statute and, secondly, by the wish expressed by Members of the Court that it be left to the Court to give its decisions in the form which it considers most appropriate. It seems possible to deduce from the practice that the determining factor in the Court's decision to render a judgment or an order is whether or not there is opposition from the parties to the application for permission to intervene. The lack of objection from the parties justifies the form of an order being used for the decision to allow intervention in such circumstances, since it is essentially for the purposes of the "conduct of the case". The existence of an objection, on the other hand, usually implies that the decision will be given in the form of a judgment, because the Court is generally pronouncing definitively on the rights (procedural or otherwise) of the States concerned (for example, whether or not they have an "interest of a legal nature" (Article 62 of the Statute) or their status as party to a multilateral treaty (Article 63 of the Statute)).

[43] *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua* v. *United States of America), Declaration of Intervention, Order of 4 October 1984, I.C.J. Reports 1984*, p. 215.

[44] *Whaling in the Antarctic (Australia* v. *Japan), Declaration of Intervention of New Zealand, Order of 6 February 2013, I.C.J. Reports 2013*, p. 3.

B. Les demandes reconventionnelles

1. Disposition pertinente

« Article 80[65] du Règlement

1. La Cour ne peut connaître d'une demande reconventionnelle que si celle-ci relève de sa compétence et est en connexité directe avec l'objet de la demande de la partie adverse.
2. La demande reconventionnelle est présentée dans le contre-mémoire et figure parmi les conclusions contenues dans celui-ci. Le droit qu'a l'autre partie d'exprimer ses vues par écrit sur la demande reconventionnelle dans une pièce de procédure additionnelle est préservé, indépendamment de toute décision prise par la Cour, conformément au paragraphe 2 de l'article 45 du présent Règlement, quant au dépôt de nouvelles pièces de procédure.
3. En cas d'objection relative à l'application du paragraphe 1 ou à tout moment lorsque la Cour le considère nécessaire, la Cour prend sa décision à cet égard après avoir entendu les parties. »

2. Jurisprudence

Les travaux préparatoires ne fournissent aucune indication quant à la forme que doivent revêtir les décisions de la Cour sur la recevabilité des demandes reconventionnelles. La jurisprudence de la Cour internationale de Justice fournit, pour sa part, quelques éléments d'explication. Nous nous limiterons à l'étude des affaires dans lesquelles la Cour s'est prononcée à titre préliminaire sur la recevabilité d'une demande reconventionnelle.

Dans l'affaire de l'*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie)*, la Yougoslavie avait présenté des demandes reconventionnelles dans son contre-mémoire. La Bosnie-Herzégovine contestait la recevabilité de ces demandes. Lors d'une réunion que le président avait tenue avec les agents des Parties, ces derniers avaient accepté que leurs gouvernements respectifs déposent des observations écrites sur la question de la recevabilité des demandes reconventionnelles yougoslaves. Dans ses observations écrites, la Bosnie-Herzégovine considérait que les demandes reconventionnelles relevaient bien de la compétence de la Cour, mais qu'elles n'étaient en revanche pas en relation de connexité directe avec l'objet de l'instance initiale. La Cour fit état, dans son ordonnance du 17 décembre 1997, de la position adoptée par la Bosnie-Herzégovine[66]. Elle releva que,

---

[65] Amendement entré en vigueur le 1er février 2001. Toute affaire soumise avant cette date est demeurée régie par l'article 80 du Règlement tel qu'adopté le 14 avril 1978.
L'article 80 du Règlement tel qu'adopté le 14 avril 1978 se lisait comme suit :

« Article 80

1. Une demande reconventionnelle peut être présentée pourvu qu'elle soit en connexité directe avec l'objet de la demande de la partie adverse et qu'elle relève de la compétence de la Cour.
2. La demande reconventionnelle est présentée dans le contre-mémoire de la partie dont elle émane et figure parmi ses conclusions.
3. Si le rapport de connexité entre la demande présentée comme demande reconventionnelle et l'objet de la demande de la partie adverse n'est pas apparent, la Cour, après avoir entendu les parties, décide s'il y a lieu ou non de joindre cette demande à l'instance initiale. »

[66] *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie), demandes reconventionnelles, ordonnance du 17 décembre 1997, C.I.J. Recueil 1997*, p. 258, par. 32.

B. Counter-claims

1. Relevant provision

"Article 80[45] of the Rules of Court

1. The Court may entertain a counter-claim only if it comes within the jurisdiction of the Court and is directly connected with the subject-matter of the claim of the other party.

2. A counter-claim shall be made in the Counter-Memorial and shall appear as part of the submissions contained therein. The right of the other party to present its views in writing on the counter-claim, in an additional pleading, shall be preserved, irrespective of any decision of the Court, in accordance with Article 45, paragraph 2, of these Rules, concerning the filing of further written pleadings.

3. Where an objection is raised concerning the application of paragraph 1 or whenever the Court deems necessary, the Court shall take its decision thereon after hearing the parties."

2. Jurisprudence

The *travaux préparatoires* provide no indication as to the form to be taken by the Court's decisions on the admissibility of counter-claims. The jurisprudence of the International Court of Justice, for its part, furnishes some degree of explanation. The discussion here will be confined to those cases in which the Court has ruled on a preliminary basis on the admissibility of a counter-claim.

In the case concerning *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina* v. *Yugoslavia)*, Yugoslavia presented counter-claims in its Counter-Memorial. Bosnia and Herzegovina contested the admissibility of these claims. At a meeting held by the President with the Agents of the Parties, the latter accepted that their respective Governments submit written observations on the question of the admissibility of the Yugoslav counter-claims. In its written observations, Bosnia and Herzegovina maintained that, although the counter-claims came within the jurisdiction of the Court, conversely, they were not directly connected with the subject-matter of the initial proceedings. In its Order of 17 December 1997, the Court described the position of Bosnia and Herzegovina[46]. It noted that:

---

[45] Amendment entered into force on 1 February 2001. Article 80 of the Rules of Court as adopted on 14 April 1978 has continued to apply to all cases submitted to the Court prior to 1 February 2001.
Article 80 of the Rules of Court as adopted on 14 April 1978 read as follows:

"Article 80

1. A counter-claim may be presented provided that it is directly connected with the subject-matter of the claim of the other party and that it comes within the jurisdiction of the Court.

2. A counter-claim shall be made in the Counter-Memorial of the party presenting it, and shall appear as part of the submissions of that party.

3. In the event of doubt as to the connection between the question presented by way of counter-claim and the subject-matter of the claim of the other party the Court shall, after hearing the parties, decide whether or not the question thus presented shall be joined to the original proceedings."

[46] *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina* v. *Yugoslavia), Counter-Claims, Order of 17 December 1997, I.C.J. Reports 1997*, p. 258, para. 32.

« dans la présente espèce, il ressort[ait] des conclusions des Parties que leurs demandes respectives repos[ai]ent sur des faits de même nature ; qu'elles s'inscriv[ai]ent dans le cadre d'un même ensemble factuel complexe, puisque ces faits [étaient] réputés avoir tous eu lieu sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine et au cours de la même période ; et que la Yougoslavie expos[ait] en outre qu'elle entend[ait] se prévaloir de certains faits identiques, à la fois pour repousser les allégations de la Bosnie-Herzégovine et pour obtenir condamnation de celle-ci »[47].

La Cour conclut, dans une ordonnance, que « les demandes reconventionnelles présentées par la Yougoslavie [étaient] en connexité directe avec l'objet des demandes de la Bosnie-Herzégovine » et « qu'en tant que demandes reconventionnelles elles [étaient] dès lors recevables et f[aisaie]nt partie de l'instance en cours »[48].

Dans l'affaire des *Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)*, les Etats-Unis avaient présenté une demande reconventionnelle dans leur contre-mémoire. L'Iran contestait la recevabilité de cette demande. Lors d'une réunion que le vice-président avait tenue avec les agents des Parties, ces derniers avaient accepté que leurs gouvernements respectifs déposent des observations écrites sur la question de la recevabilité de la demande reconventionnelle américaine. L'Iran faisait valoir, dans ses observations écrites, qu'aucune des deux conditions posées à l'article 80 du Règlement pour qu'une demande reconventionnelle puisse être présentée — à savoir, d'une part, que la demande reconventionnelle et la demande initiale soient « en connexité directe » et, d'autre part, que la demande reconventionnelle « relève de la compétence de la Cour » — n'était remplie en l'espèce. La Cour examina ces deux conditions de recevabilité et conclut qu'elle était compétente pour connaître de la demande reconventionnelle présentée par les Etats-Unis et que celle-ci était en connexité directe avec l'objet des demandes de l'Iran. La Cour rendit là encore sa décision sous la forme d'une ordonnance[49].

Dans l'affaire des *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)*, l'Ouganda avait présenté des demandes reconventionnelles dans son contre-mémoire. La République démocratique du Congo contestait la recevabilité de ces demandes. Lors d'une réunion que le président avait tenue avec les agents des Parties, ces derniers avaient accepté que leurs gouvernements respectifs déposent des observations écrites sur la question de la recevabilité des demandes reconventionnelles ougandaises. La République démocratique du Congo invoquait, dans ses observations écrites, l'absence de connexité directe des demandes ougandaises avec l'objet de l'instance initiale. La Cour conclut, par une ordonnance, que les deux premières demandes reconventionnelles présentées par l'Ouganda étaient recevables car elles étaient en connexité directe avec l'objet des demandes de la République démocratique du Congo, ce qui n'était pas le cas de la troisième[50].

Dans l'affaire des *Immunités juridictionnelles de l'Etat (Allemagne c. Italie)*, l'Italie avait présenté une demande reconventionnelle dans son contre-mémoire. Lors d'une réunion que le président de la Cour avait tenue avec les agents des Parties, l'agent de l'Allemagne avait indiqué que son Gouvernement considérait que la demande reconventionnelle présentée par l'Italie n'entrait pas dans les prévisions du paragraphe 1 de l'article 80 du Règlement et qu'il entendait soulever des exceptions à la demande. La Cour avait décidé que le Gouvernement allemand devrait spécifier par écrit les motifs juridiques sur lesquels il s'appuyait pour sou-

[47] *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie), demandes reconventionnelles, ordonnance du 17 décembre 1997, C.I.J. Recueil 1997*, p. 258, par. 34.

[48] *Ibid.*, p. 259, par. 37.

[49] *Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique), demande reconventionnelle, ordonnance du 10 mars 1998, C.I.J. Recueil 1998*, p. 190.

[50] *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda), demandes reconventionnelles, ordonnance du 29 novembre 2001, C.I.J. Recueil 2001*, p. 660.

"Whereas, in the present case, it emerges from the Parties' submissions that their respective claims rest on facts of the same nature; whereas they form part of the same factual complex since all those facts are alleged to have occurred on the territory of Bosnia and Herzegovina and during the same period; and whereas Yugoslavia states, moreover, that it intends to rely on certain identical facts in order both to refute the allegations of Bosnia and Herzegovina and to obtain judgment against that State."[43]

The Court found in the Order that "the counter-claims submitted by Yugoslavia are directly connected with the subject-matter of Bosnia and Herzegovina's claims" and "as counter-claims, they are therefore admissible and form part of the present proceedings"[44].

In the case concerning *Oil Platforms (Islamic Republic of Iran* v. *United States of America)*, the United States presented a counter-claim in its Counter-Memorial. Iran contested the admissibility of this claim. At a meeting held by the Vice-President with the Agents of the Parties, the latter agreed that their respective Governments would submit written observations on the question of the admissibility of the United States counter-claim. In its written observations, Iran maintained that neither of the two conditions required by Article 80 of the Rules of Court for a counter-claim to be presented — namely, on the one hand, that the counter-claim and the original claim must be "directly connected" and, on the other hand, that the counter-claim must "come within the jurisdiction of the Court" were met in the present case. The Court examined these two conditions of admissibility and found that it had jurisdiction to entertain the counter-claim presented by the United States and that the latter was directly connected with the subject-matter of the claims of Iran. Here too, the Court gave its decision in the form of an Order[45].

In the case concerning *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo* v. *Uganda)*, Uganda presented counter-claims in its Counter-Memorial. The Democratic Republic of the Congo contested the admissibility of these claims. At a meeting held by the President with the Agents of the Parties, the latter agreed that their respective Governments would file written observations on the question of the admissibility of the counter-claims. In its written observations, the Democratic Republic of the Congo argued that the Ugandan claims were not directly connected with the subject-matter of the initial proceedings. The Court found, in an Order, that the first two counter-claims presented by Uganda were admissible as they were directly connected with the subject-matter of the claims of the Democratic Republic of the Congo, but that such was not the case with respect to the third counter-claim[46].

In the case concerning *Jurisdictional Immunities of the State (Germany* v. *Italy)*, Italy presented a counter-claim in its Counter-Memorial. At a meeting held by the President of the Court with the Agents of the Parties, the Agent of Germany indicated that his Government did not consider the counter-claim submitted by Italy to be in accordance with Article 80, paragraph 1, of the Rules of Court and that it intended to raise objections to the counter-claim. The Court decided that the German Government should specify in writing the legal grounds on which it relied in maintaining that the Respondent's

[43] *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina* v. *Yugoslavia), Counter-Claims, Order of 17 December 1997, I.C.J. Reports 1997*, p. 258, para. 34.

[44] *Ibid.*, p. 259, para. 37.

[45] *Oil Platforms (Islamic Republic of Iran* v. *United States of America), Counter-Claim, Order of 10 March 1998, I.C.J. Reports 1998*, p. 190.

[46] *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo* v. *Uganda), Counter-Claims, Order of 29 November 2001, I.C.J. Reports 2001*, p. 660.

tenir que la demande reconventionnelle formulée par le défendeur n'était pas conforme aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 80 du Règlement, et que le Gouvernement italien serait à son tour invité à présenter par écrit ses vues sur la question. Les deux Parties avaient présenté leurs observations écrites et la Cour avait estimé avoir été suffisamment informée de leurs positions respectives quant à la question de savoir si elle pouvait connaître de la demande présentée par l'Italie à titre reconventionnel. La Cour nota que, dans ses observations, l'Allemagne avait réservé sa position sur le point de savoir si la condition de connexité directe était remplie en l'espèce. L'Allemagne contestait en revanche expressément que la demande reconventionnelle satisfaisait à la condition de compétence énoncée au paragraphe 1 de l'article 80 du Règlement. Après examen, la Cour conclut, par la voie d'une ordonnance, que la demande reconventionnelle présentée par l'Italie ne relevait pas de sa compétence au titre du paragraphe 1 de l'article 80 de son Règlement. Elle considéra qu'elle n'avait pas à aborder la question de savoir si cette demande était en connexité directe avec l'objet des réclamations présentées par l'Allemagne. En conséquence, la Cour déclara la demande irrecevable au titre du paragraphe 1 de l'article 80 de son Règlement[51].

Dans l'affaire relative à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)*, le Nicaragua avait formulé quatre demandes reconventionnelles dans son contre-mémoire. Lors d'une réunion que le président de la Cour avait tenue avec les agents des Parties, les représentants du Costa Rica avaient indiqué que le Gouvernement costa-ricien entendait objecter à la recevabilité des trois premières demandes, en raison de l'absence alléguée de lien de connexité directe desdites demandes avec l'objet de l'instance initiale; s'agissant de la quatrième demande reconventionnelle, qui avait trait au respect de l'ordonnance en indication de mesures conservatoires rendue par la Cour le 8 mars 2011, ils avaient précisé que le Costa Rica ne contestait pas sa recevabilité, mais était bien évidemment en désaccord avec le Nicaragua sur le fond de cette demande. Dans son ordonnance du 17 avril 2013, la Cour a décidé de joindre l'instance dans l'affaire en question à celle dans l'affaire relative à la *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*[52]. En conséquence de cette jonction, dans son ordonnance sur les demandes reconventionnelles formulées par le Nicaragua, la Cour considéra qu'il n'y avait pas lieu pour elle de statuer sur la recevabilité de la première demande car celle-ci était devenue sans objet. Elle a également déclaré qu'il n'y avait pas lieu pour elle de connaître de la quatrième demande reconventionnelle car la question de la mise en œuvre par les deux Parties de mesures conservatoires pouvait être examinée dans le cadre de la procédure principale, que l'Etat défendeur ait ou non soulevé cette question par voie de demande reconventionnelle. S'agissant des deuxième et troisième demandes reconventionnelles, la Cour a estimé que celles-ci étaient irrecevables et ne faisaient pas partie de l'instance en cours car il n'existait pas de connexité directe, que ce soit en fait ou en droit, entre ces demandes et les demandes principales du Costa Rica[53].

Il découle d'un examen de la jurisprudence pertinente que la Cour s'est toujours prononcée par voie d'ordonnance sur la recevabilité des demandes reconventionnelles. Il est intéressant de noter que la Cour a, pour la première fois dans l'affaire relative aux *Immunités juridictionnelles de l'Etat (Allemagne c. Italie)*, considéré qu'elle n'avait pas compétence pour connaître d'une demande reconventionnelle. Jusqu'à présent, la Cour n'avait jamais

[51] *Immunités juridictionnelles de l'Etat (Allemagne c. Italie), demande reconventionnelle, ordonnance du 6 juillet 2010, C.I.J. Recueil 2010 (I)*, p. 310.

[52] *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua), jonction d'instances, ordonnance du 17 avril 2013, C.I.J. Recueil 2013*, p. 166.

[53] *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)* et *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica), demandes reconventionnelles, ordonnance du 18 avril 2013, C.I.J. Recueil 2013*, p. 200.

counter-claim did not fall within the provisions of Article 80, paragraph 1, of the Rules of Court, and that the Government of Italy would in turn be invited to present its views in writing on the question. Both Parties submitted their written observations, and the Court considered itself to be sufficiently well informed of the positions they held as to whether it could entertain the claim presented as a counter-claim by Italy. The Court noted that, in its observations, Germany reserved its position on the question whether the requirement of direct connection was met in this case. However, Germany denied expressly that the counter-claim met the requirement of jurisdiction contained in Article 80, paragraph 1, of the Rules of Court. After consideration, the Court concluded, in an Order, that the counter-claim presented by Italy did not come within its jurisdiction as required by Article 80, paragraph 1, of the Rules of Court. It found that it did not need to address the question whether that counter-claim was directly connected with the subject-matter of the claims presented by Germany. Consequently, the Court declared the counter-claim to be inadmissible under Article 80, paragraph 1, of the Rules of Court[51].

In the case concerning *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica* v. *Nicaragua)*, Nicaragua made four counter-claims in its Counter-Memorial. At a meeting held by the President of the Court with the Agents of the Parties, Costa Rica's representatives indicated that their Government intended to object to the admissibility of the first three claims, because of the alleged lack of a direct connection between those claims and the subject-matter of the original proceedings; with regard to the fourth counter-claim, concerning compliance with the Order on the indication of provisional measures made by the Court on 8 March 2011, they stated that Costa Rica had no objection to its admissibility, but that it clearly disagreed with Nicaragua on the substance of that claim. In its Order of 17 April 2013, the Court decided to join the proceedings of the case in question with those of the case concerning the *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua* v. *Costa Rica)*[52]. As a result of the joinder of those proceedings, in its Order on the counter-claims made by Nicaragua, the Court considered that there was no need for it to adjudicate on the admissibility of the first counter-claim since it had become without object. It further declared that there was no need to entertain the fourth counter-claim, since the question of compliance by both Parties with the provisional measures could be considered in the principal proceedings, irrespective of whether or not the respondent State had raised that issue by way of a counter-claim. Regarding the second and third counter-claims, the Court took the view that they were inadmissible and did not form part of the proceedings under way, since there was no direct connection, either in fact or in law, between those claims and Costa Rica's principal claims[53].

A study of the relevant jurisprudence shows that the Court has always pronounced on the admissibility of counter-claims by means of an order. It is interesting to note that in the case concerning *Jurisdictional Immunities of the State (Germany* v. *Italy)*, the Court found for the first time that it did not have jurisdiction to entertain a counter-claim. Previously, the Court had never declared a claim of this kind to be inadmissible as such for a

[51] *Jurisdictional Immunities of the State (Germany* v. *Italy), Counter-Claim, Order of 6 July 2010, I.C.J. Reports 2010 (I)*, p. 310.

[52] *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica* v. *Nicaragua), Joinder of Proceedings, Order of 17 April 2013, I.C.J. Reports 2013*, p. 166.

[53] *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica* v. *Nicaragua)* and *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua* v. *Costa Rica), Counter-Claims, Order of 18 April 2013, I.C.J. Reports 2013*, p. 200.

déclaré une demande de cette nature irrecevable comme telle pour un motif autre que le défaut de « connexité directe » entre celle-ci et l'objet de l'instance initiale.

3. Conclusion

Les décisions de la Cour sur la recevabilité des demandes reconventionnelles ont jusqu'à présent pris la forme d'une ordonnance. Cela pourrait s'expliquer par le fait que l'enjeu de telles décisions est de « joindre » ou non deux demandes par souci d'économie procédurale. Il s'agit alors en effet pour la Cour de traiter d'une question de procédure qui relève de la « direction du procès ».

V. Conclusions

Les développements qui précèdent permettent d'avancer les conclusions suivantes :

— La Cour rend des arrêts lorsqu'elle statue définitivement et avec force obligatoire sur les droits des Etats, c'est-à-dire qu'elle tranche avec autorité de chose jugée une contestation entre eux. Ainsi, lorsqu'elle est appelée à se prononcer sur des exceptions préliminaires, la Cour se prononce, de manière définitive et avec force obligatoire, sur sa compétence pour connaître d'une affaire et/ou sur la recevabilité d'une requête. Il en va de même lorsqu'elle statue sur la recevabilité et le fond d'une demande en revision ou d'une demande en interprétation.

— La Cour rend des ordonnances lorsqu'elle prend des mesures relatives à la « direction du procès », sans statuer définitivement sur les droits des Etats. Ainsi, une ordonnance en indication de mesures conservatoires peut être rapportée ou modifiée si un changement dans la situation paraît le justifier. De la même façon, une ordonnance prenant acte d'un désistement ne fait pas obstacle à toute nouvelle instance ou reprise d'instance devant la Cour (sauf en cas de « désistement d'action ») ; il s'agit là, dans tous les cas, d'un acte purement procédural qui n'a pour objet que de prendre acte de la volonté du demandeur de renoncer à l'instance (voire de prendre acte de sa volonté de ne pas réintroduire ultérieurement l'affaire devant la Cour). Il convient de souligner toutefois que, si les ordonnances ne sont pas définitives, elles n'en demeurent pas moins obligatoires pour ses destinataires. Ainsi, les parties sont tenues de respecter les mesures conservatoires indiquées par la Cour jusqu'au prononcé de l'arrêt au fond. En matière de désistement, les parties n'ont d'autre choix que de mettre en œuvre la décision de la Cour, l'ordonnance mettant un terme à l'instance étant également celle par laquelle la Cour prescrit la radiation de l'affaire du rôle. De même, les délais de procédure ou la composition d'une chambre fixés par voie d'ordonnance s'imposent-ils aux parties.

— Ni le Statut ni le Règlement ne renseignent sur la forme que doivent revêtir les décisions sur les requêtes à fin d'intervention et les décisions sur la recevabilité des demandes reconventionnelles.

Dans le premier cas, la Cour souhaitait se réserver la possibilité de donner à ces décisions la forme qui lui paraîtrait la plus appropriée, en fonction de l'espèce. Dans le second cas, la Cour n'a jamais envisagé la possibilité de réglementer la question ; sa pratique était en effet constante et uniforme en la matière. Il semble toutefois possible de déduire des critères dégagés dans la présente note ce qui suit : la décision de la Cour sur une requête à fin d'intervention (article 62 du Statut) ou une demande d'intervention (article 63 du Statut) devrait prendre la forme d'un arrêt en cas de contestation de l'une ou des deux parties (voire d'objection de la Cour) concernant l'admission d'une telle requête ou la recevabilité d'une telle demande, et ce, dans la mesure où la Cour

reason other than that it was not "directly connected" with the subject-matter of the initial proceedings.

3. Conclusion

The Court's decisions on the admissibility of counter-claims have hitherto taken the form of an order. This could be explained by the fact that the issue addressed by such decisions is whether or not to "join" two claims, on the grounds of procedural economy. The Court is thus in fact dealing with a procedural question which falls within the "conduct of the case".

V. Conclusions

The discussion above allows the following conclusions to be put forward.

— The Court renders judgments when it adjudicates definitively and with binding force on the rights of States, i.e., when it settles a dispute between them with the force of *res judicata*. Hence, when it is required to decide on preliminary objections, the Court pronounces, definitively and with binding force, on its jurisdiction to entertain a case and/or on the admissibility of an application. The same applies when it rules on the admissibility and the merits of a request for revision or interpretation.

— The Court makes orders when it takes measures relating to the "conduct of the case", without adjudicating definitively on the rights of States. Hence, an order on the indication of provisional measures may be revoked or modified if, in the Court's opinion, some change in the situation justifies it. Similarly, an order recording discontinuance does not preclude any further proceedings or resumption of proceedings before the Court (except in the case of "discontinuance of the action"); this is always a purely procedural act whose only object is to record the applicant's wish to abandon the proceedings (or indeed to record that it does not wish to bring the case back before the Court subsequently). It should be pointed out, however, that while orders are not definitive, they are nonetheless still binding on those to whom they are addressed. Thus the parties are obliged to comply with the provisional measures indicated by the Court until the judgment is delivered on the merits. With regard to discontinuance, the parties have no choice but to implement the decision of the Court, since in the order terminating the proceedings, the Court also directs that the case be removed from the list. Likewise, the procedural time-limits or composition of a chamber fixed by an order are binding on the parties.

— Neither the Statute nor the Rules of Court provide guidance on the form to be taken by decisions on applications for permission to intervene and by decisions on the admissibility of counter-claims.

In the first of these cases, the Court wished to reserve for itself the possibility of using the form which seemed the most appropriate for such decisions, depending on the circumstances. In the second, the Court has never contemplated the possibility of adopting rules on the matter, its practice having been consistent and uniform in this respect. However, it seems possible to deduce the following from the criteria identified in this Note: the Court's decision on an application for permission to intervene (Article 62 of the Statute) or a request to intervene (Article 63 of the Statute) should take the form of a judgment when one or both of the parties (or indeed the Court) objects to that application being granted or contests the admissibility of that request, since the

serait appelée à se prononcer définitivement sur des droits tels que l'existence, dans le chef de l'Etat qui souhaite intervenir, d'un intérêt juridique (article 62 du Statut) ou sa qualité de partie à un traité multilatéral (article 63 du Statut). En l'absence de contestation ou d'objection, la Cour pourrait rendre une ordonnance car sa décision serait en principe limitée, dans son objet et ses effets, à la direction (de la suite) du procès; elle ne statuerait sur aucun droit.

De même, les décisions de la Cour sur les demandes reconventionnelles ont toujours pris la forme d'une ordonnance, ce qui apparaît logique lorsque la Cour décide, dans l'intérêt d'une bonne «direction du procès», si elle doit statuer simultanément ou séparément sur la demande principale et la demande reconventionnelle (compte tenu du caractère plus ou moins étroit du lien de connexité entre elles).

* *
*

Court would be required to pronounce definitively on rights such as whether the State seeking to intervene has an "interest of a legal nature" (Article 62 of the Statute), or its status as party to a multilateral treaty (Article 63 of the Statute). In the absence of opposition or objection, the Court could make an order, because its decision would in principle be limited in its object and effects to the (subsequent) conduct of the case; it would not adjudicate on any rights.

Likewise, the Court's decisions on counter-claims have always taken the form of an order, which appears logical when the Court is deciding, in the interest of the proper "conduct of the case", whether it should pronounce simultaneously or separately on the principal claim and the counter-claim (taking account of the extent of the connection between them).

* *
*

Annexes

Les annexes ci-après présentent, pour chaque sujet abordé, l'ensemble des éléments pertinents, de la création de la Cour au 31 juillet 2015.

Each of the following annexes gives a complete record of the topic dealt with, from the establishment of the Court up to 31 July 2015.

Annexes

		Page
Annexe 1.	Liste chronologique des procédures portées devant la Cour depuis 1947	106
Annexe 2.	Anciens membres de la Cour	114
Annexe 3.	Anciens présidents et vice-présidents de la Cour	117
Annexe 4.	Anciens greffiers et greffiers adjoints de la Cour	119
Annexe 5.	Chambres constituées en vertu de l'article 26, paragraphe 2, du Statut	120
Annexe 6.	Affaires introduites par compromis	123
Annexe 7.	Affaires introduites par voie de requête (sur le fondement d'une clause compromissoire et/ou d'une déclaration effectuée en vertu de l'article 36, paragraphe 2, du Statut)	125
Annexe 8.	Affaires introduites au titre d'un *forum prorogatum*	139
Annexe 9.	Interventions (Statut, art. 62 et 63)	142
Annexe 10.	Jonctions d'instances	145
Annexe 11.	Mesures conservatoires	146
Annexe 12.	Affaires dans lesquelles la Cour s'est prononcée à titre préliminaire sur des questions de compétence et/ou de recevabilité	152
Annexe 13.	Demandes reconventionnelles	156
Annexe 14.	Désistements	158
Annexe 15.	Demandes en interprétation	159
Annexe 16.	Demandes en revision	160
Annexe 17.	Témoins, experts et témoins-experts	161
Annexe 18.	Défauts	163
Annexe 19.	Avis consultatifs	164
Annexe 20.	Budget de la Cour	180

Annexes

		Page
Annex 1.	Chronological list of proceedings before the Court since 1947	106
Annex 2.	Former Members of the Court	114
Annex 3.	Former Presidents and Vice-Presidents of the Court	117
Annex 4.	Former Registrars and Deputy-Registrars of the Court	119
Annex 5.	Chambers formed under Article 26, paragraph 2, of the Statute	120
Annex 6.	Cases instituted by special agreement	123
Annex 7.	Cases instituted by application (on the basis of a special agreement and/or a declaration made in accordance with Article 36, paragraph 2, of the Statute)	125
Annex 8.	Cases instituted on the basis of *forum prorogatum*	139
Annex 9.	Interventions (Arts. 62 and 63 of the Statute)	142
Annex 10.	Joinders of proceedings	145
Annex 11.	Provisional measures	146
Annex 12.	Cases in which the Court has given a preliminary ruling on questions of jurisdiction and/or admissibility	152
Annex 13.	Counter-claims	156
Annex 14.	Discontinuances	158
Annex 15.	Requests for interpretation	159
Annex 16.	Applications for revision	160
Annex 17.	Witnesses, experts and witness-experts	161
Annex 18.	Non-appearances	163
Annex 19.	Advisory opinions	164
Annex 20.	Budget of the Court	180

ANNEXE 1

LISTE CHRONOLOGIQUE DES PROCÉDURES PORTÉES DEVANT LA COUR DEPUIS 1947

La liste suivante présente les 161 procédures qui ont été soumises à la Cour depuis 1947 (135 étant des affaires contentieuses et 26 des procédures consultatives).

Pour les affaires introduites en vertu d'un compromis, les noms des parties sont séparés par une barre oblique.

Les chiffres placés devant les titres des affaires contentieuses dans la liste ci-après signifient :

[1] Affaire terminée par un arrêt sur le fond ou sur la réparation.
[2] Affaire terminée par un arrêt sur une exception ou un point préliminaire.
[3] Affaire terminée par une ordonnance constatant l'absence de compétence de la Cour.
[4] Affaire terminée par un désistement avant l'arrêt au fond.
[5] Affaire en cours.

Titre	Dates
1. Affaires contentieuses	
[1] *Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)*	1947-1949
[1] *Pêcheries (Royaume-Uni c. Norvège)*	1949-1951
[4] *Protection de ressortissants et protégés français en Egypte (France c. Egypte)*	1949-1950
[1] *Droit d'asile (Colombie/Pérou)*	1949-1950
[1] *Droit des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique au Maroc (France c. Etats-Unis d'Amérique)*	1950-1952
[1] *Demande d'interprétation de l'arrêt du 20 novembre 1950 en l'affaire du droit d'asile (Colombie c. Pérou)*	1950
[1] *Haya de la Torre (Colombie c. Pérou)*	1950-1951
[1] *Ambatielos (Grèce c. Royaume-Uni)*	1951-1953
[1] *Anglo-Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)*	1951-1952
[1] *Minquiers et Ecréhous (France/Royaume-Uni)*	1951-1953
[1] *Nottebohm (Liechtenstein c. Guatemala)*	1951-1955
[1] *Or monétaire pris à Rome en 1943 (Italie c. France, Royaume-Uni et Etats-Unis d'Amérique)*	1953-1954
[4] *Société Electricité de Beyrouth (France c. Liban)*	1953-1954
[1] *Traitement en Hongrie d'un avion des Etats-Unis d'Amérique et de son équipage (Etats-Unis d'Amérique c. République populaire de Hongrie)*	1954

ANNEX 1

CHRONOLOGICAL LIST OF PROCEEDINGS BEFORE THE COURT SINCE 1947

All 161 proceedings brought before the Court since 1947 are listed below (135 contentious cases and 26 advisory proceedings).

In the case of proceedings instituted by means of a special agreement, the names of the parties are separated by an oblique stroke.

The figures preceding the titles of contentious cases in the following list are explained as follows:

[1] Case concluded by a judgment on the merits or on reparation.
[2] Case concluded by a judgment on an objection or a preliminary point.
[3] Case concluded by an order finding that the Court does not have jurisdiction.
[4] Case concluded by discontinuance before a judgment on the merits.
[5] Current case.

Title	Dates
1. Contentious Cases	
[1] *Corfu Channel (United Kingdom* v. *Albania)*	1947-1949
[1] *Fisheries (United Kingdom* v. *Norway)*	1949-1951
[1] *Protection of French Nationals and Protected Persons in Egypt (France* v. *Egypt)*	1949-1950
[1] *Asylum (Colombia/Peru)*	1949-1950
[1] *Rights of Nationals of the United States of America in Morocco (France* v. *United States of America)*	1950-1952
[1] *Request for Interpretation of the Judgment of 20 November 1950 in the Asylum Case (Colombia* v. *Peru)*	1950
[1] *Haya de la Torre (Colombia* v. *Peru)*	1950-1951
[1] *Ambatielos (Greece* v. *United Kingdom)*	1951-1953
[2] *Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom* v. *Iran)*	1951-1952
[1] *Minquiers and Ecrehos (France/United Kingdom)*	1951-1953
[2] *Nottebohm (Liechtenstein* v. *Guatemala)*	1951-1955
[1] *Monetary Gold Removed from Rome in 1943 (Italy* v. *France, United Kingdom and United States of America)*	1953-1954
[2] *Electricité de Beyrouth Company (France* v. *Lebanon)*	1953-1954
[1] *Treatment in Hungary of Aircraft and Crew of United States of America (United States of America* v. *Hungary)*	1954

	Titre	Dates
5	*Traitement en Hongrie d'un avion des Etats-Unis d'Amérique et de son équipage (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)*	1954
5	*Incident aérien du 10 mars 1953 (Etats-Unis d'Amérique c. Tchécoslovaquie)*	1955-1956
1	*Antarctique (Royaume-Uni c. Argentine)*	1955-1956
3	*Antarctique (Royaume-Uni c. Chili)*	1955-1956
5	*Incident aérien du 7 octobre 1952 (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)*	1955-1956
2	*Certains emprunts norvégiens (France c. Norvège)*	1955-1957
1	*Droit de passage sur territoire indien (Portugal c. Inde)*	1955-1960
1	*Application de la convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs (Pays-Bas c. Suède)*	1957-1958
2	*Interhandel (Suisse c. Etats-Unis d'Amérique)*	1957-1959
2	*Incident aérien du 27 juillet 1955 (Israël c. Bulgarie)*	1957-1959
4	*Incident aérien du 27 juillet 1955 (Etats-Unis d'Amérique c. Bulgarie)*	1957-1960
4	*Incident aérien du 27 juillet 1955 (Royaume-Uni c. Bulgarie)*	1957-1959
1	*Souveraineté sur certaines parcelles frontalières (Belgique/Pays-Bas)*	1957-1959
1	*Sentence arbitrale rendue par le roi d'Espagne le 23 décembre 1906 (Honduras c. Nicaragua)*	1958-1960
5	*Incident aérien du 4 septembre 1954 (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)*	1958
3	*Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgique c. Espagne)*	1958-1961
4	*Compagnie du port, des quais et des entrepôts de Beyrouth et Société Radio-Orient (France c. Liban)*	1959-1960
5	*Incident aérien du 7 novembre 1954 (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)*	1959
1	*Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande)*	1959-1962
2	*Sud-Ouest Africain (Ethiopie c. Afrique du Sud)**	1960-1966
2	*Sud-Ouest Africain (Libéria c. Afrique du Sud)**	1960-1966
2	*Cameroun septentrional (Cameroun c. Royaume-Uni)*	1961-1963
2	*Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (nouvelle requête : 1962) (Belgique c. Espagne)*	1962-1970
1	*Plateau continental de la mer du Nord (République fédérale d'Allemagne/ Danemark)***	1967-1969
1	*Plateau continental de la mer du Nord (République fédérale d'Allemagne/ Pays-Bas)***	1967-1969

* La Cour a joint les instances dans ces deux affaires par ordonnance du 20 mai 1961.

** La Cour a joint les instances dans ces deux affaires par ordonnance du 26 avril 1968, le Danemark et les Pays-Bas ayant décidé de faire cause commune.

	Title	Dates
[3]	*Treatment in Hungary of Aircraft and Crew of United States of America (United States of America* v. *Union of Soviet Socialist Republics)*	1954
[5]	*Aerial Incident of 10 March 1953 (United States of America* v. *Czechoslovakia)*	1955-1956
[5]	*Antarctica (United Kingdom* v. *Argentina)*	1955-1956
[5]	*Antarctica (United Kingdom* v. *Chile)*	1955-1956
[5]	*Aerial Incident of 7 October 1952 (United States of America* v. *Union of Soviet Socialist Republics)*	1955-1956
[2]	*Certain Norwegian Loans (France* v. *Norway)*	1955-1957
[1]	*Right of Passage over Indian Territory (Portugal* v. *India)*	1955-1960
[1]	*Application of the Convention of 1902 Governing the Guardianship of Infants (Netherlands* v. *Sweden)*	1957-1958
[2]	*Interhandel (Switzerland* v. *United States of America)*	1957-1959
[2]	*Aerial Incident of 27 July 1955 (Israel* v. *Bulgaria)*	1957-1959
[6]	*Aerial Incident of 27 July 1955 (United States of America* v. *Bulgaria)*	1957-1960
[6]	*Aerial Incident of 27 July 1955 (United Kingdom* v. *Bulgaria)*	1957-1959
[1]	*Sovereignty over Certain Frontier Land (Belgium/Netherlands)*	1957-1959
[1]	*Arbitral Award Made by the King of Spain on 23 December 1906 (Honduras* v. *Nicaragua)*	1958-1960
[3]	*Aerial Incident of 4 September 1954 (United States of America* v. *Union of Soviet Socialist Republics)*	1958
[4]	*Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgium* v. *Spain)*	1958-1961
[4]	*Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth and Société Radio-Orient (France* v. *Lebanon)*	1959-1960
[3]	*Aerial Incident of 7 November 1954 (United States of America* v. *Union of Soviet Socialist Republics)*	1959
[1]	*Temple of Preah Vihear (Cambodia* v. *Thailand)*	1959-1962
[2]	*South West Africa (Ethiopia* v. *South Africa)**	1960-1966
[2]	*South West Africa (Liberia* v. *South Africa)**	1960-1966
[7]	*Northern Cameroons (Cameroon* v. *United Kingdom)*	1961-1963
[2]	*Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (New Application: 1962) (Belgium* v. *Spain)*	1962-1970
[1]	*North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Denmark)***	1967-1969
[1]	*North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Netherlands)***	1967-1969

* The Court joined the proceedings in these two cases by an Order of 20 May 1961.

** The Court joined the proceedings in these two cases by an Order of 26 April 1968, Denmark and the Netherlands having decided that they were in the same interest.

	Titre	Dates
[1]	*Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI (Inde c. Pakistan)*	1971-1972
[2]	*Compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande)*	1972-1974
[3]	*Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande)*	1972-1974
[4]	*Essais nucléaires (Australie c. France)*	1973-1974
[5]	*Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)*	1973-1974
[6]	*Procès de prisonniers de guerre pakistanais (Pakistan c. Inde)*	1973
[7]	*Plateau continental de la mer Egée (Grèce c. Turquie)*	1976-1978
[8]	*Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)*	1978-1982
[9]	*Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran (Etats-Unis d'Amérique c. Iran)*	1979-1981
[10]	*Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (Canada/Etats-Unis d'Amérique)*	1981-1984
[11]	*Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte)*	1982-1985
[12]	*Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)*	1983-1986
[13]	*Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)*	1984-1991
[14]	*Demande en revision et en interprétation de l'arrêt du 24 février 1982 en l'affaire du* Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne) *(Tunisie c. Jamahiriya arabe libyenne)*	1984-1985
[15]	*Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Costa Rica)*	1986-1987
[16]	*Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras)*	1986-1992
[17]	*Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras ; Nicaragua (intervenant))*	1986-1992
[18]	*Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI) (Etats-Unis d'Amérique c. Italie)*	1987-1989
[19]	*Délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen (Danemark c. Norvège)*	1988-1993
[20]	*Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)*	1989-1996
[21]	*Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie)*	1989-1993
[22]	*Sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (Guinée-Bissau c. Sénégal)*	1989-1991
[23]	*Différend territorial (Jamahiriya arabe libyenne/Tchad)*	1990-1994
[24]	*Timor oriental (Portugal c. Australie)*	1991-1995
[25]	*Délimitation maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal (Guinée-Bissau c. Sénégal)*	1991-1995
[26]	*Passage par le Grand-Belt (Finlande c. Danemark)*	1991-1992
[27]	*Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn)*	1991-2001

	Title	Dates
1	*Appeal Relating to the Jurisdiction of the ICAO Council (India* v. *Pakistan)*	1971-1972
1	*Fisheries Jurisdiction (United Kingdom* v. *Iceland)*	1972-1974
1	*Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany* v. *Iceland)*	1972-1974
2	*Nuclear Tests (Australia* v. *France)*	1973-1974
2	*Nuclear Tests (New Zealand* v. *France)*	1973-1974
4	*Trial of Pakistani Prisoners of War (Pakistan* v. *India)*	1973
2	*Aegean Sea Continental Shelf (Greece* v. *Turkey)*	1976-1978
1	*Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)*	1978-1982
1	*United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America* v. *Iran)*	1979-1981
1	*Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada/United States of America)*	1981-1984
1	*Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)*	1982-1985
1	*Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)*	1983-1986
1	*Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua* v. *United States of America)*	1984-1991
1	*Application for Revision and Interpretation of the Judgment of 24 February 1982 in the Case concerning the* Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya) *(Tunisia* v. *Libyan Arab Jamahiriya)*	1984-1985
6	*Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua* v. *Costa Rica)*	1986-1987
6	*Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua* v. *Honduras)*	1986-1992
1	*Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)*	1986-1992
1	*Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI) (United States of America* v. *Italy)*	1987-1989
1	*Maritime Delimitation in the Area between Greenland and Jan Mayen (Denmark* v. *Norway)*	1988-1993
9	*Aerial Incident of 3 July 1988 (Islamic Republic of Iran* v. *United States of America)*	1989-1996
3	*Certain Phosphate Lands in Nauru (Nauru* v. *Australia)*	1989-1993
1	*Arbitral Award of 31 July 1989 (Guinea-Bissau* v. *Senegal)*	1989-1991
1	*Territorial Dispute (Libyan Arab Jamahiriya/Chad)*	1990-1994
2	*East Timor (Portugal* v. *Australia)*	1991-1995
4	*Maritime Delimitation between Guinea-Bissau and Senegal (Guinea-Bissau* v. *Senegal)*	1991-1995
1	*Passage through the Great Belt (Finland* v. *Denmark)*	1991-1992
1	*Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain (Qatar* v. *Bahrain)*	1991-2001

	Titre	Dates
[4]	*Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)*	1992-2003
[4]	*Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)*	1992-2003
[1]	*Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)*	1992-2003
[1]	*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie)*	1993-2007
[5]	*Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)**	1993-
[1]	*Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria ; Guinée équatoriale (intervenant))*	1994-2002
[2]	*Compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada)*	1995-1998
[2]	*Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des* Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)	1995
[1]	*Ile de Kasikili/Sedudu (Botswana/Namibie)*	1996-1999
[4]	*Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. Etats-Unis d'Amérique)*	1998
[2]	*Demande en interprétation de l'arrêt du 11 juin 1998 en l'affaire de la* Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria), *exceptions préliminaires (Nigéria c. Cameroun)*	1998-1999
[1]	*Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaisie)*	1998-2002
[1]	*Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)*	1998-2012
[1]	*LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)*	1999-2001
[2]	*Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Belgique)*	1999-2004
[2]	*Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Canada)*	1999-2004
[2]	*Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. France)*	1999-2004
[2]	*Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Allemagne)*	1999-2004
[2]	*Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Italie)*	1999-2004
[2]	*Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas)*	1999-2004
[2]	*Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Portugal)*	1999-2004
[2]	*Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni)*	1999-2004
[3]	*Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Espagne)*	1999

* La Cour a rendu son arrêt le 25 septembre 1997. L'affaire reste néanmoins pendante compte tenu de la présentation, par la Slovaquie, en septembre 1998, d'une demande tendant au prononcé d'un arrêt supplémentaire. Voir p. 6.

	Title	Dates
4	*Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya* v. *United Kingdom)*	1992-2003
4	*Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya* v. *United States of America)*	1992-2003
1	*Oil Platforms (Islamic Republic of Iran* v. *United States of America)*	1992-2003
1	*Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina* v. *Yugoslavia)*	1993-2007
5	*Gabčikovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)**	1993-
1	*Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon* v. *Nigeria: Equatorial Guinea intervening)*	1994-2002
2	*Fisheries Jurisdiction (Spain* v. *Canada)*	1995-1998
2	*Request for an Examination of the Situation in Accordance with Paragraph 63 of the Court's Judgment of 20 December 1974 in the* Nuclear Tests (New Zealand *v.* France) *Case*	1995
1	*Kasikili/Sedudu Island (Botswana/Namibia)*	1996-1999
4	*Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay* v. *United States of America)*	1998
2	*Request for Interpretation of the Judgment of 11 June 1998 in the Case concerning the* Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon *v.* Nigeria), *Preliminary Objections (Nigeria* v. *Cameroon)*	1998-1999
1	*Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan (Indonesia/Malaysia)*	1998-2002
1	*Ahmadou Sadio Diallo (Republic of Guinea* v. *Democratic Republic of the Congo)*	1998-2012
1	*LaGrand (Germany* v. *United States of America)*	1999-2001
2	*Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro* v. *Belgium)*	1999-2004
2	*Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro* v. *Canada)*	1999-2004
2	*Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro* v. *France)*	1999-2004
2	*Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro* v. *Germany)*	1999-2004
2	*Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro* v. *Italy)*	1999-2004
2	*Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro* v. *Netherlands)*	1999-2004
2	*Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro* v. *Portugal)*	1999-2004
2	*Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro* v. *United Kingdom)*	1999-2004
5	*Legality of Use of Force (Yugoslavia* v. *Spain)*	1999

* The Court rendered its Judgment on 25 September 1997. However, the case remains pending following Slovakia's request for an additional judgment in September 1998. See p. 6.

	Titre	Dates
[1]	*Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Etats-Unis d'Amérique)*	1999
[4]	*Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Burundi)*	1999-2001
[5]	*Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)**	1999-
[6]	*Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Rwanda)*	1999-2001
[7]	*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)*	1999-2015
[2]	*Incident aérien du 10 août 1999 (Pakistan c. Inde)*	1999-2000
[3]	*Différend territorial et maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Honduras)*	1999-2007
[8]	*Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c. Belgique)*	2000-2002
[9]	*Demande en revision de l'arrêt du 11 juillet 1996 en l'affaire relative à l'*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie), *exceptions préliminaires (Yougoslavie c. Bosnie-Herzégovine)*	2001-2003
[12]	*Certains biens (Liechtenstein c. Allemagne)*	2001-2005
[13]	*Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*	2001-2012
[14]	*Différend frontalier (Bénin/Niger)*	2002-2005
[15]	*Activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête: 2002) (République démocratique du Congo c. Rwanda)*	2002-2006
[17]	*Demande en revision de l'arrêt du 11 septembre 1992 en l'affaire du* Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/ Honduras; Nicaragua (intervenant)) *(El Salvador c. Honduras)*	2002-2003
[18]	*Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)*	2003-2004
[19]	*Certaines procédures pénales engagées en France (République du Congo c. France)*	2003-2010
[20]	*Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour)*	2003-2008
[21]	*Délimitation maritime en mer Noire (Roumanie c. Ukraine)*	2004-2009
[22]	*Différend relatif à des droits de navigation et des droits connexes (Costa Rica c. Nicaragua)*	2005-2009
[23]	*Statut vis-à-vis de l'Etat hôte d'un envoyé diplomatique auprès de l'Organisation des Nations Unies (Commonwealth de Dominique c. Suisse)*	2006

* La Cour a rendu son arrêt le 19 décembre 2005. L'affaire reste néanmoins pendante, la Cour ayant appelé les Parties à s'entendre sur la question des réparations et précisé que, dans l'hypothèse où elles ne pourraient se mettre d'accord à ce sujet, elle réglerait elle-même la question. Voir p. 7.

Title	Dates
[1] *Legality of Use of Force (Yugoslavia* v. *United States of America)*	1999
[4] *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo* v. *Burundi)*	1999-2001
[5] *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo* v. *Uganda)**	1999-
[6] *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo* v. *Rwanda)*	1999-2001
[7] *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia* v. *Serbia)*	1999-2015
[2] *Aerial Incident of 10 August 1999 (Pakistan* v. *India)*	1999-2000
[3] *Territorial and Maritime Dispute between Nicaragua and Honduras in the Caribbean Sea (Nicaragua* v. *Honduras)*	1999-2007
[8] *Arrest Warrant of 11 April 2000 (Democratic Republic of the Congo* v. *Belgium)*	2000-2002
[9] *Application for Revision of the Judgment of 11 July 1996 in the Case concerning* Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina *v.* Yugoslavia), *Preliminary Objections (Yugoslavia* v. *Bosnia and Herzegovina)*	2001-2003
[2] *Certain Property (Liechtenstein* v. *Germany)*	2001-2005
[3] *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua* v. *Colombia)*	2001-2012
[3] *Frontier Dispute (Benin/Niger)*	2002-2005
[2] *Armed Activities on the Territory of the Congo (New Application: 2002) (Democratic Republic of the Congo* v. *Rwanda)*	2002-2006
[2] *Application for Revision of the Judgment of 11 September 1992 in the Case concerning the* Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening) *(El Salvador* v. *Honduras)*	2002-2003
[3] *Avena and Other Mexican Nationals (Mexico* v. *United States of America)*	2003-2004
[4] *Certain Criminal Proceedings in France (Republic of the Congo* v. *France)*	2003-2010
[3] *Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge (Malaysia/Singapore)*	2003-2008
[3] *Maritime Delimitation in the Black Sea (Romania* v. *Ukraine)*	2004-2009
[3] *Dispute regarding Navigational and Related Rights (Costa Rica* v. *Nicaragua)*	2005-2009
[4] *Status vis-à-vis the Host State of a Diplomatic Envoy to the United Nations (Commonwealth of Dominica* v. *Switzerland)*	2006

* The Court rendered its Judgment on 19 December 2005. However, the case remains pending, the Court having called on the Parties to reach an agreement between themselves on the question of reparation and having decided that, if the Parties were unable to do so, the Court would itself settle the question. See p. 7.

	Titre	Dates
1	*Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)*	2006-2010
1	*Certaines questions concernant l'entraide judiciaire en matière pénale (Djibouti c. France)*	2006-2008
1	*Différend maritime (Pérou c. Chili)*	2008-2014
1	*Epandages aériens d'herbicides (Equateur c. Colombie)*	2008-2013
1	*Demande en interprétation de l'arrêt du 31 mars 2004 en l'affaire* Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique) *(Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)*	2008-2009
2	*Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)*	2008-2011
1	*Application de l'accord intérimaire du 13 septembre 1995 (ex-République yougoslave de Macédoine c. Grèce)*	2008-2011
1	*Immunités juridictionnelles de l'Etat (Allemagne c. Italie; Grèce (intervenant))*	2008-2012
1	*Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (Belgique c. Sénégal)*	2009-2012
1	*Compétence judiciaire et exécution des décisions en matière civile et commerciale (Belgique c. Suisse)*	2009-2011
1	*Certaines questions en matière de relations diplomatiques (Honduras c. Brésil)*	2009-2010
1	*Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon; Nouvelle-Zélande (intervenant))*	2010-2014
1	*Différend frontalier (Burkina Faso/Niger)*	2010-2013
5	*Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)**	2010-
1	*Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du* Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande) *(Cambodge c. Thaïlande)*	2011-2013
5	*Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)**	2011-
1	*Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)*	2013-
5	*Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)*	2013-
5	*Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)*	2013-
1	*Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)*	2013-2015
5	*Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua)*	2014-

* La Cour a joint les instances dans ces affaires par une ordonnance du 17 avril 2013.

	Title	Dates
1	*Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina* v. *Uruguay)*	2006-2010
1	*Certain Questions of Mutual Assistance in Criminal Matters (Djibouti* v. *France)*	2006-2008
1	*Maritime Dispute (Peru* v. *Chile)*	2008-2014
4	*Aerial Herbicide Spraying (Ecuador* v. *Colombia)*	2008-2013
1	*Request for Interpretation of the Judgment of 31 March 2004 in the Case concerning* Avena and Other Mexican Nationals (Mexico *v.* United States of America) *(Mexico* v. *United States of America)*	2008-2009
2	*Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Georgia* v. *Russian Federation)*	2008-2011
1	*Application of the Interim Accord of 13 September 1995 (the former Yugoslav Republic of Macedonia* v. *Greece)*	2008-2011
1	*Jurisdictional Immunities of the State (Germany* v. *Italy: Greece intervening)*	2008-2012
1	*Questions relating to the Obligation to Prosecute or Extradite (Belgium* v. *Senegal)*	2009-2012
4	*Jurisdiction and Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters (Belgium* v. *Switzerland)*	2009-2011
4	*Certain Questions concerning Diplomatic Relations (Honduras* v. *Brazil)*	2009-2010
1	*Whaling in the Antarctic (Australia* v. *Japan: New Zealand intervening)*	2010-2014
1	*Frontier Dispute (Burkina Faso/Niger)*	2010-2013
5	*Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica* v. *Nicaragua)**	2010-
1	*Request for Interpretation of the Judgment of 15 June 1962 in the Case concerning the* Temple of Preah Vihear (Cambodia *v.* Thailand) *(Cambodia* v. *Thailand)*	2011-2013
5	*Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua* v. *Costa Rica)**	2011-
5	*Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia* v. *Chile)*	2013-
5	*Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua* v. *Colombia)*	2013-
5	*Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua* v. *Colombia)*	2013-
4	*Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste* v. *Australia)*	2013-2015
5	*Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica* v. *Nicaragua)*	2014-

* The Court joined the proceedings in these cases by an Order of 17 April 2013.

Titre	Dates
Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Îles Marshall c. Inde)	2014-
Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Îles Marshall c. Pakistan)	2014-
Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Îles Marshall c. Royaume-Uni)	2014-
Délimitation maritime dans l'océan Indien (Somalie c. Kenya)	2014-

2. Procédures consultatives

Conditions de l'admission d'un Etat comme Membre des Nations Unies (article 4 de la Charte)	1947-1948
Réparation des dommages subis au service des Nations Unies	1948-1949
*Interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie**	1949-1950
Compétence de l'Assemblée générale pour l'admission d'un Etat aux Nations Unies	1949-1950
Statut international du Sud-Ouest africain	1949-1950
Réserves à la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide	1950-1951
Effet de jugements du Tribunal administratif des Nations Unies accordant indemnité	1953-1954
Procédure de vote applicable aux questions touchant les rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest africain	1954-1955
Jugements du Tribunal administratif de l'OIT sur requêtes contre l'Unesco	1955-1956
Admissibilité de l'audition de pétitionnaires par le Comité du Sud-Ouest africain	1955-1956
Composition du Comité de la sécurité maritime de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime	1959-1960
Certaines dépenses des Nations Unies (article 17, paragraphe 2, de la Charte)	1961-1962
Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité	1970-1971
Demande de réformation du jugement n° 158 du Tribunal administratif des Nations Unies	1972-1973
Sahara occidental	1974-1975
Interprétation de l'accord du 25 mars 1951 entre l'OMS et l'Egypte	1980

* La Cour a, dans cette procédure, rendu deux avis consultatifs en date des 30 mars 1950 et 18 juillet 1950, respectivement.

Title	Dates
Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. India)	2014-
Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. Pakistan)	2014-
Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. United Kingdom)	2014-
Maritime Delimitation in the Indian Ocean (Somalia v. Kenya)	2014-

2. Advisory Proceedings

Conditions of Admission of a State to Membership in the United Nations (Article 4 of the Charter)	1947-1948
Reparation for Injuries Suffered in the Service of the United Nations	1948-1949
*Interpretation of Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Romania**	1949-1950
Competence of the General Assembly for the Admission of a State to the United Nations	1949-1950
International Status of South West Africa	1949-1950
Reservations to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide	1950-1951
Effect of Awards of Compensation Made by the United Nations Administrative Tribunal	1953-1954
Voting Procedure on Questions relating to Reports and Petitions concerning the Territory of South West Africa	1954-1955
Judgments of the Administrative Tribunal of the ILO upon Complaints Made against Unesco	1955-1956
Admissibility of Hearings of Petitioners by the Committee on South West Africa	1955-1956
Constitution of the Maritime Safety Committee of the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization	1959-1960
Certain Expenses of the United Nations (Article 17, paragraph 2, of the Charter)	1961-1962
Legal Consequences for States of the Continued Presence of South Africa in Namibia (South West Africa) notwithstanding Security Council Resolution 276 (1970)	1970-1971
Application for Review of Judgement No. 158 of the United Nations Administrative Tribunal	1972-1973
Western Sahara	1974-1975
Interpretation of the Agreement of 25 March 1951 between the WHO and Egypt	1980

* The Court rendered two Advisory Opinions in these proceedings, on 30 March 1950 and 18 July 1950 respectively.

Titre	Dates
Demande de réformation du jugement n° 273 du Tribunal administratif des Nations Unies	1981-1982
Demande de réformation du jugement n° 333 du Tribunal administratif des Nations Unies	1984-1987
Applicabilité de l'obligation d'arbitrage en vertu de la section 21 de l'accord du 26 juin 1947 relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies	1988
Applicabilité de la section 22 de l'article VI de la convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies	1989
*Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un Etat dans un conflit armé**	1993-1996
Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires	1995-1996
Différend relatif à l'immunité de juridiction d'un rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme	1998-1999
Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé	2003-2004
Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo	2008-2010
Jugement n° 2867 du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail sur requête contre le Fonds international de développement agricole	2010-2012

* La Cour a, dans le cadre de cette procédure, estimé qu'elle ne pouvait donner l'avis qui lui avait été demandé.

Title	Dates
Application for Review of Judgment No. 273 of the United Nations Administrative Tribunal	1981-1982
Application for Review of Judgment No. 333 of the United Nations Administrative Tribunal	1984-1987
Applicability of the Obligation to Arbitrate under Section 21 of the United Nations Headquarters Agreement of 26 June 1947	1988
Applicability of Article VI, Section 22, of the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations	1989
*Legality of the Use by a State of Nuclear Weapons in Armed Conflict**	1993-1996
Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons	1995-1996
Difference Relating to Immunity from Legal Process of a Special Rapporteur of the Commission on Human Rights	1998-1999
Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory	2003-2004
Accordance with International Law of the Unilateral Declaration of Independence in Respect of Kosovo	2008-2010
Judgment No. 2867 of the Administrative Tribunal of the International Labour Organization upon a Complaint Filed against the International Fund for Agricultural Development	2010-2012

* In these proceedings, the Court took the view that it could not give the opinion which had been requested.

ANNEXE 2

ANCIENS MEMBRES DE LA COUR

Les personnes suivantes ont exercé les fonctions de membre de la Cour.

Nom	Pays	Durée des fonctions
R. Ago	Italie	1979-1995
A. Aguilar-Mawdsley	Venezuela	1991-1995
B. A. Ajibola	Nigéria	1991-1994
R. J. Alfaro	Panama	1959-1964
A. S. Al-Khasawneh	Jordanie	2000-2011
A. Alvarez	Chili	1946-1955
F. Ammoun	Liban	1965-1976
E. C. Armand-Ugon	Uruguay	1952-1961
P. Azevedo	Brésil	1946-1951
A. H. Badawi	Egypte	1946-1965
J. Basdevant	France	1946-1964
R. R. Baxter	Etats-Unis d'Amérique	1979-1980
M. Bedjaoui	Algérie	1982-2001
C. Bengzon	Philippines	1967-1976
T. Buergenthal	Etats-Unis d'Amérique	2000-2010
J. L. Bustamante y Rivero	Pérou	1961-1970
L. F. Carneiro	Brésil	1951-1955
F. de Castro	Espagne	1970-1979
R. Córdova	Mexique	1955-1964
C. De Visscher	Belgique	1946-1952
H. C. Dillard	Etats-Unis d'Amérique	1970-1979
N. Elaraby	Egypte	2001-2006
A. El-Erian	Egypte	1979-1981
T. O. Elias	Nigéria	1976-1991
A. El-Khani	Syrie	1981-1985
J. Evensen	Norvège	1985-1994
I. Fabela	Mexique	1946-1952
L. Ferrari Bravo	Italie	1995-1997
Sir Gerald Fitzmaurice	Royaume-Uni	1960-1973

ANNEX 2

FORMER MEMBERS OF THE COURT

The following persons have served as Members of the Court.

Name	Country	Period of Office
R. Ago	Italy	1979-1995
A. Aguilar-Mawdsley	Venezuela	1991-1995
B. A. Ajibola	Nigeria	1991-1994
R. J. Alfaro	Panama	1959-1964
A. S. Al-Khasawneh	Jordan	2000-2011
A. Alvarez	Chile	1946-1955
F. Ammoun	Lebanon	1965-1976
E. C. Armand-Ugon	Uruguay	1952-1961
P. Azevedo	Brazil	1946-1951
A. H. Badawi	Egypt	1946-1965
J. Basdevant	France	1946-1964
R. R. Baxter	United States of America	1979-1980
M. Bedjaoui	Algeria	1982-2001
C. Bengzon	Philippines	1967-1976
T. Buergenthal	United States of America	2000-2010
J. L. Bustamante y Rivero	Peru	1961-1970
L. F. Carneiro	Brazil	1951-1955
F. de Castro	Spain	1970-1979
R. Córdova	Mexico	1955-1964
C. De Visscher	Belgium	1946-1952
H. C. Dillard	United States of America	1970-1979
N. Elaraby	Egypt	2001-2006
A. El-Erian	Egypt	1979-1981
T. O. Elias	Nigeria	1976-1991
A. El-Khani	Syria	1981-1985
J. Evensen	Norway	1985-1994
I. Fabela	Mexico	1946-1952
L. Ferrari Bravo	Italy	1995-1997
Sir Gerald Fitzmaurice	United Kingdom	1960-1973

Nom	Pays	Durée des fonctions
C.-A. Fleischhauer	Allemagne	1994-2003
I. Forster	Sénégal	1964-1982
S. A. Golunsky	URSS	1952-1953
A. Gros	France	1964-1984
J. G. Guerrero	El Salvador	1946-1958
G. Guillaume	France	1987-2005
G. H. Hackworth	Etats-Unis d'Amérique	1946-1961
G. Herczegh	Hongrie	1993-2003
Dame Rosalyn Higgins	Royaume-Uni	1995-2009
Hsu Mo	Chine	1946-1956
L. Ignacio-Pinto	Bénin	1970-1979
Sir Robert Jennings	Royaume-Uni	1982-1995
P. C. Jessup	Etats-Unis d'Amérique	1961-1970
E. Jiménez de Aréchaga	Uruguay	1970-1979
K. Keith	Nouvelle-Zélande	2006-2015
H. Klaestad	Norvège	1946-1961
F. I. Kojevnikov	URSS	1953-1961
P. H. Kooijmans	Pays-Bas	1997-2006
V. M. Koretsky	URSS	1961-1970
A. G. Koroma	Sierra Leone	1994-2012
S. B. Krylov	URSS	1946-1952
M. Lachs	Pologne	1967-1993
G. Ladreit de Lacharrière	France	1982-1987
Sir Hersch Lauterpacht	Royaume-Uni	1955-1960
Sir Arnold Duncan McNair	Royaume-Uni	1946-1955
K. Mbaye	Sénégal	1982-1991
G. Morelli	Italie	1961-1970
L. M. Moreno Quintana	Argentine	1955-1964
P. D. Morozov	URSS	1970-1985
H. Mosler	Rép. féd. d'Allemagne	1976-1985
Nagendra Singh	Inde	1973-1988
Ni Zhengyu	Chine	1985-1994
S. Oda	Japon	1976-2003
C. D. Onyeama	Nigéria	1967-1976
L. Padilla Nervo	Mexique	1964-1973

Name	Country	Period of Office
C.-A. Fleischhauer	Germany	1994-2003
I. Forster	Senegal	1964-1982
S. A. Golunsky	USSR	1952-1953
A. Gros	France	1964-1984
J. G. Guerrero	El Salvador	1946-1958
G. Guillaume	France	1987-2005
G. H. Hackworth	United States of America	1946-1961
G. Herczegh	Hungary	1993-2003
Dame Rosalyn Higgins	United Kingdom	1995-2009
Hsu Mo	China	1946-1956
L. Ignacio-Pinto	Benin	1970-1979
Sir Robert Jennings	United Kingdom	1982-1995
P. C. Jessup	United States of America	1961-1970
E. Jiménez de Aréchaga	Uruguay	1970-1979
K. Keith	New Zealand	2006-2015
H. Klaestad	Norway	1946-1961
F. I. Kojevnikov	USSR	1953-1961
P. H. Kooijmans	Netherlands	1997-2006
V. M. Koretsky	USSR	1961-1970
A. G. Koroma	Sierra Leone	1994-2012
S. B. Krylov	USSR	1946-1952
M. Lachs	Poland	1967-1993
G. Ladreit de Lacharrière	France	1982-1987
Sir Hersch Lauterpacht	United Kingdom	1955-1960
Sir Arnold Duncan McNair	United Kingdom	1946-1955
K. Mbaye	Senegal	1982-1991
G. Morelli	Italy	1961-1970
L. M. Moreno Quintana	Argentina	1955-1964
P. D. Morozov	USSR	1970-1985
H. Mosler	Fed. Rep. of Germany	1976-1985
Nagendra Singh	India	1973-1988
Ni Zhengyu	China	1985-1994
S. Oda	Japan	1976-2003
C. D. Onyeama	Nigeria	1967-1976
L. Padilla Nervo	Mexico	1964-1973

Nom	Pays	Durée des fonctions
G. Parra-Aranguren	Venezuela	1996-2009
R. S. Pathak	Inde	1989-1991
S. Petrén	Suède	1967-1976
R. Ranjeva	Madagascar	1991-2009
Sir Benegal Rau	Inde	1952-1953
J. E. Read	Canada	1946-1958
F. Rezek	Brésil	1997-2006
J. M. Ruda	Argentine	1973-1991
S. M. Schwebel	Etats-Unis d'Amérique	1981-2000
B. Sepúlveda-Amor	Mexique	2006-2015
J. Sette-Camara	Brésil	1979-1988
M. Shahabuddeen	Guyana	1988-1997
Shi Jiuyong	Chine	1994-2010
B. Simma	Allemagne	2003-2012
L. Skotnikov	Fédération de Russie	2006-2015
Sir Percy Claude Spender	Australie	1958-1967
J. Spiropoulos	Grèce	1958-1967
K. Tanaka	Japon	1961-1970
N. K. Tarassov	Fédération de Russie	1985-1995
S. E. D. Tarazi	Syrie	1976-1980
V. S. Vereshchetin	Fédération de Russie	1995-2006
Sir Humphrey Waldock	Royaume-Uni	1973-1981
C. G. Weeramantry	Sri Lanka	1991-2000
V. K. Wellington Koo	Chine	1957-1967
B. Winiarski	Pologne	1946-1967
Sir Muhammad Zafrulla Khan	Pakistan	1954-1961 ; 1964-1973
M. Zoričić	Yougoslavie	1946-1958

Name	Country	Period of Office
G. Parra-Aranguren	Venezuela	1996-2009
R. S. Pathak	India	1989-1991
S. Petrén	Sweden	1967-1976
R. Ranjeva	Madagascar	1991-2009
Sir Benegal Rau	India	1952-1953
J. E. Read	Canada	1946-1958
F. Rezek	Brazil	1997-2006
J. M. Ruda	Argentina	1973-1991
S. M. Schwebel	United States of America	1981-2000
B. Sepúlveda-Amor	Mexico	2006-2015
J. Sette-Camara	Brazil	1979-1988
M. Shahabuddeen	Guyana	1988-1997
Shi Jiuyong	China	1994-2010
B. Simma	Germany	2003-2012
L. Skotnikov	Russian Federation	2006-2015
Sir Percy Claude Spender	Australia	1958-1967
J. Spiropoulos	Greece	1958-1967
K. Tanaka	Japan	1961-1970
N. K. Tarassov	Russian Federation	1985-1995
S. E. D. Tarazi	Syria	1976-1980
V. S. Vereshchetin	Russian Federation	1995-2006
Sir Humphrey Waldock	United Kingdom	1973-1981
C. G. Weeramantry	Sri Lanka	1991-2000
V. K. Wellington Koo	China	1957-1967
B. Winiarski	Poland	1946-1967
Sir Muhammad Zafrulla Khan	Pakistan	1954-1961; 1964-1973
M. Zoričić	Yugoslavia	1946-1958

ANNEXE 3

ANCIENS PRÉSIDENTS ET VICE-PRÉSIDENTS DE LA COUR

La liste suivante présente les noms des juges qui ont respectivement exercé les fonctions de président et de vice-président avant les titulaires actuels.

J. G. Guerrero et J. Basdevant	1946-1949
J. Basdevant et J. G. Guerrero[1]	1949-1952
Sir Arnold McNair et J. G. Guerrero[1]	1952-1955
G. H. Hackworth et A. H. Badawi[2]	1955-1958
H. Klaestad et Sir Muhammad Zafrulla Khan	1958-1961
B. Winiarski et R. J. Alfaro	1961-1964
Sir Percy Spender et V. K. Wellington Koo	1964-1967
J. L. Bustamante y Rivero et V. M. Koretsky	1967-1970
Sir Muhammad Zafrulla Khan et E. Ammoun[3]	1970-1973
M. Lachs et E. Ammoun[3]	1973-1976
E. Jiménez de Aréchaga et Nagendra Singh	1976-1979
Sir Humphrey Waldock[4] et T. O. Elias[5]	1979-1982
T. O. Elias[6] et J. Sette-Camara	1982-1985

[1] Alors qu'il était vice-président de la Cour, M. Guerrero a fait fonction de président, en application de l'article 13, paragraphes 1 et 2, du Règlement de 1946, dans les affaires suivantes: *Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)*; *Protection de ressortissants et protégés français en Egypte (France c. Egypte)*; *Droits des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique au Maroc (France c. Etats-Unis d'Amérique)*; *Ambatielos (Grèce c. Royaume-Uni)*; *Anglo Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)*; *Minquiers et Ecréhous (France/Royaume-Uni)*; *Or monétaire pris à Rome en 1943 (Italie c. France, Royaume-Uni et Etats-Unis d'Amérique)*.

[2] Alors qu'il était vice-président de la Cour, M. Badawi a fait fonction de président, en application de l'article 13, paragraphe 1, du Règlement de 1946, dans les affaires de l'*Interhandel (Suisse c. Etats-Unis d'Amérique), mesures conservatoires*, et de l'*Incident aérien du 27 juillet 1955 (Etats-Unis d'Amérique c. Bulgarie)*.

[3] Alors qu'il était vice-président de la Cour, M. Ammoun a fait fonction de président, en application des articles 11 et 13, paragraphe 1, des Règlements de 1946 et de 1972, dans les affaires de l'*Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI (Inde c. Pakistan)*, des *Essais nucléaires (Australie c. France), mesures conservatoires*, et des *Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France), mesures conservatoires*.

[4] Sir Humphrey Waldock est décédé le 15 août 1981. La présidence a été assumée par le vice-président, M. Elias, en application de l'article 13, paragraphe 1, et de l'article 14 du Règlement de 1978.

[5] M. Elias a été président en exercice dans l'affaire du *Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)* et pour les ordonnances des 20 janvier et 1er février 1982 dans l'affaire de la *Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (Canada/Etats-Unis d'Amérique)*.

[6] M. Elias a continué à assumer la présidence dans l'affaire du *Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte)* au-delà du 5 février 1985, en application de l'article 32, paragraphe 2, du Règlement de 1978.

ANNEX 3

FORMER PRESIDENTS AND VICE-PRESIDENTS OF THE COURT

The following list contains the names of all judges who have served as President or Vice-President prior to the present holders of those offices.

J. G. Guerrero and J. Basdevant	1946-1949
J. Basdevant and J. G. Guerrero[1]	1949-1952
Sir Arnold McNair and J. G. Guerrero[1]	1952-1955
G. H. Hackworth and A. H. Badawi[2]	1955-1958
H. Klaestad and Sir Muhammad Zafrulla Khan	1958-1961
B. Winiarski and R. J. Alfaro	1961-1964
Sir Percy Spender and V. K. Wellington Koo	1964-1967
J. L. Bustamante y Rivero and V. M. Koretsky	1967-1970
Sir Muhammad Zafrulla Khan and E. Ammoun[3]	1970-1973
M. Lachs and E. Ammoun[3]	1973-1976
E. Jiménez de Aréchaga and Nagendra Singh	1976-1979
Sir Humphrey Waldock[4] and T. O. Elias[5]	1979-1982
T. O. Elias[6] and J. Sette-Camara	1982-1985

[1] While he was Vice-President of the Court, Judge Guerrero acted as President, by virtue of Article 13, paragraphs 1 and 2, of the 1946 Rules, in the following cases: *Corfu Channel (United Kingdom* v. *Albania)*; *Protection of French Nationals and Protected Persons in Egypt (France* v. *Egypt)*; *Rights of Nationals of the United States of America in Morocco (France* v. *United States of America)*; *Ambatielos (Greece* v. *United Kingdom)*; *Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom* v. *Iran)*; *Minquiers and Ecrehos (France/United Kingdom)*; *Monetary Gold Removed from Rome in 1943 (Italy* v. *France, United Kingdom and United States of America)*.

[2] While he was Vice-President of the Court, Judge Badawi acted as President, by virtue of Article 13, paragraph 1, of the 1946 Rules, in the cases concerning *Interhandel (Switzerland* v. *United States of America)*, *Interim Protection*, and *Aerial Incident of 27 July 1955 (United States of America* v. *Bulgaria)*.

[3] While he was Vice-President of the Court, Judge Ammoun acted as President, by virtue of Article 11 and Article 13, paragraph 1, of the 1946 and 1972 Rules of Court, in *Appeal Relating to the Jurisdiction of the ICAO Council (India* v. *Pakistan)*, *Nuclear Tests (Australia* v. *France)*, *Interim Protection*, and *Nuclear Tests (New Zealand* v. *France)*, *Interim Protection*.

[4] Sir Humphrey Waldock died on 15 August 1981. The functions of the Presidency were thereafter exercised by the Vice-President, T. O. Elias, by virtue of Article 13, paragraph 1, and Article 14 of the 1978 Rules of Court.

[5] Vice-President Elias was Acting President in *Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)* and in the proceedings relating to the Orders made on 20 January and 1 February 1982 in *Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada/United States of America)*.

[6] Judge Elias continued to act as President in *Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)* after 5 February 1985, by virtue of Article 32, paragraph 2, of the 1978 Rules of Court.

Nagendra Singh et G. Ladreit de Lacharrière[1]	1985-1988
J. M. Ruda et K. Mbaye	1988-1991
Sir Robert Jennings[2] et S. Oda[2]	1991-1994
M. Bedjaoui et S. M. Schwebel	1994-1997
S. M. Schwebel[3] et C. G. Weeramantry[3]	1997-2000
G. Guillaume et Shi Jiuyong	2000-2003
Shi Jiuyong et R. Ranjeva	2003-2006
Dame Rosalyn Higgins[10] et A. S. Al-Khasawneh[10]	2006-2009
H. Owada et P. Tomka[11]	2009-2012
P. Tomka et B. Sepúlveda-Amor	2012-2015

[1] M. Ladreit de Lacharrière est décédé le 10 mars 1987. Le 6 mai 1987, la Cour a élu M. Mbaye vice-président pour la période restant à courir du mandat de son prédécesseur.

[2] Alors qu'il était président de la Cour, sir Robert Jennings, ressortissant de l'une des Parties, n'a pas exercé la présidence, conformément aux dispositions de l'article 32 du Règlement de la Cour, en l'affaire relative à des *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)*. C'est M. Oda, vice-président, qui a fait fonction de président en cette affaire, ainsi que dans l'affaire relative à des *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)*.

[3] Alors qu'il était président de la Cour, M. Schwebel, ressortissant de l'une des Parties, n'a pas exercé la présidence, conformément aux dispositions de l'article 32 du Règlement de la Cour, dans les affaires suivantes : *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)*; *Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)*; *Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. Etats-Unis d'Amérique)*; *LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)* et *Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Etats-Unis d'Amérique)*. Bien que l'article 32 ne trouvait pas à s'appliquer dans les affaires relatives à des *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)* et à la *Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Allemagne) (Serbie-et-Monténégro c. Belgique) (Serbie-et-Monténégro c. Canada) (Serbie-et-Monténégro c. France) (Serbie-et-Monténégro c. Italie) (Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas) (Serbie-et-Monténégro c. Portugal) (Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni) (Yougoslavie c. Espagne) (Yougoslavie c. Etats-Unis d'Amérique)*, M. Schwebel a estimé approprié de ne pas non plus exercer la présidence dans ces affaires. La présidence a donc été assumée par le vice-président, M. Weeramantry, en application de l'article 13, paragraphe 1, du Règlement de la Cour.

[10] Avant son élection à la présidence de la Cour, Mme la juge Higgins, invoquant le paragraphe 2 de l'article 17 du Statut de la Cour, s'est récusée en l'affaire relative à la *Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour)*. Le vice-président de la Cour, M. Al-Khasawneh, a fait fonction de président aux fins de cette affaire à compter du 6 février 2006, conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 13 du Règlement de la Cour.

[11] Alors qu'il était vice-président de la Cour, M. Tomka a été appelé à faire fonction de président, en application de l'article 13 du Règlement de la Cour, en l'affaire relative à des *Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)* ainsi qu'en l'affaire relative à la *Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon)*.

Nagendra Singh and G. Ladreit de Lacharrière[7]	1985-1988
J. M. Ruda and K. Mbaye	1988-1991
Sir Robert Jennings[8] and S. Oda[8]	1991-1994
M. Bedjaoui and S. M. Schwebel	1994-1997
S. M. Schwebel[9] and C. G. Weeramantry[9]	1997-2000
G. Guillaume and Shi Jiuyong	2000-2003
Shi Jiuyong and R. Ranjeva	2003-2006
Dame Rosalyn Higgins[10] and A. S. Al-Khasawneh[10]	2006-2009
H. Owada and P. Tomka[11]	2009-2012
P. Tomka and B. Sepúlveda-Amor	2012-2015

[7] Judge Ladreit de Lacharrière died on 10 March 1987. On 6 May 1987 the Court elected Judge Mbaye to be its Vice-President for the remainder of his predecessor's term.

[8] While he was President of the Court, Sir Robert Jennings, being a national of one of the Parties, did not, in accordance with Article 32 of the Rules of Court, preside in the case concerning *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya* v. *United Kingdom)*. Vice-President Oda exercised the functions of the Presidency in that case, as well as in the case concerning *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya* v. *United States of America)*.

[9] While he was President of the Court, Judge Schwebel, being a national of one of the Parties, did not, in accordance with Article 32 of the Rules of Court, preside in the cases concerning *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya* v. *United States of America)*; *Oil Platforms (Islamic Republic of Iran* v. *United States of America)*; *Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay* v. *United States of America)*; *LaGrand (Germany* v. *United States of America)* and *Legality of Use of Force (Yugoslavia* v. *United States of America)*. Although Article 32 was not applicable in the cases concerning *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya* v. *United Kingdom)* and *Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro* v. *Belgium) (Serbia and Montenegro* v. *Canada) (Serbia and Montenegro* v. *France) (Serbia and Montenegro* v. *Germany) (Serbia and Montenegro* v. *Italy) (Serbia and Montenegro* v. *Netherlands) (Serbia and Montenegro* v. *Portugal) (Serbia and Montenegro* v. *United Kingdom) (Yugoslavia* v. *Spain) (Yugoslavia* v. *United States of America)*, Judge Schwebel did not think it appropriate to exercise the functions of the Presidency in those cases either. It was therefore the Vice-President, Judge Weeramantry, who, in accordance with Article 13, paragraph 1, of the Rules, exercised those functions.

[10] Prior to her election as President of the Court, Dame Higgins, referring to Article 17, paragraph 2, of the Statute, recused herself from participating in the case concerning *Sovereignty over Pedra Branca/PuLau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge (Malaysia/Singapore)*. It therefore fell upon the Vice-President, Judge Al-Khasawneh, to exercise from 6 February 2006 onwards the functions of the Presidency for the purpose of the case, in accordance with Article 13, paragraphs 1 and 2, of the Rules of Court.

[11] During his term as Vice-President of the Court, Judge Tomka was called upon to act as President, by virtue of Article 13 of the Rules of Court, in the case concerning *Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina* v. *Uruguay)*, as well in the case concerning *Whaling in the Antarctic (Australia* v. *Japan)*.

ANNEXE 4

ANCIENS GREFFIERS ET GREFFIERS ADJOINTS DE LA COUR

La liste suivante présente les noms des anciens greffiers de la Cour.

E. Hambro	Norvège	1946-1953
J. López-Olván	Espagne	1953-1960
J. Garnier-Coignet	France	1960-1966
S. Aquarone	Australie	1966-1980
S. Torres Bernárdez	Espagne	1980-1986
E. Valencia-Ospina	Colombie	1987-2000

La liste suivante présente les noms des anciens greffiers adjoints de la Cour.

J. Garnier-Coignet	France	1946-1960
S. Aquarone	Australie	1960-1966
W. Tait	Royaume-Uni	1966-1976
A. Pillepich	France	1977-1984
E. Valencia-Ospina	Colombie	1984-1987
B. Noble	Royaume-Uni	1987-1994
J.-J. Arnaldez	France	1994-2008
Th. de Saint Phalle	États-Unis d'Amérique/ France	2008-2013

ANNEX 4

FORMER REGISTRARS AND DEPUTY-REGISTRARS OF THE COURT

The following list presents the former Registrars of the Court.

E. Hambro	Norway	1946-1953
J. Lopez-Olivan	Spain	1953-1960
J. Garnier-Coignet	France	1960-1966
S. Aquarone	Australia	1966-1980
S. Torres Bernárdez	Spain	1980-1986
E. Valencia-Ospina	Colombia	1987-2000

The following list presents the former Deputy-Registrars of the Court.

J. Garnier-Coignet	France	1946-1960
S. Aquarone	Australia	1960-1966
W. Tait	United Kingdom	1966-1976
A. Pillepich	France	1977-1984
E. Valencia-Ospina	Colombia	1984-1987
B. Noble	United Kingdom	1987-1994
J.-J. Arnaldez	France	1994-2008
Th. de Saint Phalle	United States of America/ France	2008-2013

ANNEXE 3

CHAMBRES CONSTITUÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 26, PARAGRAPHE 2, DU STATUT

Le Statut prévoit en son article 26, paragraphe 2, que la Cour peut constituer une chambre pour connaître d'une affaire déterminée. Le nombre des juges de cette chambre n'est fixé par la Cour avec l'assentiment des parties. Dans la liste suivante figurent les six affaires pour lesquelles de telles chambres ont été constituées à la demande conjointe des parties.

Affaire	Date de constitution de la chambre	Composition de la chambre	Date des délibérations de la chambre
Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (Canada/États-Unis d'Amérique)	20 I 1982	MM. Ago, président de la chambre; MM. Gros, Morelli et Schwebel, juges; M. Colson, juge ad hoc.	12 X 1984 (date de l'arrêt sur le fond)
Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)	3 VI 1987	M. Bedjaoui, président de la chambre; MM. Lachs et Ruda, juges; MM. Luchaire et Abi-Saab, juges ad hoc.	22 XII 1986 (date de l'arrêt sur le fond)
Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI) (États-Unis d'Amérique c. Italie)	2 III 1987	M. Nagendra Singh, président de la chambre; MM. Oda, Ago, Schwebel et sir Robert Jennings, juges. A la suite du décès de M. Nagendra Singh, la Cour a élu le 20 décembre 1988 M. Ruda, son président, pour lui succéder en qualité de membre et de président (*ad hoc*) de la chambre.	20 VII 1989 (date de l'arrêt sur le fond)
Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras : Nicaragua intervenant)	8 V 1987	MM. Sette-Camara, président de la chambre; M. Oda et sir Robert Jennings, juges; MM. Valticos et Torres, juges ad hoc.	11 IX 1992 (date de l'arrêt sur le fond)

ANNEX V

CHAMBERS FORMED UNDER ARTICLE 26, PARAGRAPH 2, OF THE STATUTE

Article 26, paragraph 2, of the Statute provides that the Court may form a chamber to deal with a particular case, the number of judges constituting such a chamber being determined by the Court with the approval of the parties. The six cases in which chambers of this kind have been formed at the joint request of the parties are listed below.

Case	Date chamber was formed	Composition of chamber	Date chamber was dissolved
Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada/United States of America)	20 I 1982	*Judge* Ago (*President of the Chamber*); *Judges* Gros, Mosler and Schwebel; *Judge ad hoc* Colwell	12 X 1984 (date of the judgment on the merits)
Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)	3 IV 1985	*Judge* Bedjaoui (*President of the Chamber*); *Judges* Lachs and Ruda; *Judges ad hoc* Luchaire and Abi-Saab	22 XII 1986 (date of the judgment on the merits)
Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI) (United States of America v. Italy)	2 III 1987	*Judge* Nagendra Singh (*President of the Chamber*); *Judges* Oda, Ago, Schwebel and Sir Robert Jennings	20 VII 1989 (date of the judgment on the merits)
		Following the death of Judge Nagendra Singh, the Court, on 20 December 1988, elected President Ruda to succeed him as member and *ex officio* President of the Chamber	
Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)	8 V 1987	*Judge* Sette-Camara (*President of the Chamber*); *Judges* Oda and Sir Robert Jennings; *Judges ad hoc* Valticos and Virally	11 IX 1992 (date of the judgment on the merits)

Affaire	Date de constitution de la chambre	Composition de la chambre	Date de dissolution de la chambre
		A la suite du décès de M. Virally, M. Torres Bernárdez a été désigné pour siéger à sa place en qualité de juge *ad hoc* et, le 13 décembre 1989, la Cour a déclaré que la chambre était composée comme suit : M. Sette-Camara, *président de la chambre* ; M. Oda et sir Robert Jennings, *juges* ; MM. Valticos et Torres Bernárdez, *juges* ad hoc Le 7 février 1991, sir Robert Jennings et M. Oda ont changé de place dans l'ordre des préséances au sein de la chambre, en raison de leur élection respectivement comme président et vice-président de la Cour	
Différend frontalier (Bénin/Niger)	27 XI 2002	M. Guillaume, *président de la chambre* ; MM. Ranjeva et Kooijmans, *juges* ; MM. Bedjaoui et Bennouna, *juges* ad hoc A la suite d'une élection tenue le 16 février 2005 pour pourvoir le poste devenu vacant après la démission de M. Guillaume, la composition de la chambre a été modifiée comme suit : M. Ranjeva, *président de la chambre* ; MM. Kooijmans et Abraham, *juges* ; MM. Bedjaoui et Bennouna, *juges* ad hoc	12 VII 2005 (date de l'arrêt sur le fond)

Case	Date chamber was formed	Composition of chamber	Date chamber was dissolved
		After the death of Judge Virally, Mr. Torres Bernárdez was chosen to sit as judge *ad hoc* in his place and, on 13 December 1989, the Court declared the Chamber to be composed as follows: *Judge* Sette-Camara *(President of the Chamber)*; *Judges* Oda and Sir Robert Jennings; *Judges ad hoc* Valticos and Torres Bernárdez	
		On 7 February 1991, Judges Sir Robert Jennings and Oda exchanged places in the order of precedence within the Chamber owing to their election to be, respectively, the Court's President and Vice-President	
Frontier Dispute (Benin/Niger)	2 XI 2002	*Judge* Guillaume *(President of the Chamber)*; *Judges* Ranjeva and Kooijmans; *Judges ad hoc* Bedjaoui and Bennouna	12 VII 2005 (date of the Judgment on the merits)
		Following an election held on 16 February 2005 to fill the vacancy left by the resignation of Judge Guillaume, the composition of the Chamber was as follows: *Judge* Ranjeva *(President of the Chamber)*; *Judges* Kooijmans and Abraham; *Judges ad hoc* Bedjaoui and Bennouna	

Affaire	Date de constitution de la chambre	Composition de la chambre	Date de dissolution de la chambre
Demande en revision de l'arrêt du 11 septembre 1992 en l'affaire du Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras ; Nicaragua (intervenant)) *(El Salvador c. Honduras)*	27 XI 2002	M. Guillaume, *président de la chambre* ; MM. Rezek et Buergenthal, *juges* ; MM. Torres Bernárdez et Paolillo, *juges ad hoc*	18 XII 2003 (date de l'arrêt sur la recevabilité de la demande d'El Salvador)

Case	Date chamber was formed	Composition of chamber	Date chamber was dissolved
Application for Revision of the Judgment of 11 September 1992 in the Case concerning the Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening) *(El Salvador v. Honduras)*	27 XI 2002	*Judge* Guillaume *(President of the Chamber)*; *Judges* Rezek and Buergenthal; *Judges ad hoc* Torres Bernárdez and Paolillo	18 XII 2003 (date of the Judgment on the admissibility of El Salvador's Application)

ANNEXE 6

AFFAIRES INTRODUITES PAR COMPROMIS

En application du paragraphe 1 de l'article 40 du Statut, les affaires peuvent être portées devant la Cour par compromis. Dans la liste suivante figurent les 17 affaires ainsi introduites.

Affaire	Parties	Date du compromis	Date d'enregistrement
Droit d'asile	Colombie/Pérou	31 VIII 1949	15 X 1949
Minquiers et Ecréhous	France/Royaume-Uni	29 XII 1950	6 XII 1951
Souveraineté sur certaines parcelles frontalières	Belgique/Pays-Bas	7 III 1957	27 XI 1957
Plateau continental de la mer du Nord	République fédérale d'Allemagne/ Danemark	2 II 1967	20 II 1967
Plateau continental de la mer du Nord	République fédérale d'Allemagne/ Pays-Bas	2 II 1967	20 II 1967
Plateau continental	Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne	10 VI 1977	1er XII 1978 et 19 II 1979[1]
Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine	Canada/Etats-Unis d'Amérique	29 III 1979	25 XI 1981
Plateau continental	Jamahiriya arabe libyenne/Malte	23 V 1976	26 VII 1982
Différend frontalier	Burkina Faso/République du Mali	16 IX 1983	20 X 1983
Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime	El Salvador/Honduras	24 V 1986	11 XII 1986

[1] La première date concerne la notification faite par la Tunisie et la seconde la notification faite par la Jamahiriya arabe libyenne.

ANNEX 6

CASES INSTITUTED BY SPECIAL AGREEMENT

Pursuant to Article 40, paragraph 1, of the Statute, cases may be brought before the Court by Special Agreement. All 17 cases instituted by such means are listed below.

Case	Parties	Date of Special Agreement	Date of filing
Asylum	Colombia/Peru	31 VIII 1949	15 X 1949
Minquiers and Ecrehos	France/United Kingdom	29 XII 1950	6 XII 1951
Sovereignty over Certain Frontier Land	Belgium/Netherlands	7 III 1957	27 XI 1957
North Sea Continental Shelf	Federal Republic of Germany/ Denmark	2 II 1967	20 II 1967
North Sea Continental Shelf	Federal Republic of Germany/ Netherlands	2 II 1967	20 II 1967
Continental Shelf	Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya	10 VI 1977	1 XII 1978 and 19 II 1979[1]
Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area	Canada/United States of America	29 III 1979	25 XI 1981
Continental Shelf	Libyan Arab Jamahiriya/Malta	23 V 1976	26 VII 1982
Frontier Dispute	Burkina Faso/Republic of Mali	16 IX 1983	20 X 1983
Land, Island and Maritime Frontier Dispute	El Salvador/Honduras	24 V 1986	11 XII 1986

[1] The first date relates to the notification by Tunisia and the second to the notification by the Libyan Arab Jamahiriya.

Affaire	Parties	Date du compromis	Date d'enregistrement
Différend territorial	Jamahiriya arabe libyenne/Tchad	31 VIII 1989	31 VIII 1990 et 3 IX 1990[1]
Projet Gabčíkovo-Nagymaros	Hongrie/Slovaquie	7 IV 1993	2 VII 1993
Île de Kasikili/Sedudu	Botswana/Namibie	15 II 1996	29 V 1996
Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan	Indonésie/Malaisie	31 V 1997	2 XI 1998
Différend frontalier	Bénin/Niger	15 VI 2001	3 V 2002
Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge	Malaisie/Singapour	6 II 2003	24 VII 2003
Différend frontalier	Burkina Faso/Niger	24 II 2009	20 VII 2010

[1] La première date concerne la notification faite par la Jamahiriya arabe libyenne et la seconde le dépôt d'une requête introductive d'instance par le Tchad contre la Jamahiriya arabe libyenne. Les Parties sont ensuite convenues qu'en l'espèce l'instance avait en réalité été introduite par deux notifications d'un même compromis.

Case	Parties	Date of Special Agreement	Date of filing
Territorial Dispute	Libyan Arab Jamahiriya/Chad	31 VIII 1989	31 VIII 1990 and 3 IX 1990[1]
Gabčíkovo-Nagymaros Project	Hungary/Slovakia	7 IV 1993	2 VII 1993
Kasikili/Sedudu Island	Botswana/Namibia	15 II 1996	29 V 1996
Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan	Indonesia/Malaysia	31 V 1997	2 XI 1998
Frontier Dispute	Benin/Niger	15 VI 2001	3 V 2002
Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge	Malaysia/Singapore	6 II 2003	24 VII 2003
Frontier Dispute	Burkina Faso/Niger	24 II 2009	20 VII 2010

[1] The first date relates to the notification by the Libyan Arab Jamahiriya and the second to the filing by Chad of an Application instituting proceedings against the Libyan Arab Jamahiriya. The Parties subsequently agreed that the proceedings in the case had in effect been instituted by two separate notifications of the same Special Agreement.

ANNEXE 7

AFFAIRES INTRODUITES PAR VOIE DE REQUÊTE

(sur le fondement d'une clause compromissoire et/ou d'une déclaration effectuée en vertu de l'article 36, paragraphe 2, du Statut)[1]

Le paragraphe 1 de l'article 40 du Statut dispose que les affaires peuvent être portées devant la Cour par notification d'une requête.

En vertu du paragraphe 1 de l'article 36 du Statut, la compétence de la Cour «s'étend à toutes les affaires que les parties lui soumettront, ainsi qu'à tous les cas spécialement prévus dans la Charte des Nations Unies ou dans les traités et conventions en vigueur».

L'article 37 dispose:

«Lorsqu'un traité ou une convention en vigueur prévoit le renvoi à une juridiction que devait instituer la Société des Nations ou à la Cour permanente de Justice internationale, la Cour internationale de Justice constituera cette juridiction entre les parties au présent Statut.»

Par ailleurs, le paragraphe 2 de l'article 36 du Statut prévoit ce qui suit:

«Les Etats parties au présent Statut pourront, à n'importe quel moment, déclarer reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour sur tous les différends d'ordre juridique ayant pour objet:

a) l'interprétation d'un traité;
b) tout point de droit international;
c) la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international;
d) la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.»

Enfin, au titre du paragraphe 5 de l'article 36 du Statut:

«Les déclarations faites en application de l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale pour une durée qui n'est pas encore expirée seront considérées, dans les rapports entre parties au présent Statut, comme comportant acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice pour la durée restant à courir d'après ces déclarations et conformément à leurs termes.»

La compétence de la Cour peut donc être fondée sur une clause compromissoire ou sur une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour.

Le tableau ci-après précise le ou les textes ainsi invoqués, dans la requête, par l'Etat demandeur pour fonder la compétence de la Cour. Le signe —— signifie, selon la colonne dans laquelle il apparaît, qu'aucune clause compromissoire n'a été invoquée ou qu'aucune déclaration n'a été invoquée (ou que le demandeur a invoqué sa propre déclaration en l'absence de déclaration du défendeur); le signe «✓» signifie que le demandeur et le défendeur ont effectué des déclarations et que celles-ci ont été invoquées dans la requête introductive d'instance.

[1] Pour les requêtes introduisant une instance dans laquelle il est demandé à la Cour d'interpréter un arrêt, par référence à l'article 60 du Statut, ou de revoir un arrêt, par référence à l'article 61 du Statut, il convient de se reporter aux annexes 15 et 16, respectivement. Pour les affaires présentées par compromis, il convient de se reporter à l'annexe 6 et, pour celles introduites au titre d'un *forum prorogatum*, à l'annexe 8.

ANNEX 7

CASES INSTITUTED BY APPLICATION

(On the basis of a compromissory clause and/or a declaration made under Article 36, paragraph 2, of the Statute)[1]

Article 40, paragraph 1, of the Statute provides that cases may be brought before the Court by notification of an application.

Under Article 36, paragraph 1, of the Statute, the jurisdiction of the Court "comprises all cases which the parties refer to it and all matters specially provided for in the Charter of the United Nations or in treaties and conventions in force".

Article 37 provides that:

"Whenever a treaty or convention in force provides for reference of a matter to a tribunal to have been instituted by the League of Nations, or to the Permanent Court of International Justice, the matter shall, as between the parties to the present Statute, be referred to the International Court of Justice."

Furthermore, Article 36, paragraph 2, of the Statute provides as follows:

"The States parties to the present Statute may at any time declare that they recognize as compulsory *ipso facto* and without special agreement, in relation to any other State accepting the same obligation, the jurisdiction of the Court in all legal disputes concerning:

(a) the interpretation of a treaty;
(b) any question of international law;
(c) the existence of any fact which, if established, would constitute a breach of an international obligation;
(d) the nature or extent of the reparation to be made for the breach of an international obligation."

Finally, pursuant to Article 36, paragraph 5, of the Statute:

"Declarations made under Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice and which are still in force shall be deemed, as between the parties to the present Statute, to be acceptances of the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice for the period which they still have to run and in accordance with their terms."

The Court's jurisdiction can thus be founded on a compromissory clause or on a declaration recognizing its compulsory jurisdiction.

The table below lists the text(s) invoked in the Application by the applicant State to found the jurisdiction of the Court. The sign "—", depending on the column in which it appears, indicates that no compromissory clause or declaration was invoked (or that the Applicant invoked its own declaration in the absence of a declaration by the Respondent); the sign "✓" indicates that the Applicant and the Respondent made declarations and that these were invoked in the Application instituting proceedings.

---

[1] For Applications instituting proceedings in which the Court is requested to construe a judgment, by reference to Article 60 of the Statute, or to revise a judgment, by reference to Article 61 of the Statute, see Annexes 15 and 16 respectively. For cases submitted by special agreement, see Annex 6, and for cases brought on the basis of *forum prorogatum*, see Annex 8.

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
Pêcheries (Royaume-Uni c. Norvège)	—	✓
Nationalité des requérants en Tunisie (France c. Égypte)	Compromis de Montreux concernant l'abolition des capitulations en Égypte (art. 13)	—
Droit de passage sur territoire indien (Portugal c. Inde)	—	✓
Haya de la Torre (Colombie c. Pérou)	Convention de La Havane sur le droit d'asile (art. 2)	—
Ambatielos (Grèce c. Royaume-Uni)	Traité de commerce et de navigation entre la Grèce et le Royaume-Uni du 16 juillet 1926 (art. 29)	—
Anglo-Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)	—	✓
Nottebohm (Liechtenstein c. Guatemala)	—	✓
Certains biens (Nauru c. Australie)	Déclaration signée par la France, le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique le 29 avril 1963	—
Droit d'asile (Colombie c. Pérou)	Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise du 24 janvier 1948 (art. 28)	—
Certains emprunts norvégiens (France c. Norvège)	—	✓
Droit de passage sur territoire indien (Portugal c. Inde)	—	✓

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
Fisheries (United Kingdom v. Norway)	—	✓
Protection of French Nationals and Protected Persons in Egypt (France v. Egypt)	Montreux Convention regarding the Abolition of the Capitulations in Egypt (Art. 17)	—
Rights of Nationals of the United States of America in Morocco (France v. United States of America)	Economic Co-operation Agreement between the United States of America and France, of 28 June 1948 (Art. 10)	✓
Haya de la Torre (Colombia v. Peru)	Protocol of Friendship and Co-operation between the Republic of Colombia and the Republic of Peru, of 24 May 1934 (Art. 7)	—
Ambatielos (France v. United Kingdom)	Treaty of Commerce and Navigation between Greece and Great Britain, of 16 July 1926 (Art. 29)	—
Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. Iran)	—	✓
Nottebohm (Liechtenstein v. Guatemala)	—	✓
Monetary Gold Removed from Rome in 1943 (Italy v. France, United Kingdom and United States of America)	Statement between the Governments of the French Republic, the United Kingdom and the United States of America, of 25 April 1951	—
Electricité de Beyrouth Company (France v. Lebanon)	Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Lebanese Republic, of 24 January 1948 (Art. 23)	—
Certain Norwegian Loans (France v. Norway)	—	✓
Right of Passage over Indian Territory (Portugal v. India)	—	✓

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
Application de la convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs (Pays-Bas c. Suède)	—	✓
Interhandel (Suisse c. Etats-Unis d'Amérique)	—	✓
Incident aérien du 27 juillet 1955 (Israël c. Bulgarie)	—	✓
Incident aérien du 27 juillet 1955 (Etats-Unis d'Amérique c. Bulgarie)	—	Les Etats-Unis d'Amérique ont déclaré accepter la juridiction de la Cour aux fins de l'espèce et ont invoqué la déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour de la Bulgarie
Incident aérien du 27 juillet 1955 (Royaume-Uni c. Bulgarie)	—	✓
Sentence arbitrale rendue par le roi d'Espagne le 23 décembre 1906 (Honduras c. Nicaragua)	Accord intervenu entre le Honduras et le Nicaragua à Washington le 21 juillet 1957	✓
Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgique c. Espagne)	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Belgique et l'Espagne du 9 juillet 1927 (art. 2 et 17)	—
Compagnie du port, des quais et des entrepôts de Marseille et Société Radio-Orient (France c. Liban)	Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise du 24 janvier 1948 (art. 23)	—
Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande)	Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux du 26 septembre 1928	✓

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
Application of the Convention of 1902 Governing the Guardianship of Infants (Netherlands v. Sweden)	—	✓
Interhandel (Switzerland v. United States of America)	—	✓
Aerial Incident of 27 July 1955 (Israel v. Bulgaria)	—	✓
Aerial Incident of 27 July 1955 (United States of America v. Bulgaria)	—	The United States of America declared that it accepted the Court's jurisdiction for the purposes of this case and invoked Bulgaria's declaration accepting the compulsory jurisdiction of the Court
Aerial Incident of 27 July 1955 (United Kingdom v. Bulgaria)	—	✓
Arbitral Award Made by the King of Spain on 23 December 1906 (Honduras v. Nicaragua)	Washington Agreement between Honduras and Nicaragua, of 23 July 1957	✓
Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgium v. Spain)	Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration between Belgium and Spain, of 19 July 1927 (Arts. 2 and 17)	—
Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth and Société Radio-Orient (France v. Lebanon)	Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Lebanese Republic, of 24 January 1948 (Art. 23)	—
Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand)	General Act for the Pacific Settlement of International Disputes, of 26 September 1928	✓

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud)[1]	Mandat pour le Sud-Ouest africain allemand du 17 décembre 1920 (art. 7)	—
Sud-Ouest africain (Liberia c. Afrique du Sud)[1]	Mandat pour le Sud-Ouest africain allemand du 17 décembre 1920 (art. 7)	—
Cameroun septentrional (Cameroun c. Royaume-Uni)	Accord de tutelle pour le territoire du Cameroun sous administration britannique (art. 19)	—
Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (nouvelle requête: 1962) (Belgique c. Espagne)	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Belgique et l'Espagne du 19 juillet 1927 (art. 17)	—
Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI (Inde c. Pakistan)	Convention de Chicago relative à l'aviation civile internationale (art. 84)	—
	Accord relatif au transit des services aériens internationaux (art. II)	
Compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande)	Echange de notes entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement islandais en date du 11 mars 1961	—
Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande)	Echange de notes entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement islandais en date du 19 juillet 1961	—
Essais nucléaires (Australie c. France)	Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux du 26 septembre 1928 (art. 17)	✓

[1] La Cour a joint les instances dans ces deux affaires par ordonnance du 20 mai 1961.

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
South West Africa (Ethiopia v. South Africa)	Mandate for German South West Africa, of 17 December 1920 (Art. 7)	—
South West Africa (Liberia v. South Africa)	Mandate for German South West Africa, of 17 December 1920 (Art. 7)	—
Northern Cameroons (Cameroon v. United Kingdom)	Trusteeship Agreement for the Territory of the Cameroons under British Administration (Art. 19)	—
Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (New Application: 1962) (Belgium v. Spain)	Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration between Belgium and Spain, of 19 July 1927 (Art. 17)	—
Appeal Relating to the Jurisdiction of the ICAO Council (India v. Pakistan)	Chicago Convention on International Civil Aviation (Art. 84)	—
	International Air Services Transit Agreement (Art. II)	
Fisheries Jurisdiction (United Kingdom v. Iceland)	Exchange of Notes between the Government of the United Kingdom and the Government of Iceland, dated 11 March 1961	—
Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. Iceland)	Exchange of Notes between the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of Iceland, dated 19 July 1961	—
Nuclear Tests (Australia v. France)	General Act for the Pacific Settlement of International Disputes, of 26 September 1928 (Art. 17)	*

* The Court joined the proceedings in the two cases by Order of 20 May 1963.

Affaire	Instrument d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour	Instrument d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
Ambatielos (Grèce c. Royaume-Uni)	Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux du 26 septembre 1928 (art. 17)	✓
Application de la Convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs (Pays-Bas c. Suède)	Convention pour le protectorat et la répression du crime de génocide (art. IX)	—
Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgique c. Espagne)	Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux du 26 septembre 1928 (art. 17)	—
Certaines questions concernant la prise de contact diplomatique (Afghanistan c. États-Unis d'Amérique)	Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (art. 46)	—
Certaines questions d'assistance mutuelle en matière pénale (Djibouti c. France)	Protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations diplomatiques concernant le règlement obligatoire des différends (art. 1)	—
Certaines questions concernant l'entraide judiciaire en matière pénale (Djibouti c. France)	Protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations consulaires concernant le règlement obligatoire des différends (art. 1)	—
Certains biens (Liechtenstein c. Hongrie)	Traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires entre les États-Unis d'Amérique et l'Iran du 15 août 1955 (art. XXI, par. 2)	✓
Certains intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise (fond)	Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les agents diplomatiques de la protection internationale, y compris les agents diplomatiques (art. 13, par. 1)	✓

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
Nuclear Tests (New Zealand v. France)	General Act for the Pacific Settlement of International Disputes, of 26 September 1928 (Art. 17)	✓
Trial of Pakistani Prisoners of War (Pakistan v. India)	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—
Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. Turkey)	General Act for the Pacific Settlement of International Disputes, of 26 September 1928 (Art. 17)	—
	Joint Communiqué of Brussels (31 May 1975) Agreed between the Prime Ministers of Greece and Turkey	
United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America v. Iran)	Optional Protocol to the Vienna Convention on Diplomatic Relations, concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I)	—
	Optional Protocol to the Vienna Convention on Consular Relations, concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I)	
	Treaty of Amity, Economic Relations and Consular Rights between the United States of America and Iran, of 15 August 1955 (Art. XXI, para. 2)	
Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)	Convention on the Prevention and Punishment of Crimes against Internationally Protected Persons, including Diplomatic Agents (Art. 13, para. 1)	✓

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Costa Rica)	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	✓
Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras)	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	✓
Élettronica Sicula S.p.A. (ELSI) (États-Unis d'Amérique c. Italie)	Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 2 février 1948 entre les États-Unis d'Amérique et la République italienne (art. XXVI)	—
Délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen (Danemark c. Norvège)	—	✓
Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique)	Convention de Chicago relative à l'aviation civile internationale, telle qu'amendée (art. 84)	—
	Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14)	
Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie)	—	✓
Sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (Guinée-Bissau c. Sénégal)	—	✓
Timor oriental (Portugal c. Australie)	—	✓
Délimitation maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal (Guinée-Bissau c. Sénégal)	—	✓

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Costa Rica)	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Honduras)	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI) (United States of America v. Italy)	Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of 2 February 1948 between the United States of America and the Italian Republic (Art. XXVI)	—
Maritime Delimitation in the Area between Greenland and Jan Mayen (Denmark v. Norway)	—	✓
Aerial Incident of 3 July 1988 (Islamic Republic of Iran v. United States of America)	Chicago Convention on International Civil Aviation as amended (Art. 84) Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, of 23 September 1971 (Art. 14)	—
Certain Phosphate Lands in Nauru (Nauru v. Australia)	—	✓
Arbitral Award of 31 July 1989 (Guinea-Bissau v. Senegal)	—	✓
East Timor (Portugal v. Australia)	—	✓
Maritime Delimitation between Guinea-Bissau and Senegal (Guinea-Bissau v. Senegal)	—	✓

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
Passage par le Grand Belt (Finlande c. Danemark)	Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends, adopté à Genève par la première conférence des Nations Unies sur le droit de la mer le 29 avril 1958 (art. 1)	✓
Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn)	Échanges de lettres entre le roi d'Arabie saoudite et l'émir de Qatar, datées des 19 et 21 décembre 1987, et entre le roi d'Arabie saoudite et l'émir de Bahreïn, datées des 19 et 26 décembre 1987, ainsi que le « procès-verbal », signé à Doha le 25 décembre 1990 par les ministres des affaires étrangères de Qatar, de Bahreïn et d'Arabie saoudite	—
Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)	Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14, par. 1)	—
Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. États-Unis d'Amérique)	Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14, par. 1)	—
Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique)	Traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires entre les États-Unis d'Amérique et l'Iran du 15 août 1955 (art. XXI, par. 2)	—

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
Passage through the Great Belt (Finland v. Denmark)	Optional Protocol of Signature concerning the Compulsory Settlement of Disputes adopted in Geneva by the First United Nations Conference on the Law of the Sea on 29 April 1958 (Art. 1)	✓
Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain (Qatar v. Bahrain)	Exchange of Letters between the King of Saudi Arabia and the Amir of Qatar, dated 19 and 21 December 1987, and between the King of Saudi Arabia and the Amir of Bahrain, dated 19 and 26 December 1987, and the "Minutes" signed in Doha on 25 December 1990 by the Foreign Ministers of Qatar, Bahrain and Saudi Arabia	—
Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)	Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, of 23 September 1971 (Art. 14, para. 1)	—
Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)	Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, of 23 September 1971 (Art. 14, para. 1)	—
Oil Platforms (Islamic Republic of Iran v. United States of America)	Treaty of Amity, Economic Relations, and Consular Rights between the United States of America and Iran, of 15 August 1955 (Art. XXI, para. 2)	—

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—
Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria; Guinée équatoriale (intervenant))	—	✓
Compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada)	—	✓
Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. Etats-Unis d'Amérique)	Protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations consulaires, concernant le règlement obligatoire des différends (art. I)	—
Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)	—	✓
LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)	Protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations consulaires, concernant le règlement obligatoire des différends (art. I)	—
Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Belgique)	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	✓
Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Canada)	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	✓
Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. France)	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. *Serbia and Montenegro)*	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—
Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. *Nigeria: Equatorial Guinea intervening)*	—	✓
Fisheries Jurisdiction (Spain v. *Canada)*	—	✓
Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay v. *United States of America)*	Optional Protocol to the Vienna Convention on Consular Relations, concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I)	—
Ahmadou Sadio Diallo (Republic of Guinea v. *Democratic Republic of the Congo)*	—	✓
LaGrand (Germany v. *United States of America)*	Optional Protocol to the Vienna Convention on Consular Relations, concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I)	—
Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. *Belgium)*	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	✓
Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. *Canada)*	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	✓
Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. *France)*	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Allemagne)	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—
Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Italie)	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—
Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas)	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	✓
Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Portugal)	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	✓
Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni)	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	✓
Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Espagne)	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	✓
Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Etats-Unis d'Amérique)	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—
Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Burundi)	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984 (art. 30, par. 1) Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14, par. 1)	—
Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)	—	✓

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. *Germany)*	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—
Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. *Italy)*	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—
Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. *Netherlands)*	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	✓
Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. *Portugal)*	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	✓
Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. *United Kingdom)*	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	✓
Legality of Use of Force (Yugoslavia v. *Spain)*	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	✓
Legality of Use of Force (Yugoslavia v. *United States of America)*	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—
Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. *Burundi)*	Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, of 10 December 1984 (Art. 30, para. 1)	—
	Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, of 23 September 1971 (Art. 14, para. 1)	
Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. *Uganda)*	—	✓

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Rwanda)	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984 (art. 30, par. 1) Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14, par. 1)	—
Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—
Incident aérien du 10 août 1999 (Pakistan c. Inde)	Accord entre l'Inde et le Pakistan relatif aux relations bilatérales du 2 juillet 1972 (art. 1)[1]	✓
Différend territorial et maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Honduras)	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	✓
Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c. Belgique)	—	Dans sa requête, le Congo a déclaré accepter la juridiction obligatoire de la Cour et a invoqué la déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour de la Belgique
Certains biens (Liechtenstein c. Allemagne)	Convention européenne pour le règlement pacifique des différends (art. 1)	—
Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	✓

[1] La requête renvoie simplement à l'article 36, paragraphe 1, du Statut. Ce n'est que dans son mémoire que le Pakistan a précisé le nom de l'instrument contenant une clause compromissoire susceptible de fonder la compétence de la Cour.

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. *Rwanda)*	Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, of 10 December 1984 (Art. 30, para. 1) Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, of 23 September 1971 (Art. 14, para. 1)	—
Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. *Serbia)*	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—
Aerial Incident of 10 August 1999 (Pakistan v. *India)*	Agreement on Bilateral Relations between India and Pakistan, of 2 July 1972 (Art. 1)[5]	✓
Territorial and Maritime Dispute between Nicaragua and Honduras in the Caribbean Sea (Nicaragua v. *Honduras)*	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
Arrest Warrant of 11 April 2000 (Democratic Republic of the Congo v. *Belgium)*	—	In its Application, Congo declared that it accepted the compulsory jurisdiction of the Court and invoked Belgium's declaration accepting the compulsory jurisdiction of the Court
Certain Property (Liechtenstein v. *Germany)*	European Convention for the Peaceful Settlement of Disputes (Art. 1)	—
Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. *Colombia)*	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓

[5] The Application simply refers to Article 36, paragraph 1, of the Statute of the Court. Only in its Memorial has Pakistan specified the name of the instrument which contains a special agreement which may found the jurisdiction of the Court.

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
Activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête : 2002) (République démocratique du Congo c. Rwanda)	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (art. 29, par. 1) Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (art. 22) Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984 (art. 30, par. 1) Constitution de l'OMS (art. 75) Acte constitutif de l'UNESCO (art. XIV) Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX) Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14, par. 1)[*]	—
Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)	Protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations consulaires, concernant le règlement obligatoire des différends (art. I)	—

[*] Sur la base de l'article 66 de la convention de Vienne sur le droit des traités, la République démocratique du Congo a également invoqué des normes de *jus cogens* comme base légale de la compétence de la Cour contenues dans : la Déclaration universelle des droits de l'homme (art. 3, 4, 5, 13, 17, 18), ainsi que ses deux pactes internationaux de 1966 sur les droits civils et politiques, économiques, sociaux et culturels ; la convention relative au statut des réfugiés (1951) et son protocole (1967) ; la charte africaine des droits de l'homme et des peuples (1981) et la charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant ; la convention relative aux droits de l'enfant (1989) ; le protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés ; le protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants ; les conventions de Genève de 1949 et leurs protocoles additionnels de 1977.

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
Armed Activities on the Territory of the Congo (New Application: 2002) (Democratic Republic of the Congo v. *Rwanda)*	Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (Art. 29, para. 1) International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Art. 22) Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, of 10 December 1984 (Art. 30, para. 1) Constitution of the WHO (Art. 75) Constitution of UNESCO (Art. XIV) Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX) Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, of 23 September 1971 (Art. 14, para. 1)[a]	—
Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. *United States of America)*	Optional Protocol to the Vienna Convention on Consular Relations concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I)	—

[a] On the basis of Article 66 of the Vienna Convention on the Law of Treaties, the Democratic Republic of the Congo also invoked, as a legal basis for the Court's jurisdiction, the norms of *jus cogens* contained in: the Universal Declaration of Human Rights (Arts. 3, 4, 5, 13, 17, 18), as well as the two International Covenants of 1966 on Civil and Political, Economic, Social and Cultural Rights; Convention relating to the Status of Refugees (1951) and its Protocol (1967); the African Charter on Human and Peoples' Rights (1981) and the African Charter on the Rights and Welfare of the Child; the Convention on the Rights of the Child (1989); the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Involvement of Children in Armed Conflict; the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Sale of Children, Child Prostitution and Child Pornography; the Geneva Conventions of 1949 and Additional Protocols of 1977.

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
Délimitation maritime en mer Noire (Roumanie c. Ukraine)	Accord additionnel au traité de bon voisinage et de coopération entre la Roumanie et l'Ukraine (1997) (art. 4, al. *b*))	—
Différend relatif à des droits de navigation et des droits connexes (Costa Rica c. Nicaragua)	Pacte de Bogotá (art. XXXI) Accord Tovar-Caldera signé par les Parties le 26 septembre 2002	✓
Statut vis-à-vis de l'Etat hôte d'un envoyé diplomatique auprès de l'Organisation des Nations Unies (Commonwealth de Dominique c. Suisse)	Protocole de signature facultative à la Convention de Vienne sur les relations consulaires, concernant le règlement obligatoire des différends (art. I)	✓
Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)	Statut du fleuve Uruguay entre l'Argentine et l'Uruguay (art. 60, par. 1)	—
Différend maritime (Pérou c. Chili)	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	—
Epandages aériens d'herbicides (Equateur c. Colombie)	Pacte de Bogotá (art. XXXI) Convention des Nations Unies de 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (art. 32)	—
Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)	Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (art. 22)	—
Application de l'accord intérimaire du 13 septembre 1995 (ex-République yougoslave de Macédoine c. Grèce)	Accord intérimaire signé par les Parties le 13 septembre 1995 (art. 21, par. 2)	—

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
Maritime Delimitation in the Black Sea (Romania v. *Ukraine)*	Additional Agreement to the Treaty on Relations of Co-operation and Good Neighbourliness between Romania and Ukraine (1997) (Art. 4 *(b)*)	—
Dispute regarding Navigational and Related Rights (Costa Rica v. *Nicaragua)*	Pact of Bogotá (Art. XXXI) Tovar-Caldera Agreement signed between the Parties on 26 September 2002	✓
Status vis-à-vis the Host State of a Diplomatic Envoy to the United Nations (Commonwealth of Dominica v. *Switzerland)*	Optional Protocol to the Vienna Convention on Consular Relations concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I)	✓
Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. *Uruguay)*	Statute of the River Uruguay, signed by Argentina and Uruguay (Art. 60, para. 1)	—
Maritime Dispute (Peru v. *Chile)*	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	—
Aerial Herbicide Spraying (Ecuador v. *Colombia)*	Pact of Bogotá (Art. XXXI) United Nations Convention of 1988 against Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances (Art. 32)	—
Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Georgia v. *Russian Federation)*	International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Art. 22)	—
Application of the Interim Accord of 13 September 1995 (the former Yugoslav Republic of Macedonia v. *Greece)*	Interim Accord of 13 September 1995 between the Applicant and the Respondent (Art. 21, para. 2)	—

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
Immunités juridictionnelles de l'Etat (Allemagne c. Italie ; Grèce (intervenant))	Convention européenne pour le règlement pacifique des différends (art. 1)	—
Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (Belgique c. Sénégal)	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984 (art. 30, par. 1)	✓
Certaines questions en matière de relations diplomatiques (Honduras c. Brésil)	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	—
Compétence judiciaire et exécution des décisions en matière civile et commerciale (Belgique c. Suisse)	—	✓
Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon ; Nouvelle-Zélande (intervenant))	—	✓
Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	✓
Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	✓
Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	—
Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	—

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
Jurisdictional Immunities of the State (Germany v. *Italy: Greece intervening)*	European Convention for the Peaceful Settlement of Disputes (Art. 1, para. 1)	—
Questions relating to the Obligation to Prosecute or Extradite (Belgium v. *Senegal)*	Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, of 10 December 1984 (Art. 30)	✓
Certain Questions concerning Diplomatic Relations (Honduras v. *Brazil)*	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	—
Jurisdiction and Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters (Belgium v. *Switzerland)*	—	✓
Whaling in the Antarctic (Australia v. *Japan: New Zealand intervening)*	—	✓
Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. *Nicaragua)*	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. *Costa Rica)*	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia v. *Chile)*	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	—
Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. *Colombia)*	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	—

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	—
Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)	—	✓
Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua)	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	✓
Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Inde)	—	✓
Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Pakistan)	—	✓
Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Royaume-Uni)	—	✓
Délimitation maritime dans l'océan Indien (Somalie c. Kenya)	—	✓[1]

[1] La Somalie indique à cet égard que la compétence de la Cour est confirmée par l'article 282 de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982.

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua v. *Colombia)*	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	—
Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. *Australia)*	—	✓
Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica v. *Nicaragua)*	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. *India)*	—	✓
Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. *Pakistan)*	—	✓
Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. *United Kingdom)*	—	✓
Maritime Delimitation in the Indian Ocean (Somalia v. *Kenya)*	—	✓[5]

[5] Somalia states in this regard that the Court's jurisdiction is underscored by Article 282 of the United Nations Convention on the Law of the Sea of 10 December 1982.

ANNEXE 8

AFFAIRES INTRODUITES AU TITRE D'UN *FORUM PROROGATUM*

1. *Application du paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement de la Cour*

Le paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement dispose ce qui suit :

« Lorsque le demandeur entend fonder la compétence de la Cour sur un consentement non encore donné ou manifesté par l'Etat contre lequel la requête est formée, la requête est transmise à cet Etat. Toutefois, elle n'est pas inscrite au rôle général de la Cour et aucun acte de procédure n'est effectué tant que l'Etat contre lequel la requête est formée n'a pas accepté la compétence de la Cour aux fins de l'affaire. »

A ce jour, la compétence de la Cour a été reconnue, en application de cette disposition, dans les deux cas suivants :

- une requête présentée par la République du Congo le 9 décembre 2002 contre la France. Le défendeur a accepté la compétence de la Cour le 11 avril 2003, ce qui a entraîné l'inscription de l'affaire au rôle général, à compter de la date de réception de ladite acceptation, sous le titre *Certaines procédures pénales engagées en France (République du Congo c. France)* ;
- une requête présentée par la République de Djibouti le 10 janvier 2006 contre la France. Le défendeur a accepté la compétence de la Cour le 9 août 2006, ce qui a entraîné l'inscription de l'affaire au rôle général, à compter de la date de réception de ladite acceptation, sous le titre *Certaines questions concernant l'entraide judiciaire en matière pénale (Djibouti c. France)*.

* *

Aucune suite n'a, en revanche, été donnée dans les cas ci-après :

- une requête a été déposée par la République de Hongrie le 23 octobre 1992 contre la République fédérative tchèque et slovaque, mais aucun acte de procédure n'a été effectué, l'Etat contre lequel ladite requête était formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour en l'espèce ;
- une requête a été présentée par la République fédérative de Yougoslavie le 16 mars 1994 contre les Etats membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), mais aucun acte de procédure n'a été effectué, les Etats contre lesquels ladite requête était formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour en l'espèce ;
- une requête a été présentée par l'Erythrée le 16 février 1999 contre l'Ethiopie, mais aucun acte de procédure n'a été effectué, l'Etat contre lequel ladite requête était formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour en l'espèce ;
- une requête a été présentée par le Libéria le 4 août 2003 contre la Sierra Leone, mais aucun acte de procédure n'a été effectué, l'Etat contre lequel ladite requête était formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour en l'espèce ;
- une requête a été déposée par la République du Rwanda contre la France le 18 avril 2007, à laquelle était annexée une « demande en indication de mesures conservatoires ». Aucun acte de procédure n'a cependant été effectué, l'Etat contre lequel ladite requête était formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour en l'espèce :

ANNEX 8

CASES INSTITUTED ON THE BASIS OF *FORUM PROROGATUM*

1. *Application of Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court*

Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court provides as follows:

"When the applicant State proposes to found the jurisdiction of the Court upon a consent thereto yet to be given or manifested by the State against which such application is made, the application shall be transmitted to that State. It shall not however be entered in the General List, nor any action be taken in the proceedings, unless and until the State against which such application is made consents to the Court's jurisdiction for the purposes of the case."

To date, consent has been given to the Court's jurisdiction by virtue of the above provision on two occasions:

- an Application was submitted by the Republic of the Congo on 9 December 2002, seeking to institute proceedings against France. The Respondent consented to the Court's jurisdiction on 11 April 2003; that consent led to the case being entered into the General List with effect from the date of receipt of the consent as *Certain Criminal Proceedings in France (Republic of the Congo* v. *France)*; and
- an Application was submitted by the Republic of Djibouti on 10 January 2006, seeking to institute proceedings against France. The Respondent consented to the Court's jurisdiction on 9 August 2006; that consent led to the case being entered into the General List with effect from the date of receipt of the consent as *Certain Questions of Mutual Assistance in Criminal Matters (Djibouti* v. *France)*.

* *

On the other hand, no action was taken in the proceedings in the following instances:

- an Application was submitted by the Republic of Hungary on 23 October 1992, seeking to institute proceedings against the Czech and Slovak Federal Republic, but no action was taken, the State against which the Application was submitted having not consented to the Court's jurisdiction;
- an Application was submitted by the Federal Republic of Yugoslavia on 16 March 1994, seeking to institute proceedings against the member States of the North Atlantic Treaty Organization (NATO), but no action was taken, the States against which the Application was submitted having not consented to the Court's jurisdiction;
- an Application was submitted by Eritrea on 16 February 1999, seeking to institute proceedings against Ethiopia, but no action was taken, the State against which the Application was submitted having not consented to the Court's jurisdiction;
- an Application was submitted by Liberia on 4 August 2003, seeking to institute proceedings against Sierra Leone, but no action was taken, the State against which the Application was submitted having not consented to the Court's jurisdiction;
- an Application was submitted by the Republic of Rwanda on 18 April 2007, seeking to institute proceedings against France, to which was appended a "request for the indication of provisional measures". However, no action was taken in the proceedings, France having not consented to the Court's jurisdiction;

- une requête à laquelle était annexée une « demande en indication de mesures conservatoires » a été présentée par la République de Guinée équatoriale contre la France le 25 septembre 2012. Mais aucun acte de procédure n'a été effectué, l'Etat contre lequel ladite requête était formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour en l'espèce ;
- des requêtes ont été déposées par les Iles Marshall le 24 avril 2014 contre, par ordre alphabétique, la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, la France, Israël et la République populaire démocratique de Corée. Aucun acte de procédure n'a cependant été effectué, les pays concernés n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour en l'espèce ;
- une requête a été déposée par la République argentine le 7 août 2014 contre les Etats-Unis d'Amérique, mais aucun acte de procédure n'a été effectué, l'Etat contre lequel ladite requête été formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour en l'espèce.

Le dépôt des requêtes ci-dessus a simplement fait l'objet d'un communiqué de presse du Greffe. Ces communiqués, classés par date de diffusion, figurent sur le site Internet de la Cour, sous la rubrique « Espace Presse ».

2. *Pratique de la Cour avant l'introduction du paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement de la Cour*

Avant l'introduction dans le Règlement de la Cour du paragraphe 5 de l'article 38, le 1er juillet 1978, la Cour traitait les requêtes par lesquelles un Etat qui entendait fonder la compétence de la Cour pour connaître d'une affaire sur un consentement non encore donné, ou manifesté par un autre Etat, exposait ses demandes et invitait ce dernier à consentir à ce que la Cour les examine, comme toute autre requête qui lui était adressée : le Greffe procédait aux notifications habituelles et l'« affaire » était inscrite au rôle général de la Cour. Elle ne pouvait être rayée du rôle que si l'Etat défendeur refusait de manière explicite la compétence de la Cour pour en connaître ; la Cour était par conséquent amenée à rendre des ordonnances à seule fin de rayer l'« affaire » du rôle.

Tel a été le cas dans les « affaires » suivantes :

- *Traitement en Hongrie d'un avion des Etats-Unis d'Amérique et de son équipage (Etats-Unis d'Amérique c. Hongrie)*, ordonnance du 12 juillet 1954 ;
- *Traitement en Hongrie d'un avion des Etats-Unis d'Amérique et de son équipage (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)*, ordonnance du 12 juillet 1954 ;
- *Incident aérien du 10 mars 1953 (Etats-Unis d'Amérique c. Tchécoslovaquie)*, ordonnance du 14 mars 1956 ;
- *Incident aérien du 7 octobre 1952 (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)*, ordonnance du 14 mars 1956 ;
- *Antarctique (Royaume-Uni c. Argentine)*, ordonnance du 16 mars 1956 ;
- *Antarctique (Royaume-Uni c. Chili)*, ordonnance du 16 mars 1956 ;
- *Incident aérien du 4 septembre 1954 (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)*, ordonnance du 9 décembre 1958 ;
- *Incident aérien du 7 novembre 1954 (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)*, ordonnance du 7 octobre 1959.

- an Application including "a request for provisional measures" was submitted by the Republic of Equatorial Guinea on 25 September 2012, seeking to institute proceedings against France, but no action was taken, the State against which the Application was submitted having not consented to the Court's jurisdiction;
- on 24 April 2014, the Marshall Islands submitted Applications, seeking to institute proceedings against, in alphabetical order, China, the Democratic People's Republic of Korea, France, Israel, the Russian Federation and the United States of America. However, no action was taken, the States against which the Applications were submitted having not consented to the Court's jurisdiction;
- an Application was submitted by the Argentine Republic on 7 August 2014, seeking to institute proceedings against the United States of America, but no action was taken, the State against which the Application was submitted having not consented to the Court's jurisdiction.

The filing of each of the above Applications was simply the subject of a Registry press release. Those press releases can be found on the Court's website, in order of publication, under "Press Room".

2. Practice of the Court prior to the introduction of Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court

Prior to the introduction of Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court on 1 July 1978, Applications in which a State that proposed to found the Court's jurisdiction to entertain a case upon a consent thereto yet to be given or manifested by another State set out its claims, and invited the State against which it wished to institute proceedings to consent to Court's consideration of those claims, were dealt with by the Court in the same way as any other Application submitted to it: the Registry carried out the usual notifications and the "case" was entered in the Court's General List. It could only be removed from the List if the respondent State explicitly refused to consent to the Court's jurisdiction to entertain the "case"; the Court was then required to make an order for the sole purpose of removing the "case" from the List.

Such orders were made in the following "cases":

- *Treatment in Hungary of Aircraft and Crew of United States of America (United States of America* v. *Hungary)*, Order of 12 July 1954;
- *Treatment in Hungary of Aircraft and Crew of United States of America (United States of America* v. *Union of Soviet Socialist Republics)*, Order of 12 July 1954;
- *Aerial Incident of 10 March 1953 (United States of America* v. *Czechoslovakia)*, Order of 14 March 1956;
- *Aerial Incident of 7 October 1952 (United States of America* v. *Union of Soviet Socialist Republics)*, Order of 14 March 1956;
- *Antarctica (United Kingdom* v. *Argentina)*, Order of 16 March 1956;
- *Antarctica (United Kingdom* v. *Chile)*, Order of 16 March 1956;
- *Aerial Incident of 4 September 1954 (United States of America* v. *Union of Soviet Socialist Republics)*, Order of 9 December 1958;
- *Aerial Incident of 7 November 1954 (United States of America* v. *Union of Soviet Socialist Republics)*, Order of 7 October 1959.

En l'affaire du *Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)*, la Cour a estimé, suite au dépôt de la requête du Royaume-Uni, qu'elle avait compétence sur la base de l'acceptation, par l'Albanie, de la recommandation du Conseil de sécurité tendant à ce que les deux pays soumettent leur différend à la Cour (arrêt sur l'exception préliminaire du 25 mars 1948). Immédiatement après le prononcé de l'arrêt sur l'exception préliminaire, les Parties ont notifié à la Cour un compromis.

In the *Corfu Channel* case *(United Kingdom* v. *Albania)*, following the filing of an Application by the United Kingdom, the Court found that it had jurisdiction on the basis of Albania's acceptance of the Security Council's recommendation that the two States should refer their dispute to the Court (Judgment on the preliminary objection, 25 March 1948). Immediately after the delivery of the Judgment on the preliminary objection, the Parties notified to the Court a Special Agreement.

ANNEXE 9

INTERVENTIONS (STATUT, ART. 62 ET 63)

1. *Demandes d'intervention (Statut, art. 62)*

L'article 62 du Statut de la Cour dispose, en son paragraphe 1, que, « [l]orsqu'un Etat estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause, il peut adresser à la Cour une requête, à fin d'intervention » avant de préciser, en son paragraphe 2, que « [l]a Cour décide ».

Dans le tableau ci-après figurent les dix affaires en lesquelles de telles demandes ont été présentées.

Affaire	Date d'enregistrement de la demande d'intervention	Etat entendant intervenir	Date de la décision de la Cour	Demande d'intervention acceptée ?
Essais nucléaires (Australie c. France)	16 V 1973	Fidji	12 VII 1973 (ord.) (sursis à statuer) 20 XII 1974 (ord.)	Non
Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)	12 VII 1973	Fidji	12 VII 1973 (ord.) (sursis à statuer) 20 XII 1974 (ord.)	Non
Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)	30 I 1981	Malte	14 IV 1981 (arrêt)	Non
Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte)	24 X 1983	Italie	21 III 1984 (arrêt)	Non
Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/ Honduras)	17 XI 1989	Nicaragua	13 IX 1990 (arrêt)	Oui

ANNEX 9

INTERVENTIONS (ARTS. 62 AND 63 OF THE STATUTE)

1. *Applications for Permission to Intervene (Art. 62 of the Statute)*

Article 62, paragraph 1, of the Statute of the Court provides that "[s]hould a State consider that it has an interest of a legal nature which may be affected by the decision in the case, it may submit a request to the Court to be permitted to intervene". Paragraph 2 of the same provision states that "[i]t shall be for the Court to decide upon this request".

The table below shows the ten cases in which such requests have been made.

Case	Date of filing of the Application to intervene	State seeking to intervene	Date of the Court's decision	Application to intervene granted?
Nuclear Tests (Australia v. *France)*	16 V 1973	Fiji	12 VII 1973 (Ord.) (stay of proceedings) 20 XII 1974 (Ord.)	No
Nuclear Tests (New Zealand v. *France)*	12 VII 1973	Fiji	12 VII 1973 (Ord.) (stay of proceedings) 20 XII 1974 (Ord.)	No
Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)	30 I 1981	Malta	14 IV 1981 (Judgment)	No
Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)	24 X 1983	Italy	21 III 1984 (Judgment)	No
Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/ Honduras)	17 XI 1989	Nicaragua	13 IX 1990 (Judgment)	Yes

Affaire	Date d'enregistrement de la demande d'intervention	Etat entendant intervenir	Date de la décision de la Cour	Demande d'intervention acceptée ?
Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)	23 VIII 1995 24 VIII 1995 24 VIII 1995 25 VIII 1995 25 VIII 1995	Australie Iles Samoa Iles Salomon Iles Marshall Etats fédérés de Micronésie	22 IX 1995 (ord.)	Non
Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria)	30 VI 1999	Guinée équatoriale	21 X 1999 (ord.)	Oui
Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/ Malaisie)	13 III 2001	Philippines	23 X 2001 (arrêt)	Non
Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)	25 II 2010 10 VI 2010	Costa Rica Honduras	4 V 2011 (arrêt) 4 V 2011 (arrêt)	Non Non
Immunités juridictionnelles de l'Etat (Allemagne c. Italie)	13 I 2011	Grèce	4 VII 2001 (ord.)	Oui

Case	Date of filing of the Application to intervene	State seeking to intervene	Date of the Court's decision	Application to intervene granted?
Request for an Examination of the Situation in Accordance with Paragraph 63 of the Court's Judgment of 20 December 1974 in the Nuclear Tests (New Zealand *v.* France) *Case*	23 VIII 1995 24 VIII 1995 24 VIII 1995 25 VIII 1995 25 VIII 1995	Australia Samoa Islands Solomon Islands Marshall Islands Federated States of Micronesia	22 IX 1995 (Ord.)	No
Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. *Nigeria)*	30 VI 1999	Equatorial Guinea	21 X 1999 (Ord.)	Yes
Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan (Indonesia/ Malaysia)	13 III 2001	Philippines	23 X 2001 (Judgment)	No
Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. *Colombia)*	25 II 2010 10 VI 2010	Costa Rica Honduras	4 V 2011 (Judgment) 4 V 2011 (Judgment)	No No
Jurisdictional Immunities of the State (Germany v. *Italy)*	13 I 2011	Greece	4 VII 2011 (Ord.)	Yes

2. *Déclarations d'intervention (Statut, art. 63)*

Aux termes de l'article 63 du Statut de la Cour, lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Etats que les parties en litige, « [c]hacun d'eux a le droit d'intervenir au procès ».

Dans le tableau ci-après figurent les quatre affaires en lesquelles de telles déclarations ont été présentées.

Affaire	Date d'enregistrement de la déclaration	Etat auteur de la déclaration	Date de la décision de la Cour	Déclaration jugée recevable ?
Haya de la Torre (Colombie c. Pérou)	13 III 1951	Cuba	16 V 1951 (décision rendue par la Cour en audience publique)	Oui
Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)	15 VIII 1984	El Salvador	4 X 1984 (ord.)	Non
Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)	24 VIII 1995 24 VIII 1995 25 VIII 1995 25 VIII 1995	Iles Samoa Iles Salomon Iles Marshall Etats fédérés de Micronésie	22 IX 1995 (ord.)	Non
Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon)	20 XI 2012	Nouvelle-Zélande	6 II 2013 (ord.)	Oui

2. *Declarations of Intervention (Art. 63 of the Statute)*

Under the terms of Article 63 of the Statute of the Court, whenever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties is in question, each of those States "has the right to intervene in the proceedings".

Declarations of intervention have been made in the following four cases.

Case	Date of filing of the declaration	State author of the declaration	Date of the Court's decision	Declaration found admissible?
Haya de la Torre (Colombia v. *Peru)*	13 III 1951	Cuba	16 V 1951 (decision rendered by the Court at public sitting)	Yes
Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. *United States of America)*	15 VIII 1984	El Salvador	4 X 1984 (Ord.)	No
Request for an Examination of the Situation in Accordance with Paragraph 63 of the Court's Judgment of 20 December 1974 in the Nuclear Tests (New Zealand *v.* France) *Case*	24 VIII 1995 24 VIII 1995 25 VIII 1995 25 VIII 1995	Samoa Islands Solomon Islands Marshall Islands Federated States of Micronesia	22 IX 1995 (Ord.)	No
Whaling in the Antarctic (Australia v. *Japan)*	20 XI 2012	New Zealand	6 II 2013 (Ord.)	Yes

ANNEXE 10

JONCTIONS D'INSTANCES

L'article 47 du Règlement dispose que la Cour « peut à tout moment ordonner que les instances dans deux ou plusieurs affaires soient jointes ». Il en est allé ainsi dans les affaires suivantes.

Affaires en lesquelles les instances ont été jointes	Date de la décision de la Cour
Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud) et *Sud-Ouest africain (Libéria c. Afrique du Sud)*	20 V 1961 (ord.)
Plateau continental de la mer du Nord (République fédérale d'Allemagne/Danemark) et *Plateau continental de la mer du Nord (République fédérale d'Allemagne/Pays-Bas)*	26 IV 1968 (ord.)
Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua) et *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*	17 IV 2013 (ord.)

ANNEX 10

JOINDERS OF PROCEEDINGS

Article 47 of the Rules provides that "[t]he Court may at any time direct that the proceedings in two or more cases be joined". The Court joined the proceedings in the following cases.

Cases in which the proceedings were joined	Date of the Court's decision
South West Africa (Ethiopia v. *South Africa)* and *South West Africa (Liberia* v. *South Africa)*	20 V 1961 (Ord.)
North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/ Denmark) and *North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Netherlands)*	26 IV 1968
Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. *Nicaragua)* and *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua* v. *Costa Rica)*	17 IV 2013 (Ord.)

ANNEXE 11

MESURES CONSERVATOIRES

Des mesures conservatoires ont été demandées dans les 44 affaires ci-après.

Affaire	Date d'enregistrement de la demande	Etat auteur de la demande	Date de la décision de la Cour	Indication de mesures conservatoires ?
Anglo-Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)	22 VI 1951	Royaume-Uni	5 VII 1951	Oui
Interhandel (Suisse c. Etats-Unis d'Amérique)	3 X 1957	Suisse	24 X 1957	Non
Compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande)	19 VII 1972	Royaume-Uni	17 VIII 1972	Oui[1]
Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande)	21 VII 1972	Rép. fédérale d'Allemagne	17 VIII 1972	Oui[2]
Essais nucléaires (Australie c. France)	9 V 1973	Australie	22 VI 1973	Oui
Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)	14 V 1973	Nouvelle-Zélande	22 VI 1973	Oui
Procès de prisonniers de guerre pakistanais (Pakistan c. Inde)	11 V 1973	Pakistan	13 VII 1973	Non[3]
Plateau continental de la mer Egée (Grèce c. Turquie)	10 VIII 1976	Grèce	11 IX 1976	Non

[1] Le 22 juin 1973, le Royaume-Uni, se référant au paragraphe 2 du dispositif de l'ordonnance du 17 août 1972, a demandé à la Cour de confirmer que les mesures indiquées dans cette ordonnance resteraient en vigueur jusqu'à ce qu'elle ait rendu son arrêt définitif en l'affaire ou une nouvelle ordonnance. La Cour a confirmé que tel était bien le cas dans une ordonnance du 12 juillet 1973.

[2] Le 22 juin 1973, la République fédérale d'Allemagne, se référant au paragraphe 2 du dispositif de l'ordonnance du 17 août 1972, a prié la Cour de confirmer que ladite ordonnance resterait en vigueur après le 15 août 1973. Par ordonnance du 12 juillet 1973, la Cour a confirmé que les mesures resteraient en vigueur jusqu'à ce qu'elle ait rendu son arrêt définitif en l'affaire.

[3] Le Pakistan a fait savoir à la Cour qu'il escomptait que des négociations se déroulent avec l'Inde dans un avenir proche ; il l'a donc priée, par une lettre en date du 11 juillet 1973, de différer la suite de l'examen de la demande en indication de mesures conservatoires.

ANNEX 11

PROVISIONAL MEASURES

Provisonal measures were requested in the following 44 cases.

Case	Date of filing of the request	Requesting State	Date of the Court's decision	Indication of provisional measures?
Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. *Iran)*	22 VI 1951	United Kingdom	5 VII 1951	Yes
Interhandel (Switzerland v. *United States of America)*	3 X 1957	Switzerland	24 X 1957	No
Fisheries Jurisdiction (United Kingdom v. *Iceland)*	19 VII 1972	United Kingdom	17 VIII 1972	Yes[1]
Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. *Iceland)*	21 VII 1972	Fede..l Rep. of Germany	17 VIII 1972	Yes[2]
Nuclear Tests (Australia v. *France)*	9 V 1973	Australia	22 VI 1973	Yes
Nuclear Tests (New Zealand v. *France)*	14 V 1973	New Zealand	22 VI 1973	Yes
Trial of Pakistani Prisoners of War (Pakistan v. *India)*	11 V 1973	Pakistan	13 VII 1973	No[3]
Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. *Turkey)*	10 VIII 1976	Greece	11 IX 1976	No

[1] On 22 June 1973, the United Kingdom, referring to operative paragraph (2) of the Order dated 17 August 1972, requested the Court to confirm that the interim measures of protection indicated in that Order would continue until it had given final judgment in the case or until further order. The Court confirmed that such was the case by an Order of 12 July 1973.

[2] On 22 June 1973, the Federal Republic of Germany, referring to operative paragraph (2) of the Order of 17 August 1972, asked the Court to confirm that the said Order would continue to be operative after 15 August 1973. By an Order dated 12 July 1973, the Court confirmed that the measures would remain operative until it had given its final judgment in the case.

[3] Pakistan informed the Court that it expected negotiations to take place with India in the near future; it therefore asked the Court, by letter of 11 July 1973, to postpone further consideration of its request for provisional measures.

Affaire	Date d'enregistrement de la demande	Etat auteur de la demande	Date de la décision de la Cour	Indication de mesures conservatoires ?
Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran (Etats-Unis d'Amérique c. Iran)	29 XI 1979	Etats-Unis d'Amérique	15 XII 1979	Oui
Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)	9 IV 1984	Nicaragua	10 V 1984	Oui
Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)	30 XII 1985 7 I 1986	Burkina Faso Mali	10 I 1986	Oui
Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras)	21 III 1988	Nicaragua	31 III 1988	Non[1]
Sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (Guinée-Bissau c. Sénégal)	18 I 1990	Guinée-Bissau	2 III 1990	Non
Passage par le Grand-Belt (Finlande c. Danemark)	23 V 1991	Finlande	29 VII 1991	Non
Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)	3 III 1992	Libye	14 IV 1992	Non
Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)	3 III 1992	Libye	14 IV 1992	Non
Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)	20 III 1993	Bosnie-Herzégovine	8 IV 1993	Oui

[1] Le Nicaragua a fait savoir à la Cour, par une lettre en date du 31 mars 1988, qu'il retirait sa demande en indication de mesures conservatoires. En l'espèce, c'est le président qui, par ladite ordonnance, a pris acte de ce retrait.

Case	Date of filing of the request	Requesting State	Date of the Court's decision	Indication of provisional measures?
United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America v. *Iran)*	29 XI 1979	United States of America	15 XII 1979	Yes
Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. *United States of America)*	9 IV 1984	Nicaragua	10 V 1984	Yes
Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)	30 XII 1985 7 I 1986	Burkina Faso Mali	10 I 1986	Yes
Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. *Honduras)*	21 III 1988	Nicaragua	31 III 1988	No[1]
Arbitral Award of 31 July 1989 (Guinea-Bissau v. *Senegal)*	18 I 1990	Guinea-Bissau	2 III 1990	No
Passage through the Great Belt (Finland v. *Denmark)*	23 V 1991	Finland	29 VII 1991	No
Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. *United Kingdom)*	3 III 1992	Libya	14 IV 1992	No
Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. *United States of America)*	3 III 1992	Libya	14 IV 1992	No
Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. *Serbia and Montenegro)*	20 III 1993	Bosnia and Herzegovina	8 IV 1993	Yes

[1] Nicaragua informed the Court, by letter dated 31 March 1988, that it was withdrawing its request for the indication of provisional measures. In this instance, it was the President who placed that withdrawal on record, by means of the above Order.

Affaire	Date d'enregistrement de la demande	Etat auteur de la demande	Date de la décision de la Cour	Indication de mesures conservatoires?
	27 VII 1993	Bosnie-Herzégovine	13 IX 1993	Non (mais réaffirmation des mesures indiquées le 8 IV 1993)
Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria)	12 II 1996	Cameroun	15 III 1996	Oui
Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)	21 VIII 1995	Nouvelle-Zélande	22 IX 1995	Non
Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. Etats-Unis d'Amérique)	3 IV 1998	Paraguay	9 IV 1998	Oui
LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)	2 III 1999	Allemagne	3 III 1999	Oui
Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Belgique)	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Canada)	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. France)	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Allemagne)	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Italie)	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas)	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Portugal)	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non

Case	Date of filing of the request	Requesting State	Date of the Court's decision	Indication of provisional measures?
	27 VII 1993	Bosnia and Herzegovina	13 IX 1993	No (but the Court did reaffirm the provisional measures indicated on 8 IV 1993
Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. *Nigeria)*	12 II 1996	Cameroon	15 III 1996	Yes
Request for an Examination of the Situation in Accordance with Paragraph 63 of the Court's Judgment of 20 December 1974 in the Nuclear Tests (New Zealand *v.* France) *Case*	21 VIII 1995	New Zealand	22 IX 1995	No
Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay v. *United States of America)*	3 IV 1998	Paraguay	9 IV 1998	Yes
LaGrand (Germany v. *United States of America)*	2 III 1999	Germany	3 III 1999	Yes
Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. *Belgium)*	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. *Canada)*	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. *France)*	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. *Germany)*	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. *Italy)*	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. *Netherlands)*	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. *Portugal)*	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No

Affaire	Date d'enregistrement de la demande	Etat auteur de la demande	Date de la décision de la Cour	Indication de mesures conservatoires ?
Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni)	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Espagne)	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Etats-Unis d'Amérique)	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)	19 VI 2000	Rép. démocratique du Congo	1er VII 2000	Oui
Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c. Belgique)	17 X 2000	Rép. démocratique du Congo	8 XII 2000	Non
Activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête: 2002) (République démocratique du Congo c. Rwanda)	28 V 2002	Rép. démocratique du Congo	10 VII 2002	Non
Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)	9 I 2003	Mexique	5 II 2003	Oui
Certaines procédures pénales engagées en France (République du Congo c. France)	9 XII 2002	Rép. du Congo	17 VI 2003	Non
Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)	4 V 2006 29 XI 2006	Argentine Uruguay	13 VII 2006 23 I 2007	Non Non
Demande en interprétation de l'arrêt du 31 mars 2004 en l'affaire Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique) *(Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)*	5 VI 2008	Mexique	16 VII 2008	Oui

Case	Date of filing of the request	Requesting State	Date of the Court's decision	Indication of provisional measures?
Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. *United Kingdom)*	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
Legality of Use of Force (Yugoslavia v. *Spain)*	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
Legality of Use of Force (Yugoslavia v. *United States of America)*	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. *Uganda)*	19 VI 2000	Democratic Rep. of the Congo	1 VII 2000	Yes
Arrest Warrant of 11 April 2000 (Democratic Republic of the Congo v. *Belgium)*	17 X 2000	Democratic Rep. of the Congo	8 XII 2000	No
Armed Activities on the Territory of the Congo (New Application: 2002) (Democratic Republic of the Congo v. *Rwanda)*	28 V 2002	Democratic Rep. of the Congo	10 VII 2002	No
Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. *United States of America)*	9 I 2003	Mexico	5 II 2003	Yes
Certain Criminal Proceedings in France (Republic of the Congo v. *France)*	9 XII 2002	Rep. of the Congo	17 VI 2003	No
Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. *Uruguay)*	4 V 2006 29 XI 2006	Argentina Uruguay	13 VII 2006 23 I 2007	No No
Request for Interpretation of the Judgment of 31 March 2004 in the Case concerning Avena and Other Mexican Nationals (Mexico *v.* United States of America) *(Mexico* v. *United States of America)*	5 VI 2008	Mexico	16 VII 2008	Yes

Affaire	Date d'enregistrement de la demande	Etat auteur de la demande	Date de la décision de la Cour	Indication de mesures conservatoires?
Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)	14 VIII 2008	Géorgie	15 X 2008	Oui
Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (Belgique c. Sénégal)	19 II 2009	Belgique	28 V 2009	Non
Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)	18 XI 2010	Costa Rica	8 III 2011	Oui
	23 V 2013 (demande tendant à la modification de l'ordonnance en indication de mesures conservatoires du 8 III 2011)	Costa Rica	16 VII 2013	Non (pas de modification des mesures indiquées le 8 III 2011)
	24 IX 2013 (demande en indication de nouvelles mesures conservatoires)	Costa Rica	22 XI 2013	Oui
Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande) *(Cambodge c. Thaïlande)*	28 IV 2011	Cambodge	18 VII 2011	Oui
Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)	11 X 2013	Nicaragua	13 XII 2013	Non

Case	Date of filing of the request	Requesting State	Date of the Court's decision	Indication of provisional measures?
Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Georgia v. *Russian Federation)*	14 VIII 2008	Georgia	15 X 2008	Yes
Questions relating to the Obligation to Prosecute or Extradite (Belgium v. *Senegal)*	19 II 2009	Belgium	28 V 2009	No
Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. *Nicaragua)*	18 XI 2010	Costa Rica	8 III 2011	Yes
	23 V 2013 (request for the modification of the Order indicating provisional measures of 8 III 2011)	Costa Rica	16 VII 2013	No (no modification to the provisional measures indicated on 8 III 2011)
	24 IX 2013 (request for the indication of new provisional measures)	Costa Rica	22 XI 2013	Yes
Request for Interpretation of the Judgment of 15 June 1962 in the Case concerning the Temple of Preah Vihear (Cambodia *v.* Thailand) *(Cambodia* v. *Thailand)*	28 IV 2011	Cambodia	18 VII 2011	Yes
Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. *Costa Rica)*	11 X 2013	Nicaragua	13 XII 2013	No

Affaire	Date d'enregistrement de la demande	Etat auteur de la demande	Date de la décision de la Cour	Indication de mesures conservatoires ?
Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)	17 XII 2013	Timor-Leste	3 III 2014	Oui
	25 III 2015 (demande tendant à la modification de l'ordonnance en indication de mesures conservatoires du 3 III 2014)	Australie	22 IV 2015	Oui (modifications des mesures indiquées le 3 III 2014)

Case	Date of filing of the request	Requesting State	Date of the Court's decision	Indication of provisional measures?
Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)	17 XII 2013	Timor-Leste	3 III 2014	Yes
	25 III 2015 (request for the modification of the Order indicating provisional measures of 3 III 2014)	Australia	22 IV 2015	Yes (modification of the measures indicated on 3 III 2014)

ANNEXE 12

AFFAIRES DANS LESQUELLES LA COUR S'EST PRONONCÉE À TITRE PRÉLIMINAIRE SUR DES QUESTIONS DE COMPÉTENCE ET/OU DE RECEVABILITÉ

La Cour s'est prononcée à titre préliminaire sur des questions de compétence et/ou de recevabilité dans les 41 affaires ci-après[1].

Affaire	Décision de la Cour	Poursuite de la procédure?
Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)	25 III 1948 (arrêt sur l'exception préliminaire)	Oui
Ambatielos (Grèce c. Royaume-Uni)	1er VII 1952 (arrêt sur l'exception préliminaire)	Oui
Anglo-Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)	22 VII 1952 (arrêt sur l'exception préliminaire)	Non
Nottebohm (Liechtenstein c. Guatemala)	18 XI 1953 (arrêt sur l'exception préliminaire)	Oui
Or monétaire pris à Rome en 1943 (Italie c. France, Royaume-Uni et Etats-Unis d'Amérique)	15 VI 1954 (arrêt sur la question préliminaire)	Non
Droit de passage sur territoire indien (Portugal c. Inde)	26 XI 1957 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
Interhandel (Suisse c. Etats-Unis d'Amérique)	21 III 1959 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
Incident aérien du 27 juillet 1955 (Israël c. Bulgarie)	26 V 1959 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande)	26 V 1961 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud; Libéria c. Afrique du Sud)	21 XII 1962 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
Cameroun septentrional (Cameroun c. Royaume-Uni)	2 XII 1963 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non

[1] Dans l'affaire du *Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c. Belgique)*, la Cour a rejeté la demande de la Belgique tendant à autoriser la présentation par celle-ci, en dérogation des ordonnances du président de la Cour en date des 13 décembre 2000 et 12 avril 2001, d'exceptions préliminaires entraînant la suspension de la procédure sur le fond (ordonnance du 27 VI 2001).

ANNEX 12

CASES IN WHICH THE COURT HAS GIVEN A PRELIMINARY RULING ON QUESTIONS OF JURISDICTION AND/OR ADMISSIBILITY

The Court has given a preliminary ruling on questions of jurisdiction and/or admissibility in the following 41 cases[1].

Case	Decision of the Court	Continuance of proceedings[2]
Corfu Channel (United Kingdom v. *Albania)*	25 III 1948 (Judgment on preliminary objection)	Yes
Ambatielos (Greece v. *United Kingdom)*	1 VII 1952 (Judgment on preliminary objection)	Yes
Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. *Iran)*	22 VII 1952 (Judgment on preliminary objection)	No
Nottebohm (Liechtenstein v. *Guatemala)*	18 XI 1953 (Judgment on preliminary objection)	Yes
Monetary Gold Removed from Rome in 1943 (Italy v. *France, United Kingdom and United States of America)*	15 VI 1954 (Judgment on preliminary question)	No
Right of Passage over Indian Territory (Portugal v. *India)*	26 XI 1957 (Judgment on preliminary objections)	Yes
Interhandel (Switzerland v. *United States of America)*	21 III 1959 (Judgment on preliminary objections)	No
Aerial Incident of 27 July 1955 (Israel v. *Bulgaria)*	26 V 1959 (Judgment on preliminary objections)	No
Temple of Preah Vihear (Cambodia v. *Thailand)*	26 V 1961 (Judgment on preliminary objections)	Yes
South West Africa (Ethiopia v. *South Africa; Liberia* v. *South Africa)*	21 XII 1962 (Judgment on preliminary objections)	Yes
Northern Cameroons (Cameroon v. *United Kingdom)*	2 XII 1963 (Judgment on preliminary objections)	No

[1] In the case concerning the *Arrest Warrant of 11 April 2000 (Democratic Republic of the Congo* v. *Belgium)*, the Court rejected Belgium's request for authorization, in derogation from the Orders of the President of the Court dated 13 December 2000 and 12 April 2001, to submit preliminary objections involving suspension of the proceedings on the merits (Order of 27 VI 2001).

Affaire	Décision de la Cour	Poursuite de la procédure ?
Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (nouvelle requête : 1962) (Belgique c. Espagne)	24 VII 1964 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
Compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande)	2 II 1973 (arrêt sur la compétence)	Oui
Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande)	2 II 1973 (arrêt sur la compétence)	Oui
Plateau continental de la mer Egée (Grèce c. Turquie)	19 XII 1978 (arrêt sur la compétence)	Non
Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)	26 XI 1984 (arrêt sur la compétence et la recevabilité)	Oui
Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras)	20 XII 1988 (arrêt sur la compétence et la recevabilité)	Oui
Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie)	26 VI 1992 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn)	1er VII 1994 (arrêt sur la compétence et la recevabilité) 15 II 1995 (arrêt sur la compétence et la recevabilité)	Oui Oui
Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)	27 II 1998 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)	27 II 1998 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)	12 XII 1996 (arrêt sur l'exception préliminaire)	Oui

Case	Decision of the Court	Continuance of proceedings?
Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (New Application: 1962) (Belgium v. *Spain)*	24 VII 1964 (Judgment on preliminary objections)	Yes
Fisheries Jurisdiction (United Kingdom v. *Iceland)*	2 II 1973 (Judgment on jurisdiction)	Yes
Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. *Iceland)*	2 II 1973 (Judgment on jurisdiction)	Yes
Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. *Turkey)*	19 XII 1978 (Judgment on jurisdiction)	No
Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. *United States of America)*	26 XI 1984 (Judgment on jurisdiction and admissibility)	Yes
Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. *Honduras)*	20 XII 1988 (Judgment on jurisdiction and admissibility)	Yes
Certain Phosphate Lands in Nauru (Nauru v. *Australia)*	26 VI 1992 (Judgment on preliminary objections)	Yes
Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain (Qatar v. *Bahrain)*	1 VII 1994 (Judgment on jurisdiction and admissibility) 15 II 1995 (Judgment on jurisdiction and admissibility)	Yes Yes
Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. *United Kingdom)*	27 II 1998 (Judgment on preliminary objections)	Yes
Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. *United States of America)*	27 II 1998 (Judgment on preliminary objections)	Yes
Oil Platforms (Islamic Republic of Iran v. *United States of America)*	12 XII 1996 (Judgment on preliminary objection)	Yes

Affaire	Décision de la Cour	Poursuite de la procédure ?
Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)	11 VII 1996 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigeria (Cameroun c. Nigéria)	11 VI 1998 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
Compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada)	4 XII 1998 (arrêt sur la compétence)	Non
Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)	24 V 2007 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Belgique)	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Canada)	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. France)	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Allemagne)	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Italie)	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas)	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Portugal)	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni)	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
Activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête: 2002) (République démocratique du Congo c. Rwanda)	3 II 2006 (arrêt sur la compétence et la recevabilité)	Non
Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)	18 XI 2008 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui

Case	Decision of the Court	Continuance of proceedings?
Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. *Serbia and Montenegro)*	11 VII 1996 (Judgment on preliminary objections)	Yes
Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. *Nigeria)*	11 VI 1998 (Judgment on preliminary objections)	Yes
Fisheries Jurisdiction (Spain v. *Canada)*	4 XII 1998 (Judgment on jurisdiction)	No
Ahmadou Sadio Diallo (Republic of Guinea v. *Democratic Republic of the Congo)*	24 V 2007 (Judgment on preliminary objections)	Yes
Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. *Belgium)*	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. *Canada)*	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. *France)*	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. *Germany)*	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. *Italy)*	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. *Netherlands)*	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. *Portugal)*	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. *United Kingdom)*	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
Armed Activities on the Territory of the Congo (New Application: 2002) (Democratic Republic of the Congo v. *Rwanda)*	3 II 2006 (Judgment on jurisdiction and admissibility)	No
Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. *Serbia)*	18 XI 2008 (Judgment on preliminary objections)	Yes

Affaire	Décision de la Cour	Poursuite de la procédure ?
Incident aérien du 10 août 1999 (Pakistan c. Inde)	21 VI 2000 (arrêt sur la compétence)	Non
Certains biens (Liechtenstein c. Allemagne)	10 II 2005 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)	13 XII 2007 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
Demande en revision de l'arrêt du 11 septembre 1992 en l'affaire du Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras ; Nicaragua (intervenant)) *(El Salvador c. Honduras)*	18 XII 2003 (arrêt sur la recevabilité)	Non
Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)	1er IV 2011 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non

Bien que saisie de questions de compétence et/ou de recevabilité, la Cour n'a pas eu à se prononcer à leur égard, soit en raison du retrait des demandes en ce sens dans une affaire *(Droits des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique au Maroc (France c. Etats-Unis d'Amérique))*, soit en raison d'un désistement d'instance, dans les cinq affaires ci-après :

- *Incident aérien du 27 juillet 1955 (Etats-Unis d'Amérique c. Bulgarie)*
- *Compagnie du port, des quais et des entrepôts de Beyrouth et Société Radio-Orient (France c. Liban)*
- *Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)*
- *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Burundi)*
- *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Rwanda).*

Case	Decision of the Court	Continuance of proceedings?
Aerial Incident of 10 August 1999 (Pakistan v. *India)*	21 VI 2000 (Judgment on jurisdiction)	No
Certain Property (Liechtenstein v. *Germany)*	10 II 2005 (Judgment on preliminary objections)	No
Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. *Colombia)*	13 XII 2007 (Judgment on preliminary objections)	Yes
Application for Revision of the Judgment of 11 September 1992 in the Case concerning the Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening) *(El Salvador* v. *Honduras)*	18 XII 2003 (Judgment on admissibility)	No
Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Georgia v. *Russian Federation)*	1 IV 2011 (Judgment on preliminary objections)	No

Although seised of questions of jurisdiction and/or admissibility, the Court was not required to rule on them in one case because the requests were withdrawn *(Rights of Nationals of the United States of America in Morocco (France* v. *United States of America))*, nor in the following five cases, because the proceedings were discontinued:

- *Aerial Incident of 27 July 1955 (United States of America* v. *Bulgaria)*
- *Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth and Société Radio-Orient (France* v. *Lebanon)*
- *Aerial Incident of 3 July 1988 (Islamic Republic of Iran* v. *United States of America)*
- *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo* v. *Burundi)*
- *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo* v. *Rwanda).*

ANNEXE 13

DEMANDES RECONVENTIONNELLES

Dans les neuf affaires suivantes, des demandes reconventionnelles ont été présentées dans le cadre du contre-mémoire.

Affaire	Date des demandes reconventionnelles	Demandes reconventionnelles jugées recevables ?	Demandes jugées recevables accueillies ?
Droit d'asile (Colombie/Pérou)	21 III 1950	Oui (arrêt du 20 XI 1950)[1]	Partiellement (arrêt du 20 XI 1950)
Droits des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique au Maroc (France c. Etats-Unis d'Amérique)	20 XII 1951	Ni la France ni la Cour elle-même n'ont soulevé de question de compétence au regard de la demande reconventionnelle des Etats-Unis. La Cour a donc d'emblée procédé à l'examen au fond des conclusions constituant ladite demande[1]	Partiellement (arrêt du 27 VIII 1952)
Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)	23 VI 1997	Oui (ord. du 10 III 1998)	Non (arrêt du 6 XI 2003)
Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)	22 VIII 1997	Oui (ord. du 17 XII 1997)	La Cour a pris acte du retrait des demandes reconventionnelles par la RFY (ord. du 10 IX 2001)

[1] L'affaire s'est déroulée sous l'empire du Règlement de la Cour de 1946, dont l'article consacré aux demandes reconventionnelles (art. 63) était ainsi libellé :

« Lorsque l'instance a été introduite par requête, une demande reconventionnelle peut être présentée dans les conclusions du contre-mémoire, pourvu que cette demande soit en connexité directe avec l'objet de la requête et qu'elle rentre dans la compétence de la Cour. Si le rapport de connexité entre la demande présentée comme demande reconventionnelle et l'objet de la requête n'est pas apparent, la Cour, après examen, décide s'il y a lieu ou non de joindre cette demande à l'instance plénière. »

ANNEX 13

COUNTER-CLAIMS

In the following nine cases, counter-claims were made in relation to the Counter-Memorial.

Case	Date of counter-claims	Counter-claims found admissible?	Admissible counter-claims granted?
Asylum (Colombia/Peru)	21 III 1950	Yes (Judgment of 20 XI 1950)[1]	Partially (Judgment of 20 XI 1950)
Rights of Nationals of the United States of America in Morocco (France v. United States of America)	20 XII 1951	Neither France nor the Court raised the question of jurisdiction in relation to the United States' counter-claim. Thus, the Court proceeded straight to an examination of the merits of the submissions constituting the claim[1]	Partially (Judgment of 27 VIII 1952)
Oil Platforms (Islamic Republic of Iran v. United States of America)	23 VI 1997	Yes (Order of 10 III 1998)	No (Judgment of 6 XI 2003)
Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)	22 VII 1997	Yes (Order of 17 XII 1997)	The Court recorded the withdrawal of the counter-claims by the FRY (Order of 10 IX 2001)

[1] This case was entertained while the 1946 Rules of Court were in force. Article 63 of those Rules concerned counter-claims and read as follows:

"When proceedings have been instituted by means of an application, a counter-claim may be presented in the submissions of the Counter-Memorial, provided that such counter-claim is directly connected with the subject-matter of the application and that it comes within the jurisdiction of the Court. In the event of doubt as to the connection between the question presented by way of counter-claim and the subject-matter of the application the Court shall, after due examination, direct whether or not the question thus presented shall be joined to the original proceedings."

Affaire	Date des demandes reconventionnelles	Demandes reconventionnelles jugées recevables ?	Demandes jugées recevables accueillies ?
Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria ; Guinée équatoriale (intervenant))	31 V 1999	Oui (ord. du 30 VI 1999)	Non (arrêt du 10 X 2002)
Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)	20 IV 2001	Partiellement (ord. du 29 XI 2001)	Partiellement (arrêt du 19 XII 2005)
Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)	4 I 2010	Compte tenu de l'absence d'objections de la Croatie à la recevabilité des demandes reconventionnelles, la Cour n'a pas estimé devoir se prononcer définitivement sur la question de savoir si lesdites demandes satisfaisaient aux conditions énoncées au paragraphe 1 de l'article 80 du Règlement	Non (arrêt du 3 II 2015)
Immunités juridictionnelles de l'Etat (Allemagne c. Italie ; Grèce (intervenant))	23 XII 2009	Non (ord. du 6 VII 2010)	—
Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)	6 VIII 2012	Non[2] (ord. du 18 IV 2013)	—

[2] La Cour a toutefois dit qu'il n'y avait pas lieu pour elle de statuer sur la recevabilité de la première demande reconventionnelle du Nicaragua comme telle ; elle a ajouté qu'il n'y avait pas lieu pour elle de connaître de la quatrième demande reconventionnelle du Nicaragua comme telle et que les Parties pourraient aborder, dans la suite de la procédure, toute question relative à la mise en œuvre des mesures conservatoires indiquées par elle dans son ordonnance du 8 mars 2011.

Case	Date of counter-claims	Counter-claims found admissible?	Admissible counter-claims granted?
Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. *Nigeria: Equatorial Guinea intervening)*	31 V 1999	Yes (Order of 30 VI 1999)	No (Judgment of 10 X 2002)
Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. *Uganda)*	20 IV 2001	Partially (Order of 29 XI 2001)	Partially (Judgment of 19 XII 2005)
Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. *Serbia)*	4 I 2010	In view of the fact that Croatia did not object to the admissibility of the counter-claims, the Court considered that it need not rule definitively on the issue of whether those claims satisfied the conditions set forth in Article 80, paragraph 1, of the Rules of Court	No (Judgment of 3 II 2015)
Jurisdictional Immunities of the State (Germany v. *Italy; Greece intervening)*	23 XII 2009	No (Order of 6 VII 2010)	—
Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. *Nicaragua)*	6 VIII 2012	No[2] (Order of 18 IV 2013)	—

[2] The Court found, however, that there was no need for it to adjudicate on the admissibility of Nicaragua's first counter-claim as such; it added that there was no need for it to entertain Nicaragua's fourth counter-claim as such, and that the Parties might take up any question relating to the implementation of the provisional measures indicated by the Court in its Order of 8 March 2011 in the further course of the proceedings.

ANNEXE 14

DÉSISTEMENTS

Les 24 affaires suivantes se sont terminées par un désistement :

- *Protection de ressortissants et protégés français en Egypte (France c. Egypte)*
- *Société Electricité de Beyrouth (France c. Liban)*
- *Incident aérien du 27 juillet 1955 (Etats-Unis d'Amérique c. Bulgarie)*
- *Incident aérien du 27 juillet 1955 (Royaume-Uni c. Bulgarie)*
- *Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgique c. Espagne)* (première requête)
- *Compagnie du port, des quais et des entrepôts de Beyrouth et Société Radio-Orient (France c. Liban)*
- *Procès de prisonniers de guerre pakistanais (Pakistan c. Inde)*
- *Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Costa Rica)*
- *Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras)*
- *Passage par le Grand-Belt (Finlande c. Danemark)*
- *Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie)*
- *Délimitation maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal (Guinée-Bissau c. Sénégal)*
- *Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)*
- *Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. Etats-Unis d'Amérique)*
- *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Burundi)*
- *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Rwanda)*
- *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)*
- *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)*
- *Statut vis-à-vis de l'Etat hôte d'un envoyé diplomatique auprès de l'Organisation des Nations Unies (Commonwealth de Dominique c. Suisse)*
- *Certaines questions en matière de relations diplomatiques (Honduras c. Brésil)*
- *Certaines procédures pénales engagées en France (République du Congo c. France)*
- *Compétence judiciaire et exécution des décisions en matière civile et commerciale (Belgique c. Suisse)*
- *Epandages aériens d'herbicides (Equateur c. Colombie)*
- *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie).*

*

Les deux affaires suivantes se sont terminées par un désistement à l'égard des questions de réparations qui n'avaient pas été tranchées dans l'arrêt rendu préalablement :

- *Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran (Etats-Unis d'Amérique c. Iran)*
- *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique).*

ANNEX 14

DISCONTINUANCES

The following 24 cases were discontinued:

- *Protection of French Nationals and Protected Persons in Egypt (France* v. *Egypt)*
- *Electricité de Beyrouth Company (France* v. *Lebanon)*
- *Aerial Incident of 27 July 1955 (United States of America* v. *Bulgaria)*
- *Aerial Incident of 27 July 1955 (United Kingdom* v. *Bulgaria)*
- *Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgium* v. *Spain)* (first application)
- *Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth and Société Radio-Orient (France* v. *Lebanon)*
- *Trial of Pakistani Prisoners of War (Pakistan* v. *India)*
- *Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua* v. *Costa Rica)*
- *Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua* v. *Honduras)*
- *Passage through the Great Belt (Finland* v. *Denmark)*
- *Certain Phosphate Lands in Nauru (Nauru* v. *Australia)*
- *Maritime Delimitation between Guinea-Bissau and Senegal (Guinea-Bissau* v. *Senegal)*
- *Aerial Incident of 3 July 1988 (Islamic Republic of Iran* v. *United States of America)*
- *Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay* v. *United States of America)*
- *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo* v. *Burundi)*
- *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo* v. *Rwanda)*
- *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya* v. *United Kingdom)*
- *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya* v. *United States of America)*
- *Status vis-à-vis the Host State of a Diplomatic Envoy to the United Nations (Commonwealth of Dominica* v. *Switzerland)*
- *Certain Questions concerning Diplomatic Relations (Honduras* v. *Brazil)*
- *Certain Criminal Proceedings in France (Republic of the Congo* v. *France)*
- *Jurisdiction and Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters (Belgium* v. *Switzerland)*
- *Aerial Herbicide Spraying (Ecuador* v. *Colombia)*
- *Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste* v. *Australia).*

*

The following two cases ended in discontinuance as regarded the question of reparation, which the Judgment had left to be settled:

- *United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America* v. *Iran)*

- *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua* v. *United States of America).*

ANNEXE 15

DEMANDES EN INTERPRÉTATION

Des demandes en interprétation d'arrêt ont été présentées dans cinq affaires (les deux demandes ayant été accueillies par la Cour, en tout ou en partie, sont signalées par un astérisque) :

- par la Colombie au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 20 novembre 1950 en l'affaire du *Droit d'asile (Colombie/Pérou)*
- par la Tunisie (conjointement à une demande en revision) au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 24 février 1982 en l'affaire du *Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)**
- par le Nigéria au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 11 juin 1998 sur des exceptions préliminaires en l'affaire de la *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria)*
- par le Mexique au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 31 mars 2004 en l'affaire *Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)*

- par le Cambodge au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 15 juin 1962 en l'affaire du *Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande)**.

ANNEX 15

REQUESTS FOR INTERPRETATION

Requests for interpretation of judgments of the Court have been made in five cases (the two requests granted by the Court, in whole or in part, are shown with an asterisk):

- by Colombia in respect of the Judgment delivered by the Court on 20 November 1950 in the *Asylum (Colombia/Peru)* case
- by Tunisia (along with an Application for revision) in respect of the Judgment delivered by the Court on 24 February 1982 in the case concerning the *Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)**
- by Nigeria in respect of the Court's Judgment on preliminary objections of 11 June 1998 in the case concerning the *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon* v. *Nigeria)*
- by Mexico in respect of the Judgment delivered by the Court on 31 March 2004 in the case concerning *Avena and Other Mexican Nationals (Mexico* v. *United States of America)*
- by Cambodia in respect of the Judgment delivered by the Court on 15 June 1962 in the case concerning *Temple of Preah Vihear (Cambodia* v. *Thailand)**.

ANNEXE 16

DEMANDES EN REVISION

Des demandes en revision d'arrêt ont été présentees dans trois affaires :

- par la Tunisie (conjointement à une demande en interprétation) au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 24 février 1982 en l'affaire du *Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)*
- par la Yougoslavie au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 11 juillet 1996 sur les exceptions préliminaires en l'affaire relative à l'*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie)*
- par El Salvador au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 11 septembre 1992 en l'affaire du *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras ; Nicaragua (intervenant))*.

Aucune des demandes en revision présentées à ce jour n'a été jugée recevable.

ANNEX 16

APPLICATIONS FOR REVISION

Applications for the revision of judgments of the Court have been made on three occasions:

- an Application for revision (along with a request for interpretation) of the Court's Judgment of 24 February 1982 in the case concerning the *Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)* was filed by Tunisia;
- an Application for revision of the Court's Judgment on preliminary objections of 11 July 1996 in the case concerning *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Yugoslavia)* was filed by Yugoslavia;
- an Application for revision of the Court's Judgment of 11 September 1992 in the case concerning the *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)* was filed by El Salvador.

*

To date, none of the Applications for revision submitted to the Court have been found admissible.

ANNEXE 17

TÉMOINS, EXPERTS ET TÉMOINS-EXPERTS

Des témoins, experts et/ou témoins-experts ont été entendus dans les 15 affaires suivantes :

- *Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des témoins et experts présentés par chacune des Parties.
- *Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des témoins et experts présentés par chacune des Parties.
- *Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud ; Libéria c. Afrique du Sud)*. Dans ces affaires, la Cour a entendu des témoins et experts présentés par l'Afrique du Sud.
- *Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu un expert présenté par la Jamahiriya arabe libyenne.
- *Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (Canada/Etats-Unis d'Amérique)*. La chambre constituée en cette affaire a entendu un expert présenté par les Etats-Unis.
- *Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des experts présentés par chacune des Parties.
- *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des témoins présentés par le Nicaragua.
- *Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI) (Etats-Unis d'Amérique c. Italie)*. La chambre constituée en cette affaire a entendu des témoins présentés par les Etats-Unis et des experts présentés par chacune des Parties.
- *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras ; Nicaragua (intervenant))*. Dans cette affaire, la Cour a entendu un témoin présenté par El Salvador.
- *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des experts présentés par la Bosnie-Herzégovine et des témoins, et un témoin-expert présentés par la Serbie-et-Monténégro.
- *Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon ; Nouvelle-Zélande (intervenant))*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des experts présentés par l'Australie et un expert présenté par le Japon.
- *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des témoins et témoins-experts présentés par la Croatie.
- *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu un expert présenté par le Costa Rica et deux experts présentés par le Nicaragua.
- *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu quatre experts présentés par le Nicaragua et deux experts présentés par le Costa Rica.

ANNEX 17

WITNESSES, EXPERTS AND WITNESS-EXPERTS

Witnesses, experts and/or witness-experts have been called in the following 15 cases:

- *Corfu Channel (United Kingdom* v. *Albania)*, where the Court heard witnesses and experts presented by each of the Parties.
- *Temple of Preah Vihear (Cambodia* v. *Thailand)*, where the Court heard witnesses and experts presented by each of the Parties.
- *South West Africa (Ethiopia* v. *South Africa; Liberia* v. *South Africa)*, where the Court heard witnesses and experts presented by South Africa.
- *Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)*, where the Court heard an expert presented by the Libyan Arab Jamahiriya.
- *Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada/United States of America)*, where the Chamber constituted heard an expert presented by the United States.
- *Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)*, where the Court heard experts presented by each of the Parties.
- *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua* v. *United States of America)*, where the Court heard witnesses presented by Nicaragua.

- *Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI) (United States of America* v. *Italy)*, where the Chamber constituted heard witnesses presented by the United States and experts presented by each of the Parties.
- *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)*, where the Court heard a witness presented by El Salvador.

- *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina* v. *Serbia and Montenegro)*, where the Court heard experts presented by Bosnia and Herzegovina and witnesses and a witness-expert presented by Serbia and Montenegro.
- *Whaling in the Antarctic (Australia* v. *Japan; New Zealand intervening)*, where the Court heard experts presented by Australia and an expert presented by Japan.

- *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia* v. *Serbia)*, where the Court heard witnesses and witness-experts presented by Croatia.
- *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica* v. *Nicaragua)*, where the Court heard an expert presented by Costa Rica and two experts presented by Nicaragua.
- *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua* v. *Costa Rica)*, where the Court heard four experts presented by Nicaragua and two experts presented by Costa Rica.

Des experts ont été désignés par la Cour dans les trois affaires suivantes :

- *Détroit de Corfou (Royaume Uni c. Albanie).* Dans cette affaire, la Cour a désigné des experts par ordonnance et prescrit une enquête sur les lieux.
- *Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (Canada/Etats-Unis d'Amérique).* La chambre constituée en cette affaire a nommé par ordonnance, à la demande des Parties et conformément au compromis conclu entre elles, un expert technique pour l'aider dans sa tâche.
- *Différend frontalier (Burkina Faso/Niger).* Dans cette affaire, la Cour a désigné, après le prononcé de son arrêt au fond et en application du compromis conclu entre les Parties, des experts pour assister les Parties aux fins de l'opération de démarcation de leur frontière dans la zone contestée.

Experts were appointed by the Court in the following three cases:

- *Corfu Channel (United Kingdom* v. *Albania)*, where the Court made an Order appointing experts to carry out an on-site investigation.
- *Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada/United States of America)*, where the Chamber constituted appointed, by Order, at the request of the Parties and in accordance with the Special Agreement concluded between them, a technical expert to assist it in its work.
- *Frontier Dispute (Burkina Faso/Niger)*, where the Court, having delivered its Judgment on the merits and in accordance with the Special Agreement concluded between the Parties, appointed experts to assist the Parties in the demarcation of their frontier in the disputed area.

ANNEXE 18

DÉFAUTS

Des arrêts ou ordonnances ont été rendus en l'absence de l'une des parties dans les 11 affaires ci-après. Si, dans certains cas, il y a eu défaut pendant toutes les phases de l'instance, dans d'autres, il y a eu défaut pendant certaines phases seulement. Les phases pertinentes sont donc indiquées dans le tableau qui suit.

Affaire	Partie ayant fait défaut	Phases de l'instance au cours desquelles il y a eu défaut
Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie	Albanie	Fixation du montant des réparations
Anglo-Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)	Iran	Mesures conservatoires
Nottebohm (Liechtenstein c. Guatemala)	Guatemala	Exception préliminaire
Compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande)	Islande	Mesures conservatoires, compétence de la Cour et fond
Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande)	Islande	Mesures conservatoires, compétence de la Cour et fond
Essais nucléaires (Australie c. France)	France	Mesures conservatoires et phase ayant abouti à la décision de non-lieu à statuer
Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)	France	Mesures conservatoires et phase ayant abouti à la décision de non-lieu à statuer
Procès de prisonniers de guerre pakistanais (Pakistan c. Inde)	Inde	Mesures conservatoires
Plateau continental de la mer Egée (Grèce c. Turquie)	Turquie	Mesures conservatoires et compétence
Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran (Etats-Unis d'Amérique c. Iran)	Iran	Mesures conservatoires et fond
Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)	Etats-Unis d'Amérique	Fond, formes et montant de la réparation

ANNEX 18

NON-APPEARANCES

Judgments or orders were delivered in the absence of one of the parties in the following 11 cases. In some cases, a party failed to appear at every stage of the proceedings; in others, during certain phases only. The relevant phases are indicated in the table below.

Case	Party failing to appear	Phases during which the party failed to appear
Corfu Channel (United Kingdom v. *Albania)*	Albania	Assessment of amount of compensation
Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. *Iran)*	Iran	Provisional measures
Nottebohm (Liechtenstein v. *Guatemala)*	Guatemala	Preliminary objection
Fisheries Jurisdiction (United Kingdom v. *Iceland)*	Iceland	Provisional measures, jurisdiction of the Court and merits
Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. *Iceland)*	Iceland	Provisional measures, jurisdiction of the Court and merits
Nuclear Tests (Australia v. *France)*	France	Provisional measures and phase resulting in the decision not to proceed to judgment on the merits
Nuclear Tests (New Zealand v. *France)*	France	Provisional measures and phase resulting in the decision not to proceed to judgment on the merits
Trial of Pakistani Prisoners of War (Pakistan v. *India)*	India	Provisional measures
Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. *Turkey)*	Turkey	Provisional measures and jurisdiction
United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America v. *Iran)*	Iran	Provisional measures and merits
Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. *United States of America)*	United States of America	Merits, forms and amount of reparation

ANNEXE 19

AVIS CONSULTATIFS

En vertu de l'article 65 de son Statut, la Cour peut donner un avis consultatif sur toute question juridique, à la demande de tout organe ou institution qui aura été autorisé par la Charte des Nations Unies ou conformément à ses dispositions à demander cet avis.

A ce jour, 26 demandes ont été soumises à la Cour, qui a donné 27 avis[1].

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phase écrite et orale	
Assemblée générale	*Conditions de l'admission d'un Etat comme Membre des Nations Unies (article 4 de la Charte)*	24 XI 1947	Australie Canada Chine El Salvador Etats-Unis d'Amérique Grèce Guatemala Honduras Inde Iraq Siam Ukraine	France Pologne Secrétaire général des Nations Unies Tchécoslovaquie	Belgique Yougoslavie	28 V 1948

[1] La liste chronologique des procédures consultatives figure à l'annexe 1 (p. 106). Dans le cadre de l'une de ces procédures, à savoir celle relative à la demande en *Interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie*, la Cour a donné son avis en deux temps (le 30 mars 1950 (première phase) et le 18 juillet 1950 (seconde phase)).

ANNEX 19

ADVISORY OPINIONS

By virtue of Article 65 of its Statute, the Court may give an advisory opinion on any legal question at the request of whatever body may be authorized by or in accordance with the Charter of the United Nations to make such a request.

To date, 26 advisory proceedings have been submitted to the Court, which has rendered 27 Advisory Opinions[1].

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
General Assembly	*Conditions of Admission of a State to Membership in the United Nations (Article 4 of the Charter)*	24 XI 1947	Australia Canada China El Salvador Greece Guatemala Honduras India Iraq Siam Ukraine Union of Soviet Socialist Republics	Czechoslovakia France Poland Secretary-General of the United Nations	Belgium Yugoslavia	28 V 1948

[1] The chronological list of advisory proceedings can be found in Annex 1 (p. 106). In one of these proceedings, namely those relating to the *Interpretation of Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Romania*, the Court rendered two Advisory Opinions (on 30 March 1950 (first phase) and on 18 July 1950 (second phase)).

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
			Union des Républiques socialistes soviétiques			
Assemblée générale	*Réparation des dommages subis au service des Nations Unies*	7 XII 1948	Chine Etats-Unis d'Amérique Inde	Belgique Secrétaire général des Nations Unies	France Royaume-Uni	11 IV 1949
Assemblée générale	*Interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie*	3 XI 1949	*Première phase* Australie Bulgarie Hongrie République socialiste soviétique de Biélorussie République socialiste soviétique d'Ukraine Roumanie Tchécoslovaquie Union des Républiques socialistes soviétiques	*Première phase* Secrétaire général des Nations Unies	*Première phase* Etats-Unis d'Amérique Royaume-Uni	*Première phase* 30 III 1950

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
			United States of America			
General Assembly	*Reparation for Injuries Suffered in the Service of the United Nations*	7 XII 1948	China India United States of America	Belgium Secretary-General of the United Nations	France United Kingdom	11 IV 1949
General Assembly	*Interpretation of Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Romania*	3 XI 1949	*First Phase* Australia Bulgaria Czechoslovakia Hungary Romania Soviet Socialist Republic of Byelorussia Soviet Socialist Republic of Ukraine Union of Soviet Socialist Republics	*First Phase* Secretary-General of the United Nations	*First Phase* United Kingdom United States of America	*First Phase* 30 III 1950

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
			Seconde phase	*Seconde phase*	*Seconde phase*	*Seconde phase*
				Secrétaire général des Nations Unies	Etats-Unis d'Amérique Royaume-Uni[1]	18 VII 1950
Assemblée générale	*Compétence de l'Assemblée générale pour l'admission d'un Etat aux Nations Unies*	28 XI 1949	Argentine Egypte Etats-Unis d'Amérique République socialiste soviétique de Biélorussie République socialiste soviétique d'Ukraine Secrétaire général des Nations Unies Tchécoslovaquie Union des Républiques socialistes soviétiques Venezuela	France	—	3 III 1950

[1] Le Gouvernement du Royaume-Uni avait fait connaître ses vues sur les questions traitées lors de la seconde phase dans son exposé écrit déposé au cours de la première phase.

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
			Second Phase	*Second Phase*	*Second Phase*	*Second Phase*
				Secretary-General of the United Nations	United Kingdom[2] United States of America	18 VII 1950
General Assembly	*Competence of the General Assembly for the Admission of a State to the United Nations*	28 XI 1949	Argentina Czechoslovakia Egypt Secretary-General of the United Nations Soviet Socialist Republic of Byelorussia Soviet Socialist Republic of Ukraine Union of Soviet Socialist Republics United States of America Venezuela	France	—	3 III 1950

[2] The Government of the United Kingdom had previously stated its views on the questions dealt with in the second phase of these proceedings in its written statement submitted during the first phase.

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Assemblée générale	*Statut international du Sud-Ouest africain*	27 XII 1949	Egypte Etats-Unis d'Amérique Inde Pologne	Philippines Secrétaire général des Nations Unies	Union sud-africaine	11 VII 1950
Assemblée générale	*Réserves à la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide*	20 XI 1950	Etats-Unis d'Amérique Jordanie Organisation des Etats américains Organisation internationale du Travail Pays-Bas Philippines Pologne République populaire de Bulgarie République populaire de Roumanie République socialiste soviétique de Biélorussie	France	Israël Royaume-Uni Secrétaire général des Nations Unies	28 V 1951

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
General Assembly	*International Status of South West Africa*	27 XII 1949	Egypt India Poland United States of America	Philippines Secretary-General of the United Nations	South African Union	11 VII 1950
General Assembly	*Reservations to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide*	20 XI 1950	Czechoslovakia International Labour Organization Jordan Netherlands Organization of American States People's Republic of Bulgaria People's Republic of Rumania Philippines Poland Soviet Socialist Republic of Byelorussia	France	Israel Secretary-General of the United Nations United Kingdom	28 V 1951

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
			République socialiste soviétique d'Ukraine Tchécoslovaquie Union des Républiques socialistes soviétiques			
Assemblée générale	*Effet de jugements du Tribunal administratif des Nations Unies accordant indemnité*	21 XII 1953	Chili Chine Equateur Guatemala Iraq Mexique Organisation internationale du Travail Philippines Suède Turquie[1]		Etats-Unis d'Amérique France Grèce Pays-Bas Royaume-Uni Secrétaire général des Nations Unies	13 VII 1954

[1] N'ont pas présenté d'exposés écrits, mais ont attiré l'attention sur les vues exprimées à l'Assemblée générale par leurs représentants : Canada, Egypte, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie.

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings: Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	Date of the Advisory Opinion
			Soviet Socialist Republic of Ukraine Union of Soviet Socialist Republics United States of America			
General Assembly	*Effect of Awards of Compensation Made by the United Nations Administrative Tribunal*	21 XII 1953	Chile China Ecuador[1] Guatemala International Labour Organization Iraq Mexico Philippines Sweden Turkey		France Greece Netherlands Secretary-General of the United Nations United Kingdom United States of America	13 VII 1954

[1] Did not submit written statements, but drew attention to the views expressed by their representatives in the General Assembly: Canada, Czechoslovakia, Egypt, Union of Soviet Socialist Republics, and Yugoslavia.

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Assemblée générale	*Procédure de vote applicable aux questions touchant les rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest africain*	6 XII 1954	Etats-Unis d'Amérique Inde Pologne[1]			7 VI 1955
Assemblée générale	*Admissibilité de l'audition de pétitionnaires par le Comité du Sud-Ouest africain*	22 XII 1955	Chine Etats-Unis d'Amérique[2]	Royaume-Uni		1er VI 1956
Assemblée générale	*Certaines dépenses des Nations Unies (article 17, paragraphe 2, de la Charte)*	27 XII 1961	Afrique du Sud Bulgarie Danemark Espagne France Haute-Volta Japon Portugal République socialiste soviétique de Biélorussie	Norvège	Australie Canada Etats-Unis d'Amérique Irlande Italie Pays-Bas	20 VII 1962

[1] N'ont pas présenté d'exposés écrits, mais ont attiré l'attention sur les vues exprimées à l'Assemblée générale par leurs représentants : Chine et Israël. La Yougoslavie a également exprimé son point de vue.

[2] N'a pas présenté d'exposé écrit, mais a renvoyé au[x] vues exprimées à l'Assemblée générale : Inde.

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
General Assembly	*Voting Procedure on Questions relating to Reports and Petitions concerning the Territory of South West Africa*	6 XII 1954	India[1] Poland United States of America			7 VI 1955
General Assembly	*Admissibility of Hearings of Petitioners by the Committee on South West Africa*	22 XII 1955	China[1] United States of America	United Kingdom		1 VI 1956
General Assembly	*Certain Expenses of the United Nations (Article 17, paragraph 2, of the Charter)*	27 XII 1961	Bulgaria Czechoslovakia[2] Denmark France Japan Portugal Romania South Africa Soviet Socialist Republic of Byelorussia	Norway	Australia Canada Ireland Italy Netherlands Union of Soviet Socialist Republics	20 VII 1962

[1] Did not submit written statements, but drew attention to the views expressed by their representatives in the General Assembly. China and Israel. Yugoslavia also expressed its views.
[2] Did not submit a written statement, but referred to the views expressed in the General Assembly: India.

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
			République socialiste soviétique d'Ukraine Roumanie Tchécoslovaquie[1]		Royaume-Uni Union des Républiques socialistes soviétiques	
Assemblée générale	*Sahara occidental*	21 XII 1974	Chili Colombie Costa Rica Equateur France Guatemala Nicaragua Panama République dominicaine	Algérie Zaïre	Espagne Maroc Mauritanie	16 X 1975
Assemblée générale	*Applicabilité de l'obligation d'arbitrage en vertu de la section 21 de l'accord du 26 juin 1947 relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies*	7 III 1988	Etats-Unis d'Amérique République arabe syrienne République démocratique allemande		Secrétaire général des Nations Unies	26 IV 1988

[1] N'ont pas présenté d'exposés écrits, mais ont attiré l'attention sur les vues exprimées en leurs noms respectifs à l'Assemblée générale : Mexique, Philippines et Pologne.

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
			Soviet Socialist Republic of Ukraine Spain Upper Volta[a]		United Kingdom United States of America	
General Assembly	*Western Sahara*	21 XII 1974	Chile Colombia Costa Rica Dominican Republic Ecuador France Guatemala Nicaragua Panama	Algeria Zaire	Mauritania Morocco Spain	16 X 1975
General Assembly	*Applicability of the Obligation to Arbitrate under Section 21 of the United Nations Headquarters Agreement of 26 June 1947*	7 III 1988	German Democratic Republic Syrian Arab Republic United States of America		Secretary-General of the United Nations	26 IV 1988

[a] Did not submit written statements, but drew attention to the views expressed on their behalf in the General Assembly: Mexico, the Philippines and Poland.

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Assemblée générale	*Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*	6 I 1995	Bosnie-Herzégovine Burundi Equateur Finlande Inde Irlande Lesotho Nauru Pays-Bas République populaire de Corée Suède	Australie Costa Rica Indonésie Philippines Zimbabwe	Allemagne Egypte Etats-Unis d'Amérique Fédération de Russie France Iles Marshall Iles Salomon Iran (Rép. islamique d') Italie Japon Malaisie Mexique Nouvelle-Zélande Qatar Royaume-Uni Saint-Marin Samoa	8 VII 1996
Assemblée générale	*Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé*	10 XII 2003	Allemagne Australie Belgique Brésil Cameroun	Algérie Bangladesh Belize Cuba Madagascar	Afrique du Sud Arabie saoudite Indonésie Jordanie	9 VII 2004

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
General Assembly	*Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons*	6 I 1995	Bosnia and Herzegovina Burundi Ecuador Finland India Ireland Lesotho Nauru Netherlands People's Republic of Korea Sweden	Australia Costa Rica Indonesia Philippines Zimbabwe	Egypt France Germany Iran (Islamic Rep. of) Italy Japan Malaysia Marshall Islands Mexico New Zealand Qatar Russian Federation Samoa San Marino Solomon Islands United Kingdom United States of America	8 VII 1996
General Assembly	*Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory*	10 XII 2003	Australia Belgium Brazil Cameroon Canada	Algeria Bangladesh Belize Cuba Madagascar	Indonesia Jordan League of Arab States Malaysia	9 VII 2004

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
			Canada Chypre Cuba Egypte Espagne Etats fédérés de Micronésie Etats-Unis d'Amérique Fédération de Russie France Grèce Guinée Iles Marshall Irlande (au nom de l'Union européenne) Irlande (en son nom propre) Israël Italie Japon Koweït Liban Malte Maroc		Ligue des Etats arabes Malaisie Organisation de la Conférence islamique Palestine Sénégal Soudan	

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
			Cuba Cyprus Czech Republic Democratic People's Rep. of Korea Egypt Federated States of Micronesia France Germany Greece Guinea Ireland (on behalf of the European Union) Ireland (on its own behalf) Israel Italy Japan Kuwait Lebanon Malta Marshall Islands Morocco		Organisation of the Islamic Conference Palestine Saudi Arabia Senegal South Africa Sudan	

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
			Namibie Norvège Organisation des Nations Unies Pakistan Palaos Pays-Bas Rép. populaire démocratique de Corée République tchèque Royaume-Uni Suède Suisse Syrie Yémen			
Assemblée générale	*Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo*	10 X 2008	Égypte Estonie Iran (Rép. islamique d') Irlande Jamahiriya arabe libyenne Japon Lettonie	Arabie saoudite Bélarus Bulgarie Burundi Croatie Jordanie Viet Nam	Albanie Allemagne Argentine Auteurs de la déclaration unilatérale d'indépendance Autriche Azerbaïdjan	22 VII 2010

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
			Namibia Netherlands Norway Palau Pakistan Russian Federation Spain Sweden Switzerland Syria United Kingdom United Nations Organization United States of America Yemen			
General Assembly	*Accordance with International Law of the Unilateral Declaration of Independence in Respect of Kosovo*	10 X 2008	Czech Rep. Egypt Estonia Iran (Islamic Rep. of) Ireland Japan Latvia Libyan Arab Jamahiriya	Belarus Bulgaria Burundi Croatia Jordan Saudi Arabia Viet Nam	Albania Argentina Authors of the unilateral declaration of independence Austria Azerbaijan Bolivia Brazil	22 VII 2010

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
			Maldives Pologne Rép. tchèque Sierra Leone Slovaquie Slovénie Suisse		Bolivie Brésil Chine Chypre Danemark Espagne Etats-Unis d'Amérique Fédération de Russie Finlande France Norvège Pays-Bas Roumanie Royaume-Uni Serbie Venezuela	
Conseil de sécurité	*Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité*	10 VIII 1970	France Hongrie Pologne Tchécoslovaquie Yougoslavie	Organisation de l'unité africaine Viet Nam	Afrique du Sud Etats-Unis d'Amérique Finlande Inde Nigéria Pakistan Pays-Bas	21 VI 1971

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings: Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	Date of the Advisory Opinion
			Luxembourg Maldives Poland Sierra Leone Slovenia Slovakia Switzerland		China Cyprus Denmark Finland France Germany Netherlands Norway Romania Russian Federation Serbia Spain United Kingdom United States of America Venezuela	
Security Council	*Legal Consequences for States of the Continued Presence of South Africa in Namibia (South West Africa) notwithstanding Security Council Resolution 276 (1970)*	10 VIII 1970	Czechoslovakia France Hungary Poland Yugoslavia	Organization of African Unity Viet Nam	Finland India Netherlands Nigeria Pakistan Secretary-General of the United Nations	21 VI 1971

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
					Secrétaire général des Nations Unies	
Conseil économique et social	*Applicabilité de la section 22 de l'article VI de la convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies*	13 VI 1989	Canada Rép. fédérale d'Allemagne Rép. socialiste de Roumanie	—	Etats-Unis d'Amérique Secrétaire général des Nations Unies	15 XII 1989
Conseil économique et social	*Différend relatif à l'immunité de juridiction d'un rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme*	10 VIII 1998	Allemagne Etats-Unis d'Amérique Grèce Luxembourg Royaume-Uni Suède	—	Costa Rica Italie Malaisie Secrétaire général des Nations Unies	29 IV 1999
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	*Jugements du Tribunal administratif de l'OIT sur requêtes contre l'UNESCO*	2 XII 1955	Chine Etats-Unis d'Amérique France Royaume-Uni UNESCO	—	—	23 X 1956

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
					South Africa United States of America	
Economic and Social Council	*Applicability of Article VI, Section 22, of the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations*	13 VI 1989	Canada Federal Rep. of Germany Socialist Rep. of Romania	—	Secretary-General of the United Nations United States of America	15 XII 1989
Economic and Social Council	*Difference Relating to Immunity from Legal Process of a Special Rapporteur of the Commission on Human Rights*	10 VIII 1998	Germany Greece Luxembourg Sweden United Kingdom United States of America	—	Costa Rica Italy Malaysia Secretary-General of the United Nations	29 IV 1999
United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)	*Judgments of the Administrative Tribunal of the ILO upon Complaints Made against UNESCO*	2 XII 1955	China France UNESCO United Kingdom United States of America	—	—	23 X 1956

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Organisation mondiale de la santé (OMS)	*Interprétation de l'accord du 25 mars 1951 entre l'OMS et l'Egypte*	28 V 1989	Bolivie Iraq Jordanie Koweït	OMS Tunisie	Egypte Emirats arabes unis Etats-Unis d'Amérique Syrie	20 XII 1980
OMS	*Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un Etat dans un conflit armé*	3 IX 1993	Arabie saoudite Azerbaïdjan Colombie Finlande Inde Irlande Kazakhstan Lituanie Nauru Norvège Ouganda Papouasie-Nouvelle-Guinée Pays-Bas République de Moldova	Egypte Iles Marshall Indonésie OMS Zimbabwe	Allemagne Australie Costa Rica Etats-Unis d'Amérique Fédération de Russie France Iles Salomon Iran (Rép. islamique d') Italie Japon Malaisie Mexique Nouvelle-Zélande	8 VII 1996

[1] L'OMS a déclaré à l'audience ne pas avoir l'intention d'exposer des arguments à la Cour sur les questions énoncées dans la demande d'avis. L'Organisation a toutefois répondu aux questions qui lui ont été posées par des membres de la Cour.

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
World Health Organization (WHO)	*Interpretation of the Agreement of 25 March 1951 between the WHO and Egypt*	28 V 1980	Bolivia Iraq Jordan Kuwait	Tunisia WHO*	Egypt Syria United Arab Emirates United States of America	20 XII 1980
WHO	*Legality of the Use by a State of Nuclear Weapons in Armed Conflict*	3 IX 1993	Azerbaijan Colombia Democratic People's Rep. of Korea Finland India Ireland Kazakhstan Lithuania Nauru Netherlands Norway Uganda Papua New Guinea	Egypt Indonesia Marshall Islands WHO Zimbabwe	Australia Costa Rica France Germany Iran (Islamic Rep. of) Italy Japan Malaysia Mexico New Zealand Philippines Russian Federation Solomon Islands Samoa	8 VII 1996

* The WHO stated at the public sitting that it did not intend to submit any arguments to the Court on the questions set out in the request for Opinion. However, it answered questions put to it by Members of the Court.

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
			Rép. populaire démocratique de Corée Rwanda Sri Lanka Suède Ukraine		Philippines Royaume-Uni Samoa	
Fonds international de développement agricole (FIDA)	*Jugement n° 2867 du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail sur requête contre le Fonds international de développement agricole*	26 IV 2010	Bolivie FIDA M[me] Saez Garcia (ancien fonctionnaire que concernait le jugement du Tribunal administratif)	—	—	1[er] II 2012
Organisation maritime internationale (OMI)[a]	*Composition du Comité de la sécurité maritime de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime*	25 III 1959	Belgique Chine Danemark France Inde Suisse	—	Etats-Unis d'Amérique Italie Libéria Norvège Panama Pays-Bas Royaume-Uni	8 VI 1960

[a] Dénommée précédemment Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI).

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
			Rwanda Republic of Moldova Saudi Arabia Sri Lanka Sweden Ukraine		United Kingdom United States of America	
International Fund for Agricultural Development (IFAD)	*Judgment No. 2867 of the Administrative Tribunal of the International Labour Organization upon a Complaint Filed against the International Fund for Agricultural Development*	26 IV 2010	Bolivia IFAD Ms Saez Garcia (the former staff member to whom the judgment of the Administrative Tribunal is concerning)	—	—	1 II 2012
International Maritime Organization (IMO)[8]	*Constitution of the Maritime Safety Committee of the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization*	25 III 1959	Belgium China Denmark France India Switzerland	—	Italy Liberia Netherlands Norway Panama United Kingdom United States of America	8 VI 1960

[8] Formerly known as the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization (IMCO).

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif	*Demande de réformation du jugement n° 158 du Tribunal administratif des Nations Unies*	3 VII 1972	M. Falsa (ancien fonctionnaire que crnait le jugement du Tribunal administratif) Secrétaire général des Nations Unies	—	—	12 VII 1973
Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif	*Demande de réformation du jugement n° 273 du Tribunal administratif des Nations Unies*	28 VI 1981	Etats-Unis d'Amérique France M. Mortished (ancien fonctionnaire que concernait le jugement du Tribunal administratif)	—	—	20 VII 1982
Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif	*Demande de réformation du jugement n° 333 du Tribunal administratif des Nations Unies*	10 IX 1984	Canada Etats-Unis d'Amérique Italie Secrétaire général des Nations Unies	—	—	27 V 1987

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
Committee on Applications for Review of Administrative Tribunal Judgments	*Application for Review of Judgment No. 158 of the United Nations Administrative Tribunal*	3 VII 1972	Mr. Falsa (the former staff member to whom the judgment of the Administrative Tribunal is concerning) Secretary-General of the United Nations	—	—	12 VII 1973
Committee on Applications for Review of Administrative Tribunal Judgments	*Application for Review of Judgment No. 273 of the United Nations Administrative Tribunal*	28 VII 1981	France Mr. Mortished (the former staff member to whom the judgment of the Administrative Tribunal is concerning) United States of America	—	—	20 VII 1982
Committee on Applications for Review of Administrative Tribunal Judgments	*Application for Review of Judgment No. 333 of the United Nations Administrative Tribunal*	10 IX 1984	Canada Italy Secretary-General of the United Nations Union of Soviet Socialist Republics	—	—	27 V 1987

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
			Union des Républiques socialistes soviétiques M. Yakimetz (ancien fonctionnaire que concernait le jugment du Tribunal administratif)			

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
			United States of America Mr. Yakimetz (the former staff member to whom the judgment of the Administrative Tribunal is concerning)			

ANNEXE 20

BUDGET DE LA COUR

Budget approuvé (montant revisé) pour l'exercice biennal 2014-2015
(en dollars des Etats-Unis)

Programme		
Membres de la Cour		
0311025	Indemnités pour frais divers	1 304 100
0311023	Pensions	4 344 500
0393909	Indemnités de fonctions (juges *ad hoc*)	1 228 300
2042302	Frais de voyage des membres de la Cour en mission	51 100
0393902	Emoluments	7 778 400
Total partiel		14 706 400
Greffe		
0110000	Postes	18 653 900
0170000	Postes temporaires pour l'exercice biennal	234 400
0200000	Dépenses communes de personnel	7 073 100
1540000	Frais médicaux et associés, après cessation de service	541 800
0211014	Indemnités de représentation	7 200
1210000	Assistance temporaire pour les réunions	1 676 200
1310000	Assistance temporaire autre que pour les réunions	286 200
1410000	Consultants	217 800
1510000	Heures supplémentaires	103 600
2042302	Frais de voyage du personnel en mission	47 500
0454501	Dépenses de représentation	20 700
Total partiel		28 862 400
Services communs		
3030000	Traductions réalisées à l'extérieur	444 400
3050000	Travaux d'imprimerie	596 000
3070000	Services informatiques contractuels	1 012 400
4010000	Location/entretien des locaux	3 426 100
4030000	Location de mobilier et de matériel	366 500
4040000	Communications	207 200

ANNEX 20

BUDGET OF THE COURT

Approved budget (revised appropriation) for the biennium 2014-2015
(United States dollars)

Programme		
Members of the Court		
0311025	Allowances for various expenses	1,304,100
0311023	Pensions	4,344,500
0393909	Duty allowance (judges *ad hoc*)	1,228,300
2042302	Travel on official business	51,100
0393902	Emoluments	7,778,400
Subtotal		14,706,400
Registry		
0110000	Established posts	18,653,900
0170000	Temporary posts for the biennium	234,400
0200000	Common staff costs	7,073,100
1540000	Medical and associated costs, after suspension of services	541,800
0211014	Representation allowance	7,200
1210000	Temporary assistance for meetings	1,676,200
1310000	General temporary assistance	286,200
1410000	Consultants	217,800
1510000	Overtime	103,600
2042302	Official travel	47,500
0454501	Hospitality	20,700
Subtotal		28,862,400
Programme Support		
3030000	External translation	444,400
3050000	Printing	596,000
3070000	Data-processing services	1,012,400
4010000	Rental/maintenance of premises	3,426,100
4030000	Rental of furniture and equipment	366,500
4040000	Communications	207,200

Programme		
4060000	Entretien du mobilier et du matériel	133 500
4090000	Services divers	43 400
5000000	Fournitures et accessoires	504 800
5030000	Livres et fournitures pour la bibliothèque	241 300
6000000	Mobilier et matériel	310 400
6025041	Acquisition de matériel de bureautique	160 400
6025042	Remplacement de matériel de bureautique	282 800
6040000	Véhicules	105 100
Total partiel		7 834 300
Total		51 403 100

Programme		
4060000	**Maintenance of furniture and equipment**	**133,500**
4090000	Miscellaneous services	43,400
5000000	**Supplies and materials**	**504,800**
5030000	Library books and supplies	241,300
6000000	**Furniture and equipment**	**310,400**
6025041	Acquisition of office automation equipment	160,400
6025042	**Replacement of office automation equipment**	**282,800**
6040000	Transportation equipment	105,100
Subtotal		7,834,300
Total		51,403,100

TABLE DES MATIÈRES

TABLE OF CONTENTS

TABLE DES MATIÈRES

Page

Introduction 1

Première partie. De l'activité de la Cour entre le 1er août 2014 et le 31 juillet 2015 2

I. Des activités judiciaires 2

A. Présentation générale 2

1. Nouvelles requêtes 2

2. Audiences 3

3. Décisions 3

B. Fiches signalétiques des affaires pendantes 4

1. *Projet Gabčikovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)* 6

2. *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)* 7

3. *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)* 8

4. *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)* 9

5. *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)* 10

6. *Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)* 11

7. *Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)* 12

8. *Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)* 13

9. *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)* 14

10. *Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua)* 15

11. *Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Inde)* . . 16

TABLE OF CONTENTS

Page

Introduction 1

Part One. Activity of the Court between 1 August 2014 and 31 July 2015 2

I. Judicial activity 2

A. General overview 2

1. New applications 2

2. Hearings 3

3. Decisions 3

B. Case summaries of pending cases 4

1. *Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)* 6

2. *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo* v. *Uganda)* 7

3. *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia* v. *Serbia)* 8

4. *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica* v. *Nicaragua)* 9

5. *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua* v. *Costa Rica)* 10

6. *Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia* v. *Chile)* 11

7. *Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua* v. *Colombia)* 12

8. *Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua* v. *Colombia)* 13

9. *Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste* v. *Australia)* 14

10. *Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica* v. *Nicaragua)* 15

11. *Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands* v. *India)* 16

12. *Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Pakistan)* 17

13. *Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Royaume-Uni)* 18

14. *Délimitation maritime dans l'océan Indien (Somalie c. Kenya)* 19

II. Des autres activités 20

A. Visites 20

B. Discours 20

Appendice. Suite donnée aux décisions de la Cour 23

Deuxième partie. De l'organisation de la Cour et de son Greffe 26

I. De la Cour 26

A. Textes de base 26

1. Présentation 26

a) Charte des Nations Unies 26

b) Statut de la Cour 26

c) Règlement de la Cour et instructions de procédure 27

d) Résolution visant la pratique interne de la Cour en matière judiciaire 28

2. Application du Statut et du Règlement : digeste des décisions de la Cour 28

B. Composition 31

1. Les membres de la Cour 31

2. Les juges *ad hoc* 31

3. Les chambres 31

a) Chambre de procédure sommaire 31

b) Chambres prévues à l'article 26, paragraphe 1, du Statut 31

c) Chambres constituées en vertu du paragraphe 2 de l'article 26 du Statut 31

4. Les assesseurs 31

C. Privilèges et immunités 31

D. Finances 31

1. Règles suivies 31

2. Traitements et autres émoluments des membres de la Cour 41

12. *Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands* v. *Pakistan)*. . . 17

13. *Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands* v. *United Kingdom)* 18

14. *Maritime Delimitation in the Indian Ocean (Somalia* v. *Kenya)* 19

II. Other activities 20

A. Visits 20

B. Speeches 20

Appendix. Action pursuant to decisions of the Court 23

Part Two. Organization of the Court and its Registry 26

I. The Court. 26

A. Basic texts 26

1. Introduction 26

(a) Charter of the United Nations 26

(b) Statute of the Court 26

(c) Rules of Court and Practice Directions 27

(d) Resolution concerning the Internal Judicial Practice of the Court . . 28

2. Application of the Statute and Rules of Court: Digest of the Court's decisions 28

B. Composition. 34

1. Members of the Court 34

2. Judges *ad hoc* 36

3. Chambers 38

(a) Chamber of Summary Procedure 38

(b) Chambers provided for in Article 26, paragraph 1, of the Statute. . . 38

(c) Chambers formed under Article 26, paragraph 2, of the Statute . . . 38

4. Assessors 39

C. Privileges and immunities 39

D. Finances 39

1. Applicable rules 39

2. Salaries and other emoluments of Members of the Court 40

3. Traitements, indemnités et frais du greffier 42
4. Traitements, indemnités et frais du personnel du Greffe 42
5. Services communs 42

II. Du Greffe 43
A. Textes de base 43
1. Statut 43
2. Règlement 43
3. Instructions pour le Greffe 43
4. Statut du personnel du Greffe 43
B. Composition 44
1. Le greffier 44
2. Le greffier adjoint et les autres fonctionnaires 45
C. Privilèges et immunités 47
D. Diffusion des informations sur la Cour et son activité 47
1. Contacts 47
2. Informations sur la Cour et ses travaux 47
a) Site internet 48
b) Présentation du fonctionnement et des travaux de la Cour au public 48
c) Bibliothèque et archives du Tribunal de Nuremberg 48
3. Publications de la Cour 49
a) Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances 49
b) Mémoires, plaidoiries et documents 49
c) Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour 50
d) Annuaire-Yearbook 50
e) Bibliographie de la Cour 50
Diffusion des publications de la Cour 50

Troisième partie. De la compétence de la Cour et de la procédure suivie par elle 52

I. De la compétence de la Cour 52
A. Compétence en matière contentieuse 52
1. Compétence *ratione personae* 52
a) Etats Membres de l'organisation des Nations Unies 52

3. Salaries, allowances and expenses of the Registrar 42
4. Salaries, allowances and expenses of officials of the Registry 42
5. Common services 42

II. The Registry 43
A. Basic texts 43
1. Statute 43
2. Rules of Court 43
3. Instructions for the Registry 43
4. Staff regulations for the Registry 43
B. Composition 44
1. The Registrar 44
2. The Deputy-Registrar and other staff 45
C. Privileges and immunities 47
D. Dissemination of information about the Court and its activities 47
1. Contacts 47
2. Information about the Court and its work 47
(a) Website 48
(b) Presentation of the work and functioning of the Court to the public 48
(c) Library and archives of the Nuremberg Tribunal 48
3. Publications of the Court 49
(a) Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders 49
(b) Pleadings, Oral Arguments, Documents 49
(c) Acts and Documents concerning the Organization of the Court 50
(d) Annuaire-Yearbook 50
(e) Bibliography of the Court 50
Dissemination of the publications of the Court 50

Part Three. Jurisdiction of the Court and the procedure followed by it 52

I. Jurisdiction of the Court 52
A. Jurisdiction in contentious cases 52
1. Jurisdiction *ratione personae* 52
(a) States Members of the United Nations 52

b) Etats non membres de l'organisation des Nations Unies, mais parties au Statut 58

c) Etats non parties au Statut, mais pouvant être admis à ester devant la Cour 58

2. Compétence *ratione materiae* 59

a) Compromis 59

b) Traités et conventions 59

c) Déclarations d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour . . 60

d) *Forum prorogatum* 61

3. Observations relatives à la compétence 62

a) La Cour se prononce sur sa propre compétence 62

b) Compétence de la Cour après le prononcé d'un arrêt 62

B. Compétence en matière consultative 63

1. Présentation générale 63

2. Entités admises à saisir la Cour en matière consultative 63

C. Fonctions occasionnellement confiées au président de la Cour 69

1. Actes internationaux prévoyant la désignation d'arbitres ou autres 69

2. Autres demandes de désignation d'arbitres 69

3. Désignations diverses 70

II. De la procédure suivie par la Cour 73

A. Présentation générale 73

1. Langues officielles 73

2. Communications officielles 73

3. Procès-verbaux 73

4. Rôle général 73

B. Procédure suivie en matière contentieuse 73

1. Généralités 73

a) Introduction de l'instance et désignation des agents 73

b) Procédure écrite 74

c) Procédure orale 75

d) Délibéré 76

e) Arrêt 77

f) Exécution de l'arrêt 77

g) Frais 77

(b) States, not members of the United Nations, parties to the Statute . . 58

(c) States, not parties to the Statute, to which the Court may be open 58

2. Jurisdiction *ratione materiae* 59
(a) Special agreement 59
(b) Treaties and conventions 59
(c) Declaration recognizing the jurisdiction of the Court as compulsory 60
(d) *Forum prorogatum* 61
3. Remarks concerning jurisdiction 62
(a) The Court itself decides any question as to its jurisdiction 62
(b) Jurisdiction of the Court after delivery of a judgment 62
B. Advisory jurisdiction 63
1. General overview 63
2. Entities entitled to seek an advisory opinion of the Court 63
C. Occasional functions entrusted to the President of the Court 69
1. International instruments providing for appointment of arbitrators or others 69
2. Other requests for appointment of arbitrators 69
3. Other appointments 70
II. Procedure followed by the Court 73
A. General overview 73
1. Official languages 73
2. Official communications 73
3. Minutes 73
4. General List 73
B. Procedure followed in contentious cases 73
1. General 73
(a) Institution of proceedings and appointment of agents 73
(b) Written proceedings 74
(c) Oral proceedings 75
(d) Deliberations 76
(e) Judgment 77
(f) Implementation of the judgment 77
(g) Expenses and costs 77

2. Procédures particulières 78
a) Jonction d'instances 78
b) Mesures conservatoires 78
c) Questions de compétence et de recevabilité 79
d) Demandes reconventionnelles 80
e) Interventions 80
f) Renvoi spécial devant la Cour 81
g) Défaut 81
h) Arrangement amiable et désistement 81
i) Interprétation et revision d'un arrêt 82
C. Procédure suivie en matière consultative 82
1. Requête 82
2. Procédure écrite et orale 83
3. Délibéré 83
4. Avis consultatif 83

Note thématique. La forme des décisions de la Cour aux fins des procédures incidentes et des procédures en interprétation et en revision 84

I. Introduction 84

II. Les décisions de la Cour qui revêtent la forme d'un arrêt en vertu du Statut ou du Règlement 85
A. Les exceptions préliminaires 85
1. Dispositions pertinentes 85
a) Statut 85
b) Règlement 85
2. Jurisprudence 86
3. Conclusion 86
B. Interprétation et revision 87
1. Dispositions pertinentes 87
a) Statut 87
b) Règlement 87
2. Travaux préparatoires 88
3. Conclusion 90

2. Occasional rules 78
(a) Joinder of proceedings 78
(b) Provisional measures 78
(c) Questions of jurisdiction and admissibility 79
(d) Counter-claims 80
(e) Interventions 80
(f) Special reference to the Court 81
(g) Non-appearance 81
(h) Settlement and discontinuance 81
(i) Interpretation and revision of judgments 82
C. Procedure followed in advisory proceedings 82
1. Request 82
2. Written and oral proceedings 83
3. Deliberations 83
4. Advisory opinion 83

Special topic. The form of the decisions of the Court for the purposes of incidental proceedings and proceedings on interpretation or revision 84

I. Introduction 84

II. The decisions of the Court which take the form of a judgment pursuant to the Statute or Rules of Court 85
A. Preliminary objections 85
1. Relevant provisions 85
(a) Statute 85
(b) Rules of Court 85
2. Jurisprudence 86
3. Conclusion 86
B. Interpretation and revision 87
1. Relevant provisions 87
(a) Statute 87
(b) Rules of Court 87
2. *Travaux préparatoires* 88
3. Conclusion 90

III. Les décisions de la Cour qui revêtent la forme d'une ordonnance en vertu du Statut ou du Règlement 91
A. Les mesures conservatoires 91
1. Dispositions pertinentes 91
a) Statut 91
b) Règlement 91
2. Jurisprudence 92
3. Travaux préparatoires 92
4. Conclusion 92
B. Le désistement 93
1. Dispositions pertinentes 93
a) Statut 93
b) Règlement 93
2. Travaux préparatoires 94
3. Conclusion 96
IV. Les décisions de la Cour dont la forme n'est précisée ni dans le Statut ni dans le Règlement 97
A. L'intervention 97
1. L'intervention fondée sur l'article 62 du Statut 97
a) Disposition pertinente 97
b) Travaux préparatoires 97
c) Jurisprudence 97
2. L'intervention fondée sur l'article 63 du Statut 98
a) Disposition pertinente 98
b) Jurisprudence 98
3. Conclusions 99
B. Les demandes reconventionnelles 100
1. Disposition pertinente 100
2. Jurisprudence 100
3. Conclusion 103
V. Conclusions 103

III. The decisions of the Court which take the form of an order pursuant to the Statute or Rules of Court 91
A. Provisional measures 91
1. Relevant provisions 91
(a) Statute 91
(b) Rules of Court 91
2. Jurisprudence 92
3. *Travaux préparatoires* 92
4. Conclusion 92
B. Discontinuance of proceedings 93
1. Relevant provisions 93
(a) Statute 93
(b) Rules of Court 93
2. *Travaux préparatoires* 94
3. Conclusion 96
IV. The decisions of the Court whose form is not specified either in the Statute or the Rules of Court 97
A. Intervention 97
1. Intervention under Article 62 of the Statute 97
(a) Relevant provision 97
(b) *Travaux préparatoires* 97
(c) Jurisprudence 97
2. Intervention under Article 63 of the Statute 98
(a) Relevant provision 98
(b) Jurisprudence 98
3. Conclusions 99
B. Counter-claims 100
1. Relevant provision 100
2. Jurisprudence 100
3. Conclusion 103
V. Conclusions 103

Annexes

Annexe 1. Liste chronologique des procédures portées devant la Cour depuis 1947 106

Annexe 2. Anciens membres de la Cour 114

Annexe 3. Anciens présidents et vice-présidents de la Cour 117

Annexe 4. Anciens greffiers et greffiers adjoints de la Cour 119

Annexe 5. Chambres constituées en vertu de l'article 26, paragraphe 2, du Statut 120

Annexe 6. Affaires introduites par compromis 123

Annexe 7. Affaires introduites par voie de requête (sur le fondement d'une clause compromissoire et/ou d'une déclaration effectuée en vertu de l'article 36, paragraphe 2, du Statut) 125

Annexe 8. Affaires introduites au titre d'un *forum prorogatum* 139

Annexe 9. Interventions (Statut, art. 62 et 63) 142

Annexe 10. Jonctions d'instances 145

Annexe 11. Mesures conservatoires 146

Annexe 12. Affaires dans lesquelles la Cour s'est prononcée à titre préliminaire sur des questions de compétence et/ou de recevabilité 152

Annexe 13. Demandes reconventionnelles 156

Annexe 14. Désistements 158

Annexe 15. Demandes en interprétation 159

Annexe 16. Demandes en revision 160

Annexe 17. Témoins, experts et témoins-experts 161

Annexe 18. Défauts 163

Annexe 19. Avis consultatifs 164

Annexe 20. Budget de la Cour 180

Annexes

Annex 1. Chronological list of proceedings before the Court since 1947 106

Annex 2. Former Members of the Court. 114

Annex 3. Former Presidents and Vice-Presidents of the Court 117

Annex 4. Former Registrars and Deputy-Registrars of the Court 119

Annex 5. Chambers formed under Article 26, paragraph 2, of the Statute 120

Annex 6. Cases instituted by special agreement 123

Annex 7. Cases instituted by application (on the basis of a compromissory clause and/or a declaration made in accordance with Article 36, paragraph 2, of the Statute) 125

Annex 8. Cases instituted on the basis of *forum prorogatum* 139

Annex 9. Interventions (Arts. 62 and 63 of the Statute) 142

Annex 10. Joinders of proceedings 145

Annex 11. Provisional measures 146

Annex 12. Cases in which the Court has given a preliminary ruling on questions of jurisdiction and/or admissibility 152

Annex 13. Counter-claims 156

Annex 14. Discontinuances 158

Annex 15. Requests for interpretation 159

Annex 16. Applications for revision 160

Annex 17. Witnesses, experts and witness-experts. 161

Annex 18. Non-appearances. 163

Annex 19. Advisory Opinions 164

Annex 20. Budget of the Court 180

AFRIQUE/AFRICA

Afrique du Sud/South Africa
Bevan Group
8 Nobel Street, The Interchange
Somerset West, 7130, South Africa
www.bevan.co.za

AMÉRIQUE DU NORD/NORTH AMERICA

Canada
Renouf Publishing Co. Ltd
22-1010 Polytek Street
Ottawa, ON, Canada
K1J 9J1
www.renoufbooks.com

Etats-Unis d'Amérique/United States of America
Bernan
15200 NBN WAY
Blue Ridge Summit
PA 17214, USA
www.bernan.com

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES/LATIN AMERICA AND THE CARRIBEAN

Argentine/Argentina
SBS, Libreria Internacional
Avelino Diaz 533
Parque Chacabuco C1424CUE
Ciudad Autonoma de Buenos Aires Argentina
www.sbs.com.ar

Barbade/Barbados
University of the West Indies Bookshop
Cave Hill, St. Michael
Barbados
www.uwibookshop.com

Mexique/Mexico
Valher Promociones y Representaciones
Hilario Medina N16 Local 1
Col. Constitucion de 1917
CP Iztapalapa, Mexico
valherpry@prodigy.net.mx

Trinité-et-Tobago/Trinidad and Tobago
Systematics Studies Limited
The Emerald Plaza – Unit #2
11 Eastern Main Road
St. Augustine, Trinidad and Tobago

Uruguay
Libreria Técnica Uruguaya
Colonia 1543 Oficina 702 7mo. Piso
11200 Montevideo, Uruguay
ltu@cs.com.uy

ASIE ET PACIFIQUE/ASIA AND PACIFIC

Australie/Australia
Coinfo
200A Rooks Road
Vermont, Victoria 3133, Australia
www.coinfo.com.au/

Inbooks c/o- James Bennett
Locked Bag 537
Frenchs Forest NSW 2086, Australia
www.inbooks.com.au

Chine/China
China National Publications Import
& Export Corporation (CNPIEC)
16 Gongti East Road Beijing 100020, China

China National Publications Import
& Export Corporation Shanghai Branch
88 Guang Zhong Road P.O. Box 083-101
Shanghai 200083, China

Tycoon Information Inc.
5th Floor, No. 500
Chang-Chun Road, Taipei, Taiwan

Corée (Rép. de)/Korea (Rep. of)
Eulyoo Publishing Co. Ltd
46-1 Susong-Dong Jongro-gu
Seoul 110, Rep. of Korea
eulyoo@chollian.net

Hong Kong
Bloomsbury Books Ltd
2302 Bonham Trade Centre
50 Bonham Strand
Sheung Wan, Hong Kong
www.bloomsbury.com.hk

Inde/India
Anand Associate
1219, Stock Exchange Tower
12th Floor Dalal Street
Mumbai 400 023, India
www.myown.org

Bookwell
24/4800 Ansari Road, Daryaganj
New Delhi 110002, India
www.bookwellindia.com

Viva Books Private Limited
4737/23 Ansari Road, Daryaganj
New Delhi 110002, India
www.vivagroupindia.com

Indonésie/Indonesia
CV. ADA UTAMA
RT 01 No. 28A Dongkelan – Bantul
Yogyakarta 55188, Indonesia

Japon/Japan
Far Eastern Book-Sellers
P.O. Box 72 Kanda, Tokyo, Japan
www.kyokuto-bk.co.jp

Malaisie/Malaysia
MDC Publishers Sdn Bhd
MDC Building, 2717 & 2718
Jalan Permata Empat, Taman Permata
Hulu Kelang 53300
Kuala Lumpur, Malaysia
www.mdcpublishers.com

Nouvelle-Zélande/New Zealand
Legislation Direct
PO Box 12418
Thordon, Wellington 6144, New Zealand
www.legislationdirect.co.nz

Pakistan
Pak Book Corporation
Aziz Chambers
21 Queen's Road
Lahore 54000, Pakistan
www.pakbook.com

Singapour/Singapore
Select Books Ltd
65A, Safan Tenteram
#02-06, St. Michael's Industrial Estate
328958, Singapore
www.selectbooks.com.sg

Kinokuniya Company Ltd
Book Import Department P.O. Box 55 Chitose
Tokyo 156, Japan
www.kinokuniya.co.jp

UBS Library Services Pte Ltd
Blk 1008 Toa Payoh North #03-18
Toa Payoh Ind Estate
318996, Singapore
www.ubspress.com

Maruzen Company Ltd
Nihombashi 3-9-2, Chuo-ku
Tokyo 103-8244, Japan
www.maruzen.co.jp

Thaïlande/Thailand
Booknet Co., Ltd
No. 8 Soi Krungthep Kreetha 8
Yaek 8 Huamark, Bangkapi
Bangkok 10240, Thailand
www.booknet.co.th

ASIE OCCIDENTALE ET MOYEN-ORIENT/WESTERN ASIA AND THE MIDDLE EAST

Egypte/Egypt
The Middle East Readers Information
Center-MERIC
2 Bahgat Aly St. Appt. 24, El Masry Tower D
Cairo/Zamalek, Egypt
www.mericonline.com

Iran (Rép. islamique d'/Islamic Rep. of)
Katibeh Information Services
Unit 2, No. 13, Marjan Alley, Sadaf Street
West Sarv Street, Saadat Abad
P.O. Box 14665-749
Tehran, Iran

Israël/Israel
TELDAN Information Systems
7 Derech Hashalom
IL, 67892 Tel Aviv, Israel
www.teldan.com

EUROPE

Danemark/Denmark
Gad Import Booksellers
c/o GAD Direct
31-33 Fiolstraede
1171 Copenhagen K, Denmark

Espagne/Spain
Díaz de Santos
Albasanz 2, 28037 Madrid, Spain
www.editdiazdesantos.com

Libreria Juridica
Marquez de la Ensenada, 4
28004 Madrid, Spain
www.libreriatlexnova.com

Fédération de Russie/Russian Federation
Ves Mir Publishers
1 Stroenie 52, Sophii Kovalevskoi ulitza,
127214 Moscow, Russian Federation
www.vesmirbooks.ru

KnoRus/Knizhnaya logistika LLC
Prospect Mira 105/1
12908-5 Moscow, Russian Federation
www.knorus.ru

Finlande/Finland
Stockmann/Academic Bookstore
Keskuskatu 1
00100 Helsinki, Finland
www.akateeminenkirjakauppa.fi

France
UBIFRANCE – Librairie du Commerce International
77 Boulevard Saint Jacques
75014 Paris, France
www.ubifrance.fr

Grèce/Greece
ANACO LTD
Vouliagmenis Ave 117 & Kritonos str
16674 Glyfada-Athens, Greece
www.anaco.gr

Italie/Italy
Licosa, Libreria Commissionaria
Sansoni S.p.A.
Via Duca Di Calabria 1/1
50125 Florence, Italy
www.licosa.com

DEA Mediagroup SpA
Via Pietro Boccanelli 27
00138 Rome RM, Italy
www.deastore.com

Norvège/Norway
FN-sambandet
Østlandsavdelingen
Besøksadr: Storgata 33 A
0184 Oslo, Norway
www.fn.no

Pays-Bas/Netherlands
Roodveldt Publidis
Wilhelminalaan 49
1161 TW Zwanenburg, Netherlands
www.publidis.org

Pologne/Poland
Siedziba główna
Ul. Grzybowska 3
00-855 Warsaw, Poland
www.ips.com.pl

Royaume-Uni/United Kingdom
Dandy Booksellers,
Unit 3 & 4
31-33 Priory Park Road
London NW6 7UP, United Kingdom
www.dandybooksellers.com

Labeline International Ltd
Midas House
Chivenor Business Park Nr. Barnstaple
N Devon EX31 4AY, United Kingdom
www.labeline.com

Mallory International LTD
Aylesbeare Common Business Park
Exmouth Road
Aylesbeare, Devon
EX5 2DG, United Kingdom
www.malloryint.co.uk

The Charlesworth Group
250 Deighton Road
Huddersfield
HD2 1JJ, United Kingdom
www.charlesworth-group.com

The Stationery Office Ltd
Customer Services
PO Box 29
Norwich NR3 1GN, United Kingdom
www.tsoshop.co.uk

Suisse/Switzerland
Planetis Sarl
16, chemin des Pins
1273 Arzier, Switzerland
www.planetis.ch

DISTRIBUTEUR PRINCIPAL/PRINCIPAL DISTRIBUTOR

Afrique/Africa, Asie occidentale et Moyen-Orient, Western Asia and Middle East, Chine et territoires de Hong Kong et Taïwan/China and the territories of Hong Kong and Taiwan, Europe

Eurospan Group
3 Henrietta Street,
Covent Garden, London,
WC2E 8LU, United Kingdom
www.eurospanbookstore.com

*

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES/PHOTOGRAPHIC CREDITS

La Cour dans sa composition actuelle/The Court in its current composition : CIJ-ICJ/Max Koot Studio.

Grande salle de justice/Great Hall of Justice : CIJ-ICJ/Franck van Beek.

Les juges *ad hoc*/The Judges *ad hoc* : CIJ-ICJ/P&E Photo ; avec l'aimable autorisation de M. le juge *ad hoc* Brower/By kind permission of Judge *ad hoc* Brower ; CIJ-ICJ/Capital Photos/Phil Nijhuis ; CIJ-ICJ/Frank van Beek ; CIJ-ICJ/Gerald van Daalen/Capital Photos ; CIJ-ICJ/Fotoburo Dijkstra BV ; Peter Boom et Cor Salverius ; CIJ-ICJ/Frank van Beek/ANP-in-Opdracht ; CIJ-ICJ/Max Koot ; CIJ-ICJ/ANP-in-Opdracht/Frank van Beek ; CIJ-ICJ/P&E Photo ; CIJ-ICJ/Capital Photos/Gerald van Dalen ; CIJ-ICJ/P&E Photo ; OSA Images ; CIJ-ICJ/ANPiO/Bas Arps.

INSTRUCTIONS DE PROCÉDURE

PRACTICE DIRECTIONS

INSTRUCTIONS DE PROCÉDURE [1]

Instruction de procédure I

La Cour souhaite décourager la pratique du dépôt simultané des pièces de procédure dans les affaires soumises par voie de compromis.

La Cour s'attend à ce que les compromis qui seront conclus à l'avenir comporteront des dispositions quant au nombre et à l'ordre de présentation des pièces de procédure, conformément à l'article 46, paragraphe 1. Ces dispositions ne préjugeront aucune question qui pourrait se poser dans le cadre de l'affaire, notamment celle de la charge de la preuve.

Si le compromis ne contient aucune disposition quant au nombre et à l'ordre de présentation des pièces de procédure, la Cour s'attendra à ce que les parties se mettent d'accord à ce sujet, conformément à l'article 46, paragraphe 2.

Instruction de procédure II

Chacune des parties, lors de la rédaction de chaque pièce de procédure, doit avoir à l'esprit le fait que celle-ci a pour objet non seulement de répondre aux conclusions et moyens de la partie adverse, mais encore et surtout de présenter de manière claire les conclusions et moyens propres à son auteur.

Cela étant, chaque partie doit faire figurer dans la conclusion de ses pièces de procédure un bref résumé de son argumentation.

---

[1] La Cour a adopté en octobre 2001 ses premières instructions de procédure à l'usage des Etats apparaissant devant elle. Les instructions de procédure n'entraînent aucune modification du Règlement de la Cour, mais viennent s'ajouter à celui-ci. Elles sont le fruit du réexamen constant, par la Cour, de ses méthodes de travail. Une fois adoptée par la Cour, toute modification apportée aux instructions de procédure est désormais placée sur le site Internet de la Cour et publiée dans l'*Annuaire* de la Cour, avec mention, le cas échéant, de toute réserve *ratione temporis* quant à son applicabilité. Est reproduite dans la présente brochure la dernière version des instructions de procédure, telles qu'amendées les 20 janvier 2009 et 21 mars 2013.

PRACTICE DIRECTIONS[1]

Practice Direction I

The Court wishes to discourage the practice of simultaneous deposit of pleadings in cases brought by special agreement.

The Court would expect future special agreements to contain provisions as to the number and order of pleadings, in accordance with Article 46, paragraph 1, of the Rules of Court. Such provisions shall be without prejudice to any issue in the case, including the issue of burden of proof.

If the special agreement contains no provisions on the number and order of pleadings, the Court will expect the parties to reach agreement to that effect, in accordance with Article 46, paragraph 2, of the Rules of Court.

Practice Direction II

Each of the parties is, in drawing up its written pleadings, to bear in mind the fact that these pleadings are intended not only to reply to the submissions and arguments of the other party, but also, and above all, to present clearly the submissions and arguments of the party which is filing the proceedings.

In the light of this, at the conclusion of the written pleadings of each party, there is to appear a short summary of its reasoning.

---

[1] The Court first adopted in October 2001 Practice Directions for use by States appearing before it. Practice Directions involve no alteration to the Rules of Court, but are additional thereto. They are the result of the Court's ongoing review of its working methods. Any amendments to the Practice Directions, following their adoption by the Court, are now posted on the Court's website and published in the Court's *Yearbook*, with a note of any temporal reservations relating to their applicability. This booklet contains the most recent version of the Practice Directions, as amended on 20 January 2009 and 21 March 2013.

Instruction de procédure III

Les parties sont très instamment priées de veiller à ce que leurs écritures soient aussi concises que possible, dans des limites compatibles avec une présentation exhaustive de leurs positions.

Au vu d'une tendance excessive à la multiplication et à l'allongement des annexes aux pièces de procédure, les parties sont, en outre, instamment priées d'opérer une sélection rigoureuse des documents qu'elles annexent.

Instruction de procédure IV

Lorsque l'une ou l'autre des parties dispose en tout ou en partie d'une traduction de ses pièces de procédure ou de celles de la partie adverse dans l'autre langue officielle de la Cour, il va de soi que ces traductions doivent être fournies au Greffe de la Cour. Il en est de même pour les annexes.

Le Greffe examinera ces traductions et les transmettra à la partie adverse en lui précisant les conditions dans lesquelles elles ont été établies.

Instruction de procédure V

En vue d'accélérer la procédure sur les exceptions préliminaires soulevées par une partie en vertu de l'article 79, paragraphe 1, du Règlement de la Cour, le délai pour la présentation par la partie adverse d'un exposé écrit contenant ses observations et conclusions, au sens de l'article 79, paragraphe 5, ne devra en général pas excéder quatre mois à compter de la date de présentation desdites exceptions préliminaires.

Instruction de procédure VI

En ce qui concerne les plaidoiries, la Cour demande le plein respect de l'article 60, paragraphe 1, de son Règlement, ainsi que du degré de brièveté requis. Dans ce contexte, la Cour trouverait fort utile que les parties privilégient, lors du premier tour de la procédure orale, les points qui ont été soulevés par l'une d'elles au stade de la procédure écrite mais n'ont pas encore été traités comme il convient par l'autre, ainsi que ceux sur lesquels elles tiennent à mettre l'accent pour conclure leur argumentation. Lors de l'examen d'exceptions d'incompétence ou d'irrecevabilité, la procédure orale doit se borner à des exposés sur les exceptions.

Practice Direction III

The parties are strongly urged to keep the written pleadings as concise as possible, in a manner compatible with the full presentation of their positions.

In view of an excessive tendency towards the proliferation and protraction of annexes to written pleadings, the parties are also urged to append to their pleadings only strictly selected documents.

Practice Direction IV

Where one of the parties has a full or partial translation of its own pleadings or of those of the other party in the other official language of the Court, these translations should as a matter of course be passed to the Registry of the Court. The same applies to the annexes.

These translations will be examined by the Registry and communicated to the other party. The latter will also be informed of the manner in which they were prepared.

Practice Direction V

With the aim of accelerating proceedings on preliminary objections made by one party under Article 79, paragraph 1, of the Rules of Court, the time-limit for the presentation by the other party of a written statement of its observations and submissions under Article 79, paragraph 5, shall generally not exceed four months from the date of the filing of the preliminary objections.

Practice Direction VI

The Court requires full compliance with Article 60, paragraph 1, of the Rules of Court and observation of the requisite degree of brevity in oral pleadings. In that context, the Court will find it very helpful if the parties focus in the first round of the oral proceedings on those points which have been raised by one party at the stage of written proceedings but which have not so far been adequately addressed by the other, as well as on those which each party wishes to emphasize by way of winding up its arguments. Where objections of lack of jurisdiction or of inadmissibility are being considered, oral proceedings are to be limited to statements on the objections.

Instruction de procédure VII[1]

La Cour estime qu'il n'est pas dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice qu'une personne exerçant des fonctions de juge *ad hoc* dans une affaire exerce dans le même temps, ou ait récemment exercé, les fonctions d'agent, de conseil ou d'avocat dans une autre affaire portée devant la Cour. En conséquence, lorsqu'elles désignent un juge *ad hoc* conformément à l'article 31 du Statut et à l'article 35 du Règlement de la Cour, les parties devraient s'abstenir de choisir des personnes exerçant les fonctions d'agent, de conseil ou d'avocat dans une autre affaire soumise à la Cour, ou ayant exercé de telles fonctions au cours des trois années précédant leur désignation. En outre, les parties devraient également s'abstenir de nommer comme agent, conseil ou avocat dans une affaire soumise à la Cour une personne exerçant des fonctions de juge *ad hoc* dans une autre affaire portée devant la Cour.

Instruction de procédure VIII[1]

La Cour estime qu'il n'est pas dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice qu'une personne ayant été jusqu'à une date récente membre de la Cour, juge *ad hoc*, Greffier, Greffier adjoint ou fonctionnaire supérieur de la Cour (secrétaire juridique principal, premier secrétaire ou secrétaire) intervienne comme agent, conseil ou avocat dans une affaire portée devant la Cour. En conséquence, les parties devraient s'abstenir de nommer comme agent, conseil ou avocat dans une affaire soumise à la Cour une personne ayant été, au cours des trois années précédant cette nomination, membre de la Cour, juge *ad hoc*, Greffier, Greffier adjoint ou fonctionnaire supérieur de la Cour.

Instruction de procédure IX

1. Les parties à une affaire devant la Cour devraient s'abstenir de présenter de nouveaux documents après la clôture de la procédure écrite.

2. Si une partie souhaite néanmoins présenter un document nouveau après la clôture de la procédure écrite, y compris pendant la procédure orale, en vertu de l'article 56, paragraphes 1 et 2, du Règlement, elle devra expliquer pourquoi elle juge

[1] Les instructions de procédure VII et VIII sont sans incidence sur les désignations ou nominations effectuées par les parties avant le 7 février 2002, date d'adoption par la Cour desdites instructions.

Practice Direction VII[1]

The Court considers that it is not in the interest of the sound administration of justice that a person sit as judge *ad hoc* in one case who is also acting or has recently acted as agent, counsel or advocate in another case before the Court. Accordingly, parties, when choosing a judge *ad hoc* pursuant to Article 31 of the Statute and Article 35 of the Rules of Court, should refrain from nominating persons who are acting as agent, counsel or advocate in another case before the Court or have acted in that capacity in the three years preceding the date of the nomination. Furthermore, parties should likewise refrain from designating as agent, counsel or advocate in a case before the Court a person who sits as judge *ad hoc* in another case before the Court.

Practice Direction VIII[1]

The Court considers that it is not in the interest of the sound administration of justice that a person who until recently was a Member of the Court, judge *ad hoc*, Registrar, Deputy-Registrar or higher official of the Court (principal legal secretary, first secretary or secretary), appear as agent, counsel or advocate in a case before the Court. Accordingly, parties should refrain from designating as agent, counsel or advocate in a case before the Court a person who in the three years preceding the date of the designation was a Member of the Court, judge *ad hoc*, Registrar, Deputy-Registrar or higher official of the Court.

Practice Direction IX

1. The parties to proceedings before the Court should refrain from submitting new documents after the closure of the written proceedings.

2. A party nevertheless desiring to submit a new document after the closure of the written proceedings, including during the oral proceedings, pursuant to Article 56, paragraphs 1 and 2, of the Rules, shall explain why it considers it necessary to include

[1] Practice Directions VII and VIII do not affect a choice or designation made by the parties prior to 7 February 2002, the date of the adoption by the Court of those Directions.

nécessaire de verser ce document au dossier de l'affaire et pourquoi elle n'a pas été en mesure de le produire plus tôt.

3. A défaut d'assentiment de la partie adverse, la Cour n'autorisera la présentation du nouveau document qu'à titre exceptionnel, à condition que ce document lui paraisse nécessaire et sa production justifiée à ce stade de la procédure.

4. Si un document nouveau a été versé au dossier de l'affaire conformément aux dispositions de l'article 56 du Règlement de la Cour, la partie adverse, en formulant des observations à son sujet, ne devra présenter d'autres documents que dans la mesure où ils seraient strictement nécessaires et pertinents aux fins de ses observations sur le contenu de ce nouveau document.

Instruction de procédure IX bis

1. Il ne doit pas être fait recours à l'article 56, paragraphe 4, du Règlement de la Cour d'une manière qui porte atteinte à la règle générale selon laquelle tout document à l'appui des thèses d'une partie doit être joint aux pièces de procédure ou produit conformément à l'article 56, paragraphes 1 et 2, du Règlement de la Cour.

2. La Cour détermine, dans le contexte d'une affaire donnée, si un document mentionné au titre de l'article 56, paragraphe 4, du Règlement de la Cour peut être considéré comme faisant « partie d'une publication facilement accessible » ; elle souhaite toutefois préciser aux parties que les deux conditions suivantes doivent être réunies pour que cette disposition puisse être appliquée :

i) Premièrement, le document doit faire « partie d'une publication » — autrement dit, il doit être dans le domaine public. Cette publication peut se présenter sous tout format (imprimé ou électronique), sous toute forme (physique ou en ligne sur une page Internet, par exemple) ou sur tout support de données (papier, support numérique ou tout autre support).

ii) Deuxièmement, une publication est considérée comme « facilement accessible » dans la mesure où elle l'est à la fois pour la Cour et pour l'autre partie. Ainsi, la publication, ou ses passages pertinents, doit être accessible dans l'une ou l'autre des langues officielles de la Cour, et il doit être possible de la consulter dans un délai raisonnablement bref. Par conséquent, une partie souhaitant mentionner au cours de la procédure orale un document nouveau émanant d'une publica-

the document in the case file and shall indicate the reasons preventing the production of the document at an earlier stage.

3. In the absence of consent of the other party, the Court will authorize the production of the new document only in exceptional circumstances, if it considers it necessary and if the production of the document at this stage of the proceedings appears justified to the Court.

4. If a new document has been added to the case file under Article 56 of the Rules of Court, the other party, when commenting upon it, shall confine the introduction of any further documents to what is strictly necessary and relevant to its comments on what is contained in this new document.

Practice Direction IX bis

1. Any recourse to Article 56, paragraph 4, of the Rules of Court, is not to be made in such a manner as to undermine the general rule that all documents in support of a party's contentions shall be annexed to its written pleadings or produced in accordance with Article 56, paragraphs 1 and 2, of the Rules of Court.

2. While the Court will determine, in the context of a particular case, whether a document referred to under Article 56, paragraph 4, of the Rules of Court, can be considered "part of a publication readily available", it wishes to make it clear to the parties that both of the following two criteria must be met whenever that provision is applied.

(i) First, the document should form "part of a publication", i.e. should be available in the public domain. The publication may be in any format (printed or electronic), form (physical or on-line, such as posted on the internet) or on any data medium (on paper, on digital or any other media).

(ii) Second, the requirement of a publication being "readily available" shall be assessed by reference to its accessibility to the Court as well as to the other party. Thus the publication or its relevant parts should be accessible in either of the official languages of the Court, and it should be possible to consult the publication within a reasonably short period of time. This means that a party wishing to make reference during the oral proceedings to a new document eman-

tion qui ne serait pas accessible dans l'une ou l'autre des langues officielles de la Cour devra produire une traduction certifiée exacte de ce document dans l'une ou l'autre de ces langues.

3. Pour démontrer qu'un document fait partie d'une publication facilement accessible conformément au paragraphe 2 ci-dessus, et aux fins de garantir le bon déroulement de la procédure judiciaire, toute partie mentionnant un document en application de l'article 56, paragraphe 4, du Règlement de la Cour doit fournir les références nécessaires à sa consultation rapide, à moins que l'origine de la publication ne soit notoire (documents des Nations Unies, recueils de traités multilatéraux, grandes monographies sur le droit international, ouvrages de référence, par exemple).

4. Si, au cours de la procédure orale, une partie objecte à ce que l'autre partie mentionne un document en application de l'article 56, paragraphe 4, du Règlement de la Cour, la Cour décide.

5. Si, au cours de la procédure orale, une partie mentionne un document faisant partie d'une publication facilement accessible, la possibilité est offerte à l'autre partie de présenter des observations à son sujet.

Instruction de procédure IX ter

La Cour a pris note de la pratique des parties consistant à établir, pour la commodité des juges, des dossiers de plaidoiries. La Cour invite les parties à faire preuve de mesure à cet égard et rappelle que les documents figurant dans un dossier de plaidoiries doivent avoir été produits conformément à l'article 43 du Statut ou à l'article 56, paragraphes 1 et 2, du Règlement de la Cour. Aucun autre document ne peut être versé à ce dossier, à moins de faire partie d'une publication facilement accessible conformément à l'instruction de procédure IX *bis* et dans les conditions fixées par celle-ci. En outre, les parties doivent préciser de quelle annexe aux pièces de procédure ou de quel document produit en vertu de l'article 56, paragraphes 1 et 2, du Règlement les documents figurant dans le dossier de plaidoiries tirent leur origine.

Instruction de procédure IX quater

1. Vu l'article 56 du Règlement, toute partie souhaitant présenter à l'audience un matériau audiovisuel ou photographique qui n'a pas été préalablement versé au dossier de la procédure

ating from a publication which is not accessible in one of the official languages of the Court should produce a translation of that document into one of these languages certified as accurate.

3. In order to demonstrate that a document is part of a publication readily available in conformity with paragraph 2 above and to ensure the proper administration of the judicial process, a party when referring to the contents of a document under Article 56, paragraph 4, of the Rules of Court, should give the necessary reference for the rapid consultation of the document, unless the source of the publication is well known (e.g., United Nations documents, collections of international treaties, major monographs on international law, established reference works, etc.).

4. If during the oral proceedings a party objects to the reference by the other party to a document under Article 56, paragraph 4, of the Rules of Court, the matter shall be settled by the Court.

5. If during the oral proceedings a party refers to a document which is part of a publication readily available, the other party shall have an opportunity of commenting upon it.

*Practice Direction IX*ter

The Court has noted the practice by the parties of preparing folders of documents for the convenience of the judges during the oral proceedings. The Court invites parties to exercise restraint in this regard and recalls that the documents included in a judge's folder should be produced in accordance with Article 43 of the Statute or Article 56, paragraphs 1 and 2, of the Rules of Court. No other documents may be included in the folder except for any document which is part of a publication readily available in conformity with Practice Direction IX*bis* and under the conditions specified therein. In addition, parties should indicate from which annex to the written pleadings or which document produced under Article 56, paragraphs 1 and 2, of the Rules, the documents included in a judge's folder originate.

*Practice Direction IX*quater

1. Having regard to Article 56 of the Rules of Court, any party wishing to present audio-visual or photographic material at the hearings which was not previously included in the case

écrite doit en faire la demande suffisamment de temps avant la date à laquelle cette partie souhaite présenter ce matériau, de manière à permettre à la Cour de prendre sa décision après avoir recueilli les vues de l'autre partie.

2. La partie intéressée doit préciser dans sa demande la raison pour laquelle elle souhaite présenter le matériau audiovisuel ou photographique à l'audience.

3. La demande de présentation d'un matériau audiovisuel ou photographique par une partie doit être accompagnée d'informations relatives à la source de ce matériau, aux circonstances et à la date de sa réalisation, ainsi qu'à la mesure dans laquelle il est accessible au public. La partie en question doit également préciser, à chaque fois que cela est pertinent, les coordonnées géographiques de l'emplacement à partir duquel ce matériau a été réalisé.

4. Le matériau audiovisuel ou photographique que ladite partie entend présenter doit être déposé au Greffe en cinq copies. Le greffier en communique une à la partie adverse et en informe la Cour.

5. Il appartient à la Cour de se prononcer sur la demande après avoir examiné les vues éventuellement exprimées par l'autre partie et pris en considération toute question relative à la bonne administration de la justice que cette demande soulèverait.

Instruction de procédure X

Chaque fois qu'une décision sur une question de procédure doit être prise dans une affaire et que le président estime nécessaire de convoquer les agents afin de se renseigner auprès des parties à cet égard, en application de l'article 31 du Règlement de la Cour, il est attendu des agents qu'ils se réunissent avec le président le plus tôt possible.

Instruction de procédure XI

Dans leurs exposés oraux sur les demandes en indication de mesures conservatoires, les parties devraient se limiter aux questions touchant aux conditions à remplir aux fins de l'indication de mesures conservatoires, telles qu'elles ressortent du Statut, du Règlement et de la jurisprudence de la Cour. Les parties ne devraient pas aborder le fond de l'affaire au-delà de ce qui est strictement nécessaire aux fins de la demande.

file of the written proceedings shall submit a request to that effect sufficiently in advance of the date on which that party wishes to present that material to permit the Court to take its decision after having obtained the views of the other party.

2. The party in question shall explain in its request why it wishes to present the audio-visual or photographic material at the hearings.

3. A party's request to present audio-visual or photographic material must be accompanied by information as to the source of the material, the circumstances and date of its making and the extent to which it is available to the public. The party in question must also specify, wherever relevant, the geographic co-ordinates at which that material was taken.

4. The audio-visual or photographic material which the party in question is seeking to present shall be filed in the Registry in five copies. The Registrar shall communicate a copy to the other party and inform the Court accordingly.

5. It shall be for the Court to decide on the request, after considering any views expressed by the other party and taking account of any question relating to the sound administration of justice which might be raised by that request.

Practice Direction X

Whenever a decision on a procedural issue needs to be made in a case and the President deems it necessary to call a meeting of the agents to ascertain the views of the parties in this regard pursuant to Article 31 of the Rules of Court, agents are expected to attend that meeting as early as possible.

Practice Direction XI

In the oral pleadings on requests for the indication of provisional measures parties should limit themselves to what is relevant to the criteria for the indication of provisional meas-ures as stipulated in the Statute, Rules and jurisprudence of the Court. They should not enter into the merits of the case beyond what is strictly necessary for that purpose.

Instruction de procédure XII

1. Lorsqu'une organisation non gouvernementale présente, de sa propre initiative, un exposé écrit et/ou un document dans le cadre d'une procédure consultative, cet exposé et/ou ce document ne doivent pas être considérés comme faisant partie du dossier de l'affaire.

2. Pareils exposés écrits et/ou documents sont traités comme des publications facilement accessibles, et les Etats et les organisations intergouvernementales présentant des exposés écrits ou oraux en l'affaire concernée peuvent s'y référer au même titre qu'aux publications relevant du domaine public.

3. Les exposés écrits et/ou les documents soumis par des organisations non gouvernementales sont placés dans une salle du Palais de la Paix désignée à cet effet. Tous les Etats et organisations intergouvernementales présentant des exposés écrits ou oraux en vertu de l'article 66 du Statut seront informés de l'endroit où peuvent être consultés les exposés écrits et/ou documents soumis par des organisations non gouvernementales.

Instruction de procédure XIII

La disposition de l'article 31 du Règlement de la Cour aux termes de laquelle le président se renseigne auprès des parties sur des questions de procédure est à comprendre ainsi :

Après la première réunion tenue avec le président, les parties, lorsque celui-ci est de nouveau appelé à se renseigner auprès d'elles sur des questions de procédure, peuvent, si elles sont d'accord sur la procédure à suivre, l'en informer par lettre.

Les vues des parties concernant la suite de la procédure peuvent également, si celles-ci en sont d'accord, être recueillies par téléconférence.

Practice Direction XII

1. Where an international non-governmental organization submits a written statement and/or document in an advisory opinion case on its own initiative, such statement and/or document is not to be considered as part of the case file.

2. Such statements and/or documents shall be treated as publications readily available and may accordingly be referred to by States and intergovernmental organizations presenting written and oral statements in the case in the same manner as publications in the public domain.

3. Written statements and/or documents submitted by international non-governmental organizations will be placed in a designated location in the Peace Palace. All States as well as intergovernmental organizations presenting written or oral statements under Article 66 of the Statute will be informed as to the location where statements and/or documents submitted by international non-governmental organizations may be consulted.

Practice Direction XIII

The reference in Article 31 of the Rules of Court to ascertaining the views of the parties with regard to questions of procedure is to be understood as follows:

After the initial meeting with the President, and in the context of any further ascertainment of the parties' views relating to questions of procedure, the parties may, should they agree on the procedure to be followed, inform the President by letter accordingly.

The views of the parties as to the future procedure may also, should they agree, be ascertained by means of a video or telephone conference.

IMPRIMÉ EN FRANCE
PRINTED IN FRANCE

IMPRIME EN FRANCE
PRINTED IN FRANCE

ISBN 978-92-1-157286-5